



3 1761 04485 1129

HX
265
C33

LIBRARY

DOUZE LETTRES D'UN COMMUNISTE

A UN RÉFORMISTE

Sur la Communauté.

PAR M. CABET,

ANCIEN DÉPUTÉ.

Une chaque semaine,

(DEMI-FEUILLE IN-8°) — PRIX : 10 c.

**CHEZ PRÉVOT, RUE BOURBON-VILLENEUVE, 61,
ROUANNET, RUE VERDELET, 4,
CHAMEROT, PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 4,
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES.**

Mai. — 1844.

66421
18/19/05



HX
26.
C33

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Première Lettre.

Idées générales sur les Communistes et la Communauté.

— Tu m'embêtes avec ta Communauté et tes Communistes... ! —
Mais puisque tu as tant de raisons, donne-m'en une...

— Vas te promener... ! — Ce n'est pas raisonner...

— Vas au diable, et laisse-moi tranquille... — Mais pourquoi... ?

— Parce que... — Allons, je t'en prie...

— Tas d'ivrognes... ! — Oh ! oh !

— De paresseux.. ! — Mais non, tu te trompes...

— De débauchés.. ! — Mais je t'assure...

— De rêveurs, de lunatiques, de fous, qui veulent des utopies, des chimères.. ! — Mais tu n'as pas étudié la question...

— Des barbares, qui veulent détruire les arts et nous ramener au brouet noir, qui veulent supprimer la famille et nous assimiler à la brute, ou nous transformer en moines dans un vaste couvent, ou nous assujétir à une égalité qui serait le niveau de l'oppression et de la misère.. ! — Vraiment, tu me ferais perdre patience !...

— Des pillards et des voleurs, qui demandent la loi agraire et le partage, et qui veulent dépouiller les travailleurs pour vivre grassement sans rien faire.. ! — Mais tu calomnies, tu insultes.. ! Tu fais, sans t'en douter, comme les Païens, qui accusaient les Chrétiens d'être des ennemis des Dieux et des hommes, d'assassiner et de manger des enfants dans leurs sociétés secrètes, d'y boire du sang, d'y commettre toutes sortes d'infamies et d'abominations, d'être des conspirateurs, des scélérats, des monstres dont il fallait purger la terre.

— Ah ! si tous les Communistes te ressemblaient... — Eh bien... ?

— Oui... mais... — Mais quoi ? Est-ce que tous les Réformistes, tous les Démocrates te ressemblent, toi ? Est-ce qu'il n'y a que des perfections parmi les Républicains et les Patriotes ?

— Tu te fâches.. ! — Est-ce que tous les Juste-milieu sont la vertu, la moralité, le désintéressement, le...

— Je te les abandonne... — Les Aristocrates sont-ils des anges ? Les Prêtres sont-ils des Dieux... ?

— Comme les Saint-Simoniens et les Fourriéristes sont des Saints...

— Tu vois donc que c'est la Communauté en elle-même qu'il faut exa-

miner pour savoir si elle est bonne ou mauvaise, et non la personne des Communistes... D'ailleurs, si tu veux examiner les personnes, je te dirai : Suis-je un ivrogne, moi, un paresseux, un débauché... ?

— Quelle idée... ! — Eh bien ! je suis Communiste... ! Tu reconnais que les Réformistes, en général, n'ont pas plus d'étude et pas plus d'instruction que moi...

— Certainement... — Eh bien ! je suis Communiste... ! Sans avoir plus d'intelligence qu'eux, je ne suis peut-être pas plus bête...

— Je le crois... ! — Eh bien ! je suis Communiste, Communiste de conviction après de longues méditations dans la solitude, Communiste enthousiaste, ardent, prêt à soutenir la discussion contre qui voudra, prêt même à donner ma vie pour ma foi sociale et politique. Et quand tu vois un homme qui n'est ni stupide, ni ignare, ni vil, adopter ainsi la Communauté, c'est peut-être une considération de quelque poids, une circonstance suffisante, non pour te rendre Communiste, mais pour te décider à prendre la peine *d'examiner*.

— Peut-être bien.... — Tu sais que je suis ton ami, que je désire ton bonheur autant que le mien.....

— Je n'en doute pas.... — Que mon âme est remplie d'amour pour le Peuple en général et pour l'Humanité toute entière ; que c'est là ma passion, ma vie, l'objet de toutes mes pensées, le but de toutes mes actions..... Et comme la Vérité seule a chance de triompher, comme la Raison finit toujours par avoir raison, comme la chute de l'Erreur est certaine avec le temps, comme il ne peut y avoir que de la honte à recueillir en la soutenant, je serais insensé de défendre la Communauté si elle n'était pas à mes yeux la Vérité même.... Et quand tu avoues que je ne suis ni fou, ni sans quelque expérience, sera-t-il si déraisonnable de ta part *d'examiner* au moins avec moi... ?

— Plus tard... nous verrons... — Quoi ! quand il s'agit d'une affaire commerciale qui peut te donner le moindre bénéfice, tu quittes tout pour l'examiner ; et quand il s'agit de ton bonheur, de celui de tes enfants, de celui de l'Humanité, tu ajournes, tu ne veux pas même *examiner*, tu t'exposes à ce que je t'appelle mauvais père... !

— Tu m'en diras tant.... — Et si je te dis que tous les hommes qui sont l'honneur et le flambeau de l'Humanité, Socrate, Platon, les Rois Lycurgue, Agis, Cléomène, Jésus-Christ lui-même, tous les Pères de l'Eglise, le Chancelier d'Angleterre Thomas Morus, Campanella, Locke, Montesquieu, Rousseau, Helvétius, Fénelon, Fleury, Morelli, Mably, Condorcet, etc., etc., étaient Communistes... ?

— Vraiment... ? — Que des populations entières, tous les Chrétiens des premiers siècles, des milliers d'Albigéois et de Vaudois en France, des milliers de Lollards en Angleterre, des armées d'Anabaptistes et de frères Moraves en Allemagne, étaient Communistes... ?

— Mais je ne savais pas.... — Et si tu me parles de deux ou trois individus qui se disent Communistes, mais dont les habitudes ne font

pas beaucoup d'honneur à la Communauté et que ses ennemis nous jettent toujours à la tête, comme s'ils étaient seuls ou comme si tous les Communistes leur ressemblaient, je te répondrai que je connais des Communistes aussi modestes qu'estimables, qui ne font aucun bruit, mais qui pourraient servir de modèles à bien des Réformistes.

— C'est possible..... — Comment voudrais-tu que les premiers Communistes, les Communistes d'aujourd'hui, c'est-à-dire ceux qui embrassent la Communauté comme le remède à leurs maux, fussent tous parfaits avant d'être en Communauté? Toute la Génération actuelle (Réformistes ou Communistes, Juste-milieu ou Républicains, Aristocrates ou Démocrates) peut-elle n'être pas remplie de défauts quand elle a été formée ou plutôt déformée par une détestable organisation sociale et politique?

— Oh! que tu as bien raison! — Les vices des pauvres et même des riches peuvent-ils t'étonner? Ne sont-ils pas, à tes yeux, la faute et le crime de la Société, comme tous les vices du boutiquier sont les vices de la boutique...?

— Oui.... — Pour moi, je m'étonne des vertus du Peuple bien plus que de ses défauts, et je trouve bien plus de vertus chez lui que chez ceux qui n'ont qu'à naître pour être riches et pour se vanter dans les plaisirs sans rien faire pour la Société. J'admire et j'aime les vertus du travailleur, parce qu'elles sont à lui, et je suis plein d'indulgence pour des défauts qui sont l'œuvre de la Société.

— Je pense comme toi... — Cependant, tu vas peut-être me trouver exagéré, exalté, fou, quand je t'ouvrirai mon âme toute entière et quand j'ajouterai que, plus la masse ouvrière a de défauts et plus je m'intéresse à elle, plus mon zèle est ardent et mon dévouement actif.

— C'est juste; car le Peuple n'aurait pas besoin d'amis dévoués s'il était parfait et heureux... — Ou si ses vices étaient son propre ouvrage, ou s'ils étaient un mal irrémédiable... Mais, tu le sens comme moi puisque tu es Réformiste, le mal vient de la mauvaise organisation sociale et politique; c'est là le Satan qui perd l'Humanité; c'est là le Démon dont il faut délivrer le Genre humain...

— La tâche est difficile.... — Sans doute: autrement elle serait accomplie depuis longtemps; car ce n'est pas d'aujourd'hui que Satan règne et qu'on entreprend de le détrôner; c'est depuis le commencement du monde: mais on n'entreprendrait rien si l'on ne voulait entreprendre que des choses faciles; et, quelque difficile que soit la délivrance de l'Humanité, ce n'est pas un obstacle qui doit arrêter les cœurs généreux. Déjà l'empire satanique, assiégé de toutes parts, est ébranlé; bien des réformes et bien des améliorations, qu'on disait impossibles, se sont réalisées.

— C'est vrai: mais il faut bien du courage; car le Peuple est inconstant, souvent ingrat.... — On peut le tromper sans doute: des intrigants, des ambitieux, des fous, peuvent l'égarer, en lui parlant

seuls et dans les ténèbres, en exploitant ses préjugés, ses passions, son indignation, sa colère. Il peut prendre ses vrais amis pour des ennemis, et donner sa confiance à des ennemis perfides ou à des imprudents et des maladroits qu'il prend pour ses meilleurs amis ; mais il n'est jamais ni injuste ni ingrat par intention ; le Peuple, c'est la justice même ; il n'a besoin que de connaître la vérité.

— Mais si la vanité, l'orgueil, l'amour-propre, l'ambition de quelques-uns parviennent à semer les entraves, les divisions, les calomnies.... — Eh bien, la tâche devient plus difficile encore ; on peut éprouver un premier mouvement de dégoût et de découragement ou d'indignation ; mais la Raison doit reprendre le dessus ; il faut plaindre le Peuple d'avoir le malheur de pouvoir être si facilement trompé, il faut regretter le bien qu'on est empêché de faire ; mais il n'en faut pas moins continuer sa marche avec constance et courage.

— Mais le remède à tant de mal?... — Puisque tu reconnais que le mal est dans une *mauvaise organisation sociale*, tu dois entrevoir le remède dans une meilleure organisation de la Société, dans des institutions plus convenables. Ecoute une petite histoire :

Il y avait un village situé au milieu d'une forêt traversée par une route étroite et tortueuse, qui servait de communication entre plusieurs provinces, et que les marchands et les voyageurs étaient obligés de parcourir. Elle présentait beaucoup de ces endroits isolés, obscurs, resserrés, qu'on appelle des coupe-gorge, où des brigands, cachés dans des creux ou des buissons, ou des cavernes, sur le bord de la route, attendaient le passant (comme le chasseur à l'affût attend le gibier), pour l'égorger ou le fusiller et le dépouiller, sans que ce dernier put, ni voir son assassin en embuscade, ni se défendre contre lui. Plus ces assassinats et ces vols étaient faciles, plus ils étaient fréquents et journaliers. Tous les habitants du village avaient fini par prendre l'habitude du brigandage ; tous en vivaient sans faire autre chose ; tous étaient brigands, ou receleurs, ou complices. Ce fut en vain que la Justice voulut arrêter et juger plusieurs d'entre eux : elle ne trouvait aucun témoin, ou des faux témoins pour sauver les criminels. Ce fut en vain qu'on en mit à la torture et qu'on en fit arbitrairement périr un grand nombre dans les tourments et les supplices : l'espoir de l'impunité entraînait toujours les autres au crime. Ce fut en vain qu'on leur envoya des missionnaires et des curés, qui leur faisaient des sermons, les confessaient, les catéchisaient, leur distribuaient des livres de prières et de morale ; ni les conseils, ni les pénitences, ni la promesse du paradis ou la menace de l'enfer, n'empêchaient rien. ... Un jour que les magistrats et les prêtres se lamentaient autour de plusieurs cadavres assassinés, un médecin du voisinage (je crois que c'était un Communiste du temps), leur dit : « J'ai un moyen simple, facile et sûr, d'empêcher tous les assassinats, sans sermons et sans supplices ; voulez-vous l'employer ? — Voyons, répondirent les prêtres et les juges (qui le prenaient pour un sorcier ou pour un fou). — Faites couper le bois à cinquante pas des deux côtés de la route.... — On se mit à rire de lui comme d'un visionnaire ; et néanmoins, l'un des assistants appuyant cet avis, on essaya... Les brigands ne pouvant plus se cacher sur le bord de la route, les assassinats cessèrent dans le long espace où la route se

trouvait ainsi découverte : mais ils continuèrent, quoique rarement, plus loin, entre des rochers ... Ils cessèrent aussi là, quand on eut fait briser un des rochers, et ne se commirent plus que plus loin encore entre deux montagnes. Pour les empêcher, on y plaça des gendarmes pendant la nuit ; et comme ces gendarmes y furent attaqués eux-mêmes, tués ou blessés, on y fit construire une caserne fortifiée. Depuis ce temps, les assassinats ont cessé ; la route est infiniment plus fréquentée ; on a construit des auberges. Le médecin Communiste, tout fier et heureux de son ouvrage, a fait admettre une partie des jeunes gens du village dans une grande manufacture voisine ; il a fait prêter quelques capitaux à d'autres, qui se sont livrés à l'agriculture ou à de petites industries. Bientôt l'aisance et la moralité ont reparu avec le travail. Et une simple mesure de police municipale, la coupe d'un bois des deux côtés d'une route, a produit un prodige que n'avaient pu produire, ni toute la puissance des Prêtres, ni toutes les rigueurs de la Justice... — Vois-tu maintenant que de bonnes institutions, une bonne organisation sociale, pourraient de même couper la racine à tous les crimes et même à tous les vices ?

— Je commence à croire... — Et figure-toi en imagination ce que pourra et devra être, sous la Communauté, une Génération d'ouvriers et de citoyens dont l'enfance et la jeunesse auront été consacrées jusqu'à seize ou dix-sept ans à son *Instruction* et à son *Education* ; qui recevra l'Education la plus parfaite, tandis qu'il n'y a pas aujourd'hui de véritable Education ; dont le cœur, l'esprit et le corps, seront également cultivés et perfectionnés ; qui sera préservée de tous les préjugés ; qui sera habituée à prendre toujours la *Raison* pour guide et à pratiquer toutes les vertus de la *fraternité* ; qui sera une Génération d'hommes dignes de ce nom, tandis qu'on pourrait dire que les hommes d'aujourd'hui ne sont, par le vice de leur Education, que la moitié ou le tiers de ce qu'ils pourraient être, que des moitiés d'hommes ou des tiers d'hommes... ?

— C'est bien vrai... — Figure-toi cette Génération Communiste, instruite, raisonnable, vigoureuse, formée pour le travail et pour tous les devoirs de la Société, figure-toi-la nourrie, vêtue, logée par la Communauté, et bien nourrie, bien vêtue, bien logée, à la seule condition d'un travail modéré, facile, agréable, honoré, n'ayant plus rien de dégoûtant, d'insalubre, de périlleux, parce que les *machines*, si fatales aujourd'hui aux masses qu'elles réduisent momentanément à l'inaction et à la misère, pourront alors, sans aucun inconvénient, être multipliées à l'infini pour travailler à la place de l'homme ; car il viendra un temps, peu éloigné, où toute l'intelligence humaine sera exercée à trouver des machines pour tout faire, en sorte que le travail humain se réduira à inventer et à diriger des machines.

— C'est trop beau..! — Pourquoi trop... ? Est-ce que l'homme n'est pas *perfectible* et susceptible d'Education, comme l'arbrisseau, comme le fruit, comme la fleur, comme le mouton, le chien et le cheval... ? Est-ce que l'Education et la culture ne sont pas tout-puissantes et presque des Divinités créatrices ? Est-ce que la culture ne crée pas

des milliers d'espèces de roses, d'œilleux, de tulipes, des milliers d'espèces de prunes, de pommes, de poires, de raisins...?

— Je t'écoute.... continue... — Et pourquoi donc l'Education ne produirait-elle pas les mêmes prodiges sur l'homme, enfant chéri de la Nature et son plus bel ouvrage? Est-ce que tout cerveau d'homme n'est pas le siège d'un foyer *d'intelligence*? Est-ce qu'une mère bienfaisante lui a donné le magnifique apanage de la *Raison* pour qu'il ne le perfectionne pas en le cultivant? Est-ce que ce n'est pas évidemment l'Education qui fait les défauts ou les qualités, les vices ou les vertus, qui, par exemple, habitue au vol et au meurtre l'enfant du bandit napolitain, qui voit sa mère prier la Sainte-Vierge, pour qu'elle ait la bonté d'envoyer un riche milord sous le fusil ou le poignard de son mari, et qui la voit sauter de joie quand son père rentre avec des dépouilles ensanglantées?... La vue et l'exemple d'un père ivrogne, paresseux, brutal, battant sa femme, ne donnent-ils pas les mêmes vices à leurs enfants, tandis qu'un autre enfant prendra tous les bons sentiments, toutes les bonnes opinions, toutes les bonnes habitudes qu'il verra journellement dans ses père et mère?..

— C'est vrai, c'est vrai.... — Eh bien! figure-toi donc ce que fera l'Education, quand la Communauté donnera à tous les enfants une véritable et parfaite *Education*!...

— Tiens, je n'ai plus horreur de ta Communauté.... Après!.... — Tu n'aperçois pas les *conséquences* d'une bonne Education, etc...

— Dis toujours!... — Plus d'ivrognes, plus de paresseux, plus de débauchés, plus de voleurs...

— Oh! il y en aura toujours... — Je ne le crois pas; mais je t'accorde qu'il y en aura quelques-uns; accorde-moi qu'il y en aura infiniment moins qu'aujourd'hui, ce qui sera déjà un immense perfectionnement, ce qui vaut bien la peine qu'on adopte ce système; car s'il est impossible d'exiger la *perfection* sur la terre, il serait déraisonnable de repousser le système qui s'en approche le plus; et on perfectionnera toujours pour s'en approcher davantage; et si tu connais quelque moyen de mieux perfectionner, on l'adoptera...

— Tu es vraiment bien raisonnable...! Et si tous les Communistes... — Plus de crimes... Plus d'émeutes ni d'insurrections, plus de complots ni d'attentats... Par conséquent, plus de gendarmes, plus de sergents de ville, plus de mouchards ou d'espions, plus d'agents provocateurs ni de révélateurs, plus de tribunaux criminels, plus de prisons ni de cachots, plus de bagnes ni d'échafauds, plus de geôliers ni de bourreaux, plus même de service de Garde nationale...! Plus de mendiants ni de vagabonds, plus de soldats ni de domestiques...

— Comment, plus de *domestiques*...? — Oui, comme on a dit autrefois plus d'esclaves, plus de bûchers... Je t'expliquerai cela... Plus de procès, plus de Bourse, plus de maisons de jeu, plus d'agents de change, notaires, huissiers, avoués, avocats, juges.

— C'est trop beau...! — Plus de billets à payer, plus de faillites, plus de ruines subites par incendie, inondation, grêle, naufrage, etc. puisque c'est la Communauté entière qui supportera ou réparera tout.

— C'est trop beau...! — Plus d'oisifs, mais plus de travailleurs exténués, et partout un travail facile et agréable; plus de riches à superflu, mais plus de misère, plus de pauvres manquant du nécessaire, et partout l'abondance et le bonheur. *Plus d'impôt*, autre que le travail, considéré comme fonction publique.

— C'est trop beau...! — Plus de soucis rongeurs ni d'inquiétudes, plus d'angoisses ni de désespoirs, plus de suicides.

— C'est trop beau...! — Plus de rivalité, ni de concurrence, ni d'antagonisme, ni d'exploitation, ni d'envies, ni de haines, ni de discordes; mais partout la fraternité, l'union, la paix.

— C'est trop beau...! — Plus de hasards, plus de *désordres* d'aucun genre, mais partout la prévoyance et l'ordre le plus parfait.

— C'est trop beau...! Mais tu ne me parles pas du *mariage*...

— Plus de dots, plus de célibataires, plus de maisons de prostitution, plus d'infanticides, plus de séduction ni d'enlèvement, plus d'empoisonnement entre époux, plus de scandales pour les enfants, plus de procès en adultère, en désaveu de paternité, mais l'union conjugale formée par l'amour et l'estime, cimentée par les qualités et les vertus personnelles, dissoluble dans le cas où l'un des deux époux ne trouverait pas le bonheur promis et espéré.

— Tu ne repousses donc pas la *Famille*...? — Non, certainement...! Je sais que quelques Communistes voudraient la supprimer: mais je crois que c'est là une des plus grandes *erreurs* et des plus grandes *fautes* qu'on puisse commettre aujourd'hui. 1^o Je crois que ce n'est pas la Famille qui est un mal en elle-même, pas plus que la Société en elle-même; que le mal n'existe que dans la mauvaise organisation de la Famille, comme dans la mauvaise organisation de la Société; que la Famille bien organisée n'aura aucun inconvénient; qu'elle est la combinaison la plus conforme à la dignité humaine, la plus propre à faire le bonheur de la femme, de l'homme et des enfants, la plus capable de maintenir l'ordre et l'harmonie dans la Société; et si j'avais à donner mon vote aujourd'hui, je n'hésiterais pas à le donner en faveur de la *Famille*. 2^o En admettant que tous les Communistes soient d'avis de conserver la Famille et que l'expérience leur prouve ensuite à eux ou la Génération suivante que la suppression de la Famille est préférable, sa conservation momentanée n'aura point eu d'inconvénients, ou du moins d'inconvénients graves, puisqu'ils seront toujours maîtres, eux ou la Génération future, de changer leurs institutions et de supprimer ou de modifier la Famille. 3^o Aujourd'hui, dans l'état des choses et des esprits, avec les habitudes et les préjugés, parler de supprimer la Famille, c'est blesser tous les époux, tous les pères et mères, tous les enfants; c'est faire crier à la *Communauté des*

femmes, au libertinage, à la prostitution, cris sous lesquels ont succombé les Saints-Simoniens; c'est multiplier, sans nécessité, et comme à plaisir, les difficultés, déjà si gigantesques, de l'éblissement d'une doctrine aussi radicale que celle de la Communauté; c'est, à mes yeux, une imprudence, une maladresse, la plus insigne folie, la plus manifeste démente; c'est faire à la cause de la Communauté et du Peuple plus de mal que n'en peuvent faire tous leurs ennemis déclarés... Tu vois que je suis loin de vouloir l'abolition de la Famille!

— Touche là...! Je ne suis pas encore Communiste, mais je te jure que je désire l'être avec toi... Tâche de me persuader, de me convaincre, de me convertir... Je suis bien disposé... J'écoute... Parle!... Qu'est-ce que la *Communauté*? — Quatre mots suffisent pour la définir : C'est une ASSOCIATION, *unitaire, égalitaire, fraternelle*....

— C'est tout...? — Oui... D'abord, c'est une *Association*, une Société, dont tous les membres sont des *associés*.

— Bien...! — L'association est *unitaire*, c'est-à-dire basée sur l'*unité* en tout, l'unité dans la Nation ou le Peuple, l'unité dans le territoire, ou le domaine, ou la propriété (qui est indivise, ou commune, ou sociale, ou nationale), l'unité dans l'industrie.

— Ceci a besoin d'explication... — Je t'expliquerai... Elle est *égalitaire*, basée sur l'*égalité* en tout, égalité d'éducation, égalité de travail, égalité de jouissance.

— Ceci demande aussi des explications... — Je t'en donnerai... Enfin, elle est *fraternelle*, sur la base de la *fraternité*.

— Je comprends... Mais, dis-moi, comment... — Tu es trop curieux maintenant et trop pressé... ! Dors là-dessus! Demain, je t'expliquerai le reste... J'ajouterai seulement aujourd'hui que je ne veux l'établissement de la Communauté que par la puissance de l'opinion publique, par la volonté nationale, par la loi ; que personne n'entrera dans la Communauté que pour en recevoir la même part de bonheur ; et que c'est la plus absurde calomnie de dire que les Communistes veulent le *pillage* et la *loi agraire*, puisque l'essence de la Communauté est d'être l'antipode de toute division, de tout morcellement et de tout partage. J'ajoute enfin que, bientôt, j'en suis convaincu, Réformistes, Phalanstériens, Communistes, nous marcherons, en frères, à la Communauté.

Paris, 26 mai 1844.

Tu vas trouver, mon cher Eugène, que c'est là une singulière manière de répondre à ta lettre d'avant-hier, par laquelle tu me demandes des explications sur le système de la Communauté ; mais j'ai cru ne rien pouvoir faire de mieux que de te rendre la conversation que j'ai eue, il y a huit jours, avec ton cousin... Aujourd'hui, c'est un *Communiste*, convaincu, enchanté, enthousiasmé... Je n'ai pas le temps de te dire en ce moment comment je l'ai converti : je te le dirai dans ma prochaine, demain ou après... Adieu, tout à toi,

CABET.

PUBLIÉS PAR M. CABET.

1 ^{re}	Aurons-nous la Guerre ?	1	feuille	15	cent.
2 ^e	Point de Bastilles.	2	—	30	—
3 ^e	M. Thiers mérite-t-il d'être mis en accusation?	2	—	30	—
4 ^e	Jamais plus de péril.	1	—	15	—
5 ^e	Tous les Peuples sont menacés. .	1	—	15	—
6 ^e	Que faut-il faire pour se défendre ?	2	—	30	—

Opinions des Journaux Français et Étrangers sur la Question
d'Orient, sur le Traité du 15 juillet, sur la Guerre, etc.

Six feuilles in-8°. — Prix : 90 c.

LE NATIONAL

NOUS PERD PAR SON AVEUGLEMENT SUR LES BASTILLES.

3 feuilles in-8° : 50 c.

L'EMBASTLLEMENT

Serait la ruine de Paris et de la France.

3 feuilles in-8° : 50 cent.

Dialogue sur les Bastilles entre M. Thiers et un Courtisan.

1 feuille in-8° : 15 c.

VOYAGE EN ICARIE.

2 vol. in-8° : 6 fr.

CREDO COMMUNISTE.

Une feuille in-8°. — 15 cent.

Le National accusé par M. Cabet et M. Cabet se défendant contre le National.

7 feuilles in-8°. — Prix : 1 fr. 50 c.

LE POPULAIRE DE 1841,

JOURNAL DÉMOCRATIQUE DIRIGÉ PAR M. CABET.

Prix du Numéro : 25 cent.

Imprimerie CÉSAR BAJAT, rue Montmartre, 131.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Deuxième Lettre.

Calomnies contre les Communistes. — Réponse au réquisitoire du Procureur-général. — Définition de la Communauté. — Association. — Fraternité.

En vérité, mon cher Eugène, je ne te comprends pas, ou plutôt je suis désolé de te voir tant de mobilité dans les sentiments, tant de versatilité dans les opinions, si peu d'énergie dans le caractère.... Comment, tu m'exprimes le désir de connaître le système social de la Communauté; tu me demandes des explications, et je t'en donne quelques-unes seulement dans une première lettre; tu me réponds que tes yeux s'ouvrent à la lumière, que tu es enchanté, que tu veux être Communiste, que tu l'es à moitié déjà, que tu me pries d'achever ta conversion; et quarante-huit heures après, quand je m'occupe à satisfaire ton impatience, je reçois une nouvelle lettre dans laquelle tu te montres découragé, dégoûté, effrayé; tout en te disant l'un de mes amis les plus sincères et les plus dévoués, tu crains de te compromettre en correspondant avec moi; tu ne veux plus, pour le moment du moins, te dire Communiste... Et pourquoi? Parce qu'un Anti-Communiste ignorant et fanatique, qui veut, dit-il, te tirer des griffes du Diable, t'a porté le rapport de Girod de l'Ain, l'acte d'accusation et le réquisitoire de Frank-Carré, le plaidoyer du prétendu défenseur de Darmès, dans lesquels les Communistes sont dénoncés comme des ennemis publics, comme des brigands, des assassins, des régicides!... Il t'a montré le Communisme flétri devant la cour des pairs, renié par tous les accusés, déshonoré par leurs défenseurs, attaqué par les journaux (*le Siècle, le Constitutionnel, la Phalange*)... Il a poussé la charité pour toi jusqu'à te faire voir le Communisme exécuté dans la personne de Darmès!

Mais, mon pauvre ami, comment peux-tu te laisser influencer par de pareilles exagérations, des erreurs, des faussetés, des calomnies? Est-ce que je ne t'ai pas prévenu moi-même que les Communistes étaient calomniés, dénaturés, persécutés, presque proscrits ou traités en parias? Est-ce là une raison pour repousser sans examen la doctrine, le système de la Communauté? Pourrais-tu me citer, dans le cours des siècles, une seule idée nouvelle, une seule doctrine amélio-

ratrice, une seule réforme bienfaisante, une seule révolution humanitaire, un seul parti, un seul génie créateur et bienfaiteur de l'humanité, qui n'aient été méconnus, calomniés, noircis, repoussés et condamnés par leurs ennemis victorieux ? Est-ce que chrétiens et païens, catholiques et hérétiques, protestants et quakers, jansénistes et jésuites, philosophes et savants, déistes et athées, économistes et encyclopédistes, démocrates et aristocrates, montagnards et girondins, républicains et monarchistes, impérialistes et royalistes, n'ont pas tous été ou ne se sont pas tous dits *calomniés*?...

Et quant aux individus, est-ce que l'Histoire ne te montre pas d'assez illustres victimes de la calomnie, par exemple : — les Rois *Lycurque* et *Agis*, blessés ou tués par les Aristocrates de Sparte, comme des voleurs et des pillards, parce qu'ils voulaient établir la Communauté pour le bonheur de leurs concitoyens ; — *Pythagore* et ses disciples, massacrés par les Tyrans de Sicile et d'Italie, comme des brigands, parce qu'ils enseignaient aux Peuples la liberté, l'égalité, la fraternité et la Communauté ; — *Socrate*, appelé par l'Oracle le plus sage des hommes, condamné à mort par les Athéniens comme impie, révolutionnaire, corrupteur de la jeunesse, parce qu'il prêchait la vertu, la vérité, l'égalité et la Communauté ; — *Les Gracques*, assassinés par les Aristocrates de Rome, comme des démagogues, des ambitieux et des voleurs, parce qu'ils voulaient tirer le Peuple de son horrible misère, en lui distribuant les terres conquises dont l'Aristocratie voulait s'emparer ; — *Jésus-Christ*, lui-même, crucifié, entre deux larrons, comme un voleur, un faussaire, un blasphémateur, un séditieux, un révolutionnaire, parce qu'il voulait délivrer le Peuple et l'Humanité en établissant sur toute la terre l'égalité, la fraternité et la Communauté ; — *Galilée*, condamné par l'Inquisition, comme un impie, blasphémant contre la Bible, parce qu'il enseignait que c'est non le Soleil qui tourne autour de la Terre mais la Terre qui tourne autour du Soleil ; — Le Chancelier d'Angleterre *Thomas Morus*, l'auteur de l'*Utopie*, le premier propagateur de la Communauté dans l'âge moderne, condamné à être coupé en morceaux, comme hérétique, factieux, rebelle, parce qu'il refusait un serment contraire à sa conscience... ? — Et si je voulais te citer d'autres personnages plus près de nous, je te dirais : Le Duc d'Orléans, que son fils Louis-Philippe appelle un *honnête homme*, n'a-t-il pas été accusé, à l'unanimité par les quarante juges du Châtelet, d'avoir tenté de faire assassiner Louis XVI, la reine et toute la famille royale, les 5 et 6 octobre, à Versailles ? Et Louis-Philippe lui-même ne se plaint-il pas d'être victime de la plus noire et de la plus atroce calomnie, dans ces fameuses *lettres* qu'on lui attribue, et dont l'auteur avoue qu'il a sacrifié la Pologne et qu'il veut des bastilles pour emprisonner et immoler la liberté ?

Pourquoi donc, mon cher ami, refuserais-tu d'admettre la possibi-

lité que les *Communistes* solent aujourd'hui *calomniés* comme l'ont été tant de réformateurs, les Chrétiens, les Démocrates, les Républicains? Et moi je te dis qu'ils sont calomniés! Et je t'affirme que les calomnies accumulées contre eux ne prouvent rien contre l'excellence de la Communauté, pas plus que la condamnation de Galilée n'était une preuve contre le mouvement de la Terre et l'immobilité du Soleil...!

Et que ton amitié ne s'alarme pas pour moi! Cesse de craindre que je ne me perde ou ne me compromette; car aucun danger n'est capable de rebuter ma conscience, ma conviction, mon dévouement à la cause de l'Humanité! Je ne suis pas des gens qui reculent devant la calomnie, mais de ceux qui marchent droit à elle. Et quoique tous les Communistes soient dénoncés comme des complices du régicide, quoiqu'on ait fait plus d'un effort pour m'englober dans quelque procédure criminelle, quoique la persécution soit suspendue sur nos têtes, quoique, d'un autre côté, je désapprouve l'attentat et la violence, si l'un des co-accusés de Darmès m'avait appelé, si je l'avais trouvé résolu à suivre mes conseils, si j'avais vu partout la confiance et l'union, j'aurais accepté la défense en bravant toutes les vulgaires considérations. Et là, devant la Cour des Pairs, ancien Député, ancien Procureur-Général, j'aurais dit au Procureur-Général de la Pairie :

Vous accusez Darmès d'être *Communiste*, d'être un instrument des *Communistes*, de n'avoir exécuté son attentat que comme *Communiste*, en qualité de *Communiste*, parce qu'il était *Communiste*... Et vous accusez les *Communistes* d'avoir été les instigateurs et les complices du régicide... Je vais vous répondre, après vous avoir rappelé d'abord vos propres paroles. Vous avez dit :

« N'est-ce pas un noble spectacle que celui d'une grande Nation qui interroge sans cesse tous les *esprits* et toutes les *consciences*, pour trouver le *mieux en toutes choses*, et s'efforce de résoudre ainsi le *difficile problème* de la mobilité dans l'ordre, de la stabilité que rien n'ébranle, et du *progrès que rien n'arrête*...? Sous l'égide de nos institutions, les esprits les plus élevés, les mieux cultivés par l'observation et par l'étude, *débattent librement toutes les grandes questions que soulève la science de l'Economie sociale*, et conduisent le pays par une voie rapide à toutes les *améliorations praticables*. »

Ainsi, vous voulez la *discussion* des doctrines et des systèmes... Bien! J'en prends acte, et je discute en liberté! Vous dites :

« *Quelques factieux*, sortis d'un conciliabule ténébreux, exhument, comme une charte nouvelle pour un peuple régénéré, ces *vieilles et extravagantes utopies de Communauté* et de nivellement absolu, ces programmes de barbarie et de ruine qui n'ont jamais failli à marquer dans l'histoire de l'humanité les *jours de désordre*. »

Non, M. le Procureur-général, la Communauté n'est point une *extravagante utopie*. Socrate, Jésus-Christ, etc., vous prouveraient votre erreur!... C'est d'ailleurs une question de science et non d'arrêt

criminel.... Quant aux jours de désordre, celui de la St-Barthelemy et des milliers d'autres ne sont pas l'œuvre de la Communauté...!

Je suis Communiste moi....! Et je le suis parce que, dans son but d'organisation définitive, la Communauté est à mes yeux la justice, la morale, l'ordre, la paix, la concorde, la fraternité, le bonheur commun et individuel; parce que c'est la Démocratie dans sa réalité, la forme républicaine avec les véritables conséquences de la Souveraineté du Peuple... Je suis Communiste, sans faire partie d'aucune société secrète, parce que, dans les moyens, je suis convaincu que la Communauté ne peut s'établir que par la toute puissance de l'opinion publique et de la volonté nationale manifestée par la loi. Si la Communauté était toujours repoussée par le Peuple, je m'inclinerais toujours devant sa décision suprême : mais, si la Nation adopte ce système social comme le seul remède efficace à ses maux, je bénirai l'avènement de la Communauté comme le plus grand des bienfaits qu'ait encore reçus l'Humanité.

Vous affirmez que Darmès est *Communiste*. — Mais il nie, et où en trouvez-vous la preuve? Dans l'affirmation de Borel, qui s'avoue coupable d'être lui-même Communiste (ce que vous regardez comme un crime); de Borel coupable d'avoir fait des *révélations* contre ses camarades, et par conséquent coupable de parjure et de trahison aux yeux du monde; de Borel que vous avez soupçonné d'être un assassin et le complice du régicide; de Borel que vous n'osez pas même faire paraître aux débats!

Voulant flétrir les Communistes dans la personne de Darmès, vous cherchez à le flétrir, en l'accablant d'expressions outrageantes, en lui donnant des défauts et des vices, en lui reprochant d'avoir perdu 11,000 francs dans des spéculations de Bourse... C'est l'usage de noircir un régicide, comme s'il était indispensable de faire autre chose qu'appliquer la loi! Mais Darmès repousse vos injurieuses imputations; aucune n'est prouvée; et, par respect pour la vérité, je dois vous répondre seulement : » Il n'est ni paresseux ni lâche l'homme qui, déjà vieux, apprend le métier d'un pauvre savetier pour gagner courageusement sa vie..! Quant à la Bourse, oui, c'est un antre d'immoralité; mais c'est une de ces fautes du Gouvernement, un de ces crimes de la Société, qui font désirer aux Communistes une autre organisation sociale...! Et si c'est un foyer de régicide, quel effroi son existence ne devrait-elle pas vous inspirer! Car, que de bourgeois, que de fonctionnaires publics, que de Ministres, que de Députés, que de Pairs même, s'exposent à sa fatale influence!

Vous affirmez que c'est comme *Communiste*, en sa qualité de *Communiste*, parce qu'il était *Communiste*, que Darmès a commis son attentat...! — Mais est-il donc indispensable d'être Communiste pour être régicide? Parmi les centaines de milliers de régicides, prêtres

nobles, princes, qu'on pourrait compter, n'est-ce pas le premier qu'on accuse d'être Communiste? Vous prétendez donc que c'est uniquement parce que le Roi est Anti-Communiste que Darmès a voulu le frapper? Mais vous venez de rappeler solennellement ici vous-même ces paroles de Darmès, que l'Histoire va transmettre aux Générations futures : « *J'ai voulu tuer le plus grand des tyrans... Je ne suis pas un fanatique exploité... Je n'appartiens à aucune association... Mon opinion politique, c'est l'extermination des tyrans...* » Ce n'est donc pas comme Communiste que Darmès a voulu frapper le Roi, pas plus qu'Alibaud, pas plus que Louvel, etc.

Constamment préoccupé du désir de compromettre les *communistes*, vous affirmez qu'il existe une société secrète des *communistes* comme il a existé une société des *droits de l'homme*, une société des *saisons*, une société des *travailleurs égalitaires*. — Mais vous vous trompez. Les Communistes sont tous ceux qui désirent la Communité, quelque divergence qui puisse les séparer dans les moyens de l'amener. Quelques-uns seulement peuvent faire partie de sociétés secrètes sous différents noms : mais il n'existe aucune société appelée *société des communistes*, et la masse des communistes, comme la masse des démocrates, ne fait partie d'aucune société.

Vous affirmez que Darmès avait des complices ; mais vous n'avez que quelques présomptions vagues, sans aucune preuve ; et je vous dirai, moi qui ai été Procureur-général comme vous, que rien n'est trompeur comme les présomptions ; que j'ai accusé un meurtrier d'avoir commis le meurtre avec *préméditation* ; que la *préméditation* me paraissait évidente, comme à tout le monde ; et que cependant, après la condamnation à mort, j'ai acquis la preuve incontestable qu'il n'y avait pas eu *préméditation*. Je vous dirai que l'aveu même d'un accusé n'est pas une preuve, et que vous avez fait condamner un homme qui s'est sacrifié pour sauver son co-accusé, et qui, positivement reconnu par un témoin présomptueux a avoué que ce témoin disait la vérité tandis qu'il disait une erreur matérielle... Je vous dirai encore que j'ai vu une jeune fille, accusée d'infanticide, qui se laissait condamner à mort pour sauver son séducteur, seul coupable du meurtre de leur enfant.... Parlez donc de vos preuves !!!

Vous affirmez que les *communistes* sont moralement *complices* !... Ah ! je ne puis comprendre un pareil langage dans la bouche d'un procureur-général, parlant solennellement au nom de la justice, au nom du gouvernement, au nom du pays, devant la cour des pairs et devant la France entière ! Je ne vous réponds qu'un mot : Non, vous n'insisterez pas ! Il serait trop inique, trop déloyal, trop immoral, trop révoltant, trop absurde, d'accuser de complicité la masse des Communistes en dehors des associations, même ceux qui font partie des sociétés secrètes, même les camarades (communistes ou non communistes) de Darmès... Je prouverai d'ailleurs, dans un instant, que vous faites *tous les partis* complices du régicide.

Vous opposez aux Communistes une foule d'ouvrages, de brochures, de journaux, notamment une pièce anonyme, rare, presque inconnue, qu'on dit rédigée par un membre d'une petite réunion d'ouvriers et de réfugiés qui s'appelle la *société démocratique française à Londres*; et vous présentez cette pièce à la France comme le *manifeste* de tout le parti communiste. Votre système d'attaque à cet égard est si monstrueux que je ne pourrais trouver des expressions modérées pour vous répondre. Je dirai seulement : Vous, messieurs les Pairs, parmi lesquels on trouve les têtes de tous les partis, voudriez-vous qu'on vous rendit solidaires des opinions, des sentiments, des actes, de la vie passée de chacun d'entre vous ? Anciens collègues du maréchal Ney et du prince de Polignac, voulez-vous qu'on vous impute leurs actes que vous avez condamnés comme des *trahisons* envers le roi et envers la nation ? Nouveaux pairs, voulez-vous qu'on vous oppose cette condamnation de Ney, demandée par l'étranger, et prononcée sans véritable défense en violation d'une capitulation ? Ancien ministre Decazes, vous approuvez donc que les royalistes vous aient accusé d'être le complice du régicide Louvel ? Anciens *carbonari*, vous voulez donc qu'on vous oppose les attentats, les espèces de régicide de Berton, de Carron, des quatre sergents de La Rochelle, et qu'on vous applique toutes les flétrissures qu'entassait le Procureur-général d'alors contre les *carbonari*, comme fait le Procureur-général d'aujourd'hui contre les *communistes* ? Et s'il est parmi vous des amis d'Henri V ou de Louis-Napoléon, veulent-ils qu'on les considère comme complices de tous les attentats en faveur du petit-fils de Charles X, des quasi-régicides de Strasbourg et de Boulogne ? Quant à moi, qui suis *communiste*, je ne veux être responsable que de mes actes et de mes écrits. Vous connaissez, monsieur le Procureur-général, mon *Voyage en Icarie* (ou mon *Traité de la communauté*), dans lequel j'examine même la transition, même une révolution qui l'amène : hé bien, parlez franchement ; citez un *Traité* de morale ou de philosophie qui présente une morale plus pure, une philosophie plus douce, une idée plus vraiment pieuse de la Nature ou de la Divinité, une organisation sociale qui cherche mieux l'ordre, la paix, et le bonheur de l'humanité !... Repoussez donc, repoussez la chimérique et absurde complicité des Communistes !... Et voyez combien le Procureur-général trouve d'autres complices !

« Dans la réalité des choses, le programme communiste rédigé à Londres serait le dernier mot du *parti républicain* ; c'est la conséquence nécessaire, c'est l'expression vraie de son système ; c'est là l'œuvre dont les *hommes de ce parti*, les uns sans le savoir, les autres en le sachant et en le disant, poursuivent l'*accomplissement* avec une ardeur égale. »

Voilà donc les *Républicains* en masse, les *Réformistes*, les *Girondins de la nouvelle République*, comme les appelle le Procureur-général, attaqués, dénoncés, déclarés complices, tout aussi bien que les *Communistes* ! — Voici maintenant la *religion* accusée.

« La sainte *Religion* elle-même, cette sublime garante de toutes les idées d'ordre et de devoir, est devenue, par un travestissement sacrilège, le plus puissant des moyens d'anarchie dans les mains de *ministres impies* et de *prêtres apostats*. On a prêché au Peuple l'insurrection, le meurtre et le pillage, au nom de cette législation divine qui a fait descendre la charité sur la terre et recommandé le respect des puissances. »

Voici le tour de *la Presse* et de *la Tribune* !

« Le ton habituel et la nature de la polémique adoptée par une partie de *la presse* sont encore à nos yeux une bien triste *explication* de ces attentats répétés. La constitution a voulu que la personne du Roi fût *inviolable et sacrée* ; et le jour où, pour la première fois, une atteinte fut portée à ce principe tutélaire, ce jour-là fut fait le *premier pas qui conduisait à l'assassinat et au régicide*.... Une *presse hostile* foule incessamment aux pieds cette première garantie de nos institutions constitutionnelles ; chaque jour elle s'applique à mieux et plus sûrement atteindre ce but coupable en échappant à toute répression. Par une odieuse tactique, on représente *la politique* suivie depuis 1830 comme le *système immuable de la Royauté*, en même temps qu'on se livre aux plus injustes, aux plus violentes *attaques contre cette politique*. C'est par cette violation manifeste du principe de l'irresponsabilité royale qu'on donne du crédit et de la force aux déclamations furieuses des factieux de bas étage ; c'est par elles que sont *rendus possibles* les attentats d'un Alibaud et d'un Darmès ! Ce procès a donné à cette vérité le caractère de l'évidence. Nous avons tous été frappés, en lisant les premiers interrogatoires de l'accusé, de retrouver dans sa bouche, comme *explication* et comme *justification de son crime*, toutes les odieuses calomnies que les circonstances du moment inspiraient à *certaines feuilles* contre le gouvernement et la royauté. »

Ainsi, le complice de Darmès, c'est la presse ; ce sont les journaux qui poussaient à la guerre, qui criaient à la lâcheté, à la bassesse, à la trahison des intérêts de la France ; ce sont *le Courrier français, le Constitutionnel, le Temps, le Siècle, le Commerce* ; c'est *le National*, que lisait principalement Darmès ; ce sont *les Débats* eux-mêmes, qui criaient le plus haut dans un moment... Le complice, c'est aussi *la Tribune* ; ce sont surtout les ministres *Thiers, Guizot, etc.*, qui sans cesse ont tout attribué au roi personnellement... !!!

Voici maintenant les *Carlistes* accusés...

« La propagande de ces Sociétés anarchiques n'aurait cependant pas, à elle seule, suscité, pour le régicide, Darmès et ceux qui lui ressemblent... Ce qui précipite dans les plus épouvantables excès ces imaginations malades et ces cœurs pervers, c'est cet odieux système de dénigrement et de calomnie par lequel *les factions les plus contraires*, unies seulement par une haine qui leur est commune, s'acharnent à poursuivre la personne auguste du Roi... Elle s'est trouvée en butte aux inimitiés ardentes, aux ressentiments amers, aux colères toujours menaçantes, et de ceux (les *Carlistes*) qui ne veulent rien accepter de la Révolution, et de ceux (les *Démocrates*) qui lui donnent pour dernier terme la *République*.... Tous, ont réuni leurs efforts pour amasser contre la personne royale les accusations les plus injustes, pour altérer la confiance et l'affection du Peuple, pour faire monter jusqu'à elle les plus indignes outrages. N'a-t-on pas vu l'un de ces partis (les *Carlistes*) s'appuyant sur des documents (les *lettres*)

décriés par la source même où ils avaient été puisés, attribuer au Monarque des opinions et des vœux qui n'ont *jamais été les siens*; s'efforcer, contre la notoriété historique, de jeter d'*injurieux soupçons* sur ses sentiments constants de *patriotisme* et de *nationalité*, lui imputer ce qu'il n'a point fait, ce qu'il n'a point voulu faire ? »

Ainsi, tous les *Légitimistes*, dans la presse, dans la Chambre des Députés, dans la Pairie, etc., etc.; MM. de *Larochejaquelin*, *Genoude*, *Berryer*, etc.; tous les publicateurs des *lettres*, tous leurs lecteurs, les jurés qui ont acquitté, etc., etc.; sont des complices du régicide, comme tous les membres de la *Charbonnerie*, des *Droits de l'homme*, des *Saisons*, des *Travailleurs égalitaires*, du *Communisme*, du *parti Républicain* ou *Réformiste*, etc., etc.!!! Ne pourrait-on pas accuser même l'*avocat-général* qui a prononcé le mot *tyran*, et même le *procureur-général*, qui reconnaît quels sentiments doivent inspirer les lettres à tous ceux qui les croient vraies ?

Mais sachez revenir à la vérité : Darmès n'a pas de complices ! Il s'est dévoué seul, et vous apporte sa tête !

Et maintenant, Pairs de France, élevez-vous, élevons-nous tous ensemble à des considérations dignes du grand sacrifice qui se consume ici... Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on voit un régicide ; c'est depuis le commencement de la monarchie, dans tous les temps, chez tous les peuples... On en pourrait compter des centaines de mille ! Et ce n'est pas seulement dans les rangs populaires ; c'est dans toutes les classes, bourgeoisie, clergé, noblesse, princes, rois et papes...! Ce sont surtout les *jésuites* qui l'ont préconisé et pratiqué!!!.. Et les supplices, les tortures, l'exemple de régicides brûlés vifs, roués, écartelés, rien n'arrête!!!.... N'y a-t-il donc aucun remède?... Esprits élevés, cœurs généreux, cherchez, cherchez toujours ! Trouvez le moyen de délivrer l'humanité du régicide et du populicide, des conspirations et des coups d'état, des insurrections et de la tyrannie!... Pour moi, dans ma conviction, dans ma conscience, dans ma passion pour l'ordre et la paix, c'est la mauvaise organisation sociale qui est la première *cause du mal*; c'est dans une meilleure organisation qu'est le *remède*; et c'est la *Communauté* qui me paraît l'organisation la plus parfaite et la seule efficace. Voilà pourquoi je suis *communiste*!... et voilà pourquoi j'affirme, en terminant, que tant d'accusations contre les Communistes ne sont que des calomnies !

Tu vois là, mon cher Eugène, une partie de ce que j'aurais dit au Procureur-général. J'espère que, rassuré désormais, tu continueras à vouloir que je t'explique la Communauté

Tu te rappelles la définition que je t'ai donnée dans ma première : la Communauté est une ASSOCIATION, *fraternelle, égalitaire, unitaire*. Retiens bien ces quatre mots. — Je te les expliquerai dans ma troisième, mercredi prochain... Adieu.

5 juin 1841.

CABET.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Troisième Lettre.

*Communauté. — Association. — Fraternité. — Égalité. —
Unité.*

Tu me demandes, mon cher Eugène, ce que c'est que la *Communauté*. — Je te réponds : la COMMUNAUTÉ est une ASSOCIATION *fraternelle, égalitaire, unitaire*.

D'abord, c'est une ASSOCIATION. — La nature ayant fait l'homme essentiellement *sociable*, la Société est *naturelle*. Elle est devenue *civile ou politique* par suite des institutions imaginées par les hommes. La Société civile ou politique ne doit être que le perfectionnement de la Société naturelle. — Partout, aujourd'hui, on parle de *Société*, on dit la *Société* ou la Nation. On reconnaît par là que la Nation doit être une Société, une Association, et que tous les citoyens doivent être des *sociétaires*, des *associés*, ce qui suppose nécessairement un intérêt *commun*, une sorte d'égalité et de fraternité. — Or, il n'en est ainsi nulle part : partout la Nation se compose de gouvernants et de gouvernés, de travailleurs et d'oisifs, de riches et de pauvres, de citoyens actifs qui ont tous les droits politiques et de citoyens passifs qui n'en ont aucun. — De là, l'envie, la haine, la guerre dans la prétendue Société. — Pour remédier au mal, il faut que le mot *société* ne soit plus un mensonge, mais une réalité ; il faut que les membres de la Société soient de véritables *associés*. Voilà pourquoi je dis que la *Communauté* est une ASSOCIATION.

C'est une Association *FRATERNELLE*. — Tous les Philosophes, dans tous les temps et dans tous les pays, ont considéré le Genre humain comme une seule *famille*, et les hommes comme *frères*. Ce principe est la base du Christianisme, qui règne aujourd'hui sur presque toute la terre. Tous les Chrétiens, par conséquent toute l'Europe et toute l'Amérique, l'adoptent comme axiome incontestable. Ainsi, la prière chrétienne commence par ces mots *Notre père*, qui constituent tous les hommes enfants du même créateur ; le prêtre dit à ses auditeurs : *Mes très chers frères* ; les avocats et les membres de toutes les corporations s'appellent *confrères* ; les Rois se donnent entre eux le titre de *frères* ; et l'une des maximes proclamées par la

Révolution française comme conquête de la civilisation, comme base d'une régénération sociale, c'est la *fraternité*. — Malheureusement, ce n'est encore qu'un vain mot sans réalité : car, comment peuvent-ils s'appeler frères et même chrétiens ceux dont les uns ont tout et les autres rien ? Comment peuvent-ils parler de fraternité ceux qui conservent du *superflu* quand des masses de créatures humaines manquent du *nécessaire* ? — Voilà le mal.... Le remède est dans la réalisation de la fraternité, et par conséquent dans l'égalité. C'est pourquoi la Communauté doit-être une *association* FRATERNELLE. Il faut que la fraternité soit la base de toutes les institutions, de toutes les lois, de toute l'organisation sociale. Il faut inscrire sur tous les monuments, graver dans tous les cœurs par l'éducation, mettre constamment en action, ces principes qui résument tout — « Aime ton semblable comme toi-même. — Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit. — Fais aux autres ce que tu voudrais recevoir d'eux. »

Et je voudrais voir les Communistes *pratiquer la fraternité* dès aujourd'hui, soit entre eux, soit à l'égard de tous les autres individus. Je sais combien la chose est difficile pour la Génération actuelle, avec les préjugés et les mauvaises habitudes qui résultent pour tout le monde d'une détestable organisation sociale, répandant partout l'égoïsme, la cupidité et l'antagonisme ; je sais combien il faut de réflexion, d'empire sur soi-même et de véritable courage, pour avoir des sentiments de fraternité envers ceux dont on ne reçoit que des dédains, du mépris, de l'inimitié, des calomnies et des outrages. Aussi, je conçois tous les premiers mouvements de colère que peuvent faire naître l'injustice et l'oppression ; je conçois même que la guerre puisse paraître en certains cas une fatale nécessité, comme nous le voyons souvent entre de grands Peuples qui ne peuvent pas se mettre d'accord autrement : mais quelle estime, quel respect ne commanderait pas à la fin la cause de la Communauté, si les Communistes donnaient l'exemple de la pratique de la fraternité ! Quelle force, quelle puissance d'opinion n'acquerront-ils pas s'ils prouvent, par la sagesse de leur conduite, la supériorité de leur doctrine, s'ils joignent la modération, la tolérance, la bienveillance, la discussion et la persuasion à la fermeté ! Car, loin d'exclure ou d'affaiblir la fermeté, la modération en est au contraire la compagne naturelle et la plus sûre garantie ; le courage bouillant, emporté, violent, menaçant, s'évanouit souvent (on n'en a que trop d'exemples !) au moment du danger, après avoir fait commettre beaucoup de fautes, tandis que la fermeté réfléchie, raisonnée, maîtresse d'elle-même, évite le péril et redouble d'énergie et de courage s'il devient nécessaire de le combattre et de le vaincre. Aussi, n'est-il pas rare de voir les officiers ou les soldats de deux armées ennemies, qui s'attacheront avec le plus d'acharnement le jour de la bataille, fraterniser entre eux la veille et déplorer ensemble les cruelles nécessités de la

Diplomatie. Puissent les démocrates de toutes les nuances (Réformistes ou Républicains, Saint-Simoniens, Fourieristes, Socialistes, Communistes), qui tous proclament et demandent la *fraternité*, commencer par pratiquer entre eux cette fraternité nécessaire ! Puissent-ils, tout en défendant leurs opinions et leurs convictions, tant que la discussion ne les aura pas changées, discuter fraternellement entre eux, sans aigreur, sans hostilité, surtout sans calomnie, en se défendant mutuellement au contraire contre leur adversaire commun, l'ennemi de la fraternité, l'Aristocratie ! Puissent-ils même, tout en conservant la ferme résolution de faire triompher la fraternité, concentrer leur haine contre la mauvaise éducation, contre les mauvaises institutions, contre la mauvaise organisation sociale, qui sont la véritable cause de tous les vices des classes et des individus, et non contre les personnes, qui toutes sont victimes de cette funeste organisation, effet elle-même de l'inexpérience du passé !

Et par exemple, mon cher Eugène, je te dirai, à toi dont toute la famille est composée de ces industriels et de ces négociants qu'on appelle des *boutiquiers*, que j'ai toujours déploré le funeste aveuglement qui portait les ouvriers à considérer comme des ennemis les *boutiquiers*, la *garde nationale*, l'*armée*, parce qu'ils réprimaient l'émeute pour perpétuer ce qu'on appelle l'ordre public : sans doute, l'erreur du Peuple est bien naturelle ; il souffre tant ! Il est si malheureux ! Il voit tant de désordre dans cet ordre public, tant d'oppression dans ce qu'on décore du nom de liberté ! Mais enfin, de même que les erreurs du Peuple sont l'inévitable résultat de son horrible *misère*, de même les erreurs et les défauts des *boutiquiers*, etc., sont l'inévitable conséquence de la *boutique* et de toute l'organisation sociale. Je n'ai pas besoin de t'en énumérer les preuves, à toi qui connais la pénible existence que cette organisation sociale impose au *boutiquier* en général, les inquiétudes, les soucis, les angoisses que lui causent continuellement ses billets à payer, la crainte de ne pas vendre ou de vendre à vil prix, le danger de supporter des faillites et d'être réduit à faillir lui-même. Comment serait-il possible au *boutiquier* d'avoir de la fraternité, quand tout dans la Société le condamne à être égoïste et cupide, à dépouiller les autres, même les malheureux, soit en achetant au plus bas prix, soit en vendant au plus haut pour s'enrichir ? Comment peut-on s'étonner qu'il redoute l'émeute, quand le moindre mouvement lui paraît menacer son commerce et son existence ? Oui, la vie du *boutiquier* est un enfer, comme celle de l'ouvrier ; leurs souffrances et leurs défauts sont également irrésistible influence d'une organisation vicieuse, à tel point que, si l'ouvrier qui crie le plus contre le *boutiquier* prend une boutique, il en prend à l'instant tous les vices ou se ruine ; tous deux sont presque également victimes ; le premier serait aussi fon d'être l'ennemi du second que le second d'être l'ennemi du premier ; leur intérêt commun est de se réunir contre les vices d'une organisation sociale qui cause

leur misère commune et de demander ensemble une réforme qui puisse organiser la fraternité pour assurer le bonheur de tous. Ils sont bien sincères, mon cher ami, les vœux que je forme pour que la Bourgeoisie sente enfin la nécessité d'avoir pour le Peuple des sentiments fraternels; et plus je désire que le Peuple soit heureux et promptement heureux, plus je souhaite ardemment de le voir lui-même s'avancer (car les premiers pas sont heureusement déjà faits) dans la carrière de la fraternité. Je dis que les *premiers pas* sont déjà faits; car je puis l'affirmer, et j'ai du bonheur à le faire, que je connais beaucoup d'ouvriers Communistes aussi fermes dans leurs principes de fraternité que dans leurs convictions en faveur de la Communauté.

Tu comprends donc bien, j'espère, comment la Communauté est une *association fraternelle*, une association organisée en tout sur la base de la *fraternité*, une association dont toutes les institutions ont pour but de créer et d'entretenir la *fraternité*.

La Fraternité entraînant presque nécessairement l'Égalité, on pourrait, à la rigueur, se contenter de définir la Communauté une *Association fraternelle*, sans ajouter *égalitaire*; mais, je l'ajoute, parce qu'il existe des écoles qui admettent la Fraternité sans admettre l'Égalité.

La Communauté est donc une Association fraternelle, ÉGALITAIRE, c'est-à-dire basée sur l'Égalité.

Par Égalité, j'entends l'Égalité de droits et de devoirs, de jouissances et de charges.

Cette Égalité de droits et de devoirs est *naturelle* ou *sociale*, et l'Égalité sociale est *civile* ou *politique*.

L'Égalité naturelle est établie par la *Nature* elle-même, que tous les Philosophes ont considérée comme une *Mère* dont tous les hommes sont les *enfants*.

Cette mère aimant tous ses enfants également, c'est pour eux tous qu'elle a tout créé, la lumière et la chaleur, l'air et l'eau, la terre, ses fruits, et les animaux qu'elle nourrit. — Elle leur a donné à tous les mêmes organes, les mêmes besoins, le même instinct, les mêmes sentiments, les mêmes passions. — Il est vrai qu'elle a mis entre eux des *différences* de taille, de teint, de force, etc., etc.; mais ces différences ne constituent pas une inégalité de droits et de devoirs, comme les différences du même genre qui existent entre des frères ne les empêchent pas d'avoir les mêmes droits à l'amour de leurs parents et les mêmes devoirs à remplir envers ceux-ci, comme toutes les différences qui existent entre deux plaideurs ne les empêchent pas d'être parfaitement égaux en droits devant la Justice. — La Nature n'a donc pas divisé ses enfants en races, en classes ou en castes; elle n'a pas fait les uns pour être maîtres, gouvernants, exploités, riches, oisifs, ayant tous les avantages sans aucune charge, heureux,

nageant dans le superflu, et les autres pour être esclaves, gouvernés, exploités, pauvres, accablés de travail, supportant toutes les charges sans jouir d'aucun avantage, malheureux, privés de nécessaire; elle n'a pas destiné une petite minorité privilégiée à jouir éternellement dans l'abondance, et l'immense majorité à végéter éternellement dans la misère. — Si elle avait partagé ses biens entre ses enfants, elle les aurait partagés également entre tous; elle aurait embrassé toutes les générations futures dans son amour et sa prévoyance: mais elle n'a jamais fait de partage, et leur a donné ses biens à tous en commun, *tout à tous*. — Il est encore vrai qu'elle a permis que les plus forts ou les plus rusés dépouillassent les autres; mais elle a donné aux faibles l'amour de l'Égalité, l'instinct de la résistance, et la *Raison* qui les porte à s'unir pour se défendre, à organiser la Société, et à garantir l'*Égalité naturelle* en établissant l'*Égalité sociale*.

L'Égalité *sociale* est celle que la Société constitue et garantit. Elle est ou devrait être plus parfaite encore que l'Égalité *naturelle*. — Tu sais qu'on appelle Égalité *civile* celle qui existe ou qui doit exister entre tous les membres de la Société quant à leurs intérêts individuels. Par exemple, tous les Français sont également majeurs à 21 ans; tous ont également le droit de se marier, de recueillir l'héritage de leurs parents, etc. — Tu sais aussi qu'on appelle Égalité *politique* celle qui devrait exister pour tous les citoyens d'exercer les droits politiques, par exemple, d'être électeurs, éligibles, gardes nationaux, etc...

Par suite de l'ignorance, de l'inexpérience, de la barbarie du Genre humain pendant de longs siècles, l'Égalité civile et politique n'existait réellement nulle part, et l'Inégalité sociale violait et détruisait l'Égalité naturelle au lieu de la garantir et de la perfectionner. — De là, partout et toujours, la discorde et la guerre intestine entre l'*Aristocratie*, ou la minorité qui veut des privilèges à son profit, et la *Démocratie*, ou la majorité qui veut l'Égalité pour tous. Et quand on étudie l'Histoire, on reste convaincu que la cause originelle et radicale de toutes les dissensions et de tous les désordres est l'*Inégalité* ou l'*Aristocratie*.

Aussi, toutes les Réformes, toutes les Révolutions populaires ont eu pour but l'Égalité et la Démocratie; tous les Philosophes du dix-huitième siècle les ont demandées; les *cahiers* de Paris et de la France entière les ont réclamées en 1789; la Révolution française a proclamé l'ÉGALITÉ DES DROITS; et toutes les Constitutions l'ont consacrée jusqu'à l'Empire.

La Restauration elle-même a été forcée de rendre hommage au principe de l'Égalité, tout en transformant l'Égalité de droits en ÉGALITÉ devant la loi. — Mais cette prétendue Égalité n'est que la plus amère dérision; car les lois actuelles n'établissent que des *Inégalités civiles et politiques*. N'est-ce pas, en effet, un outrage à la Raison de soutenir que les Français sont *égaux* devant la loi politique,

quand l'immense majorité n'ont aucun droit et ne sont ni électeurs, ni éligibles, ni gardes nationaux, ni jurés, etc...? N'est-ce pas la plus insultante ironie de dire qu'ils sont *égaux devant la loi civile*, quand la majorité n'a ni éducation, ni propriété, ni fortune, ni travail assuré, ni moyen de se marier et d'élever une famille? On dit que cette *Egalité* devant la loi existe par cela seul que la loi reconnaît à chacun *le droit d'acquérir de la fortune et des propriétés*; mais n'est-ce pas comme si la loi reconnaissait à chacun le droit d'aller chercher fortune dans la Lune? Si quelques prolétaires parviennent, par hasard, à devenir propriétaires, la masse n'est-elle pas dans la misère depuis des siècles, et n'y sera-t-elle pas éternellement si l'on ne trouve pas quelque remède? Que les heureux, qui vantent ce fantôme d'Egalité, se mettent, par la pensée, à la place des malheureux! N'est-il pas vrai qu'alors ils réclameraient l'Egalité de droits? N'est-il pas vrai qu'ils se sentiraient indignés si les heureux d'alors répondaient à leurs plaintes : « *Vous devez être contents et satisfaits; car vous avez le DROIT D'ACQUÉRIR, et vous avez l'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI?* » La vérité est qu'il y a, dans leur sort, plus de différence entre certains hommes, certaines femmes, certains enfants, qu'entre les hommes et les chiens! L'horrible vérité est qu'il se trouve, dans Paris, des milliers d'ouvriers qui demandent en vain du travail à une Société marâtre, et qui meurent ou souffrent de faim, tandis que d'autres, qui n'ont eu que la peine de naître dans l'opulence, passent les nuits et les jours dans les fêtes, les plaisirs et la joie!... Que ceux-ci soient contents, c'est *naturel*, dit-on... : mais n'est-il pas *naturel* aussi que ceux-là soient mécontents, aigris, indignés, désespérés, résolus à tout, même à se suicider?... Tous les sermons, tous les conseils, toutes les prières, peuvent-ils, en conscience, leur faire *AIMER* une pareille Société, c'est-à-dire leur faire *AIMER* l'Inégalité, l'injustice, l'oppression, la misère, toutes les tortures de l'horrible misère?... De là, tous les périls!... Tourne et retourne la question dans tous les sens, mon cher Eugène, tu trouveras toujours l'*Inégalité* pour CAUSE de tout le mal, et l'*Égalité* pour unique REMÈDE.

Aussi, le principal cri dans la masse est-il : *Égalité, Égalité!!*

Quant à moi, je puis me tromper ; mais mon sentiment, mon opinion, ma conviction, c'est que, d'après l'Expérience et la Raison, la perfection sociale consiste à organiser la Société sur la base de l'Egalité, de l'Egalité en fait comme en droit, de l'Egalité la plus complète que possible, de l'Egalité en tout, sans autre limite que celle de la possibilité. Je voudrais l'Egalité d'éducation et d'instruction élémentaire, l'Egalité de jouissances et de charges, l'Egalité de fortune et de travail, l'Egalité en nourriture, en logement, en vêtement, en facilité de se marier. — Je te démontrerai plus tard la *possibilité* de cette Egalité universelle ; mais, en admettant par avance cette possibilité, tu avoueras qu'une pareille organisation égalitaire ne laisse plus de place à la jalousie, à l'envie, à la haine, à la cupidité, à l'an-

tagonisme, à la discorde. — Tu ne me feras sans doute pas l'objection que les besoins et les forces ne sont pas les mêmes ; car tu devines ma réponse, que l'Egalité doit être réglée par la Raison et l'Equité, que l'Egalité de nourriture, etc., doit être *proportionnelle* aux besoins et l'Egalité de travail *proportionnelle* aux forces. — Tu me feras peut-être une autre objection plus sérieuse, celle que l'Egalité de jouissance tue l'*émulation* : je me contente de prendre aujourd'hui l'engagement de te démontrer le contraire jusqu'au dernier degré d'évidence. J'ajouterai seulement que la Fraternité ne permet pas à un frère de liarder avec son frère pour lui donner un peu moins parce qu'il n'aurait travaillé qu'un peu moins.

Tu vois donc, mon ami, comment la Communauté est une Association *fraternelle, égalitaire*. — Tu vois aussi que, jusqu'à présent, la Communauté c'est une Association *démocratique*, c'est la *Démocratie organisée*. — Mais comment organiser l'Egalité ? Sera-ce par une espèce de *loi agraire* ? Non : la loi agraire ne détruirait pas l'égoïsme et ne donnerait peut-être, comme on le dit, que l'*Egalité de misère*. Pour amener l'Egalité de bonheur ou d'aisance, il faut augmenter la production par l'ordre, par l'économie, par la concentration de la puissance agricole et industrielle ; pour amener la Fraternité, il faut établir une communauté d'intérêt, de possession et de jouissance ; il faut l'UNITÉ en tout, dans la Société, dans l'éducation, dans le territoire ou la propriété, dans l'industrie. C'est pourquoi j'appelle la Communauté une Association UNITAIRE. Mais c'est déjà trop, peut-être, d'explications pour aujourd'hui. J'ajourne le reste.

Je te montrerai plus tard, mon cher Eugène, que tous les Philosophes, qui sont la gloire et le flambeau de l'humanité, Jésus-Christ à leur tête, proclament la fraternité, l'égalité, la communauté. — Dans ma prochaine lettre, je te donnerai l'opinion d'un de nos écrivains les plus célèbres par son talent comme par sa philanthropie, M. de Lamartine. Aujourd'hui, écoute et retiens bien ces paroles que j'ai souvent citées et que je citerai toujours :

« C'est l'ESPRIT du temps de DÉPLORER la condition du Peuple... Mais on dit VRAI ; il est impossible de regarder sans une COMPASSION PROFONDE tant de créatures humaines si misérables. Cela est douloureux, TRÈS DOULOUREUX à voir, très douloureux à penser ; et cependant il faut y penser, y penser beaucoup ; car à l'oublier il y a TORT GRAVE et GRAVE PÉRIL. ».

Et qui parle ainsi ? Est-ce ce qu'on appelle un brouillon, un anarchiste.. ? — C'est un Philosophe, un Professeur de morale, un Ministre, presque un Président du conseil, presque un Roi.. ! C'est M. Guizot (1).... qui dit : TORT GRAVE, GRAVE PÉRIL.. !

Ecoute d'autres paroles plus précises encore.

« Les hommes, nés d'un même père, AURAIENT dû ne former

(1) Dans son livre sur la Religion dans les Sociétés modernes.

« qu'une seule grande famille, unie par le doux lien d'une amitié
 « fraternelle. Dans une famille, tous ont en vue l'AVANTAGE DE
 « TOUS, parce que tous s'aiment, et que tous ont part au BIEN COM-
 « MUN.... Qu'on ait peu ou beaucoup, on partage en frères.... Si
 « l'un est infirme, s'il tombe malade, s'il devient incapable de tra-
 « vail, les autres le nourrissent et le soignent.... Point de rivalités
 « possibles quand on n'a qu'un MÊME INTÉRÊT; point de dissensions
 « dès-lors. Ce qui enfante les dissensions, la haine, l'envie, c'est le
 « désir insatiable de POSSÉDER PLUS ET TOUJOURS PLUS lorsqu'on
 « possède pour SOI SEUL... LA PROVIDENCE MAUDIT CES POS-
 « SESSIONS SOLITAIRES : elles irritent sans cesse la convoitise et ne
 « la satisfont jamais. »

Ainsi, tu le vois, mon cher ami, l'auteur reconnaît et proclame que les hommes sont nés du même père, et qu'ils AURAIENT DU ne former qu'une seule grande famille unie par le doux lien d'une amitié fraternelle. — Mais s'il pense qu'ils AURAIENT DU, ne doit-il pas nécessairement penser qu'ils DEVRAIENT et qu'ils DOIVENT désormais ne former qu'une famille, s'aimer, partager en FRÈRES, nourrir et soigner ceux d'entre eux qui sont infirmes, malades, incapables de travailler? — L'écrivain reconnaît qu'il n'y a point de rivalités possibles, et dès lors point de dissensions, quand il n'y a qu'UN MÊME INTÉRÊT, et comme il ne peut vouloir ni les rivalités, ni les dissensions, il veut nécessairement qu'il n'y ait qu'un MÊME INTÉRÊT, que tous aient en vue l'AVANTAGE DE TOUS, que le BIEN SOIT COMMUN, et que TOUS AIENT PART au bien commun. — Il reconnaît que ce qui enfante les dissensions, la haine, l'envie, c'est le désir insatiable de posséder plus et toujours plus lorsqu'on POSSÈDE POUR SOI SEUL; il reconnaît que les POSSESSIONS SOLITAIRES irritent sans cesse la convoitise et ne la satisfont jamais : et comme il ne peut vouloir ni l'envie, ni la haine, ni la convoitise sans cesse irritée et jamais satisfaite, il en résulte irrésistiblement qu'il repousse et condamne les POSSESSIONS SOLITAIRES. Bien plus, Prêtre dévoué, apôtre aussi sincère qu'éloquent, embrassant dans son amour tous les chrétiens riches ou pauvres, répétant les paroles du Christ, du haut de sa chaire évangélique il crie que DIEU MAUDIT les POSSESSIONS SOLITAIRES... N'est-ce pas crier que DIEU BÉNIT ET COMMANDE la POSSESSION COMMUNE..? N'est-ce pas prêcher la communauté..?

Et celui qui parle ainsi n'est pas un ouvrier, un prolétaire, un communiste ordinaire : c'est l'un des Présidents de ton Comité central Réformiste; c'est l'un de tes oracles; c'est le Philosophe courageux auquel tant d'ouvriers adressent leurs hommages; c'est l'illustre écrivain qu'exalte le *National* tout en flétrissant les Communistes; c'est M. Lamennais (1).... M. Lamennais est Communiste.....!!!

9 juin 1841.

CABET.

(1) Dans son *Livre du Peuple*.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Quatrième Lettre.

La Communauté est une association... UNITAIRE. — UNITÉ dans l'association, dans l'éducation, dans la propriété, dans l'industrie agricole et manufacturière.

Je viens de recevoir, mon cher Eugène, ta lettre en réponse à ma seconde et à ma troisième : elle m'a fait autant de plaisir que ta précédente m'avait causé de contrariété. Je suis bien aise que tu me fasses des *objections* : continue ; je répondrai à toutes à la fois, quand je t'aurai exposé mon système de Communauté. Je n'ai pas le moindre doute que tu seras convaincu, comme moi, que la Communauté est *possible* et même *facile* à organiser, et que c'est l'organisation sociale la plus contraire à l'*anarchie*, la plus favorable au *respect des lois* et à l'*ordre public* en même temps qu'à la *liberté*. Je suis enchanté d'apprendre que ton vieux père se dégage assez des préjugés et des habitudes du manufacturier pour reconnaître la nécessité des sentiments fraternels entre le bourgeois et l'ouvrier. Il a raison de citer l'exemple des Lyonnais, inscrivant sur leur bannière : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*, pour prouver la folie de réduire au désespoir la masse des travailleurs. Dis-lui que, dans ma première lettre, je lui montrerai une *organisation du travail ou de l'industrie* capable d'éviter tous les malheurs. — Mais, ce qui me fait le plus de plaisir dans ta réponse, c'est ce que tu me racontes de ta femme, plus impatiente que vous tous de connaître la Communauté. Dis-lui que ma sixième lettre sera pour elle : je lui montrerai que la Communauté est le système le plus favorable aux droits, à la dignité, au bonheur des *femmes*. En attendant, je lui envoie mon *Voyage en Icarie*, auquel j'ai donné la forme d'un *roman* précisément pour que les femmes pussent le lire avec plus d'intérêt. — Maintenant, je continue à t'expliquer la Communauté.

Je t'ai dit que la *Communauté* est une ASSOCIATION *fraternelle, égalitaire, UNITAIRE...* C'est une association *unitaire*, basée sur l'*Unité* en tout, en société, en éducation, en propriété, en industrie.

UNITÉ dans la Société. — Avant la Révolution, la Nation française était divisée en une multitude de petites Sociétés. Elle se divisait da-

bord en *Noblesse*, *Clergé*, *Tiers-État*. — La *Noblesse* se subdivisait en haute et basse ; de Cour ou de Province ; d'épée ou de robe ; ancienne ou nouvelle ; Princes, Ducs, Comtes, Vicomtes, Marquis, Barons , etc. — Le *Clergé* se subdivisait également en haut et bas , etc.

— Le tiers-État se subdivisait de même à l'infini, d'abord en Bourgeois et en non Bourgeois, ou Peuple, ou Populace, ou Prolétaires, ou Ouvriers. — La Bourgeoisie se fractionnait en innombrables corporations ou confréries, d'avocats, de procureurs, etc. ; de médecins, chirurgiens, sage-femmes, apothicaires, etc. ; de peintres, statuaires, etc. ; de maîtres ou de patrons de toutes les professions. — Les Ouvriers de tous les états se divisaient aussi en *compagnons* et en non compagnons. — Les *Compagnons* se divisaient en plusieurs branches sous le patronage de Saints divers ; et chaque branche se divisait en une foule de petites Sociétés de compagnonnage.

Et toutes ces innombrables divisions ou sociétés avaient des intérêts différents et contraires : c'était l'organisation de la concurrence, de la rivalité, de l'antagonisme, de l'égoïsme, de la cupidité, de l'envie, de la haine, de la discorde, de la guerre, même pour les femmes et les enfants, même pour l'avenir comme pour le présent.

An lieu d'établir *l'Unité* d'après le précepte de Jésus-Christ, les prêtres du catholicisme avaient tout *divisé* pour mieux dominer.

Mais tous les Philosophes réclamèrent *l'Unité* ; et l'un des principes fondamentaux proclamés par la Révolution française fut *L'UNITÉ* et *L'INDIVISIBILITÉ*, la République *UNE* et *INDIVISIBLE*.

Malheureusement, la divisibilité est presque rétablie partout, quoique sous des formes différentes : Nobles, prêtres, magistrats, fonctionnaires publics, militaires, avocats, médecins, banquiers, etc., etc., ont encore des intérêts distincts et rivaux ; on trouve partout l'intérêt individuel ou de corps, nulle part l'intérêt général, public, commun. Les maîtres peuvent s'associer ; mais l'association libre entre les ouvriers est proscrite sous le nom de *coalition* ; et quant aux sociétés de compagnonnage, elles existent encore avec tous les préjugés, toutes les erreurs, tous les abus, tous les fléaux des anciens temps d'ignorance, de superstition, de crédulité, de barbarie : les malheureux ouvriers, instruments aveugles de leur propre oppression, victimes d'une infernale organisation sociale qui veut les tenir éternellement dans l'esclavage, sont les ennemis et souvent les meurtriers des autres ouvriers que leur intérêt véritable, d'accord avec la Nature et même avec la parole du Christ, leur prescrit d'aimer et de secourir comme des camarades, des amis, des frères...!

D'un autre côté, c'est une petite minorité qui jouit seule du privilège d'être électeurs, éligibles, législateurs, fonctionnaires publics, jurés, gardes nationaux, tandis que l'immense majorité n'exerce aucun droit politique, pas plus que les Ilotes à Sparte ou les Parias dans l'Inde ; c'est une Aristocratie d'argent qui fait les lois, qui les

impose, qui les applique et qui les exécute par la force, tandis que la masse les subit comme une nation vaincue, subjuguée, esclave.

Que les privilégiés, les gouvernants, les exploiters soient contents, c'est naturel, si l'on veut; mais leur contentement n'est-il pas sans cesse troublé par l'inquiétude et la crainte, comme les Spartiates craignaient continuellement l'insurrection de leurs Ilotes, comme les Colons redoutent nuit et jour la révolte et la vengeance de leurs esclaves? Car n'est-il pas aussi naturel que les vaincus, les subjugués, les gouvernés, les exploités, soient mécontents et irrités? Si la nature met dans le cœur des uns l'amour du pouvoir, de la domination, des privilèges et de la fortune, ne met-elle pas également dans le cœur des autres la haine de l'exploitation et de l'esclavage, l'amour de l'affranchissement, de l'indépendance et de l'égalité?

Ce sont donc l'envie, la haine et la guerre qu'établit nécessairement le Système actuel de divisibilité et de fractionnement. Et ces funestes *effets* subsisteront inévitablement tant que subsistera leur *cause*... C'est donc le Système contraire qu'il faut introduire, le système de la *chose publique*, de l'intérêt *général* ou *commun*, le système de l'*Unité* et de l'*indivisibilité* dans l'Association; il faut que l'Association, ou la Société, ou la Nation, soit *une et indivisible*; il faut qu'il n'y ait qu'un *Peuple* de citoyens et d'ouvriers, comme il n'y a qu'une Représentation nationale, qu'un Roi, qu'une Constitution, qu'un Code, qu'une Armée.

Et, par exemple, prenons l'*Armée* pour modèle d'Unité. Tu ne vois pas en France des armées de Normands, des Bourguignons, etc., mais *une armée française*, dirigée par une seule volonté. Ses besoins et sa destination exigent qu'on la divise en plusieurs Corps (génie, artillerie, infanterie, cavalerie, administration pour les transports, les subsistances, l'habillement et le logement), et chaque corps en divisions, brigades, régiments, bataillons, etc., comme on divise les hommes en Généralissime, Généraux, Colonels, etc.; soldats: mais toutes ces divisions nécessaires n'empêchent pas qu'il y ait *Unité* dans l'armée, dans la discipline, dans son instruction, dans les moyens de la nourrir, de la vêtir et de la loger.

Et tu sens les avantages de cette *unité* dans l'armée, l'économie, l'ordre, la facilité de mouvement, la force et la puissance qui en résultent! C'est peut-être de toutes les organisations la plus parfaite pour atteindre le but que se propose le gouvernement; et si tous les grades étaient électifs, si toutes les lois militaires étaient faites par l'armée elle-même, l'organisation de l'armée pourrait être considérée comme une perfection.

Pourquoi la Société ne serait-elle pas organisée *unitairement*, comme l'armée, de manière qu'il n'y eût qu'un Peuple de citoyens et d'ouvriers comme un seul Peuple de soldats. Tous les citoyens étant réunis dans les assemblées populaires dans tous les départements.

dans toutes les communes, le même jour, à la même heure, le Peuple pourrait manifester sa volonté comme s'il était un seul homme... Et les ouvriers, divisés suivant les besoins de l'agriculture et de l'industrie, comme une armée suivant les besoins du service militaire, travailleraient comme les ouvriers d'un seul atelier.

Eh bien ! la Communauté ne forme qu'une seule Association, une seule Société, une seule Nation, un seul Peuple, qu'une seule volonté fait travailler et agir dans un seul intérêt pour l'utilité générale, pour le bonheur commun.

Et tu comprends tous les avantages qui doivent en résulter pour l'ordre, l'économie, l'union, la concorde, la paix, et la félicité universelle ! N'oublie pas d'ailleurs qu'aucun système, je te le démontrerai, ne présente aux individus plus de véritable *liberté*...

UNITÉ dans l'Éducation. — Aujourd'hui, le Peuple ne reçoit aucune instruction, aucune éducation. Aucun des millions de prolétaires n'est ce qu'il serait si son intelligence était cultivée et développée. Et cependant, on trouve autant de facultés naturelles dans chacun de ces prolétaires que dans chacun des privilégiés. Malgré tous les obstacles, une foule de génies, favorisés par quelques hasards heureux, sont sortis des rangs populaires; c'est de là que se sont élancés la plupart des hommes qui font honneur à l'humanité, et Jésus-Christ lui-même. — Quant aux privilégiés, leur éducation et leur instruction sont aussi vicieuses qu'incomplètes. — Ainsi, dans l'éducation et dans l'instruction, comme dans la société, c'est toujours la division, le fractionnement, le morcellement, l'inégalité. — Aussi, que de différences entre les individus quant au développement de l'intelligence ! — Et encore, il n'est pas un homme, dans une classe quelconque, qui soit tout ce qu'il pourrait être s'il avait été mieux instruit et mieux élevé. — Et cependant, n'est-ce pas un véritable homicide, un crime contre la Nature, d'arrêter l'essor de l'intelligence et de la raison dont elle a fait présent à sa créature de prédilection ?

Pour remédier au mal, pour satisfaire le vœu de la Nature, pour conduire l'homme à sa destinée, pour assurer le bonheur général et individuel, la Communauté prend pour base l'*Education*, qui comprend l'*Instruction*. Cette Éducation est une, la même pour tous, quant à l'éducation *élémentaire*; et cette éducation élémentaire doit comprendre les éléments de toutes les sciences, de tous les arts, de tous les métiers. Puis, l'éducation *spéciale* ou *professionnelle* sera donnée à tous ceux qui auront fait choix d'une profession particulière. — Ne te récrie pas sur l'immensité de la tâche; car je te montrerai plus tard, dans une autre lettre, que cette éducation, soit élémentaire, soit spéciale, est très possible et très facile quand la Société le veut, quand elle en fait son principal devoir, quand elle emploie tous les moyens qui facilitent l'instruction en la rendant agréable, et quand elle y consacre l'enfance jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans. —

Et cette éducation, unique, commune, aura pour but de former, sous tous les rapports, des hommes, des citoyens, des ouvriers, des frères.... Devine l'harmonie et la puissance d'intelligence qui feront alors prospérer la Société !...

UNITÉ, dans la PROPRIÉTÉ. — Aujourd'hui, la Propriété est individuelle; le territoire est divisé, morcelé. — De là, des inconvénients innombrables, sous le rapport des personnes et sous le rapport de la production. — Quant aux personnes, un petit nombre seulement a des propriétés; la majorité n'en a point; les uns ont tout, et les autres rien; ceux-ci ont du superflu, ceux-là manquent du nécessaire; l'opulence produit la misère, et l'égoïsme enfante la haine. — Quant à la production, combien n'est-elle pas diminuée par la stérilité des jardins, des parcs, etc., par les clôtures, les murs, les haies, les fossés, etc., par la mauvaise culture, l'ignorance, le caprice, la mauvaise destination donnée par le propriétaire à la terre! Que de fois on voit planter de la vigne quand il y en a déjà trop et là où d'autres fruits prospéreraient mieux!

Suppose au contraire l'unité dans le territoire ou la propriété; suppose que le territoire ne forme qu'un seul domaine, indivis, social, national, commun, exploité par le Gouvernement, avec toute la puissance nationale, avec tous les citoyens pour ouvriers, dans l'intérêt de tous; suppose que le Gouvernement recueille tous les produits dans ses magasins, fasse fabriquer tout ce qui a besoin d'être travaillé pour servir à la nourriture, au vêtement, au logement et à l'amusement; suppose qu'il distribue également à tous, pour une jouissance commune ou séparée, les produits naturels et industriels: tu dois apercevoir à l'instant les avantages...! — Sous le rapport de la production, calcule l'accroissement! Mesure la puissance d'un seul propriétaire, d'une seule volonté, d'une seule intelligence, exploitant un seul et immense domaine avec tout le capital social ou national, avec toute l'expérience, tout le génie, tous les bras de la nation, demandant à la terre tout ce qui est nécessaire, et à chaque terrain tout ce qui convient à sa nature et rien que ce qui lui convient...!!! — Plus de clôtures, plus de murs, etc., plus de mauvaise culture, plus de mauvaise exploitation, plus un seul pouce de terre inculte...!!! Et sous le rapport des personnes, l'abondance ou l'aisance pour tous à la seule condition d'un travail modéré et que tout va rendre attrayant...! Plus d'inquiétude sur l'existence, plus de soucis du lendemain...! Plus de discorde, plus de haine, plus de guerre, plus de duel...!!! Depuis cinq jours, et pendant que je t'écris ces lignes, mon cher ami, pendant que je consacre mes journées et souvent mes nuits à la recherche du bonheur pour l'humanité, cette infernale organisation sociale que j'attaque me soumet, moi qui t'écris, et me soumet à cause de mon dévouement à mes frères, à une provocation en duel, à tous les ou-

trages pour me forcer à donner la mort ou à la recevoir... Oui, la mort rôde peut-être ou voltige maintenant autour de moi, et je puis me croire déjà en face de l'éternité... ! Je puis, mieux encore que par le passé, me dégager en écrivant de tout intérêt pour moi sur cette terre... ! Mais rassure-toi : Je n'aurai pas la lâcheté de faire une folie par la crainte de paraître lâche. J'ai fait et je ferai mes preuves quand il le faudra... Je suis prêt, si la justice et l'honneur l'exigent réellement... Mais je veux ne rien précipiter ; et je veux, avant tout, l'expliquer *l'Unité* de l'industrie dans la Communauté, et surtout le bonheur que promet à la *femme* cette Communauté si calomniée, pour laquelle je donnerais ma vie avec autant de résignation que contre les bastilles... A ma prochaine donc pour *l'Unité* dans l'organisation du *travail* ou de *l'industrie*.

J'ajoute seulement que, pour discuter la Communauté, il n'est besoin ni de violence, ni d'illégalité, ni de parler d'abolition de la Propriété : car tu peux facilement admettre que les propriétaires et les autres habitants d'une commune actuelle, fatigués de leur situation, veuillent tenter une expérience et consentent à mettre leurs propriétés en commun, pour ne composer qu'une seule propriété communale, pour ne former eux-mêmes qu'une société et qu'une famille, pour produire et jouir en commun comme des frères... Tu peux admettre que l'exemple soit suivi par deux communes, par trois, quatre, etc., par un département, par deux, trois, etc., par tous. Tu peux admettre une *propriété communale* pour chaque commune, une *propriété départementale* pour chaque département, une seule *propriété nationale* pour toute la Nation ou la Communauté.

Mais je t'ai promis l'opinion de *Lamartine* : écoute-le dans son *Voyage en Orient* :

« L'heure serait venue d'allumer le *phare de la Raison* et de la morale sur nos tempêtes politiques, de former le *nouveau symbole social* que le monde commence à pressentir et à comprendre, le *symbole d'amour et de charité* entre les hommes, la *politique évangélique*.... Que le Ciel suscite des hommes ! Car notre politique fait honte à l'homme, et fait pleurer les anges. La Destinée donne une heure par siècle à l'Humanité pour se régénérer ; cette heure, c'est une *révolution*, et les hommes la perdent à s'entre-déchirer ; ils donnent à la vengeance l'heure donnée par DIEU à la *régénération et au progrès*.

Ainsi, M. de Lamartine invoque la *Raison*, appelle de ses vœux un *nouveau symbole social*, un *symbole d'amour et de charité*, une politique nouvelle, la *politique évangélique* ! Il représente DIEU donnant une révolution par siècle à l'Humanité pour se régénérer... !

« L'esprit de *famille* est la seconde âme de l'Humanité : les législateurs modernes l'ont trop oublié ; ils omettent la famille, source unique des populations fortes et pures. La législation, même après le Christianisme, a été *barbare* sous ce rapport ; elle interdit à la

moitié des hommes, la femme, l'enfant, la possession du foyer et du CHAMP ! Et cependant, elle DEVAIT ces biens à TOUS. »

Ainsi, M. de Lamartine veut que tous aient un foyer, un champ, une femme, une famille... !

« Mais quand Dieu permet qu'une vérité tombe sur la terre, les hommes commencent par maudire et par lapider celui qui l'apporte; puis, ils s'emparent de cette vérité, qu'ils n'ont pas tuée avec lui parce qu'elle est immortelle, et elle devient leur héritage. »

Oui, si l'idée de la Communauté est la vérité, on aurait beau nous maudire et nous lapider, nous Communistes : ayons courage et espérance ! L'immortelle vérité triomphera... !

« Les idées humaines ont amené l'Europe à une de ces grandes crises organiques dont l'histoire n'a conservé qu'une ou deux dates dans sa mémoire, époques où une civilisation usée cède à une autre... Mais l'idée de révolution, c'est-à-dire de changement et d'amélioration, n'en éclaire pas moins l'esprit, n'en échauffe pas moins le cœur. Quel est parmi nous l'homme pensant, l'homme de cœur et de raison, l'homme de Religion et d'espérance, qui, mettant la main sur sa conscience et s'interrogeant devant Dieu, en présence d'une Société qui tombe d'anomalie et de vétusté, ne réponde : JE SUIS RÉVOLUTIONNAIRE... »

Ainsi, M. de Lamartine reconnaît que l'Europe se trouve dans une grande crise organique; qu'une civilisation nouvelle va remplacer la vieille civilisation; que l'ancienne Société tombe; que l'idée Révolution est une idée d'amélioration; et que tout homme pensant, tout homme de raison, de cœur, de religion, doit être révolutionnaire... !

« L'Égalité de droits est admise en principe; la liberté de discussion est consacrée dans les formes gouvernementales; la parole parlée et écrite a le droit de faire partout et toujours son appel à l'intelligence de tous; elle remue et remuera toutes les questions SOCIALES, religieuses, politiques, nationales, avec la force que l'opinion publique lui prêterait, jusqu'à ce que la raison humaine, éclairée du rayon qu'il plaît à Dieu de lui prêter, soit entrée en possession du monde social tout entier. »

Ainsi, M. de Lamartine demande la liberté de discussion pour toutes les questions sociales... !

« Les Prolétaires se trouvent aujourd'hui dans une condition pire qu'ils n'ont jamais été; ils ont reconquis des droits stériles sans avoir LE NÉCESSAIRE, et renverront la Société jusqu'à ce que LE SOCIALISME ait succédé à l'odieux individualisme. »

Ainsi, les PROLÉTAIRES n'ont que des droits stériles; ils n'ont pas le nécessaire; ils sont dans une situation pire que jamais; ils renverront la Société jusqu'à ce que le Socialisme ait remplacé l'odieux individualisme... Quels aveux ! N'est-ce pas répéter M. Guizot avouant qu'il y a tort grave et grave péril à ne pas améliorer le sort de tant de créatures humaines si misérables... !

« C'est de la situation des Prolétaires qu'est née la question de PROPRIÉTÉ, qui se traite partout aujourd'hui, et qui se résoudrait par le combat et le partage si elle n'était résolue bientôt par la Raison, la Politique et la Charité sociale. La Charité, c'est le socia-

lisme ; l'égoïsme, c'est l'*individualisme*. La Charité comme la Politique commande à l'homme de ne pas abandonner l'homme à lui-même, mais de *venir à son aide*, de former une sorte d'*assurance mutuelle* à des conditions équitables entre la *Société possédante* et la *Société non-possédante* ; elle dit au propriétaire : « Tu garderas ta Propriété. » Car, malgré le *beau rêve* de la COMMUNAUTÉ DES BIENS tenté en vain par le Christianisme et par la Philanthropie, la Propriété *paraît, jusqu'à ce jour*, la condition nécessaire de toute la Société ; sans elle, ni famille, ni travail, ni civilisation ; mais cette même Charité lui dit aussi : « Tu n'oublieras pas que ta Propriété n'est pas seulement instituée pour toi, mais pour l'Humanité toute entière ; tu ne la possèdes qu'à DES CONDITIONS de justice, d'utilité, de répartition et d'accession pour tous ; tu fourniras donc à TES FRÈRES, sur le SUPERFLU de ta propriété, des moyens et des éléments de travail qu'ils sont nécessaires pour posséder LEUR PART à leur tour ; tu reconnaitras un droit au-dessus du droit de Propriété, le droit d'HUMANITÉ. Voilà la justice et la politique. »

Ainsi, M. de Lamartine avoue que la *question de propriété* se traite partout aujourd'hui, et qu'elle se résoudra par le combat et le partage, si elle n'est pas décidée par la *charité sociale*. Il est vrai qu'il repousse la *Communauté* : mais il l'appelle un *beau rêve* du Christianisme et de la *philanthropie* ! Il est encore vrai qu'il demande la conservation de la propriété : mais il veut une sorte d'*assurance mutuelle* entre les propriétaires et les non propriétaires ; il proclame que le *droit d'humanité* domine le droit de propriété, et que le *superflu* de l'un doit servir à rendre à l'autre la *part* qu'il devrait avoir ! En un mot, il veut la fraternité, l'égalité, la charité, c'est-à-dire tout ce qui conduit irrésistiblement à la Communauté !!!

Et, dans sa *Marseillaise de la paix*, M. de Lamartine ajoute :

Et pourquoi nous haïr et mettre entre les races
Ces bornes ou ces eaux qu'abhorre l'œil de Dieu ?
De frontières au Ciel voyons-nous quelques traces ?
Sa voûte a-t-elle un mur, une borne, un milieu ?
Nations, mot pompeux pour dire barbarie,
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ! Une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la *haine* ont seuls une Patrie :
La *Fraternité* n'en a pas.

Aussi, un journal du 14 juin (*le National*) dit-il :

« On a récemment parlé des *Communistes* et de leurs doctrines : Voici le *Roi*, l'*Empereur des Communistes*. Il demande que la Terre n'ait pas plus de *murs*, pas plus de *bornes* que le Ciel, c'est-à-dire que toute délimitation rurale s'efface, que tout *enclos*, que toute *haie* disparaissent. »

Oui, sans en prendre le titre, M. de Lamartine est *Communiste*, ainsi que M. *Lamennais*... ! Et, dans ma prochaine, tu verras si *Bérenger* ne l'est pas aussi... !

16 juin 1841.

CABET.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Cinquième Lettre.

*Folie du duel. — Détestable organisation du travail. —
Remède. — Unité dans l'industrie.*

Mais ta femme est donc folle, mon cher Eugène, de se tourmenter dans la crainte que j'accepte le *duel*?... Elle me prend donc pour l'homme le plus faible, le plus lâche, le plus inconséquent, le plus insensé, le plus coupable!... Quoi, parce que je me serai dévoué pour combattre d'inférieures bastilles; parce que, pour défendre mes concitoyens, la liberté, l'humanité, j'aurai attaqué les opinions et la marche du Journal qui perdait ou compromettait le pays; parce que, insulté, outragé, calomnié par lui, pour prix de mon dévouement, je n'aurai tiré d'autre vengeance que celle de prouver ses calomnies en soumettant au Peuple ma vie toute entière, en lui renvoyant ses accusations, en le sommant de faire comme moi, de soumettre au Public sa justification et sa vie; parce que, quand j'aurai invoqué les lois et les tribunaux pour vaincre son déloyal refus de transmettre ma réponse aux lecteurs auxquels il aura transmis ses calomnieuses attaques, il lui plaira de vouloir me tuer pour empêcher la publicité de ma justification et pour se dispenser de présenter la sienne; il faudrait que j'acceptasse l'affreuse nécessité de le tuer pour n'être pas tué par lui!... Et quelle serait donc *l'utilité* de ce duel? A quoi servirait ma mort ou la sienne? Quand la guerre étrangère menace la Patrie, quand l'Aristocratie Européenne menace la Démocratie Française, quand le Despotisme et la Tyrannie menacent partout la Liberté, quand la France n'a pas trop du dévouement de tous ses enfants, est-il permis au vrai patriote de désertir son poste?... Que sont quelques griefs personnels, quelques blessures à l'amour-propre, en face des dangers publics et surtout en face des redoutables *bastilles*?... La chose utile n'est-ce pas de faire cesser la *funeste division* qu'ont vomie sur nous ces abominables Bastilles, en nous ralliant tous contre elles (ou pour elles si l'on peut démontrer que ce ne sont que des fortifications, bienfaisantes sauve-gardes de notre indépendance)? La chose utile, n'est-ce pas de défendre, de justifier, de purifier, par la discussion solennelle, au grand jour de l'opinion publique, les réputations attaquées et calomniées, afin de prouver à

tous qu'on est toujours digne de l'estime et de la confiance du pays ? Et que prouverait ma mort en faveur de mon meurtrier, ou la sienne en ma faveur ? La question des bastilles en serait-elle mieux éclaircie ? L'union renaîtrait-elle dans le parti patriote ? Tous les bons citoyens se rangeraient-ils alors sous le drapeau de la liberté contre les bastilles ? La calomnie, du moins, serait-elle infailliblement confondue, l'innocence infailliblement réhabilitée, la vertu proclamée par une Justice suprême, supérieure à la Justice humaine ?... Mais, l'offenseur n'a donc jamais triomphé dans un duel ? La victoire n'a donc jamais couronné le vice et le crime ? L'exécration publique n'a donc jamais poursuivi le vainqueur ? Dulong, Carrel (et le *National* avec lui) ont donc irrévocablement été condamnés par une Justice céleste ?... — Non, c'est évident, manifeste, le résultat du duel, par adresse ou par le sort ou le hasard, ne prouve rien, absolument rien !... — Et la proposition du duel, comme son acceptation, ne prouve rien non plus, ni l'innocence, ni la probité, ni l'honneur, ni même le courage... Car il n'est pas un conscrit qui ne sache se battre ; et dans ce temps de bassesse et de lâcheté, d'humiliation et de honte, d'oppression et d'esclavage, de souffrances morales et matérielles, de périls et d'angoisses, de douleur et presque de désespoir, il n'est peut-être pas un véritable démocrate qui mette du prix à la vie, si ce n'est pour la consacrer à sa famille et à sa Patrie !... Le vrai courage, c'est de savoir souffrir pour la cause populaire ; c'est de voir et de braver le danger ; c'est de marcher à lui longtemps, constamment, d'un pas ferme... La vraie bravoure, c'est de fouler aux pieds d'absurdes et funestes préjugés ; c'est de braver la crainte de passer pour lâche et de réserver son dévouement pour une meilleure occasion d'utiliser son courage. Et l'occasion ne nous manquera pas ! Car, dans ces temps de crises et de tempêtes, quel est le patriote, combattant dans les premiers rangs, qui ne doive s'attendre à périr martyr de la liberté ? Et si le ministre Guizot avait dit vrai en prophétisant que les factions livreront bataille aux pieds des bastilles, c'est là que devraient se donner les rendez-vous de duel, pour y rivaliser de courage sous le même drapeau, ou pour se combattre dans les camps opposés. Et si le *National* s'y trouvait sous l'étendard des bastilles, il m'y trouverait sous l'étendard de la liberté !...

Mais accepter un duel privé, aujourd'hui !... Accepter, dans un temps de civilisation, de philosophie, de légalité, d'examen, de discussion, de presse, de réforme, de régénération sociale, une coutume des temps de barbarie et de stupide superstition, un usage des Peuples féroces, guerriers, conquérants !... Consentir à mettre la dague ou le pistolet dans la main des écrivains, à une époque où l'on voit souvent les militaires déposer l'épée pour prendre la plume et substituer la raison à la force !... Accepter un duel proposé par le principal organe de la Réforme !... Accepter un duel entre Démocrates,

quand la Démocratie réclame l'abolition de la peine de mort, la suppression des loteries et des jeux de hasard, la moralisation et l'éducation, l'entière liberté de la pensée, de la parole et de la presse!... Accepter un duel, moi qui l'ai toujours blâmé; moi qui, dans mon *Voyage en Icarie*, me suis plu à développer les principes de la morale la plus douce, la plus affectueuse et la plus pure; moi qui ai consacré mes cinq années d'exil à l'étude d'un système pacificateur et régénérateur; moi que la *Phalange* appelle l'un des *apôtres de la Communauté*; moi qui, n'écoutant que mon amour pour l'humanité et mon dévouement passionné pour le Peuple, me suis imposé, sans consulter mes forces, la pénible et périlleuse mission de lutter pour lui, de consacrer à son service les connaissances acquises par quarante années d'étude et de travail, et de lui soumettre les avis et les conseils d'une expérience guidée par la plus constante affection; moi qu'il honore de quelque confiance; moi qui lui prêche la fraternité, la tolérance, l'union, la justice, en même temps que la fermeté et l'énergie; moi qui l'exhorte à éviter la violence, à chercher sa force dans la raison, dans la persuasion, dans la puissance de l'opinion publique!... Accepter un duel, ne serait-ce pas démentir en un jour toute ma vie, donner un fatal exemple, conseiller le duel et l'attentat comme le remède unique et souverain?... Ne serait-ce pas exposer le *National* lui-même à des centaines de duels?... Et si j'avais le malheur de tuer un homme, comment pourrais-je, couvert du sang d'un frère égaré, parler encore à mes concitoyens, à mes amis, de modération et de fraternité?... Non, non, il m'est impossible d'accepter un duel; personne n'a pu croire que j'en accepterais; et je n'en accepterai pas!...

J'ai cependant dit et je répète que je n'entendais pas me soustraire au *jugement de l'opinion publique*, et que je me battrais, si l'opinion publique me condamnait à me battre, parce que je n'ai pas la prétention de me croire infaillible ni l'insolente folie de me croire plus judicieux que tout le monde; et tout en conservant mes convictions personnelles tant qu'on ne parviendra pas à les détruire, je puis rendre hommage à la Raison publique en lui soumettant mes actes et en exécutant son arrêt. Mais il n'est pas besoin de courage pour prendre un pareil engagement, parce que je suis bien convaincu que l'opinion publique, loin de me prescrire le duel, ratifiera mon refus et mes motifs.

En attendant, c'est samedi, 3 juillet, que je défendrai, devant le tribunal, la liberté de la presse et l'intérêt de 32 millions de citoyens, contre le privilège de quelques centaines de journalistes. — Mais, auparavant, je veux t'expliquer les vices de l'organisation actuelle de l'industrie, et l'organisation qu'y substituerait la Communauté.

T'exposer les vices de l'organisation actuelle de *l'industrie*! Mais comment le faire en peu de mots? Tu le sais bien toi-même, c'est le

désordre, la confusion, le chaos, le hasard, puis la concurrence, l'antagonisme, les rivalités, les fraudes, la cupidité, toutes les passions égoïstes et anti-fraternelles. Aussi, que d'industries inutiles, que de doubles emplois, que de pertes pour la Société! Que de ruines, que de misères, que d'angoisses pour les travailleurs! Commençons par les simples ouvriers.

L'Ouvrier (et c'est la masse de la population) naît dans la misère, tandis que d'autres enfants naissent dans l'opulence, possédant chacun un superflu qui suffirait à des milliers de malheureux manquant du nécessaire.

Point d'éducation ni d'instruction pour lui! S'il en recevait, il serait peut-être un homme de génie : mais la Société le condamne à rester ignorant, à végéter sans développer son intelligence et sa raison. Et cette Société, marâtre, injuste et inhumaine, lui reprochera son ignorance !....

A peine le fils de l'ouvrier a-t-il quelques années et quelque force, on lui impose un métier sans consulter ses dispositions et ses goûts ; on le soumet à un travail prématuré qui l'énerve... Toute sa vie, et dans sa vieillesse comme dans son enfance, il est employé comme une machine, et condamné à des travaux excessifs, rebutants, dégoûtants, exténuants, périlleux... A combien d'accidents, à combien de maladies, l'ouvrier n'est-il pas exposé! Que d'industries dans lesquelles le travailleur perd la vue, ou l'ouïe, ou sa poitrine, ou ses forces et sa santé, dans l'une à 30 ans, dans l'autre à 40, etc.! Et l'ouvrière n'est pas plus ménagée que l'ouvrier! Et leurs enfants sont nécessairement affaiblis, énervés dès leur naissance!

Le patron peut s'enrichir avec le travail de l'ouvrier ; il l'exploite comme un champ ou comme un cheval : mais il lui donne le moins qu'il est possible ; et le salaire est généralement si modique qu'il suffit à peine pour faire vivre l'ouvrier. Né pauvre ou dans la misère, il meurt pauvre ou dans la misère, après une vie de privations et de fatigues. Et quand les maladies arrivent, quand l'industrie chôme, quand le travail manque, c'est affreux à penser mais c'est un fait vrai, le pain manque souvent en même temps....

Aussi, la masse ouvrière est mal nourrie, mal vêtue, mal logée ; et beaucoup d'ouvriers sont dans l'impossibilité de se marier et d'avoir une famille. — De là, presque tous les vices des ouvriers....

Pour ceux qui se marient, que de soucis, que d'angoisses leur cause souvent leur famille! Que de pères et mères laborieux, économes, manquant de travail et de pain pour leurs enfants! Les heureux de la terre ne le voient pas et ne veulent pas le croire; mais qu'ils interrogent les médecins qui visitent les réduits de l'ouvrier dans les temps de choléra ou d'épidémie, et ils apprendront combien est horrible la misère du Peuple, combien il lui faut de résignation,

de courage et de vertu, pour ne pas se livrer au désespoir, et combien de tortures le poussent à crier : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!*..... Que ces heureux n'oublient pas les terribles paroles de M. de Lamartine, citées dans ma quatrième lettre, ni ces paroles plus terribles encore du ministre Guizot : « Il est impossible de regarder sans une COMPASSION PROFONDE *tant de créatures humaines si misérables*. Cela est douloureux, TRÈS DOULOUREUX à voir, très douloureux à penser : et cependant il faut y penser, y penser beaucoup; car, à l'oublier il y a TORT GRAVE et GRAVE PÉRIL.. » Qu'ils méditent encore, les heureux et les privilégiés, ces cris de détresse et de dévouement qu'arrachent les misères de l'ouvrier à un homme aussi éclairé que généreux, à un savant de l'Institut, à un professeur d'économie politique, à M. *Blanqui* : « Oui, si pour mettre fin à cet odieux régime, il fallait verser mon sang jusqu'à la dernière goutte, je tendrais la gorge avec joie, et ne demanderais que le temps de rendre grâce à Dieu de m'avoir jugé digne du martyre. » Et, pour achever de te montrer toute l'étendue du mal; souffre, mon cher Eugène, que j'ajoute encore quelques détails.

Autrefois, dans tout l'Empire romain, et par conséquent dans presque toute l'Europe, tous les métiers étaient exercés par des *esclaves*, c'est-à-dire que tous les ouvriers étaient des *esclaves*, appartenant à leurs maîtres, qui les exploitaient comme des champs ou des bœufs ou des chevaux, et qui recueillaient seuls tous les fruits de leur travail, en les nourrissant pour qu'ils pussent travailler. De là l'expression *maîtres*, et plus tard *patrons* quand les ouvriers furent affranchis. — Aujourd'hui les ouvriers sont libres; on ne les appelle plus esclaves : mais ceux qui les emploient sont encore appelés leurs *maîtres* ou leurs *patrons*; et, dans la réalité, la masse des ouvriers est toujours esclave de la masse des maîtres ou patrons; car les maîtres ou patrons ont seuls des droits politiques, tandis que les ouvriers n'en ont aucun; les maîtres sont électeurs, députés, jurés, gardes nationaux, etc., tandis que les ouvriers ne sont rien; les maîtres font la loi par leurs mandataires, et la font dans leur intérêt contre celui des ouvriers, tandis que ceux-ci sont forcés de la subir et de l'exécuter; les maîtres sont armés comme des Spartiates ou des Colons, et les ouvriers désarmés comme les Ilotes ou des nègres; les maîtres jugent les ouvriers, et ceux-ci ne jugent jamais les maîtres; les maîtres, soutenus par toute l'Aristocratie peuvent s'associer et se coaliser pour défendre leurs intérêts contre ceux des ouvriers, et ceux-ci ne peuvent ni s'associer ni se concerter pour se défendre contre les maîtres.... On ne leur donne pas même la facilité de s'instruire; car, si l'on n'ose pas interdire la presse populaire, on la rend presque impossible en l'étouffant sous d'écrasants impôts, de cautionnement et de timbre. On leur ravit une partie de leur nécessaire en imposant leurs aliments, même la chaleur et la lumière; on les

soumet enfin à l'impôt du sang en les forçant à donner leurs corps et leurs vies pour défendre une Société qui les dépouille et les opprime !... N'est-ce pas un véritable *esclavage* ?...

C'est même un esclavage généralement pire que l'esclavage des ouvriers Romains ; car le maître romain avait intérêt à soigner et à ménager son esclave comme sa propriété, comme son cheval ou son champ, tandis qu'aujourd'hui le maître n'a point d'intérêt à ménager son ouvrier, et se trouve, au contraire, intéressé à l'épuiser pour en tirer davantage. Si la faiblesse, la fatigue, la maladie, quelque accident, la mort, empêchaient l'esclave de travailler et de pouvoir être *vendu* à un bon prix, c'était une perte pour son maître ; forcé d'être humain par égoïsme, et de bien administrer son esclave pour en tirer plus de profit, le maître le plus avide, s'il était intelligent, était celui qui nourrissait le mieux son esclave pour lui donner des forces et de la santé, qui mettait le plus de soins à ne pas l'éternuer de fatigue, à le placer dans un atelier salubre, à le préserver des maladies et des accidents, à lui procurer une prompte guérison quand il était malade. Mais aujourd'hui, qu'importe au maître que l'ouvrier soit mal nourri, fatigué, exténué, malade, blessé, tué ? Il en trouve à l'instant un autre qu'il n'a pas besoin d'acheter ! S'il est égoïste, cupide, avare, (et tout le porte à l'égoïsme, à la cupidité, à l'avarice,) il dépense le moins qu'il peut pour l'atelier, pour le salaire, pour la nourriture quand il nourrit, tandis que, d'un autre côté, il épuise son ouvrier de travail et de fatigue pour en extraire plus de bénéfice et plus d'argent, sans craindre même de l'exposer à toutes sortes de maladies, à tous les dangers et à la mort..... C'est *l'exploitation de l'homme par l'homme* ! Et le maître abuse de l'ouvrier plus que de son cheval ou de sa machine !...

Et la masse ouvrière se trouve entièrement à la discrétion de la masse des employeurs ou des exploiters, forcée, sous peine de mourir de faim, d'accepter leurs conditions pour le salaire, pour la durée du travail, etc.

Si les ouvriers pouvaient se réunir, se concerter et délibérer sur leurs intérêts communs, comme ils sont la partie la plus nombreuse de la population, la plus nécessaire pour la production, la plus vigoureuse et la plus disposée à braver tous les genres de danger, ils s'entendraient pour obtenir un salaire plus équitable, et pour n'accorder qu'un travail moins long et moins pénible ; ils exigeraient même tous leurs droits d'hommes et de citoyens : mais la masse des maîtres et des Aristocrates, qui veulent les tenir dans l'esclavage, ne leur permettent ni les réunions ni les associations ; et c'est contre les ouvriers, surtout, qu'on applique cette infernale maxime : *diviser pour régner*.

Ainsi dispersé, isolé, réduit à tout sacrifier à ses besoins individuels, l'ouvrier est forcé de faire *concurrence* à l'ouvrier ; l'un accepte ce qu'un autre refuse ; celui-ci vient offrir de travailler plus longtemps pour un moindre salaire ; et, pour ne pas mourir de faim, la masse ouvrière se trouve amenée à végéter dans la misère...

Et pour dominer plus facilement encore les ouvriers, les maîtres et les aristocrates sont obligés de les tenir dans l'ignorance, et de faciliter les mauvaises habitudes et les vices qui peuvent les plonger dans l'abrutissement.

De là tous les désordres, toutes les calamités que déplore M. Guizot sans y remédier, et dont je t'ai vu si souvent gémir avec moi.

De là cette insensibilité, cette dureté, cette inhumanité des maîtres en général envers les ouvriers, qu'ils regardent comme des bêtes de somme plutôt que comme des hommes et comme leurs frères, quoique je connaisse beaucoup de maîtres qui s'honorent par leurs sentiments de justice et de fraternité : mais comment les maîtres seraient-ils généreux envers les ouvriers, quand toute l'organisation sociale les condamne à n'être que des exploiters égoïstes et cupides, s'ils ne veulent pas végéter eux mêmes dans la misère et la honte ?

De là l'envie et la haine des ouvriers contre les maîtres ; mais comment les ouvriers pourraient-ils aimer des maîtres qui les exploitent, surtout quand ils s'enrichissent en les exploitant ?

De là l'absence de fraternité entre les ouvriers, leurs rivalités, leur antagonisme, leurs guerres, l'appui qu'ils donnent souvent aux maîtres contre leurs camarades, quand leur intérêt commun devrait les unir tous ensemble comme des frères : mais comment les malheureux pourraient-ils être unis, quand toutes les institutions tendent à les diviser, à les désorganiser, à les rendre ennemis les uns des autres ?

Les maîtres de tous grades sont bien ardents à reprocher aux ouvriers une foule de défauts, l'ignorance, le dégoût pour le travail, l'indifférence à bien faire, la malice à gâter l'ouvrage pour s'assurer du travail, l'ivrognerie, la débauche, la folie de donner naissance à beaucoup d'enfants... ; et quoique les ouvriers n'aient peut-être jamais montré plus d'ardeur à s'instruire, à prendre la Raison pour guide, il n'en est malheureusement que trop encore qui fournissent des prétextes aux accusations de leurs adversaires : puissent-ils, dans leur intérêt, redoubler d'efforts pour se réformer mutuellement et pour réduire leurs ennemis au silence ! Mais les maîtres sont-ils donc eux-mêmes la perfection ? Les ouvriers ne sont-ils pas les premières victimes de leurs propres défauts ? Ces défauts ne sont-ils pas la faute, le tort, le crime même de la Société ou plutôt de l'Organisation sociale ? Et loin que ces défauts puissent autoriser les maîtres à les reprocher aux ouvriers, ne sont-ce pas les ouvriers qui peuvent s'en plaindre aux maîtres ou plutôt à la mauvaise organisation sociale ?

Du reste, je te montrerai que cette organisation sociale n'est pas moins funeste aux maîtres qu'aux ouvriers ; que les premiers ont encore plus de soucis et d'inquiétudes que les seconds ; que la situa-

tion présente est également intolérable pour tous; et que tous ont également besoin d'un remède.—Mais quel est ce remède pour les ouvriers?

Le remède n'est assurément ni dans les caisses d'épargne, ni dans l'aumône ou l'hospice, ni dans les sermons du prêtre, ni dans les conseils des moralistes.

Est-il dans l'augmentation du *salaire*? — Non; car il faudrait augmenter tous les salaires et le prix de tous les objets travaillés: l'ouvrier paierait donc plus cher tout ce qu'il achète; il dépenserait en augmentation du prix d'achat tout ce qu'il aurait reçu en augmentation de salaire; son excédant de dépense égalerait son excédant de recette; et, à la fin de l'année, il se trouverait toujours avec rien, après avoir excessivement travaillé pendant quelques mois et manqué de travail pendant les autres.... Augmenter les salaires serait d'ailleurs un immense changement dans toutes les parties de l'économie sociale, une véritable révolution aussi difficile que toutes les autres.

Tout le monde parle, comme remède, d'*organisation du travail* et d'*ASSOCIATION*; et quelques réformateurs parlent d'associations *partielles*; mais, si les ouvriers d'une même industrie formaient entre eux un grand nombre d'associations, si même tous les ouvriers de chaque industrie s'associaient séparément entre eux, tous les maîtres seraient ruinés ou forcés de s'associer avec les ouvriers; et, d'ailleurs, ces innombrables associations partielles seraient toujours divisées, tourmentées, désolées par la concurrence entre elles, par l'antagonisme et par la guerre. Le remède ne peut donc se trouver que dans une association générale, universelle, unique, qui fera le bonheur de tous les ouvriers également, et des maîtres comme des ouvriers.

Cette association universelle des ouvriers, c'est la *Communauté*; et la *Communauté*, c'est, comme je te l'ai déjà dit, l'*association UNITAIRE*, c'est-à-dire basée sur l'*unité* en tout, notamment dans le *travail* ou l'*industrie*. — Dans la *Communauté*, tous les enfants sont élevés pour être travailleurs; tous les citoyens sont ouvriers; tous ont le même intérêt; tous travaillent également, proportionnellement à leurs forces; les instruments, les matières, les ateliers, sont également fournis à tous; les machines, multipliées à l'infini, rendent pour tous le travail facile et agréable, en supprimant les fatigues et les dangers; tous profitent des produits communs d'après la base de l'égalité et de la fraternité; tous enfin sont également nourris, vêtus, logés, etc. Tu comprends l'ordre, l'économie, l'accroissement de production, la concorde et le bonheur...!

Dans ma prochaine (que je ne pourrai guère t'écrire que vers le 8 juillet), je t'exposerai l'*organisation du travail* dans la *Communauté*, après t'avoir montré tous les inconvénients de l'organisation actuelle pour les *maîtres* eux-mêmes.

CABET.

27 juin 1841.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Sixième Lettre.

*Vices de l'organisation actuelle pour les Maîtres. —
Nouvelle organisation du travail.*

J'étais bien sûr, mon cher Eugène, que ton âme généreuse était remplie de sentiments sympathiques pour la malheureuse classe des Ouvriers ou des Prolétaires : ta résolution de concourir de tous tes efforts à détruire leur misère, à leur rendre leurs droits, à réparer la longue injustice d'une organisation oppressive, et à consolider leur bonheur par une nouvelle organisation du travail et de la société ; cette résolution ; dis-je, tes vœux, tes espérances, et la joie que t'inspire la nouvelle clarté qui brille à tes yeux dans l'avenir, devraient me remplir moi-même de satisfaction et de plaisir... Et cependant, vois la bizarrerie du cœur humain ! ta joie m'attriste ; je me sens préoccupé, malgré moi, de je ne sais quels pressentiments sinistres.... C'est samedi, dans trois jours, mon procès avec le *National*. Je le gagnerai, je n'en ai pas le moindre doute ; puis, nous verrons pour le duel, et ce n'est pas là ce qui m'inquiète ; mais je ne puis m'empêcher d'être affligé de voir tant de haine s'acharner contre moi, pour prix d'un dévouement sans bornes à la cause de l'humanité... O détestable organisation sociale ! Que ne puis-je accélérer ta fin, et contribuer à ramener la fraternité parmi les hommes ! Que j'aurais de plaisir à donner ma vie pour un tel résultat... ! Mais, braver, sans certitude de faire le bien qu'on voudrait faire, la haine du Pouvoir et de ses partisans, des Carlistes, des Napoléonistes, des hommes du *National*, et peut-être de quelques ultra-Communistes, égarés par un zèle trop ardent... ! Vraiment, je puis dire comme le poète latin : *Incedo per ignes*, je marche à travers les flammes qui me menacent de tous côtés... N'importe ! j'avancerai toujours, au risque d'être brûlé... ! Et quoique je ne sois guère disposé à t'écrire aujourd'hui, je veux faire effort sur moi-même pour attaquer un des plus funestes préjugés, celui qui rend ennemis les Ouvriers et les Maîtres, les Prolétaires et les Bourgeois ; je veux te montrer que l'organisation actuelle est aussi vicieuse pour les Maîtres ou les Bourgeois que pour les Ouvriers et les Prolétaires ; qu'ils en sont tous également victimes ; et que leur intérêt commun est, non de se haïr et de se faire a guerre, mais de s'unir, de s'allier, de s'associer, de fraterniser, pour

introduire une nouvelle organisation du travail qui puisse les rendre tous également heureux. — C'est donc des *Maîtres* principalement que je vais te parler aujourd'hui.

Je regrette de ne pouvoir commencer par une *statistique* de la population, qui présenterait : — le nombre des *propriétaires*, grands, moyens et petits, et celui des *prolétaires* ; — celui des *oisifs* et de leurs domestiques, et celui des travailleurs ; — celui des *fonctionnaires* publics, y compris les armées de terre et de mer ; — celui des milliers *d'arts, professions, métiers, emplois* ; — celui des maîtres et des ouvriers employés dans chaque art, profession et métier ; — celui des ateliers, boutiques, magasins, etc. ; — le temps d'étude ou d'apprentissage ; — la durée de la journée de travail ; — le gain et le salaire ; — les chômages ; — les maladies ; — les accidents ; — les bonnes et les mauvaises chances ; — la proportion de ceux qui prospèrent, qui végètent, qui se ruinent.

Le Gouvernement devrait faire cette statistique, comme il en fait pour les procès criminels et civils, pour les opérations des Conseils généraux, etc., etc. ; les journaux dirigés par des ouvriers et pour les ouvriers, comme l'*Atelier* à Paris. l'*Echo* et le *Travail* à Lyon, pourraient rendre de grands services s'ils s'occupaient spécialement de cette statistique pour l'industrie.

Plus tard, je tâcherai de présenter un travail complet : aujourd'hui, je me bornerai à un coup d'œil général et rapide.

Aujourd'hui, dans l'industrie et le commerce, tout est *désordre, hasard*.

Instruction. — Pour les Maîtres comme pour les Ouvriers, l'instruction est généralement incomplète et souvent nulle. Il y a bien, pour les enfants riches, quelques *écoles de commerce*, des arts et métiers : mais le manque d'argent et la nécessité de travailler le plutôt possible réduisent une foule d'industriels et de commerçants à entreprendre une profession sans avoir toutes les connaissances et toute l'expérience nécessaires. — De là, moins de chances de succès et plus de chances de ruine.

Choix d'une profession. — C'est le hasard qui généralement décide ce choix ; presque personne ne peut savoir quelles sont les professions déjà trop nombreuses et celles qui ne le sont pas assez, les bonnes et les mauvaises. Que de négociants regrettent de n'avoir pas fait un autre choix ! Que d'autres changent, après avoir perdu un temps précieux et partie de leur capital !

Capital. — Chaque industrie a rigoureusement besoin d'un certain capital, sans lequel il n'y a presque aucune chance de réussite. Combien de gens cependant commencent sans le capital nécessaire, et se ruinent là où d'autres réussiront avec plus d'avances ! — Le *crédit* peut remplacer le capital : mais que d'intérêts à payer ! que de soucis !

Et d'ailleurs, que d'individus ne peuvent obtenir du crédit avec toutes les qualités qui devraient en donner !

Choix d'un emplacement. — Ici encore presque tout est hasard, parce que tout le monde manque des données nécessaires. Beaucoup se ruinent pour avoir mal choisi le siège de l'industrie ou du commerce. En voilà un qui a bien choisi et qui prospère ; mais un autre, attiré par cette prospérité, vient s'établir dans le voisinage, avec plus de capitaux, avec une boutique mieux décorée ou mieux fournie, avec de meilleurs procédés, etc. ; et tous deux végètent, l'un des deux se ruine, et souvent l'un et l'autre.

Que de ruines causées par le *luxe des boutiques* et surtout par la *concurrence* !

Une *invention*, un *procédé* meilleur, une nouvelle *machine*, donnera peut-être des millions à l'un (qui n'a pas besoin d'un pareil superflu), tandis que cette invention, etc., ruine des centaines d'autres fabricants ou négociants, qui ne peuvent plus vendre ou qui sont forcés de vendre à perte... — Souvent un inventeur est volé, ou ruiné par une autre invention supérieure !

Que de *charges* pèsent sur le chef de fabrique ou de commerce ! Patentes, impôts, intérêts, etc. ! Et que de fois j'ai vu ton bon père, dans des moments où ses magasins étaient pleins de marchandises qu'il ne pouvait vendre, épuiser sa caisse, par humanité, uniquement pour ne pas renvoyer ses ouvriers, qui se seraient trouvés sans travail et sans pain ! Car il faut être juste, et je me plais à le reconnaître, s'il est des maîtres égoïstes et inhumains (et nous verrons que tout les pousse à l'être), il en est qui sont compatissants et généreux jusqu'à l'abnégation. Malheureusement, les premiers font plus souvent fortune que les seconds !

Et que de *chances* dans chaque profession ! L'instruction, la capacité, l'économie, la probité, rien ne met à l'abri d'une multitude de hasards qui ruinent aveuglement les mieux méritants, tandis qu'ils enrichissent les plus indignes ! Une faillite ou un naufrage, un incendie ou une inondation, la grêle ou la gelée, l'hiver trop long ou trop court, l'été trop chaud ou trop tempéré, une guerre imprévue, une paix subite, etc., font du commerce une loterie.

Une révolution politique ruine souvent tous les négociants qui partagent l'opinion vaincue, tandis qu'elle prodigue les bénéfices à ceux qui partagent l'opinion triomphante. — Ces vicissitudes politiques bouleversent également la masse des fonctionnaires publics.

L'avocat, le médecin, le savant, l'homme de lettres, l'artiste, ne sont exempts d'aucune de ces difficultés et de ces chances. Que d'obstacles, que de tribulations, les attendent à l'entrée et même dans le cours de la carrière !

De là une mer de maux et de vices. — D'abord, des soucis, des

eraintes, des inquiétudes, des angoisses continuelles. Jamais de repos, de tranquillité. Les billets à payer à chaque quinzaine, à chaque fin de mois, sont un véritable cauchemar. Plus on est gêné, plus on est forcé de dépenser pour cacher la gêne ; plus on est tourmenté, plus il faut paraître content pour conserver le crédit. Et les inquiétudes plus vives de la femme qui s'occupe des affaires, triplent et décuplent celles du mari... Oui, la vie du fabricant et du négociant est généralement un enfer ; et l'existence de l'Ouvrier, toute malheureuse qu'elle est, est souvent moins agitée que celle du Maître dont le sort apparent lui fait envie.

Comment cet industriel pourra-t-il se dispenser d'être économe, même parcimonieux, même avare ? Qu'y a-t-il d'étonnant s'il cherche à gagner, en payant le moins possible, en achetant à bas prix, en vendant cher ? Ne pouvant compter que sur lui pour se tirer d'affaire, n'ayant pas trop de toute son activité pour lui-même et pour sa famille, lui sera-t-il possible de ne pas devenir égoïste, puis cupide, puis ambitieux, puis indifférent au sort des autres, puis inhumain, puis barbare peut-être ? S'il est malheureux, pourra-t-il ne pas voir avec envie la prospérité de son voisin ? Il s'affligera de son bonheur, se réjouira de ses revers, fera des vœux pour sa ruine, et peut-être s'efforcera d'y contribuer ! La force des choses l'amène à chercher sa fortune dans la ruine des autres, à se mettre en état de guerre sourde avec tous ses concitoyens, à prendre l'habitude d'un vol qui n'est pas qualifié tel par la loi mais qui n'en est pas moins un véritable vol aux yeux de la morale et de l'équité. Oui, rien n'est plus anti-fraternel que l'organisation actuelle de l'industrie ; c'est la source des fraudes, des faux, des banqueroutes, de presque tous les vices et de tous les crimes. Que d'horribles spéculations sur la santé, sur la pudeur, sur la vie même ! Que d'infâmes métiers ! Que de malheureux cherchent de l'or dans l'espionnage et la délation, dans des boissons ou des aliments frelatés ou dangereux, dans l'avortement ou l'infanticide ou l'empoisonnement ! Que d'autres désirent la guerre, l'invasion, la peste, tous les fléaux, pour s'enrichir des calamités publiques !

O abomination des abominations !

Et ce n'est pas seulement dans les derniers rangs du petit commerce et de la petite industrie qu'on trouve tant d'effroyables immoralités ; que ne dirais-tu pas si je te conduisais dans les premiers rangs du haut commerce, de la haute industrie, des hautes fonctions publiques ; si je te montrais les *loups-cerviers*, nombreux et trop nombreux, dans la tête et l'élite de la société, parmi les banquiers ou capitalistes, les grands manufacturiers, les grands négociants ; parmi les avocats, les avoués, les notaires, les agents de change ; parmi les médecins, les chirurgiens, les pharmaciens ; parmi les fournisseurs d'armée et les généraux ; parmi les prêtres, qui vendent la naissance et la mort ; parmi les Députés et les Pairs ; parmi les Ministres eux-mêmes ?.... Car écoute !

Dans sa lettre à M. Blanqui sur la propriété, M. Proudhon cite l'exemple d'un MINISTRE *des finances* qui devait sa fortune à la *contrebande*; qui faisait sortir de France d'énormes quantités de sucre, pour lesquelles il recevait la prime d'exportation promise par l'État; qui faisait rentrer ensuite le sucre par contrebande, le faisait sortir de nouveau, et recevait la prime d'exportation à chaque sortie.

De là, le mépris, la haine, la colère des prolétaires contre les matres et les loups-cerviers....—De là, l'effroi de M. Guizot (3^{me} lettre,) et de M. de Lamartine (4^{me} lettre), les lamentations de M. Blanqui (5^{me} lettre,) et de M. Lamennais, (dans son *Livre du Peuple*, dans son *Esclavage moderne* et dans son *le Pays et le Gouvernement*). — De là, ces cris de désespoir, *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!* — De là, ces dangers et ces angoisses, qui, dans les temps de crises et d'orages, troublent le sommeil des heureux et rendent toute la Nation malheureuse par la souffrance et la crainte.

Et tous ces désordres, tous ces vices, tous ces malheurs, sont évidemment l'inévitable effet de la mauvaise organisation de l'industrie et de la société! Et cet effet subsistera fatalement tant que subsistera la cause!.....

Et voilà l'ouvrage de la raison humaine, del'expérience des siècles, du génie des Gouvernements! Le Genre Humain est donc bien jeune encore! Ou bien, serait-ce donc là la destinée de l'humanité! Non, non! Il doit y avoir un remède!.... Mais quel est ce remède?

Ce n'est pas la Religion; ce n'est pas la législation pénale...

C'est une nouvelle organisation de la société et de l'industrie; c'est la *Communauté*, c'est-à-dire l'*Association fraternelle, égalitaire, unitaire*; c'est l'Association sur la base de l'*Unité* dans le Peuple, l'éducation, le domaine, l'*industrie*..... Redouble d'attention!

Dans la Communauté, l'industrie, soit agricole, soit manufacturière, est *Une*, comme l'Association, comme la propriété ou le domaine. — C'est une immense industrie, qui a tout le territoire à exploiter, avec toute la richesse et toute la puissance nationales pour *capital*, avec tout le peuple pour *ouvriers*, avec les ouvriers les plus nombreux, les mieux élevés, les plus instruits et les plus habiles. — Cette industrie est *organisée* et *dirigée* par une seule intelligence et une seule volonté, composées de l'intelligence et de la volonté du Peuple entier, délibérant par lui-même ou par ses mandataires, exécutant par ses magistrats électifs. — La *statistique* fait d'abord connaître le territoire, ses différentes qualités, ses productions, ses mines, et la *population*, le nombre d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieillards de tous âges, d'ouvriers de chaque espèce. — Tout est ensuite déterminé par la *loi*, qui, faite par tous, est vraiment l'expression de la volonté générale. — La loi détermine d'abord quels sont les objets nécessaires à la nourriture, au vêtement, à l'ameuble-

ment, au logement, etc., du Peuple entier, avec la forme et la quantité de chacun de ces objets ; puis, elle détermine les industries nécessaires, en supprimant toutes les industries nuisibles ou inutiles ; puis elle les divise, les réunit, les place, les organise, en établissant entre elles et dans chacune d'elles *l'ordre raisonné* le plus parfait. — Chaque localité a l'agriculture et l'industrie qui convient le mieux à sa nature. — Chaque industrie est concentrée, et produit son objet spécial en *masse énorme*, pour tout le Peuple ou pour une grande partie du Peuple. — Les industries accessoires sont *réunies* autour de l'industrie principale. — Les *ateliers* et les *magasins* sont immenses, propres, commodes, salubres, élégants à l'intérieur, magnifiques au dehors. — Toutes les *inventions* nouvelles sont accueillies, parce qu'elles profitent à tous sans nuire à personne. — Les *machines* sont multipliées à l'infini, pour augmenter la production, pour exécuter tous les travaux dégoûtants, périlleux, exténuants. — Toute l'intelligence de la Nation, et d'une Nation d'ouvriers parfaitement instruits, est exercée à découvrir de nouveaux procédés et de nouvelles machines, de manière que tout soit exécuté, s'il est possible, par des machines, et que l'homme, rendu à toute sa dignité, ne soit plus qu'une intelligence directrice des machines. — Le travail, honoré, respecté, n'a plus qu'une *courte durée*, n'a plus rien que d'agréable et d'*attrayant*, et devient une source inépuisable de jouissances intellectuelles et de bonheur. — Les *Chemins de fer*, multipliés partout, rendent les transports, les distributions, les communications entre toutes les provinces aussi faciles et rapides qu'aujourd'hui entre les divers quartiers de Paris. — Tous les produits, naturels et industriels, recueillis dans d'immenses magasins, sont *partagés*, et partagés *également*, entre tous les ouvriers (pour en jouir en commun ou séparément), c'est-à-dire que tous les ouvriers sont *nourris, vêtus, logés, meublés*, etc., par la Communauté, et tous *également* bien nourris, etc.

La base de tout est *l'éducation*, qui doit faire des hommes, des ouvriers, des citoyens. — Tous les enfants sont nourris, etc., et instruits jusqu'à 17 ou 18 ans. — L'éducation *élémentaire* ou générale, (facilitée par les méthodes, les instruments, les machines, les musées, etc.), leur donne à tous les éléments de toutes les sciences, de tous les arts, de tous les métiers. Chacun peut alors *choisir* en parfaite connaissance de cause une ou plusieurs professions. Puis l'éducation spéciale et *professionnelle*, qui durera tout le temps nécessaire, le perfectionnera dans la profession de son choix. — Le *concours* pourra décider des choix comme aujourd'hui pour l'école polytechnique. — D'ailleurs, avec cette éducation et la multiplicité des machines, toutes les industries plairont presque également et chaque ouvrier sera presque également propre à *toutes les industries*.

Je n'ai pas besoin de t'indiquer toutes les *conséquences*, l'ordre, l'économie, l'abondance, l'harmonie, l'union, la fraternité, le bonheur.... Plus de fléaux, plus de ruines, plus de soucis.... Plus de concurrence, plus d'antagonisme, plus de rivalités, plus d'envie, plus de haine.... Et les arts, les beaux-arts, tous les plaisirs de l'esprit, développés cent fois davantage !...

C'est trop beau, t'écries-tu, c'est un rêve, une folie !... — Mais cette exclamation me fait plaisir. Ce n'est pas une horreur, un crime ! Et moi, je te réponds qu'il y a là mille *idées utiles*, dont on profitera quand même on repousserait la Communauté. Et j'ajoute aussitôt que j'aperçois la réalisation de ce beau rêve possible, facile, certaine, manifeste, éblouissante.... Tu me feras tes *objections* !

Aussi, depuis longtemps déjà *Béranger*, dont je t'ai promis l'opinion dans ma quatrième lettre, annonce *l'organisation du travail* comme la base de la régénération sociale du *quatrième âge*, qu'il appelle *l'âge de l'humanité*. Ecoute !

Les quatre Ages historiques.

Société, vieux et sombre édifice,
Ta chute, hélas ! menace nos abris :
Tu vas *crouler* ; point de flambeau qui puisse
Guider la foule à travers tes débris !
Où courons-nous ? Quel sage en proie au doute
N'a sur son front vingt fois passé sa main ?
C'est aux Soleils d'être sûrs de leur route ;
Dieu leur a dit : voilà votre chemin !

Au *premier Age*, Age de la *Famille*,
L'homme eut pour lois ses grossiers appétits ;
Groupes épars, sous des toits de charmile,
Mâle et femelle abritaient leurs petits.
Lignés bientôt, les fils, *Tribu* croissante,
Ont, dans un champ, bravé tigres et loups.
C'est au berceau la *Cité* vagissante.
Dieu dit : mortels, j'aurai pitié de vous !

Au *second Age*, on chante la *Patrie*,
Arbre fécond, mais qui croît dans le sang.
Tout Peuple armé semble avoir sa furie,
Qui foule aux pieds le vaincu gémissant.
A *l'esclavage*, eh ! quoi ! l'on s'accoutume !
Il corrompt tout ; les *Tyrans* se font *Dieux*.
Mais dans le ciel une lampe s'allume :
Dieu dit alors : humains, levez les yeux !

L'*Age suivant*, sur tant de mœurs contraires,
Religieux, élève un *seul autel*.
Sois libre, esclave ! Hommes, vous êtes *frères* !
Comme ses Rois le pauvre est immortel !
Sciences, lois, arts, commerce, industrie,
Tout naît pour vous ; les flots sont matrisés ;
La Presse abat les murs de la Patrie,
Et Dieu nous dit : *Peuples, fraternisez !*

HUMANITÉ, règne ! Voici ton *Age*.
Que nie en vain la voix des vieux échos.
Déjà les vents au bord le plus sauvage
De ta pensée ont semé quelques mots.
Paix au TRAVAIL ! Paix au sol qu'il féconde !
Que par l'amour les hommes soient *unis* !
Plus près des cieux qu'ils replacent le monde !
Que Dieu nous dise : enfants, je vous bénis !

Lis aussi son ode des *Fous*, et tu verras qu'il ne faut pas tant dédaigner ces Communistes qu'on veut transformer en fous.

Mais je te vois éclater de rire en lisant le dernier ouvrage de M. LAMENNAIS (*le passé et l'avenir du Peuple*) que je t'ai envoyé. Je t'entends me gouailler et me dire : Eh bien, tu disais (dans la troisième lettre) M. Lamennais *Communiste* !... Il est joliment *Communiste* ! — Ris et gouailles tant que tu voudras : Je ne t'en soutiens pas moins encore, et je soutiendrai à M. Lamennais lui-même, oui, à lui-même, qu'il est Communiste ; je lui démontrerai, en lui citant l'autorité la plus irrécusable à ses yeux, lui-même, ses propres paroles, ses propres phrases ; il sera forcé de s'avouer *Communiste*, ou se confesser convaincu de la plus monstrueuse *inconséquence*. Si j'ai eu tort de le croire conséquent et logique, j'en serai désolé ; car j'étais heureux de voir au service de la Communauté une plume si brillante, une imagination si poétique, une âme si remplie, je le crois toujours, de l'amour de l'humanité : mais ce n'est pas ma faute à moi s'il y a des éclipses de soleil ! Je t'en dirai bientôt davantage ; et, par compensation, écoute ce qu'*Arago* vient de dire sur la tombe de *Garnier-Pagès*, qui lui-même voulait, non couper les habits pour en faire des vestes, mais allonger les vestes pour en faire des habits :

« C'est, a dit Arago, dans le principe de la souveraineté du Peuple que Garnier-Pagès voyait le *progrès* ménagé mais certain de nos institutions, le progrès sans secousses sans révolutions violentes. Le premier pas sur cette route féconde serait la *Réforme électorale*. C'est par la réforme, considérée comme MOYEN et non comme *but*, que se réaliserait pacifiquement l'ORGANISATION DU TRAVAIL, un des BESOINS les plus IMPÉRIEUX de notre temps. »

Le National lui-même, si hostile aux Communistes et aux Fourriéristes, appelle (7 juillet) l'organisation du travail LA PLUS GRANDE question du siècle. Pourquoi faut-il qu'il s'acharne à faire une guerre si injuste et si impolitique aux Communistes !

Adieu, je te quitte pour penser à mon procès. Puis j'écirai sur le sort des femmes dans la Communauté, et j'adresserai ma lettre à ta femme, comme je le lui ai promis. Mais, quoique je sois aussi impatient de la lui envoyer qu'elle peut l'être de la recevoir, dis-lui que je ne pourrai l'écrire que vers le 20.

CABET.

8 juillet 1841.

P. S. J'ai reçu un grand nombre d'adresses, signées par un grand nombre d'ouvriers, qui désapprouvent le duel. — L'une d'elles sera imprimée, m'a-t-on dit, à 20,000 exemplaires.

Pour paraître le 13 juillet.

PROCÈS DE M. CABET CONTRE LE NATIONAL,
AU SUJET DES BASTILLES ET DUEL PROPOSÉ.

Prix : 30 cent.

PARIS. — Imp. de G. BAJAT, rue Montmartre, 131.

c-7

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE

A UN RÉFORMISTE

Sur la Communauté.

LA FEMME

Dans la société actuelle

III

DANS LA COMMUNAUTÉ.

(UNE FEUILLE IN-8°) — PRIX : 10 c.

CHEZ PRÉVOT, RUE BOURBON-VILLENEUVE, 61,
ROUANNET, RUE VERDELET, 4,

AOUT. — 1844.

THE JOURNAL OF THE

ROYAL SOCIETY OF MEDICINE

AND ALLIED SCIENCES

AND THE LANCET

AND THE

OF

THE LANCET

AND THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Septième Lettre.

La Femme. — Ses qualités, titres, droits. — Son malheureux sort dans la présente Société. — Cause du mal. — Remède. — Son heureux sort dans la Communauté.

Si je n'avais pas pris l'engagement de vous écrire aujourd'hui, madame et chère amie, pour vous exposer mes idées sur le sort de la femme dans la Communauté, j'ajournerais encore ma lettre, parce que, fatigué, souffrant, malade, désolé des divisions qui compromettent la cause du progrès et des réformes, je ne me sens ni la liberté d'esprit ni la satisfaction de cœur nécessaires pour traiter un pareil sujet comme je conçois qu'il pourrait l'être. C'est donc uniquement pour vous obéir que j'essaie maintenant de vous soumettre quelques réflexions ; et, plus que jamais, j'éprouve le besoin de toute l'indulgence de votre amitié, quand j'ose vous parler de la femme.

La femme !... Ah ! si ma plume savait exprimer tous les sentiments de mon âme, l'admiration, la reconnaissance, l'affection, le respect, pour la femme en général !...

Je dirais ses qualités, ses titres, ses droits !...

Je la représenterais dépositaire de la puissance créatrice de la Nature, mère et nourrice de l'Espèce humaine, formant en nombre la moitié du Genre humain.

Je la montrerais première compagne de l'homme, sa première associée, ou plutôt partie intégrante de lui-même, partie vers laquelle la Nature l'entraîne par un irrésistible attrait, partie qui seule peut suffire au complément de son existence, partie sans laquelle son existence est incomplète et privée de bonheur.

Je la figurerais sous une image qu'aucun homme ne peut voir sans émotion, sous l'image d'une mère, ou d'une sœur, ou d'une épouse, ou d'une fille.

Je la peindrais la plus belle des fleurs ; la plus parfaite des créatures animées ; le chef-d'œuvre de la Nature ; la source, pour l'homme, de ses plus belles inspirations et de ses plus douces jouis-

sances ; le charmant , dès le berceau , par son premier sourire , par ses premières caresses , par les inexprimables grâces de son enfance ; le ravissant par la beauté et par l'ineffable grâce de sa jeunesse ; le captivant par sa bonté ; le soulageant et le sauvant dans la maladie ; le soutenant dans le péril ; le consolant dans les revers par sa tendresse et son dévouement ; supérieure à lui en patience et en sensibilité ; son égale en intelligence et en droits...

Je la montrerais transformée en *divinité* chez les anciens peuples civilisés de l'Orient, adorée sous les noms de *Junon*, *Minerve*, *Vénus*, *Diane*, *Hébè*, *Flore*, etc.

Je m'indignerais de son oppression chez les Peuples barbares, qui, par le plus lâche abus de la force, l'ont réduite à l'état *d'esclave*, usurpant sur elle le droit de vie et de mort, ou de vente, ou de répudiation capricieuse...

Je m'indignerais même contre la prétendue civilisation moderne, qui traite encore la femme comme une espèce d'esclave, et contre l'insolent despotisme de l'homme, qui, abusant toujours de sa puissance, et imposant ses lois à la femme, décide et déclare qu'elle lui doit *obéissance*.

Je m'indignerais surtout contre l'ingratitude, l'injustice, la tyrannie d'une Société qui condamne plus de la moitié des femmes à l'ignorance, à la misère, à des travaux excessifs qui les exténuent, les défigurent et les assassinent... Oui, quand j'aperçois une femme couverte de haillons et de boue, ou traînant une charrette, ou ployant sous le fardeau qu'elle porte sur la tête ou sur le dos, je me sens transporté d'indignation et de colère contre une Organisation sociale qui outrage ainsi la Nature et l'Humanité ; et quand je vois les hommes se faire une étude et un plaisir de tromper les femmes, de les séduire par leurs protestations mensongères et leurs perfides promesses, puis les abandonner après les avoir séduites et trompées, se rire de leurs larmes et les accabler de leur mépris, je suis tenté de les appeler des lâches et des barbares, des faussaires, des voleurs et des assassins...

Tous ces désordres vous sont étrangers, à vous Madame, qui ne voyez autour de vous que du bonheur, à vous qui n'inspirez que des hommages et des respects, à vous qui voyez votre mère vénérée pour sa bonté, et votre fille adorée pour ses qualités autant que pour ses attraits... Mais vous avez l'âme trop généreuse pour n'être pas affligée des maux qui flétrissent l'existence du plus grand nombre de vos compagnes... Et ces maux, vous ne les ignorez pas.

Parlons d'abord des femmes du Peuple ou des Prolétaires.

Combien naissent dans la misère, sur la paille, ne recevant de leur père qu'un sang vicié et de leur mère qu'un lait insuffisant, se traînant dès leurs premiers pas dans la fange, et s'habituant ainsi à la saleté et aux haillons ! Oh ! que la femme, enfant, jeune ou vieille, fait peine

à voir en cet état si contraire à ses grâces et à sa beauté ! Je n'oublierai jamais la douloureuse impression que me causa, à Londres, la vue d'une superbe jeune Irlandaise, à peine couverte de quelques lambeaux, les pieds nus dans la boue, pendant l'hiver, tandis que d'inhumaines marquises ou duchesses l'éclaboussaient avec les roues de leurs carrosses !...

Point d'éducation, point d'instruction pour les filles du pauvre, mais l'ignorance et l'abrutissement, qui les livrent à la crédulité et à la superstition.

Dès leurs premières années, on les accable, dans la maison paternelle ou dans l'atelier, de travaux excessifs, ou dégoûtants ou insalubres, qui, pour quelques sous par jour, détruisent leur fraîcheur, leurs grâces et leur santé. Que de petites filles difformes pour avoir courageusement porté dans leurs bras leur petit frère ou leur petite sœur, pendant que leur mère travaillait ! Que de jeunes et jolies ouvrières flétries ou tuées par un travail prolongé souvent dans la nuit ! Que de femmes forcées de travailler péniblement pendant leur grossesse, ou pendant l'allaitement, ou jusque dans la vieillesse ! Quel spectacle de voir, à Boulogne, des femmes, de tout âge, faire le métier de porte-faix, tandis que les hommes sont occupés à la pêche, et porter les lourdes malles des voyageurs sur des hottes attachées derrière leur dos avec de rudes courroies qui leur tiraillent la poitrine !

Que de femmes privées par la misère du bonheur d'être épouses et mères ! Que d'autres condamnées aux mille inconvénients et aux mille dangers des attachements momentanés !

Je ne vous parle pas du fléau du libertinage, auquel le mélange des deux sexes dans les grandes manufactures livre la fille enfant, ni du fléau de la prostitution, auquel la misère condamne des milliers de malheureuses !

Et pour la femme mariée, que de tortures, si elle a un mari brutal, ivrogne, paresseux, dissipateur, débauché ! Que de soucis et de tourments, si elle a une nombreuse famille, un mari malade ! Que d'inquiétudes et d'angoisses, si l'industrie ou le commerce n'est pas prospère !

Elle n'est pas heureuse elle-même la femme riche que les passions entraînent, que les plaisirs du monde aveuglent, et que tourmente sa conscience ou la jalousie ou l'envie.... !

Mais brisons là... Car je n'en finirais pas si je voulais vous raconter tous les malheurs des femmes et tous les vices qui les rendent malheureuses : c'est le *remède* surtout qu'il faut chercher.

Et pour le trouver ce remède, c'est la *cause* du mal qu'il faut découvrir d'abord et bien constater.

Eh bien ! la *cause* première, radicale, principale, génératrice de toutes les causes secondaires, c'est l'aristocratie, ou le privilège, ou

l'inégalité de fortune, laquelle inégalité produit nécessairement l'opulence pour une minorité et la misère pour une majorité.... Voilà la *véritable cause* ; voilà le Satan ou le démon qui tient la femme dans un véritable enfer... Et, pour vous en convaincre, veuillez, ma chère amie, réfléchir un instant avec moi.

Du moment qu'il existe une minorité aristocrate, privilégiée, opulente, elle ne peut manquer d'être égoïste, cupide, injuste, inhumaine ; il lui faut nécessairement des esclaves, ou des domestiques et des sujets, des ouvriers et des prolétaires pauvres et misérables. C'est une nécessité pour elle de tenir les prolétaires dans l'ignorance, l'abrutissement, la misère et l'obéissance, en les exténuant de travail. Et les privilégiés ou les maîtres ne peuvent pas faire de distinction en faveur des femmes. De là une masse de femmes traitées presque comme des négresses, privées de toute éducation, à peine vêtues ou mal vêtues, exténuées et défigurées dès leur enfance par un travail contre nature, abandonnées à toutes les fatigues, à toutes les privations, à toutes les souffrances, à toutes les humiliations.....

La misère peut-elle ne pas entraîner le *célibat* ? Le célibat, à son tour, peut-il ne pas entraîner nécessairement une foule de désordres, le libertinage, la débauche, la prostitution, l'infanticide.... ?

Quand l'or est la divinité sociale, est-il possible de ne pas voir une multitude de *mariages* contractés uniquement en considération des *dots*, sans aucun égard aux causes d'antipathie qui peuvent exister dans les époux ?

Et quand la *dot* est presque l'unique base du mariage ; quand on voit si souvent un jeune homme épouser une vieille femme uniquement à cause de sa fortune, ou une jeune et jolie fille épouser un vieillard à cause de ses trésors ; quand l'amour et la concorde sont matériellement impossibles dans tant de ménages ; quand la femme mariée se trouve exposée aux attaques de tant de célibataires et même de tant d'hommes mariés et mécontents chez eux, qui se joignent aux garçons pour attaquer aussi les jeunes filles ; comment serait-il possible que le désordre ne fût pas partout, dans les mariages comme hors des mariages, chez les riches comme chez les pauvres ?

Ajoutez qu'une aristocratie, opulente, oisive, égoïste, sacrifiant tout à ses plaisirs, et ne mettant son bonheur que dans la vanité, l'orgueil, le luxe, travaille sans cesse à séduire la femme ou la fille du prolétaire, et répand partout la corruption avec son or, en excitant la coquetterie, en allumant toutes les mauvaises passions, et en déchainant sur la Société toutes leurs funestes conséquences.

Et remarquez-le bien, ce sont toujours les malheureuses femmes qui sont les premières VICTIMES !

Vous me connaissez trop pour craindre que je veuille approuver et encourager le désordre et le vice : vous m'avez souvent entendu pro-

clamer ce principe que, plus une femme est malheureuse, plus elle aggrave son malheur en s'abandonnant à ses passions, et que, pour elle-même, pour son repos, dans son propre intérêt, elle doit chercher un remède à ses maux dans le travail, dans la résignation et la patience, dans la sagesse et la vertu. Mais vous m'avez toujours entendu prendre en même temps la défense des femmes, les excuser, les plaindre; et soutenir que leurs défauts et leurs vices, leurs faiblesses et leurs malheurs, sont, généralement, la faute et le crime des hommes et d'une détestable organisation sociale... Et je le soutiens encore... Ecoutez-moi bien !

Si tant de femmes naissent dans la misère, sur la paille, dans la boue, est-ce leur faute ou l'injustice de la Société ?

Si tant d'innocentes enfants sont élevées dans la saleté, couvertes de haillons, ressemblant presque à de petits animaux qui barbotent dans la fange, tandis que la petite fille du riche est si propre, si bien peignée, si bien vêtue, si fraîche et si gracieuse, est-ce leur faute ou le crime de l'Organisation sociale ?

Si tant de femmes sont privées d'éducation et d'instruction, ignorantes, crédules, superstitieuses, dévotes ou bigotes, est-ce leur faute à elles, qui ne demandaient que de la culture pour exceller peut-être en intelligence, en raison, en capacité ?

Cette femme, pâle et livide, défigurée, difforme, n'est-ce pas le crime de la Société si l'excès du travail a paralysé la Nature qui la destinait à briller par sa fraîcheur, par la délicatesse de ses traits, par la majesté de sa démarche ?

Quel spectacle plus humiliant pour l'Humanité qu'une femme ivre ! Eh bien ! quand une malheureuse est réduite à des travaux d'hommes, à vivre au milieu d'ivrognes, à entendre un langage grossier et obscène ; quand la misère la condamne à ne connaître aucune espèce de pudeur et de décence ; n'est-ce pas la Société qu'il faut accuser d'outrager ainsi la Nature ?

Cette jeune fille est paresseuse... ! Mais elle aimerait peut-être un travail de son choix, modéré, récompensé, honoré... Et comment peut-on s'étonner qu'elle déteste un travail imposé, excessif, méprisé et presque sans récompense ?

Cette autre est coquette, vaniteuse, ambitieuse... ! Mais, née dans l'aisance, ou dans une Société bien organisée, elle n'aurait été que propre, élégante, soigneuse, laborieuse, attentive à plaire à tout le monde et surtout à ne déplaire à personne, tandis que, au milieu d'un Peuple d'hommes qui n'estiment que le brillant, qui dédaignent la vertu modeste, qui n'adressent leurs hommages qu'aux jeunes et jolies femmes, à la toilette, à la parure, au luxe, la malheureuse veut briller pour plaire ; et si la coquetterie la jette dans un gouffre de dé-

sordres, le crime n'en est-il pas à cette Société qui fait dégénérer les qualités en vices ?

Cette autre est galante, passionnée pour les hommes et les plaisirs..! Plaignez-la d'avance!... Elle subit l'irrésistible influence de la Nature ; elle obéit à sa loi suprême ; elle a le germe de toutes les qualités aimables, de tous les sentiments généreux... Si le hasard l'avait fait naître dans une Société bien organisée qui lui aurait donné l'éducation, l'aisance avec le travail, et un mari de son choix, elle serait une femme aimante, sensible, affectueuse, bonne, humaine, chérie de son époux, adorée de ses enfants, aimée de tous, heureuse... Mais, dans une Société qui la prive d'éducation, qui la laisse ou la plonge dans la misère, qui la condamne à un travail de galérien, qui lui interdit le mariage ; au milieu d'un Peuple de célibataires qui l'attquent, la séduisent, la trompent, et la méprisent ensuite ; si la malheureuse est entraînée dans le désordre, dans le libertinage, dans la débauche, dans la prostitution.. ; si la crainte du déshonneur la pousse à l'avortement, à l'infanticide... ; ne faut-il pas la plaindre d'abîmer son existence dans les orages, dans les angoisses, dans les humiliations et dans les tortures ? Le crime n'est-il pas aux hommes et à la Société, qui pervertissent et corrompent la plus fondamentale des lois de la Nature ?

Et dans le Mariage, voyez les funestes effets de l'inégalité de fortune et de la dot !

Vous, ma chère amie, vous rendez votre Eugène le plus heureux des hommes, je ne dirai pas par les charmes de votre personne, dont vous ne me permettriez pas de parler, mais par la douceur de votre caractère, par l'égalité de votre humeur, par toutes les aimables qualités du cœur et de l'esprit. Dans votre ménage, jamais de reproches ou d'impatience, jamais de discussions ou de contrariétés ; toujours la paix, l'accord, le sourire, la joie, le bonheur... —Mais, j'oserai vous le dire franchement, dans tout cela vous n'avez pas le moindre mérite, parce que vous avez la fortune, la santé, le meilleur des maris et la plus charmante famille... Il faudrait que vous fussiez un petit monstre pour n'être pas heureuse et pour ne pas rendre heureux tout ce qui vous entoure, non que je prétende que vous ne seriez pas encore un ange de douceur et de bonté quand même vous vivriez au milieu des démons, auquel cas seulement vous mériteriez qu'on vantât votre vertu... Et si vos voisines sont moins heureuses que vous ; si l'une est avare, cupide, ambitieuse, ou triste, chagrine, querelleuse, parce qu'elle est dans la misère et qu'elle est rongée d'inquiétudes pour son existence et celle de ses enfants ; si l'autre est impérieuse et despote, ou jalouse, parce qu'elle a un mari imbécile ou débauché ; si celle-ci a tel défaut, celle-là tel vice, parce qu'elles n'ont épousé qu'à cause de leur for-

tune des maris qui les rendent malheureuses : tous les défauts, tous les vices, tous les malheurs de ces femmes ne sont-ils pas l'inévitable résultat de la mauvaise organisation du Mariage et de la Société ?

Je vais plus loin. Vous, Madame, vous êtes sage, fidèle..... Mais quel mérite avez-vous, quand vous possédez un aimable mari, un mari qui vous adore et qui ne respire que pour vous ? C'est cette autre femme, jeune et jolie comme vous, à l'âme tendre et au cœur brûlant, qui comme vous serait le modèle des épouses et des mères si elle avait un mari comme le vôtre, mais qu'un mari brutal, ignoble, crapuleux rend la plus malheureuse des femmes, tandis que l'homme le plus séduisant la poursuit de son amour.... C'est celle-là qui est la vertu, si elle a le courage de résister au penchant qui l'entraîne.... Et si elle succombe, si sa chute la précipite dans un abîme d'angoisses et de malheurs, qui peut s'empêcher de la plaindre et d'accuser les hommes et la Société qui l'ont perdue ?

La dissimulation, le mensonge, la perfidie, dont une union malheureuse impose si souvent à la femme la nécessité, et qui font sa honte et son tourment, ne sont-ils pas aussi la faute de l'Organisation sociale ?

Il n'y a pas jusqu'aux romans licencieux ou amoureux qui ne soient le tort de la Société, ces romans que le seul désir de l'argent dicte à leurs auteurs, et qui portent tant de trouble dans l'imagination de leurs imprudentes lectrices.

Et je ne vous parle pas des vices des femmes opulentes, de leur orgueil, de leur inhumanité, qui les font détester, ni de l'ambition, de l'envie, des intrigues qui les tourmentent.... Je ne vous parle pas non plus d'une foule de crimes auxquels les femmes sont poussées par de mauvais mariages et qui les poussent à l'échafaud.... Des femmes à l'échafaud, quelle horreur... ! Je ne puis terminer cet affreux tableau.... Mais, tout incomplet qu'il est, il ne prouve que trop que c'est l'Organisation sociale qui est criminelle, que ce sont les hommes qui sont coupables, et que les femmes sont leurs victimes. — Mais le remède ?

L'expérience des siècles démontre que la Religion, avec sa confession et ses pénitences, avec sa promesse d'un paradis et sa menace d'un enfer ; la Morale, avec ses préceptes et ses sermons ; la Justice, avec ses cachots et ses supplices ; ne sont que des remèdes impuissants.

Puisque l'aristocratie, ou le privilège, ou l'inégalité de fortune, ou l'existence simultanée de l'opulence et de la misère, est la cause de tous les malheurs des femmes, le véritable remède est la destruction de cette cause et l'établissement de l'égalité ou de la démocratie. — Et c'est pourquoi je demande si vivement la destruction des bas-

tilles, dont le but est d'empêcher toute réforme, toute amélioration, tout système égalitaire et démocratique.

Mais la démocratie et l'égalité ne peuvent se réaliser que par la *Communauté*. — C'est donc la Communauté qu'il faut établir pour assurer et garantir le bonheur des femmes. — Voyez en effet leur sort dans la Communauté !

Vous savez que la Communauté c'est l'Association ou la Société organisée sur la base de l'égalité, de la fraternité, de l'UNITÉ dans tout, dans la propriété, dans l'industrie, dans l'éducation.

Vous savez que la Nation ne forme qu'une seule Société de citoyens, tous frères et tous égaux en droits ; que le territoire ne forme qu'un seul domaine, ou une seule propriété, exploitée dans l'intérêt de tous ; que toutes les industries ne forment qu'une seule industrie, dirigée et exercée dans l'intérêt commun ; que tous les citoyens sont ouvriers ; que tous reçoivent la même éducation élémentaire, et l'éducation la plus parfaite ; que les machines, multipliées à l'infini, rendent le travail modéré, court, agréable, sans péril, sans fatigue et sans dégoût ; que la production est assez augmentée pour produire l'aisance de tous et faire disparaître entièrement la misère ; que tous les produits de la terre et de l'industrie sont recueillis en commun et distribués également à tous, de manière que tous sont également bien nourris, bien vêtus, bien logés, de manière aussi que tous peuvent se marier et élever une famille, sans avoir jamais ni soucis, ni tourments, en jouissant au contraire de tous les beaux-arts et de tous les plaisirs qui n'ont pas d'inconvénients.

Ce bonheur, la Communauté le donne aux femmes comme aux hommes, parce que son principe fondamental est l'égalité de droits et la fraternité entre l'homme et la femme. — Bien plus, c'est pour les femmes que sont toutes les faveurs dans la Communauté..... Veuillez redoubler ici d'attention.

L'un des premiers articles de la Constitution de la Communauté proclame que la masse des hommes doit à la masse des femmes reconnaissance, respect, affection, dévouement, protection, soins, égards ; que partout et toujours la première place et la première part doit être pour les femmes ; et que, dans toutes leurs séances, les représentants du Peuple doivent s'occuper d'abord des lois et des mesures qui intéressent les femmes.

Un autre article proclame que chaque homme doit reconnaissance, amour et vénération à ses père et mère et surtout à sa mère, amitié à ses frères et sœurs et surtout à ses sœurs, amour et dévouement à sa femme, amour et protection à ses enfants et surtout à ses filles.

Un autre proclame que, chacun devant se conduire envers ses concitoyens ou ses frères comme il désire que ceux-ci se condui-

sent envers lui, chacun doit aux autres femmes, vieilles et jeunes, les mêmes sentiments et les mêmes égards qu'il désire voir aux autres hommes pour sa mère et sa sœur, pour sa femme et sa fille.

Toute la législation, tous les actes des magistrats expriment, appliquent, réalisent, tous ces sentiments envers les femmes.

L'éducation les justifie et les grave dans l'esprit et le cœur des jeunes hommes ; les *mœurs* ou les *usages* en présentent constamment l'application.

En un mot, dans la Communauté, l'homme, prenant pour guides la Nature et la Raison, met son bonheur dans la femme, en fait presque son idole, et s'occupe sans cesse de l'embellir, de la perfectionner et de la rendre heureuse. — Vous devinez les conséquences!

Vous devinez tous les soins qu'on prend de la femme, dès sa naissance, pendant son enfance et sa jeunesse, pour développer sa santé, ses grâces et sa beauté ; pour cultiver son intelligence et sa raison ; pour orner son esprit ; pour perfectionner son cœur ; pour en faire une compagne digne de l'homme et capable de faire sa félicité.

Ses quinze ou seize premières années sont consacrées à son éducation physique, intellectuelle et morale. — On lui enseigne, comme à l'homme, les éléments de toutes les sciences et de tous les arts, en prenant tous les moyens de lui rendre l'étude aussi agréable que facile. — On s'attache surtout à en faire une bonne fille, une bonne sœur, une bonne épouse, une bonne mère, une bonne ménagère, une bonne citoyenne.

Toutes les femmes travaillent dans l'atelier et exercent une profession de leur choix ; mais leur travail est court et modéré, et tout ce qu'on peut faire est fait pour leur rendre le travail, comme l'étude, agréable et facile : c'est pour elles surtout qu'on invente toutes les *machines* qui peuvent les soulager.

Inutile d'ajouter qu'il n'est pas de soins et de ménagements dont la Communauté toute entière ne se fasse un devoir envers la femme qui porte un enfant dans son sein ou dans ses bras.

Je n'ai pas plus besoin de vous dire que la Communauté admet le *Mariage* et la *Famille* ; et je ne m'arrêterai pas même à réfuter l'opinion de quelques individus qui, trop frappés des inconvénients qu'on trouve dans le *Mariage* et la *Famille* d'aujourd'hui, n'y voient de remède que dans la suppression du *Mariage* et de la *Famille*. Cette opinion, d'un bien petit nombre, me paraît si erronée, si fautive, si imprudente, si contraire au sentiment universel, qu'elle me paraît une folie, quand elle n'est pas une perfide hostilité contre la Communauté.

Ce ne sont pas le *Mariage* et la *Famille* en eux-mêmes qui sont un mal, mais leur mauvaise organisation, la mauvaise éducation du mari

et de la femme, la dot, l'inégalité de fortune, etc., etc. Pour y remédier, il n'est pas plus nécessaire de supprimer le *Mariage* et la *Famille* que de supprimer la *Société* elle-même : il suffit de les mieux organiser, en donnant aux futurs époux une meilleure éducation, en supprimant l'inégalité de fortune et la dot, en rétablissant le divorce, en assurant l'existence des deux époux et de leurs enfants, en abolissant le célibat, en instituant partout l'égalité et la fraternité. Quand la *Société*, le *Mariage* et la *Famille* sont bien organisés, il est évident que le *Mariage* et la *Famille* n'ont plus d'inconvénients pour la *Société* et n'offrent plus que des avantages pour l'homme et pour la femme. Si quelque femme d'aujourd'hui, opprimée, tyrannisée par son mari, rêve, dans son esclavage et son désespoir, l'indépendance absolue et perpétuelle de la femme par l'abolition du *Mariage* et de la *Famille*, la masse des femmes préfèrent sans doute, avec vous, une institution qui leur donne un époux, un ami, un protecteur pour leur vieillesse comme pour le temps des orages, et des enfants qui prolongent leur bonheur jusqu'à leur dernier soupir.

Oui, le *Mariage* et la *Famille* sont, pour la femme, la source de mille jouissances morales bien supérieures aux autres jouissances. Oui, le *Mariage* et la *Famille* sont plus conformes à la dignité, au repos, au bonheur de la femme, que son isolement et son indépendance. Oui, c'est la femme surtout qui doit désirer la conservation du *Mariage* et de la *Famille*, purgés de tous leurs vices....

Aussi, dans la Communauté, tout est combiné pour perfectionner le *Mariage* et la *Famille*. — L'éducation dispose le jeune homme à devenir bon époux et bon père, en même temps que bon citoyen, et la jeune fille à remplir tous ses devoirs d'épouse et de mère, en même temps que de citoyenne. — Tous, hommes et femmes, peuvent se marier, puisque la Communauté leur assure leur existence et celle de leur famille, à la seule condition d'un travail modéré. — Tous doivent le faire dans l'intérêt de l'ordre et de la *Société* ; — tous le font avec empressement, parce que c'est le premier vœu de la Nature.

Point de dots ; — par conséquent, point de raison pour consulter, dans le choix d'un époux ou d'une épouse, autre chose que les convenances personnelles, les qualités de la personne, de l'esprit et du cœur. — D'ailleurs, fréquentation libre avant le *Mariage* pour se connaître, et liberté parfaite de la part des parents. — D'ailleurs encore, point de misère, point de soucis ; — par conséquent, toutes les conditions et toutes les garanties pour le bonheur des époux et des enfants. — Et si, par hasard, la vie commune trompait les espérances des premiers jours, *divorce* facile. — Mais vous devinez que le divorce ne sera presque jamais nécessaire.

Vous le devinez aussi, plus de désordres, plus de troubles dans les

ménages , plus d'infidélités , plus d'adultères , plus de procès scandaleux , plus d'empoisonnements...

Plus de jeunes filles séduites , trahies , abandonnées... — Plus de débauches , plus de prostitution , plus d'infanticide... — Plus d'intrigues , de jalousie , d'envie... — Plus de coupable coquetterie , de fausse galanterie...

Partout la pureté , l'innocence , la candeur , la sincérité... Ah ! j'aurais du plaisir si je pouvais énumérer toutes les conséquences pour le bonheur des femmes et la félicité des hommes !

Joignez-y toutes les jouissances que peuvent donner la Nature et les beaux-arts... ; car rien n'égale la puissance productrice de la Communauté... et cette Communauté travaillera sans cesse pour le bonheur des femmes !

Oui , la Communauté sera le *paradis* des femmes , tandis qu'il n'en est guère aujourd'hui pour lesquelles la Société actuelle ne soit pas un *enfer* !

Et devinez aussi l'amélioration de l'Espèce humaine après quelques générations !... Figurez-vous combien les femmes pourront se perfectionner en grâces et en beauté !...

Mais je finis et je me résume.

Ainsi , ma chère amie , c'est surtout à l'égard de la femme et de la femme du Peuple que l'Organisation sociale actuelle est vicieuse , injuste , immorale , oppressive , inhumaine , honteuse , intolérable.... — C'est surtout dans l'intérêt de la femme que je désire , que je veux à tout prix une réforme radicale ; et si , pour lui rendre ses droits et sa destinée naturelle , il était indispensable d'aller jusqu'à une révolution , c'est l'amour pour la femme opprimée et tyrannisée qui pourrait le plus rendre révolutionnaire. — C'est pour la femme aussi que je désire le plus ardemment la Communauté. — C'est la femme surtout qui doit désirer cette bienfaisante Communauté , la femme de toutes les conditions , la femme du Peuple , la jeune fille pauvre et laborieuse qui veut être sage , la mère de famille.... Plus elle aime ses enfants , plus elle est inquiète pour sa fille , plus elle doit faire de vœux pour un système d'organisation sociale qui peut seul assurer le bonheur dans le travail , la sagesse et la vertu.

Aussi , voyez quel enthousiasme le tableau de la Communauté dans mon *Voyage en Icarie* inspire à une jeune fille du Peuple qui , sans me connaître , sans être connue de moi , et gardant l'anonyme pour exprimer plus librement sa pensée , m'écrit , d'une de nos grandes villes. Je n'aurais certainement pas la folie de vous communiquer ses expressions élogieuses , si leur exagération n'était trop manifeste pour pouvoir me séduire , et si vous ne saviez pas parfaitement que l'amour de l'humanité qui , depuis mon enfance remplit et absorbe mon âme ,

62

18-66

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Huitième Lettre.

Organisation politique dans la Communauté.

A nous deux maintenant, monsieur Eugène ! Ah ! vous me menacez ! Vous prétendez que vous n'aurez pas, comme votre femme, la faiblesse de vous laisser séduire, sans résistance, par l'utopie de la Communauté ! *Réformiste* armé d'une triple cuirasse, vous m'attendez à mon système d'*organisation politique*, de *liberté*, de *suffrage universel* ! Et c'est avec le dernier livre de M. Lamennais que vous voulez m'assommer !.... Eh bien ! n'importe ; j'accepte le combat. Voyons, et parlons sérieusement.

Tu me parles sans cesse de *liberté*, mon cher ami ; mais qu'entends-tu par *liberté* ?

Ce n'est sans doute ni l'anarchie ni la licence ; ce n'est pas le droit de tout faire suivant son caprice ou sa fantaisie, même ce qui pourrait nuire à un autre et violer sa propre liberté ; car celui-ci voudrait l'empêcher, et ce serait la guerre. — Ce n'est pas même le droit de faire tout ce qu'on *croit juste* comme ne pouvant nuire à autrui ; car l'un peut trouver injuste ce que l'autre trouve juste, et la différence de leurs opinions et de leurs volontés amènerait encore entre eux une lutte violente qui troublerait la Société.

Le but de la Société politique et civile étant précisément d'assurer les droits de tous les associés en les conciliant, de maintenir la concorde, la paix, l'ordre et la sécurité de chacun d'eux, et d'empêcher la violence, l'injustice et l'oppression du faible par le fort en substituant la volonté générale à la volonté individuelle, voici comment je définis la *liberté* : C'est le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la *loi* et de ne pas faire tout ce qui n'est pas ordonné par elle, lorsque cette *loi* est l'expression de la volonté générale.

Pour moi, la définition de la *liberté* sociale ne peut pas être séparée de la définition de la *loi*. Quand la *loi* est faite par tous les associés, après une discussion dans laquelle chaque associé (le plus instruit, le plus expérimenté, le plus capable, le plus estimé, comme tout autre) a développé son opinion et son vote, cette *loi*, soit qu'elle ordonne, soit qu'elle prohibe, est, autant qu'il est humainement pos-

l'a trop épurée pour y laisser le germe d'une puérile et dégradante vanité. Voici sa lettre :

Monsieur ,

Je viens, en rendant hommage à vos à votre dévouement à la cause sacrée dont le succès n'offre point d'obstacles que votre amour de l'humanité et votre ne sache franchir, vous offrir les expressions de reconnaissance que tout être doué de quelques bons sentiments doit former pour vous dans son cœur.

Plus qu'à tout autre, il appartient à une *fille du peuple* d'élever la voix pour vous crier : merci ! parce qu'elle, plus que tout autre, sait mesurer votre courage et comprendre la grandeur de vos sacrifices. Permettez-moi donc, ô vous qui assignez dans la société régénérée une si belle place à la femme, cet être déchu dans l'esprit de bien des hommes ; permettez-moi, dis-je, de vous admirer en secret et de faire des vœux pour le triomphe de la Communauté, cette incomparable souveraine que vous faites briller à nos yeux d'un si bel éclat. La Communauté ! oh ! qui pourrait ne pas en faire son idole, le but de ses espérances ou le garant de son bonheur ? Celui-là qui, la connaissant, peut la haïr, n'aime point ses frères ; il a un cœur pervers et corrompu. Pour moi, la Communauté c'est mon rêve ; depuis que vous m'apprirent à la connaître, j'ai appris à l'aimer. Oui, écrivain, c'est peut-être à vous seul que je dois quelques heures de parfait bonheur, et ces heures, je les tiens de vos écrits ; ils ont fait couler en moi une nouvelle vie ; et quand je voyais tristement tomber ma dernière illusion, quand je croyais mon cœur vide de toutes jouissances, ils l'ont rempli d'une douce espérance, qui désormais me fait vivre dans l'avenir. Oh ! quel indicible plaisir j'ai éprouvé en lisant voire *Voyage en Icarie* ! Quel ravissant tableau pour l'esprit ! quel pur aliment pour le cœur ! Ce précieux ouvrage que vous avez en quelque sorte dédié aux femmes, prétendu roman offert à un sexe frivole, et le seul peut-être qu'il puisse lire avec sécurité, restera profondément gravé dans ma mémoire.

Apôtre zélé de la Communauté, grande est la tâche que vous avez à remplir ; elle n'est certainement point au dessus de votre courage ; mais ce courage, vous l'avez éprouvé, déchaîne contre vous les ennemis que l'implacable envie vous a suscités. Quel horrible effroi a parcouru mes veines, quand j'ai lu ces mots que votre plume avait tracés : « La mort rôde ou voltige peut-être autour de moi en ce moment.... » Ah ! par pitié pour le bien de l'humanité.....
..... opposez le mépris aux injures de vos perfides agresseurs ; punissez leur lâche barbarie par une constance inébranlable dans vos refus : le duel est le partage de ceux qui n'ont point d'autres armes ; mais vous.... Vos lumières ont ébloui vos ennemis, et ils veulent en éteindre le flambeau dans le sang !.... Les infâmes ! ils n'entendent donc point ces voix accusatrices qui les traitent de meurtriers, d'assassins ? Ah ! qu'un faux point d'honneur ne vous porte jamais à accepter leurs méprisants défis : la Communauté ne veut pas de martyrs ; mais elle a besoin d'un prophète tel que vous pour lui faire des prosélytes, et le peuple a besoin d'un fanal qui lui indique le but où il doit marcher.

Poursuivez donc, Monsieur, la carrière difficile, mais glorieuse, dans laquelle vous avancez avec tant de persévérance. Si l'égoïsme traverse vos projets, bien des gens intéressés à leur succès vous

aideront à les réaliser ; et la postérité , en maudissant les tyrans qui s'opposent à son bonheur, bénira votre mémoire qui , immuable comme la vérité , restera debout au milieu des siècles dont vous aurez préparé la félicité.

Agréez , Monsieur, de celle que vous avez faite Communiste , les plus sincères remerciements et l'assurance qu'elle est , non pas une de vos lectrices les plus éclairées , mais du moins votre plus fidèle admiratrice.

Mlle P... G..

Je vous le répète, l'exagération est trop évidente pour qu'il soit possible à l'amour-propre le plus aveugle de s'y laisser prendre, quand d'ailleurs tant d'ennemis travaillent à l'avertir par leurs injures et leurs calomnies. Mettez donc de côté toutes ces exagérations, et voyez seulement l'enthousiasme qu'inspire la Communauté à l'âme inoffensive et pure d'une jeune femme qui ne rêve que le bonheur de l'humanité. Et quoique vous ayez déjà la félicité pour vous et pour votre Eugène dans votre petite Communauté conjugale, j'espère que vous n'en désirerez pas moins la grande Communauté qui doit faire le bonheur de tous, et que vous hâterez son avènement en en proclamant vous-même ses perfections et ses bienfaits.

Ma prochaine sera pour Eugène, vers le 19. Je lui parlerai de l'organisation politique et de l'éducation dans la Communauté.

Agréez, etc....

CABET.

VOYAGE EN ICARIE.

2 Vol. in-8°. — Prix : 6 fr.

62

1881

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Huitième Lettre.

Organisation politique dans la Communauté.

A nous deux maintenant, monsieur Eugène ! Ah ! vous me menacez ! Vous prétendez que vous n'aurez pas, comme votre femme, la faiblesse de vous laisser séduire, sans résistance, par l'utopie de la Communauté ! *Réformiste* armé d'une triple cuirasse, vous m'attendez à mon système d'*organisation politique*, de *liberté*, de *suffrage universel* ! Et c'est avec le dernier livre de M. Lamennais que vous voulez m'assommer !.... Eh bien ! n'importe ; j'accepte le combat. Voyons, et parlons sérieusement.

Tu me parles sans cesse de *liberté*, mon cher ami ; mais qu'entends-tu par *liberté* ?

Ce n'est sans doute ni l'anarchie ni la licence ; ce n'est pas le droit de tout faire suivant son caprice ou sa fantaisie, même ce qui pourrait nuire à un autre et violer sa propre liberté ; car celui-ci voudrait l'empêcher, et ce serait la guerre. — Ce n'est pas même le droit de faire tout ce qu'*on croit juste* comme ne pouvant nuire à autrui ; car l'un peut trouver injuste ce que l'autre trouve juste, et la différence de leurs opinions et de leurs volontés amènerait encore entre eux une lutte violente qui troublerait la Société.

Le but de la Société politique et civile étant précisément d'assurer les droits de tous les associés en les conciliant, de maintenir la concorde, la paix, l'ordre et la sécurité de chacun d'eux, et d'empêcher la violence, l'injustice et l'oppression du faible par le fort en substituant la volonté générale à la volonté individuelle, voici comment je définis la *liberté* : C'est le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la loi et de ne pas faire tout ce qui n'est pas ordonné par elle, lorsque cette loi est l'expression de la volonté générale.

Pour moi, la définition de la *liberté* sociale ne peut pas être séparée de la définition de la loi. Quand la loi est faite par tous les associés, après une discussion dans laquelle chaque associé (le plus instruit, le plus expérimenté, le plus capable, le plus estimé, comme tout autre) a développé son opinion et son vote, cette loi, soit qu'elle ordonne, soit qu'elle prohibe, est, autant qu'il est humainement pos-

sible, l'expression de l'Intelligence, de la Raison, de la volonté de la Société; elle est la justice même, la vérité même, l'intérêt même des associés.

Il est évident que, pour celui qui a voté la *loi*, elle ne porte aucune atteinte à sa *liberté* naturelle, et qu'elle est, au contraire, l'exercice et la réalisation de cette *liberté*. — Exécuter sa propre *loi*, obéir à sa propre *loi*, c'est-à-dire réaliser sa propre volonté, c'est être *libre*.

Votée à l'unanimité, la *loi* est donc évidemment la *liberté* pour cette UNANIMITÉ qui l'a faite. — Votée par une *Majorité*, elle est encore évidemment la *liberté* pour cette MAJORITÉ qui l'a voulue. — Elle l'est aussi pour la *Minorité* qui l'a discutée et qui a voté contre elle; car on n'admettrait pas dans la *Société* l'individu qui voudrait se réserver le droit de ne pas exécuter ses *lois*, comme on n'admettrait pas à la discussion et au vote de la *loi* celui ou ceux qui se réserveraient le droit de lui désobéir. — En entrant dans la *Société* politique et civile, chaque associé accepte d'avance ses *lois*, s'oblige à les exécuter, et déclare qu'il se croira *libre* et jouissant de sa *liberté* lorsqu'il les exécutera. — De même, et plus spécialement encore, celui qui demande à discuter et à voter la *loi* accepte d'avance cette *loi*, s'engage à l'exécuter, et déclare qu'il se croira *libre* en l'exécutant. — La *Minorité* doit donc exécuter la *loi* absolument comme si elle l'avait votée, parce qu'elle s'est engagée à le faire; et en l'exécutant, elle ne peut se plaindre de n'être pas *libre*, d'être dépouillée de sa *liberté* par la *Majorité*, parce que, en obéissant à la *loi*, elle ne fait autre chose que remplir son engagement et sa promesse, autre chose qu'accomplir sa propre volonté antérieure au vote. Un vrai citoyen, qui sent bien tout ce qu'il dit, promet et fait, exécute toujours sans murmurer la *loi* contre laquelle il a voté, et ne dit pas *j'obéis* à la volonté des autres, mais *j'accomplis* librement, volontairement, mon engagement, mon devoir, ma volonté précédente d'exécuter la *loi* qui serait décidée par la *Majorité*.

Qu'il y ait de l'inconvénient à s'engager ainsi d'avance à se soumettre à la *loi* de la *Majorité*, c'est vrai; mais n'est-ce pas le résultat inévitable de l'imperfection de la nature humaine? L'état sauvage ou d'anarchie n'a-t-il pas encore plus d'inconvénients? Et dans la *Société*, quel moyen peut-il exister de décider une question quelconque, si ce n'est d'*aller aux voix* ou de *se battre*? Le jugement pacifique du vote, quelque imparfait qu'il puisse être, est donc beaucoup moins imparfait encore que le jugement par le duel et la guerre.

Quand la *loi* est faite par tous, elle est nécessairement dans l'intérêt de tous, ou du moins dans l'intérêt général; car on ne peut admettre que tous n'aient pas la *volonté* d'assurer leur intérêt, ou que, ayant cette volonté, ils n'aient pas, plus qu'un seul ou qu'une *Minorité*, l'*intelligence* et la *raison* nécessaires pour réaliser cet intérêt et cette volonté.

On peut affirmer avec certitude que la *loi* est toujours faite dans l'intérêt du Législateur : faite par un Prince, ou par une Famille, ou par une Caste, ou par une Aristocratie, ou par une Bourgeoisie, la loi favorise avant tout l'intérêt de ce Prince ou de cette Famille, ou de cette Caste, ou de cette Aristocratie, ou de cette Bourgeoisie ; faite par des prêtres, elle sacrifie tout à l'intérêt des prêtres ; faite par des militaires, elle sacrifierait tout à l'intérêt des militaires ; faite par des femmes, elle protégerait mieux l'intérêt des femmes ; faite par un parti quelconque, elle ne garantit que les intérêts de ce parti. Pour qu'elle garantisse les intérêts de la Nation ou du Peuple, il faut qu'elle soit faite par la Nation entière ou par le Peuple entier.

Je le répète donc, exécuter sa propre loi c'est être *libre* ; obéir à la loi imposée par un autre, c'est être *esclave* ou *sujet*. Quand la loi est faite par le Peuple ou par les mandataires du Peuple, c'est la *liberté*. Quand elle est faite par un Prince ou par une Classe, il n'y a de liberté que pour ce Prince ou pour cette Classe. Pour tout le reste, c'est l'*esclavage*.

La chose est évidente quand la loi n'est faite que par un homme, ou par une famille, ou par une aristocratie de naissance peu nombreuse : elle n'est pas moins incontestable quand la loi est imposée par 200,000 bourgeois à 35 millions d'âmes.

Toute la puissance de la Société étant employée à faire exécuter la loi quelle qu'elle soit, le premier principe social étant que *force doit rester à la loi*, la loi étant toujours nécessairement exécutée tant qu'existe la Société ou plutôt le législateur qui la gouverne, il en résulte que la *souveraineté* réside dans la loi, ou plutôt dans le pouvoir de faire la loi, dans le pouvoir législatif, dans le législateur. — Quand le Prince fait la loi, c'est ce Prince qui est *souverain* ; quand la loi est faite par des prêtres, ce sont ces princes qui sont *souverains* ; quand elle est faite par une Aristocratie ou par une Bourgeoisie, c'est cette Aristocratie ou cette Bourgeoisie qui est *souveraine*. — Pour que le Peuple soit *souverain*, il faut nécessairement qu'il fasse lui-même ses lois, directement ou par ses mandataires. Dans tous les autres cas, il est *esclave* ou *sujet*.

L'histoire de la loi ou de la *liberté* ou de l'*esclavage* est l'histoire de l'*Humanité* elle-même, l'histoire des progrès de l'Intelligence, de la Raison, des lumières, des idées, en un mot de l'*opinion publique*.

Dans les premiers âges du Genre humain, quand les hommes n'étaient réunis qu'en Familles ou en Tribus ou Peuplades, quand la propriété, l'agriculture, l'industrie, la civilisation, étaient encore à naître ou dans leur enfance, les lois étaient peu nombreuses et très simples. Elles se multiplièrent et se compliquèrent, dans chaque pays, suivant les développements de la Société et de la civilisation.

Dans la Famille, la loi fut faite par le Père ou le Patriarche. — Dans

la Tribu ou la *Peuplade*, elle fut probablement l'ouvrage des Chefs de familles formant une *Démocratie* entre eux et une *Aristocratie* à l'égard de leurs enfants et descendants de tous âges. — Puis, chez les *Peuples*, la loi fut l'œuvre des *Prêtres*, ou d'un *Prince* et d'une *Famille*, ou d'une *Aristocratie* plus ou moins nombreuse, ou d'une *Démocratie* plus ou moins pure, ou du mélange d'une *Aristocratie* avec une *Démocratie*.

Après l'invasion des *Barbares*, la loi fut faite, partout, par le *Peuple conquérant*, seul libre, qui l'imposait au *Peuple conquis*, subjugué, devenu esclave, ou serf ou sujet.

Pendant tout le temps de la *Féodalité*, chaque *Seigneur* était souverain dans son domaine, et faisait la loi pour ses esclaves ou ses serfs.

La *Monarchie* ayant remplacé la *Féodalité*, la loi était imposée au *Peuple* ou aux sujets par le *Monarque* ligué avec une triple *Aristocratie*, sacerdotale, militaire, parlementaire.

Puis, l'esclavage ou le servage ou la sujétion s'étant successivement modifiés, transformés, adoucis, une classe de *Bourgeoisie* s'élevant formée et s'étant constituée en *Communes* avec des droits plus ou moins étendus, cette *Bourgeoisie* finit par être admise, sous le nom de *Tiers-Etat*, à faire, d'abord les lois fiscales puis toutes les lois, avec le *Clergé* et la *Noblesse*, sous l'autorité du *Roi*.

Les pouvoirs législatifs du *Tiers-Etat* ou de la *Bourgeoisie* augmentèrent successivement avec le progrès de l'*Intelligence* ou de la *Raison*, tandis que le *Peuple*, toujours sujet des trois *Etats*, ou *Corps*, ou *Classes*, qui se partageaient la souveraineté, acquérait chaque jour de nouvelles lumières et une nouvelle connaissance de ses droits.

Vint enfin, après le mouvement intellectuel de la *Réforme religieuse* et le mouvement philosophique du dix-huitième siècle, la *Révolution française*, qui proclama l'*Egalité*, la *Fraternité*, la *Liberté*, la *Souveraineté du Peuple*, et qui définit la *LOI l'expression de la volonté GÉNÉRALE*, en ajoutant : « Tous les citoyens ont le droit de « concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation. » Ce principe, unanimement adopté par l'*Assemblée Constituante* dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, fut, en quelque sorte, le résumé de la *Raison humaine* et de l'expérience des siècles.

Malheureusement, l'*Aristocratie* parvint presque aussitôt à paralyser le principe en maintenant des riches et des pauvres, en refusant tout droit politique aux pauvres, en distinguant des citoyens *actifs* et des citoyens *passifs*, en dépouillant plus de la moitié du *Peuple* du droit de concourir indirectement à la formation de la *loi*. — De là le mécontentement du *Peuple passif*; de là une lutte qui amena la nouvelle *Révolution du 10 août* et la conquête du suffrage universel ou du droit électoral pour tous les citoyens.

Vingt autres révolutions, en Europe et en Amérique, proclamèrent

aussi la souveraineté du Peuple, la liberté, l'égalité, la fraternité, le concours de tous à la formation de la *loi*.

Mais, après le 9 thermidor, reparut la classification des citoyens en *actifs* et en *passifs*; et, depuis cette époque, sous la Réaction thermidorienne, sous le Directoire, sous le Consulat, sous l'Empire, sous la Restauration, et après la Révolution de juillet, la loi est imposée par une Aristocratie bourgeoise à un Peuple passif ou prolétaire.

Dans l'antiquité, sous la théocratie, la loi était réputée *sainte* et *sacrée*, parce que, pour la rendre plus respectable à leurs esclaves ignorants et crédules, les prêtres faisaient croire qu'elle était écrite ou dictée par la Divinité elle-même. — Les Despotes ou les Aristocraties, toujours d'accord avec les prêtres, la disaient également *sainte* et *sacrée*, parce qu'ils se prétendaient les *représentants de Dieu* sur la terre; et c'est avec ce caractère de sainteté que le Despotisme monarchique ou aristocratique l'a constamment présentée à l'obéissance des Peuples. — Mais aujourd'hui elle ne pourrait être appelée *sacrée* que si elle était faite par le Peuple entier, d'après cet adage : *Vox Populi, vox Dei*, (*la voix du Peuple est la voix de Dieu.*) Faite par une Aristocratie, elle n'est pas plus sainte aux yeux de la raison et du peuple que les lois de la Convention ne l'étaient aux yeux de la noblesse et du clergé.

Encore une fois, la loi d'aujourd'hui, faite par les élus ou les députés de 200,000 Électeurs, est bien la *liberté* pour cette Aristocratie électorale et législative; mais elle est, en réalité, l'*esclavage* pour le reste de la Nation.

Cet *esclavage moderne* diffère de l'*esclavage antique* et de l'*esclavage des nègres*; il n'est ni celui de Sparte, ou d'Athènes, ou de Rome, ni celui des Colonies; mais il n'en est pas moins un esclavage humiliant et oppressif.

Quel'Aristocratie électorale soit contente, satisfaite, fière, heureuse, de sa liberté et de son privilège, c'est naturel dans la Société actuelle; qu'elle veuille exiger du Peuple son argent, son sang et ses bras pour construire des *bastilles*, afin de perpétuer sa domination, c'est tout simple encore; mais que le Peuple, esclave, humilié, opprimé, soit mécontent, blessé, impatient du joug, avide de recouvrer sa liberté, n'est-ce pas naturel aussi? Si les rôles étaient changés, les *actifs* devenus *passifs* ne désireraient-ils pas la Réforme contre les *passifs* devenus *actifs*? Et si le Peuple prolétaire avait la puissance de conquérir ses droits, sa liberté, le pouvoir de concourir à la loi, pourrait-on s'étonner qu'il voulût à l'instant réaliser cette conquête? Si même, dans son désespoir, il préférerait la mort à la continuation de sa servitude, qui pourrait en avoir le moindre étonnement?

sive, intolérable pour les uns, périlleuse, volcanique et précaire pour les autres ; et la Réforme électorale ou législative semble seule capable d'éviter à l'Humanité une grande et terrible crise.

Aussi, *Réforme ! Réforme !* est-il un cri universel.

Ici tu m'arrêtes, et je t'entends me crier, tout échauffé : — « Mais « pourquoi donc alors es-tu *Communiste* et non pas *Réformiste* ? » — Moi ! mon cher Eugène, je suis aussi *Réformiste* que toi ; j'ai signé la pétition réformiste, et je voudrais que tous les Communistes la signassent purement et simplement, qu'ils fraternisassent sincèrement avec les Réformistes, et qu'ils fissent complètement cause commune avec eux, parce que la Réforme politique est, à mes yeux, un premier pas, un chemin qui conduit à la Réforme sociale ou à la Communauté, de telle sorte que, dans mon opinion, les Communistes arriveront plus tôt à leur but en s'unissant aux Réformistes qu'en s'en séparant.

Tu me répliques : « Mais n'est-ce pas une *faute* de ta part et de « celle des Communistes de parler de Réforme *sociale* et de *Commu-* « *nauté*, au lieu de parler simplement de Réforme *politique* ? » — Non, mon ami, ce n'est point une faute ; car les deux Réformes sont inséparables, et parler de l'une c'est nécessairement et implicitement parler de l'autre, attendu, d'un côté, qu'il est impossible d'opérer aucune Réforme sociale sans avoir d'abord le pouvoir législatif ou politique, et attendu, d'un autre côté, que la Réforme politique ne peut être désirée que pour réaliser ensuite la Réforme sociale en faisant de bonnes lois. — Dire : *Je veux une réforme SOCIALE*, c'est dire : *Je veux d'abord une réforme POLITIQUE, pour arriver ensuite à la réforme SOCIALE* ; de même que dire : *Je veux une réforme POLITIQUE*, c'est dire aussi : *Je veux une réforme POLITIQUE pour arriver à la Réforme SOCIALE*. — La Réforme sociale est certainement *le but*, tandis que la Réforme politique n'est que *le moyen*, l'instrument, la route, qui doit faire atteindre le but. Or, à quoi bon l'arme la plus précieuse, l'instrument ou l'outil le plus parfait, la route la plus droite et la plus unie, si l'on ne veut s'en servir ? A quoi la Réforme politique serait-elle utile au Peuple si l'on n'en faisait pas usage, ou si l'on ne s'en servait pas pour faire des lois et de bonnes lois, ou si l'on ne faisait que de mauvaises lois, des lois aristocratiques ou bourgeoises et anti-populaires, si le Peuple restait plongé dans la misère et l'ignorance, sans éducation, sans garanties d'existence, sans travail et sans pain ? Les Réformistes ne veulent-ils pas assurer le bonheur du Peuple en abolissant sa misère, en lui donnant du travail et les moyens de vivre, de se marier et d'élever une famille ?...

« Sans doute, répliques-tu encore : mais faut-il le dire ? Faut-il « parler de Réforme *sociale* ? Ne faut-il pas parler uniquement de « Réforme *politique* ? » — Et pourquoi ? — » Pour ne pas effrayer le

« Gouvernement, pour ne pas lui donner le moyen de tromper et
 « d'effrayer les Aristocrates et les Bourgeois honnêtes mais timides,
 « qui voudraient bien une Réforme mais qui craignent les abus et les
 « excès. » — Mais, mon cher Eugène, si les Réformistes voulaient
 éviter tout ce qui peut effrayer le Pouvoir et les Privilégiés, ils ne de-
 vraient pas même parler de Réforme POLITIQUE; car nous ne devons
 pas imiter la stupide autruche qui, poursuivie par le chasseur, cache sa
 tête sous son aile et croit que le chasseur ne la verra plus parce qu'elle
 ne le verra plus elle-même. — Les Privilégiés voient bien que la Ré-
 forme politique conduit inévitablement à la Réforme sociale, comme
 le premier échelon d'une échelle conduit au dernier. Ils consenti-
 raient beaucoup de Réformes partielles, s'ils étaient sûrs que le Peu-
 ple voulût s'arrêter à moitié chemin. Mais comme ils craignent que
 le Peuple ne veuille s'arrêter qu'au bout de la route, qu'il ne veuille
 accepter quelques concessions que pour acquérir la force d'obtenir
 des concessions nouvelles et toutes les concessions possibles, ils ne
 voudront rien accorder afin de n'être pas forcés d'accorder tout; ils
 ne laisseront pas monter sur le *premier* échelon afin de mieux empê-
 cher d'arriver au *dernier*; ils refuseront la Réforme *politique* de
 peur d'être contraints à concéder la Réforme *sociale*. — D'ailleurs, si
 c'était une imprudence, une maladresse, une faute, de parler de Ré-
 forme *sociale*, la faute aurait été commise par les Réformistes eux-
 mêmes, par leurs Comités et leurs Chefs : Arago et M. Lamennais
 n'ont-ils pas proclamé que la Réforme politique n'était qu'un MOYEN?
 Le *Journal du Peuple* n'a-t-il pas déclaré qu'il voulait la Réforme
 politique pour arriver à la Réforme SOCIALE? Le *National* lui-même
 n'a-t-il pas avoué que l'organisation du travail était la *plus grande*
question du siècle? (Sixième lettre.)

» Oui, c'est vrai, tu as raison... mais... parler de *communauté*...
 — Eh! mon ami, que veux-tu que le mot *communauté* ajoute à l'ef-
 froi qu'inspirent aux privilégiés les phrases d'Arago, de M. Lamennais,
 du *Journal du Peuple*, du *National*? Quelle différence y a-t-il,
 pour les Aristocrates, entre Réforme *sociale* ou *organisation du tra-*
vail ou *association*, et *communauté*? Cite-moi un livre plus révo-
 lutionnaire et plus effrayant pour les Privilégiés que ceux de M. La-
 mennais? Et si les doctrines des Réformistes n'étaient pas aussi re-
 doutables à l'Aristocratie que celles des Communistes, ne le seraient-
 elles pas toujours assez pour exciter tout leur effroi et toute leur ré-
 sistance...? En un mot, parle franchement, la main sur la conscience;
 crois-tu que l'Aristocratie adoptera la Réforme plus tôt que la Com-
 munauté, et favorisera les Réformistes plus que les Communistes?
 Non, mon ami, il ne faut pas se faire d'illusion; il faut voir les obsta-
 cles avec des yeux d'hommes et non pas avec des yeux d'enfants; le
 Pouvoir pourrait bien pousser les Réformistes contre les Communistes
 afin d'écraser ceux-ci par ceux-là, et d'écraser ensuite plus aisé-

ment les premiers ; mais sois certain qu'il est l'ennemi des Réformistes autant et peut-être plus que des Communistes. — Aussi, de récents procès ne t'ont-ils pas démontré que le Pouvoir confond dans sa haine les Réformistes et les Communistes ; qu'il leur attribue le même but ; et qu'il ne voit entre eux d'autre différence que plus de franchise et de logique chez les uns, plus de dissimulation ou d'inconséquence chez les autres ? En un mot, ne vois-tu pas que c'est pour empêcher la Réforme politique qu'on veut à tout prix des *bastilles*, comme c'est pour obtenir la Réforme sans Révolution que les Réformistes veulent à tout prix empêcher ces *bastilles* ?

J'ajoute que *M. Lamennais* lui-même, dans son livre du *Passé et de l'Avenir du Peuple* (Chap. XV, page 141) s'exprime ainsi : « Aussi, très peu soucieux de la question *politique*, les sectateurs « de ces systèmes tournent-ils leurs efforts, exclusivement presque, « vers la solution de ce qu'ils appellent la question *sociale*, c'est-à-« dire la question de propriété ; et certes NOUS NE LES BLAMONS pas « de s'en occuper. »

Mon opinion, ma conviction est donc qu'il n'y a *point d'inconvénient* à parler de Réforme *sociale* et même de *Communauté*, en même temps que de Réforme *politique*. Je puis me tromper sans doute, et, sur aucune question, je n'ai la ridicule prétention d'être infaillible et de posséder seul la vérité ; mais je te communique mon opinion, ma conviction profonde.

Je vais plus loin ; je crois que c'est *utile* ; car ce qu'il y a de plus effrayant au monde c'est une destruction sans reconstruction, c'est une Révolution qui renverserait sans rien rétablir ou substituer, ou qui substituerait quelque chose de pire. Je pense comme cet ami dévoué du Peuple qui disait : « Une révolution qui n'a pas pour but « d'améliorer le sort des travailleurs n'est qu'un crime substitué à un « autre crime. » Et comme rien n'est moins étudié et discuté, ni moins connu que les questions d'organisation sociale, comme les crises politiques ne laissent ordinairement pas le temps de les étudier, de les discuter et de les connaître, il est bon d'en commencer, dès à présent, l'étude et la discussion. — Les Réformes effraieront d'autant moins que la route de l'Avenir sera mieux éclairée, et qu'on y verra plus clairement l'ordre, la justice, la paix, et le *bonheur pour TOUS sans oppression pour PERSONNE*.

Je vais plus loin encore : il est *nécessaire et indispensable* de parler de Réforme sociale et de Communauté. Et ici, mon cher ami, redouble d'attention.

Toutes les fois que les Rois, ou les Prêtres, ou l'Aristocratie, ou la Bourgeoisie, ont voulu faire quelque conquête dans leur propre intérêt, ils ont appelé le Peuple à leur secours, et lui ont prodigué les promesses pour obtenir son appui ; et toujours, comme partout, après

la victoire obtenue avec le courage, les souffrances et le sang du Peuple, le vainqueur l'a trompé, trahi, repoussé, dédaigné, méprisé, opprimé, le traitant comme un vil instrument, comme une machine inerte. Après comme avant, il avait toujours à porter le même bât ou la même chaîne, et n'avait de changé que son maître, à qui de serviles courtisans disaient toujours :

Et vous lui flâtes, seigneur,

En l'exploitant beaucoup d'honneur.

Ainsi fut en 1789, en 1792, sous les thermidoriens, sous le directoire, sous le consulat, sous l'empire, au 20 mars..... Et en 1830, quand on donna tant d'éloges au courage, au dévouement, à la générosité, à la clémence, à la vertu du Peuple ; quand on promit tant de reconnaissance aux *héros de juillet* ; quand Charles Dupin proclama que le nouveau Gouvernement devait faire beaucoup pour d'héroïques Ouvriers qui avaient tout fait pour lui ; quand Lafayette disait : *Liberté, ÉGALITÉ* fut toujours ma devise, et j'y serai fidèle ; quand on annonçait un trône POPULAIRE entouré d'*institutions républicaines* ; quand on se félicitait d'avoir un *Roi-CITOYEN* qui serait la *meilleure des Républiques*..... Le Peuple s'en souvient.....

De là, défiance extrême ; plus de confiance, surtout dans la *politique* seule ; le mot de République même n'a plus de magie pour beaucoup de gens qui l'ont vu si stérile ; on veut du nouveau, du positif, du réel, du *social*.... Quand on ne parle que de Réforme politique ou parlementaire, le Peuple, du moins une grande partie du Peuple répond : « Faites tout seuls et sans nous ; cela ne nous regarde pas ! » Quand on réplique qu'il s'agit de rassembler d'abord les pierres pour construire ensuite l'édifice, ce Peuple répond : « Bien ! mais je veux « savoir si l'édifice sera un *atelier* ou une *prison* ! »

Je n'examine pas si quand les Communistes ont commencé à parler de *Communauté*, il n'aurait pas été plus prudent de ne parler que de *Réforme*....—Je ne le crois pas ; car puisque les *Saint-simoniens*, les *Fourriéristes*, les *Socialistes* de toute espèce, exposaient leurs systèmes sociaux, qui tous se rapprochaient plus ou moins de la Communauté, je n'aperçois pas quel inconvénient pouvait avoir la discussion du système de la Communauté parfaite. — En second lieu, les Réformistes ne peuvent reprocher aux Communistes de n'avoir pas parlé de Réforme, puisqu'eux-mêmes n'en parlaient pas encore. Ils ne peuvent que regretter de n'avoir pas concentré tous leurs efforts sur la Réforme dès 1830, comme les Communistes doivent regretter de n'avoir pas étudié la Communauté dès la même époque.

Ce qui me paraît évident et certain, c'est que quelques-uns des Chefs Réformistes, le *National* notamment, ont fait une faute énorme et funeste, en déclarant la guerre aux Communistes, au lieu de les traiter fraternellement, de discuter avec eux, de chercher à les éclairer les guider.

Quant à moi, quoique convaincu, par cinq années d'étude dans la solitude de l'exil, de l'excellence et de la supériorité du système Communautaire sur tous les autres systèmes, quoique ayant rédigé un traité complet de la Communauté sous le titre de *Voyage en Icarie*, j'ai suspendu, pendant plus de deux ans, la publication d'un travail si important à mes yeux, et je l'aurais suspendue plus longtemps si l'intérêt de la Réforme m'avait paru l'exiger. Mais quand j'ai vu comment la Réforme était organisée et dirigée; quand j'ai vu quelques-uns de ses Chefs proscrire, en quelque sorte, les Communistes (qui cependant me paraissaient avoir raison); quand je les ai vus persécutés par le Pouvoir; quand j'ai vu la division opérée et le mal consommé, je me suis déclaré *Communiste*, j'ai publié *Icarie*, j'ai écrit pour la Communauté, pour essayer de diminuer le mal, de rectifier quelques erreurs, de ramener l'union, et d'amortir, s'il était possible, la persécution. J'aurais été trop heureux si le résultat eût répondu à mes efforts et à mes espérances !

Maintenant, le fait est que la question *sociale* est celle qui préoccupe le plus les esprits, parmi les savants comme dans le Peuple, et même parmi les hommes du Pouvoir, témoins ces paroles de M. Guizot, que je ne répéterai jamais assez :

« C'est l'esprit du temps de *déplorer* la condition du Peuple... Mais on dit vrai : il est impossible de regarder sans une COMPASSION PROFONDE tant de créatures humaines si misérables. Cela est douloureux, très douloureux à voir, très douloureux à penser; et cependant il faut *y penser*, y penser beaucoup; car à l'oublier il y a *tort grave* et GRAVE PÉRIL. »

Le fait est que la question de la Communauté est lancée dans les têtes; que le système est constaté dans un grand nombre d'écrits; que les Communistes sont déjà nombreux en France, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, en Prusse, en Pologne, en Angleterre, en Amérique; que c'est désormais un fait accompli, une conquête de l'Humanité; que rien ne pourra la lui ravir si le système est vrai; que la discussion seule pourra l'anéantir en en démontrant la fausseté; que la persécution ne pourrait produire d'autre effet que d'augmenter l'enthousiasme de ses prosélytes en lui donnant la sanction du dévouement et du martyre.

Le fait est que l'un des plus illustres écrivains, l'un des philosophes les plus influents, l'un des Chefs Réformistes, M. Lamennais, vient de consacrer sa plume et son talent à combattre le Communisme, mais qu'il vient de se briser contre lui, comme je prends l'engagement de te le démontrer plus tard.

Le fait est qu'une grande partie des Communistes s'obstineraient probablement à refuser leur concours aux Réformistes, si ceux-ci s'obstinaient dans leur refus de discuter les questions sociales et dans leur hostilité contre la Communauté.

Et puisque tu me demandes toute ma pensée, la voici : — Je crois que non-seulement la discussion des questions sociales et de la question de la Communauté n'a pas d'inconvénients, mais qu'elle a beaucoup d'avantages, et même qu'elle est nécessaire. — Je crois que les Réformistes, au lieu de repousser les Communistes, doivent les accueillir comme des frères et discuter avec eux. — Je crois que, quelle que soit la conduite des Réformistes à leur égard, les Communistes doivent s'imposer le devoir d'entretenir avec eux des relations fraternelles, signer leurs pétitions pour la Réforme politique, conserver leurs opinions et leurs sentiments, et s'efforcer de se distinguer, dans les discussions, par leur modération, leur tolérance et leur bienveillance. — Je crois enfin que la discussion d'aucun système n'est aussi capable de nous instruire tous, de populariser la morale, et de jeter dans la Société une foule d'idées d'utilité pratique. Car, je te le demande à toi-même, ta femme n'a-t-elle pas raison de dire qu'elle n'a vu nulle part une morale plus pure que dans le *Voyage en Icarie* ? Ton vieux père ne répète-t-il pas tous les jours (c'est toi qui me l'apprends) que, quand même on n'adopterait pas en entier le système d'*Icarie*, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il renferme, pour l'éducation, la nourriture, etc., l'agriculture, l'industrie, les femmes, la politique, etc., etc, une multitude d'idées de détail et d'organisation qu'on adoptera certainement un jour ? Et toi-même, ne m'as-tu pas répété dix fois dans tes lettres que ce système, développé dans le *Voyage en Icarie*, discute toutes les questions d'économie sociale et politique, et qu'aucun n'est aussi capable d'intéresser le Peuple, de l'habituer à la discussion, de l'éclairer et de l'instruire sur tout ce qui concerne son bonheur et celui de la Société ? Comment ne penserais-tu donc pas comme moi que la discussion des systèmes d'organisation sociale, et particulièrement de la Communauté, est *utile et nécessaire* ?

Mais le désir de répondre à tes objections m'a entraîné loin de mon sujet spécial, l'*organisation politique* dans la Communauté : j'y reviens.

Sans cesse, tu entends ou tu lis ces mots : — *Société*, — *Nation*, — *Peuple*, — *Patrie*, — *Pays*, — *France*, — *Citoyens*, — *Souveraineté du Peuple*, — *Représentation nationale*, — *Liberté*, — *Égalité*, — *Fraternité*, — *Chose publique*, — *Affaires publiques*, — *Bien public*, — *Intérêt public*, — *Esprit public*, — *Opinion publique*, — *Administration publique*, — *Volonté générale*, — *Honneur national*, — *Bonheur commun*, — *Le Pays veut....*, — *La France demande....*, — *Le Peuple croit ou pense....*, — etc., etc.... — Et chacun voudrait que tous ces mots fussent des réalités. — Mais aucun d'eux, n'est autre chose qu'un mot, qu'une déception, un mensonge. — De là le mal et la lutte.... — Le remède est dans la réalisation. — Réaliser

ces mots, faire qu'ils soient l'expression de choses réelles, voilà le problème politique et social à résoudre.—Et cette solution, c'est, suivant moi, la Communauté seule qui la donne, en réalisant complètement l'*Égalité* et la *Démocratie*.

Tu dois avoir maintenant gravée dans ta tête cette définition : « La *Communauté* est une *Association ÉGALITAIRE, FRATERNELLE, UNITAIRE*. »

Tu dois avoir constamment présent à l'esprit que, dans la Communauté, tous les citoyens sont *associés, frères, égaux* ; que tous reçoivent la même *éducation*, une éducation qui développe à tous leur intelligence et leur raison, qui leur fait connaître les éléments de toutes les sciences et de tous les arts, qui fait, de tous, des hommes et des citoyens. Tu sais que tous ont leur existence assurée, et peuvent se marier, et peuvent élever une famille, à la seule condition d'un travail court et modéré ; que tous sont également bien nourris, bien vêtus, bien logés ; qu'aucun ne peut avoir ce que les autres n'ont pas ; que, par conséquent, chacun est intéressé à augmenter le bien commun puisqu'il doit en avoir sa part, comme à prévenir le mal public puisqu'il en souffrirait lui-même. — Avec ces principes, tu pourrais deviner toute *l'organisation politique* qui doit découler de là comme une conséquence nécessaire.

Tous les associés sont également *citoyens, électeurs, éligibles* à toutes les fonctions publiques, sans autre règle que la capacité de chacun et l'intérêt public.

Le Peuple étant *Souverain*, toutes les fonctions sont électives, temporaires, révocables, comptables, responsables. — Toutes sont un mandat, une charge, un devoir, un *travail*, de même que tout travail est une *fonction* publique. Tous les citoyens sont donc également *fonctionnaires publics*. — Toutes les fonctions sont *gratuites*, comme le travail, ou plutôt toutes sont, comme le travail, rétribuées ou salariées en nature, puisque tous les citoyens sont nourris, vêtus et logés. — Tous les citoyens étant aussi bien nourris, vêtus et logés que possible, il n'y a aucune raison pour que les *fonctionnaires-magistrats* soient mieux nourris, etc., que les autres citoyens ou les *fonctionnaires-travailleurs*. Toutes les fonctions étant instituées par la loi et reconnues nécessaires à la Communauté, il n'existe, entre les divers fonctionnaires, aucune supériorité blessante. — Aucune fonction n'existant qu'en vertu de la loi, pour exécuter la loi et dans l'intérêt de la Communauté ou des électeurs ou des citoyens, le fonctionnaire ne peut jamais agir qu'au nom du Peuple, en vertu de la loi, en témoignant aux citoyens autant d'égards et de respect que les citoyens en doivent à leurs fonctionnaires. — La récompense des fonctionnaires est dans l'estime publique ; et l'Éducation, la Raison, les Mœurs, donnent à cette estime publique, pour

des hommes qui d'ailleurs ont leur existence assurée, plus de prix que n'en ont aujourd'hui, dans la Société actuelle, l'or, la vanité des honneurs et l'orgueil du pouvoir.

Je t'ai déjà dit que *l'Éducation* s'occupe spécialement de faire des citoyens et de donner à tous toutes les connaissances nécessaires pour concourir à la législation et à l'administration publique. On s'assure même, avant d'inscrire un jeune homme sur le *registre civique*, qu'il a réellement l'instruction suffisante.

C'est dans les *Assemblées populaires* que le Peuple exerce sa *Souveraineté*. Dans son premier acte de Souverain, dans sa Constitution, ce Peuple a tout prévu et tout ordonné pour qu'aucun obstacle ne pût entraver l'exercice de sa puissance souveraine... Commodité et même magnificence des édifices consacrés à ces Assemblées, facilité et rapidité des moyens de transport et de communication (chemins de fer, voitures publiques et gratuites), rien n'est épargné, parce que c'est l'affaire capitale. — Le travail, pour tous les ouvriers, n'occupant qu'une partie de la journée, et personne n'ayant d'inquiétude sur son existence, tu conçois que les Assemblées peuvent être *fréquentes* et que *personne n'y manque*. Ces Assemblées se tiennent régulièrement une fois par semaine, et plus souvent quand il est nécessaire. — Tout le Peuple est ainsi réuni, à la même heure, dans ses diverses Assemblées populaires, et peut discuter et décider la même question. Chaque Assemblée discute les affaires *nationales, provinciales et communales*. Chaque citoyen peut communiquer et soumettre ses idées et ses questions; et chaque idée d'intérêt général, transmise par l'Assemblée populaire à la Représentation nationale, et par celle-ci à toutes les autres Assemblées populaires, peut ainsi être examinée et discutée par le Peuple entier. Toute l'instruction donnée par l'Éducation, toute l'intelligence du Peuple entier, toute sa Raison (et quelle Raison chez un pareil Peuple!) se trouvent concentrées et utilisées au profit de tous.... Tu conçois qu'il y ait alors une véritable *opinion publique*, un *esprit public*, une véritable *volonté générale*! Tu conçois qu'il n'est pas un vice, pas un défaut, pas un abus, pas une imperfection dans l'Administration de la chose publique ou commune, qui puisse échapper à l'œil intéressé et vigilant de l'un ou de l'autre des citoyens, pas une amélioration, pas un perfectionnement qui ne doive être découvert, communiqué et adopté!

Et pour que rien n'échappe, chaque Assemblée est, comme le Corps législatif et comme le Corps exécutif, divisée en Comités qui s'occupent des divers objets d'utilité commune, en Comités de *nourriture*, de *vêtement*, de *logement et ameublement*, d'*éducation*, d'*industrie agricole et manufacturière*, pour les intérêts des *femmes*, etc., etc.

La loi est préparée par le Corps législatif, mais soumise, quand elle

est importante, à l'adoption du Peuple, réuni dans ses Assemblées populaires.

La Représentation nationale est unique, nombreuse, composée de Députés élus par le Peuple, permanente, renouvelable partiellement chaque année, divisée, comme je viens de te le dire, en un grand nombre de Comités.

Rien, autant que possible, n'est laissé à *l'arbitraire* ou au *hasard*; tout est réglé par la *loi*, après discussion dans les Assemblées populaires et dans la Législature, c'est-à-dire que tout est réglé par la *volonté générale*. Ainsi, toutes les grandes questions de nourriture, etc., d'éducation, d'industrie, etc., etc., sont décidées par la *loi* ou par le *Peuple*.

Tu m'as objecté que les lois seraient *bien nombreuses*... — Pas plus ou même moins qu'aujourd'hui; car on en compte des centaines de mille. D'ailleurs, qu'importe? Le Peuple n'en fera que parce qu'elles seront nécessaires ou utiles....

On objecte encore que la *liberté individuelle* sera enchaînée par les innombrables prescriptions ou prohibitions des lois. — Mais, n'est-ce pas aujourd'hui que l'esclavage est complet, quand, des innombrables lois existantes, il n'en est aucune qui soit consentie par le Peuple, aucune qui n'ait pour objet l'intérêt de ses maîtres, sa soumission, son obéissance? Quand le Peuple fait lui-même ses lois, toujours dans son seul intérêt, toujours d'après la Raison, n'est-il pas *libre*, comme je te l'ai déjà dit? N'est-ce pas la seule liberté possible?

Je ne te dirai que peu de choses du Pouvoir *exécutif*. Je n'examinerai pas même sa constitution et sa composition. Puisque aujourd'hui même il tient son existence du Peuple souverain, tu conçois que, sans aucune difficulté, il ne sera que le mandataire de la Nation. Puisqu'aujourd'hui il est, en réalité, subordonné au Pouvoir législatif, qui peut lui refuser les impôts et les lois nécessaires à sa vie, tu devines qu'il sera plus formellement encore *subordonné* à la Représentation nationale, afin d'éviter entre eux toute rivalité, toute concurrence, toute collision. — D'ailleurs, point de Cour ni de Courtisans, point de liste civile, point de garde, point de nomination de fonctionnaires subalternes, aucun moyen de séduction ni de corruption! Tu devines tout cela! C'est l'A-B-C de la Démocratie et de l'organisation politique basée sur la Souveraineté du Peuple; car à quoi bon tout cela dans l'intérêt du Peuple? Et l'Avenir ne dira-t-il pas qu'il aura fallu au Passé bien de l'extravagance et de la folie pour laisser à ses Gouvernants tant de tentations d'usurper et tant de facilités pour séduire et corrompre?

Inutile d'ajouter que le Pouvoir *exécutif*, chargé d'exécuter la *loi*, ne pourra rien faire, rien ordonner, rien défendre qu'en vertu

d'une *loi* formelle, et qu'il sera le premier et le plus respectueux serviteur de la *loi*.

Inutile aussi d'ajouter que, la Communauté ne laissant aucune place, aucun aliment à l'égoïsme, à la cupidité, à l'ambition, on ne pourra voir ni complots, ni usurpations, ni coups d'état de la part du Pouvoir, ni conspirations, ni émeutes, ni attentats de la part des citoyens, ni partis, ni guerres civiles, ni révolutions ; que le Gouvernement, uniquement occupé, depuis des siècles, à se défendre et à se conserver, n'aura plus à s'occuper que du bonheur public ; que les polices, les gendarmeries, etc., seront inutiles ; et que, tandis que rien n'est plus difficile maintenant que de régner et de gouverner, rien ne sera plus facile alors, quand tout sera réglé par la loi ou par le Peuple.

Cependant, je ne puis te dissimuler l'opinion de M. Lamennais, dans son livre du *Passé et de l'Avenir du Peuple* (chap. 15, page 153) ; je dois l'avouer, il combat, condamne et flétrit l'organisation sociale et politique de la Communauté ; car il dit :

« Voilà l'État seul propriétaire. Mais qu'est-ce que l'État ? Un être d'abstraction, à moins que, par l'État, on entende les Chefs de l'État ; et bien évidemment ce sont ceux-ci qui auront, de fait, la disposition de la propriété commune, la disposition non-seulement des choses mais aussi des personnes, pour que la production nécessaire soit assurée. Or, soit qu'établis à la manière des antiques *sacerdotes*, ils ne relèvent que d'eux-mêmes, soit qu'on les suppose élus, toujours est-il qu'aussi longtemps qu'ils posséderont le pouvoir, ils seront, à l'égard des gouvernés, dans la position du MAÎTRE ANCIEN, ou du COLON de nos jours, à l'égard de ceux qui, placés sous son commandement, DÉPENDANT DE LUI, quant au travail et à la rétribution de leur travail, font ce qu'on leur ORDONNE, reçoivent ce qu'on leur ALLOUE, sans débat aucun, avec une passive et muette soumission. Or, qu'est-ce que tout cela, sinon l'ESCLAVAGE ? Donc toujours l'esclavage ! On y retombe à chaque pas ; il est le système tout entier ! »

Voilà la sentence portée contre la Communauté par le PRÉSIDENT du comité central RÉFORMISTE... Et il ajoute :

« Notez bien que nous prenons le système, sans contester, tel qu'on nous le présente, admettant que l'institution marchera régulièrement comme on l'a conçue. Mais, de bonne foi, croit-on que des êtres humains, en possession d'un pareil pouvoir, d'un pouvoir qui leur livre tout, personnes et choses, n'en useront que suivant la justice, s'oubliant eux-mêmes pour ne songer qu'au bien de tous ; que, plus puissants qu'aucun souverain ne le fut jamais chez les Peuples les plus asservis, leur puissance sera une garantie contre les abus de leur puissance même ; qu'ils ne la tourneront point à leur avantage personnel, NE VOUDRONT point l'immobiliser dans leurs mains et la perpétuer dans leur race ; que de maîtres ils consentiront à devenir esclaves à leur tour ? Vraiment, ce serait avoir une haute idée de leur vertu, et que justifie merveilleusement l'expérience ! RÉVEURS ! Comment ne voyez-vous pas que vous allez tout droit au rétablissement des CASTES ? Encore, la Société serait-elle trop heu-

reuse de s'arrêter là ; car votre système, pleinement réalisé, la ferait DESCENDRE bien au-dessous !

Je ne puis, mon cher Eugène, t'exprimer ma douleur d'entendre un pareil langage sortir de la bouche ou de la plume d'une Autorité si imposante ! Je ne puis te dire combien je suis désolé de penser que M. Lamennais ait pu anathématiser ainsi la Communauté, après avoir lu le seul ouvrage qui l'ait exposée, mon *Voyage en Icarie*.

Mais mon étonnement égale ma douleur ; je n'y conçois plus rien ; moi que M. Lamennais appelle *réveur*, je crois rêver, je crois à peine mes yeux, quand je lis, dans les passages ci-dessus, autant d'erreurs que de lignes et de mots, quand je vois un écrivain si illustre dénaturer tous les principes des Communistes et fabriquer une Communauté imaginaire et absurde pour avoir plus de facilité à la ridiculiser et à la tuer. Je te le répète, tout cela me désole : mais, puisque M. Lamennais veut anéantir les Communistes et la Communauté, il faut bien que nous nous défendions ! Déjà, une première et victorieuse réfutation (1), d'un autre Communiste, l'a écrasé sous le nombre et le poids de ses contradictions et de ses inconséquences. En partant de cette curieuse réfutation, j'examinerai, dans son entier, le livre du *Passé et de l'Avenir du Peuple* ; et tu verras que le géant Réformiste est venu se briser en se heurtant contre la Communauté.

En attendant, tu recevras, vers le 6 septembre, ma 9^e lettre, sur l'*Education* dans la Communauté. Bonsoir !

19 août.

CA

(1) M. Lamennais réfuté par lui-même, par M. Dezam,

VOYAGE EN ICARIE,

en 19 livraisons, chacune de trois feuilles,
pour 35 c., par semaine, tous les mardis,
à commencer le 31 août.

DOUZE LETTRES D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Neuvième Lettre *.

Sur l'Education.

Je t'aurais embrassé si j'avais été près de toi quand j'ai reçu ta réponse, mon cher Eugène; car tu ne peux te figurer combien je suis heureux toutes les fois que je convertis à la Communauté un patriote honnête, irréprochable, pur, généreux, éclairé, influent.... Ce sont cent conquêtes que nous faisons en une seule! La conversion de ta femme me fait aussi un inexprimable plaisir, et je t'avertis d'avance que je l'embrasserai de bon cœur lorsque j'irai vous voir. — Ainsi, mon ami, te voilà persuadé, convaincu, converti à la Communauté! De Réformiste te voilà Communiste, sinon tout-à-fait, du moins aux trois quarts, aux neuf dixièmes! Il ne te reste plus que quelques doutes, quelques scrupules!... Allons, je veux t'achever avec le système de l'ÉDUCATION dans la Communauté.

Et d'abord, parlons de l'ÉDUCATION dans l'organisation sociale actuelle.

Je sais que personne n'apprécie plus que toi l'Éducation; car je sais combien tu donnes de soins, avec ta femme, et combien tu fais de sacrifices, pour l'éducation de ton aimable petit Charles et de ta si gentille Henriette. — Et par Éducation je n'entends pas seulement l'Éducation des maîtres ou l'instruction proprement dite, mais l'Éducation

* *Note de l'auteur.* — J'ai appris que plusieurs souscripteurs aux douze lettres se sont plaints de ce que la publication de cette neuvième a été retardée. Comme empressement à l'avoir, cette impatience pourrait me paraître flatteuse. Comme plainte, cette plainte est, à la rigueur, fondée, et peut exiger de moi des excuses. Cependant, n'est-ce pas une exigence bien excessive, quand on sait que des lettres qui exigent tant de travail, et qui contiennent quelques fois une feuille pour 10 centimes, ne peuvent être de ma part qu'une œuvre de dévouement, et surtout quand on sait que je n'ai ajourné ces lettres que pour publier un écrit plus urgent, plus utile, plus nécessaire, *Ma ligne droite, ou le vrai chemin du salut pour le Peuple*, pour empêcher, s'il était possible, de nouvelles émeutes excitées par des fous ou des perfides? Car mon dévouement n'est pas seulement théorique, mais pratique; et à quoi serviraient la neuvième lettre et les autres, et toutes les théories, si quelque folle émeute venait tout perdre en donnant le moyen d'achever les bastilles et d'emprisonner le progrès pendant des siècles?

dans son sens le plus général et le plus étendu, l'Éducation qui commence à la naissance et qui dure toute la vie, l'Éducation par toutes les personnes et par toutes les choses qui environnent l'enfant et l'homme, l'Éducation par la mère ou par la nourrice, par le père, par les parents, par les serviteurs, par les camarades, par les maîtres par les livres et les journaux; et je la divise tout de suite, pour plus de clarté, en Éducation *physique, morale, intellectuelle*.

Suivant moi, l'Éducation est tout ou presque tout, et sans elle l'homme n'est rien ou presque rien.

Qu'était, en effet, l'homme de première création ou de la première génération, l'homme des premiers âges, dans l'état sauvage, réduit à son seul instinct? Quelles étaient ses idées, ses connaissances? Chaque individu a fait quelque découverte et l'a communiquée à ses voisins. Chaque Génération a transmis ses progrès à la Génération suivante, comme chaque Peuple a transmis ses lumières aux autres Peuples, en sorte que, aujourd'hui, chaque Peuple et même chaque individu peut profiter de l'expérience de l'Humanité toute entière, depuis sa naissance jusqu'à présent. Quelle différence ne doit donc pas exister entre l'Humanité actuelle et l'Humanité naissante, entre un homme de notre époque et un homme des temps primitifs! N'est-ce pas comme si un homme contemporain de la création avait vécu jusqu'aujourd'hui, s'instruisant sans cesse, acquérant continuellement de l'expérience, des connaissances, des lumières, des idées, perfectionné, métamorphosé, mille fois plus éclairé qu'il ne l'était en entrant dans la vie? L'homme d'à-présent n'est ce qu'il est que par l'effet de l'Éducation; celui même à qui personne n'a rien enseigné a cependant reçu certaine Éducation muette, visuelle et matérielle; car nos yeux et tous les objets que nous apercevons depuis notre enfance nous servent de maîtres pour nous enseigner et nous instruire. Que d'instruction dans la seule vue d'une roue, d'une voiture, d'une scie, d'un pont, d'une barque, etc., etc.?

Je le répète, l'Éducation est tout ou presque tout; c'est, pour l'homme, ce que la *culture* est pour la terre, pour les plantes, pour les fleurs, pour les fruits, ce que l'éducation des animaux est pour les animaux.

Qui pourrait nier la toute-puissance de l'Éducation physique, de l'exercice, de l'habitude, quand on voit ce que parviennent à faire des coureurs, des sauteurs, des danseurs, des aveugles, des manchots, des estropiés, des individus qui se servent de leurs pieds, etc., comme de mains?

Qui pourrait nier la toute-puissance de l'Éducation morale, de l'exemple, des mœurs, pour rendre un enfant propre ou sale, sincère ou menteur, brave ou poltron, pudique ou impudique, sobre ou intempérant, humain comme un Quaker ou sanguinaire comme un brigand Napolitain?

N'est-il pas vrai qu'un ouvrier, qui sait parfaitement un métier, pourrait tout aussi bien apprendre et savoir des centaines d'autres métiers?

Dans tous les cas, si l'Education n'est pas *toute-puissante*, personne ne peut, du moins, disconvenir qu'elle est extrêmement puissante sur l'homme comme sur les fleurs et les fruits, comme sur les végétaux et les animaux.

Aussi, n'a-t-on pas vu, dans tous les temps, dans tous les pays, chez toutes les Nations, les Aristocrates et les Prêtres accaparer le monopole de l'Education pour eux et l'interdire au Peuple, pour le tenir dans l'abrutissement et l'ignorance, dans la misère et l'esclavage ?

La chose était facile autrefois, avant la découverte de l'imprimerie, parce qu'il fallait être riche pour avoir des livres écrits à la main, et que les Prolétaires ne pouvaient apprendre ni la lecture ni l'écriture.

Depuis la découverte de l'imprimerie et la multiplication des livres à l'infini, le Peuple a pu lire et écrire et faire son éducation par les livres imprimés : mais les Prêtres, d'accord avec les autres privilégiés, se sont emparés de nouveau de l'enseignement, afin d'enseigner l'erreur au lieu de la vérité, et d'abrutir sous prétexte d'instruire et d'éclairer.

Aussi, quand, au commencement du règne de Louis XVI, l'un de ses Ministres, le philosophe Turgot, méditant une grande réforme, pour éviter une révolution, et connaissant toute la puissance de l'Education, rédigeait un plan nouveau d'enseignement pour faire des hommes et des citoyens, un ami lui répondit : « C'est superbe! Mais, avec de pareils hommes, à quoi bon la Monarchie et la Noblesse héréditaire? Et comment pouvez-vous espérer que la Cour voudra se suicider en adoptant votre magnifique plan d'Education? »

La Révolution française, la République surtout ou la Convention, qui voulait toutes les améliorations, tous les perfectionnements, adopta les principes du plan de *Michel Lepelletier*, qui contenait toutes les idées libérales des Peuples libres de l'Antiquité, et qui, comme celui de Turgot, avait pour but de faire des hommes, des citoyens et des Républicains. — Mais les Thermidoriens et le Directoire ne voulurent plus que des complices ou des esclaves; l'Empire ne voulut que des soldats, des séides et des sujets; et la Restauration, livrée aux Emigrés et aux Jésuites, ne voulut que des valets et des bigots.

Aujourd'hui encore, où est l'Education pour le Peuple? N'est-ce pas un mot menteur, comme celui de *Société*? On enseigne bien aux enfants des riches les belles-lettres, les beaux-arts, les sciences et les arts d'agrément; mais ces enfants riches eux-mêmes ont-ils une véritable Education? Ce qu'on apprend dans les pensionnats, dans les collèges, mérite-t-il le titre d'Education? Non, certainement non, il n'y a d'Education véritable ni pour les pauvres, ni pour les riches.... Et l'Aristocratie, les Prêtres, qui parlent beaucoup de l'Education et qui feignent d'en vouloir, mais qui voudraient la proscrire sans oser le faire ouvertement, s'efforcent de l'entraver et de la paralyser. On repousse les méthodes qui facilitent l'étude; on disgracie les maîtres qui font faire trop de progrès à leurs élèves; on tue la presse populaire, qui est

la seule instruction du Peuple, en mettant sur les journaux un impôt de 100 pour 100 en cautionnement, droit de timbre, etc.

Aussi, sur 1000 hommes pris au hasard, combien méritent le nom d'hommes ? Combien ne sont que de grands enfants, des moitiés d'hommes, des tiers, des quarts d'hommes ? Comment les pères et mères pourraient-ils faire de leurs enfants des hommes dignes de ce nom ? Et même parmi les hommes les plus distingués, en est-il un seul qui soit, en raison, en intelligence, en instruction, tout ce qu'il aurait pu être s'il avait reçu une éducation plus parfaite ?

Et la parcelle d'Éducation qui parvient au prolétaire est généralement pire pour lui que l'ignorance complète ; car l'ignorance l'empêcherait de sentir son humiliation et sa misère, tandis que son instruction incomplète les lui fait voir dans toute leur laideur, sans lui donner les moyens de les faire cesser.

Il faut donc ou supprimer entièrement l'Éducation ou la compléter. — Mais la supprimer est impossible, tant que subsisteront l'imprimerie et des bibliothèques, des livres et des journaux. — Il faut donc compléter, perfectionner, généraliser l'Éducation. C'est l'un des principaux buts de la Réforme, l'un des premiers vœux de la Démocratie, l'une des bases essentielles de la Communauté.

Jusqu'ici, nous sommes sans doute d'accord, mon cher Eugène ; tu vois comme moi les vices ou plutôt la nullité de l'*Éducation* actuelle. Maintenant quelle *Éducation* y substituerons-nous ? Voyons !

Dans ma dernière, je t'ai dit que tout le Peuple de la Communauté se réunirait dans ses assemblées populaires pour délibérer sur ses affaires publiques ou communes, sur la Constitution, sur les lois. Supposons-le rassemblé partout et délibérant sur l'*Éducation*. Crois-tu qu'il y aura un seul associé, un seul citoyen, intéressé à empêcher l'Éducation des enfants ? Tous et chacun n'auront-ils pas évidemment, au contraire, intérêt à adopter l'Éducation la plus parfaite pour faire les hommes les plus complets, les ouvriers les plus habiles, les meilleurs citoyens ?

On sera unanime pour déclarer, dans un des premiers articles de la Constitution, que l'Éducation (aussi nécessaire à l'esprit et au cœur que la nourriture au corps) est l'un des premiers intérêts et l'un des premiers devoirs de la Communauté envers tous ses enfants.

On décidera donc qu'on n'épargnera rien, aucune dépense, aucun sacrifice (si l'on peut appeler cela sacrifice), aucun soin, pour l'Éducation des enfants ; que tous, sans aucune distinction, la recevront également ; qu'on y consacrerait tout le temps nécessaire, les dix-sept ou dix-huit premières années de l'enfance, s'il le faut ; qu'on emploiera tous les moyens, toutes les méthodes, toutes les machines, pour rendre l'étude facile, rapide, agréable ; et qu'on n'épargnera rien non plus pour avoir tous les instituteurs nécessaires et le plus habiles que possible.

Je ne te dirai pas quel sera le plan d'Éducation le plus parfait, parce que moins que tout autre j'ai la présomption de croire que je puis trouver la perfection. C'est le Peuple lui-même, renfermant toutes les intelligences, qui arrêtera le plan après avoir recueilli tous les avis, toutes les idées, toutes les lumières. Je ne te confierai donc mon opinion personnelle que comme exemple et comme indication. — Je suppose d'ailleurs la Communauté établie et une première génération d'hommes et de femmes, c'est-à-dire de pères et de mères, façonnée ou préparée par l'Éducation. Dans une de mes dernières lettres, j'examinerai le système d'Éducation transitoire qui pourra préparer l'Éducation définitive dans la Communauté.

La première Éducation, soit physique, soit morale, soit intellectuelle, se donnera d'abord *dans la famille*, par la mère, le père, les frères et sœurs, jusqu'à un certain âge, cinq, six ou sept ans, par exemple. Plus, l'Éducation deviendra *commune* et se donnera en commun à tous les enfants réunis. Je n'examine pas si, même alors, il ne sera pas possible et convenable d'unir l'Éducation commune à l'Éducation en famille, c'est-à-dire de laisser les enfants dans leurs familles le matin et le soir, et de les rassembler pendant le jour seulement dans les écoles communes. — N'oublie pas que j'ai supposé les pères et mères bien élevés eux-mêmes et bien capables de diriger leurs enfants. L'Éducation transitoire, puis l'Éducation définitive, ne négligera rien de ce qui sera nécessaire pour rendre tous les pères et mères capables de bien élever leurs fils et leurs filles.

L'Éducation *physique* commencera dès la naissance et même dès la conception ; car on indiquera à la mère toutes les précautions qu'exigent la santé et la perfection de l'enfant pendant la grossesse et après l'accouchement. — Et d'abord, tant que la mère portera son enfant dans son sein, elle deviendra plus particulièrement l'objet d'une espèce de culte ; elle sera mieux nourrie, mieux soignée, préservée de toute contrariété. Tu sais d'ailleurs que, dans la Communauté, la femme est, en tout temps, dispensée de travaux pénibles et préservée de toute inquiétude et de tout souci pour elle et sa famille, puisque la Société garantit à tous ses membres la nourriture et tout ce qui leur est nécessaire. — Après la naissance, rien ne sera négligé de tout ce qui peut assurer la santé, la vigueur, la forme même, la grâce, la souplesse, l'adresse... La *gymnastique* reprendra toute la faveur dont elle jouissait autrefois. Courir, sauter, grimper, descendre, marcher sur l'espace le plus étroit ou le plus glissant, danser, nager, monter à cheval, diriger une voiture, seront, pour tous, les éléments de l'éducation physique. Joins-y l'habitude de la propreté comme de la tempérance, la pratique de toutes les règles de l'*hygiène*, l'attention la plus vigilante à préserver l'enfance de tous les vices qui lui sont si funestes, et l'absence de tous romans et de toutes images qui peuvent allumer les passions. Joins-y de même le travail

manuel dans des ateliers spéciaux, et l'habitude de manier tous les outils pour exercer la main et lui donner de l'adresse.

L'Education morale commencera, dans la famille, avec la naissance.

Elle habituera d'abord l'enfant à se servir continuellement de son *intelligence* et de sa *raison*, à observer, à examiner, à comparer, à expérimenter, à tout soumettre au raisonnement, à se rendre compte de tout, à demander toujours *pourquoi?* et à toujours répondre lui-même à *pourquoi?* L'enfant ne sera ni crédule, ni confiant à l'excès, ni peureux, ni gangrené de préjugés. Il aura l'habitude de répondre sans hésiter *je ne sais pas*, quand il ignorera réellement, parce qu'il ne rougira pas d'ignorer ce qu'il n'aura pas appris, comme il ne tirera ni *orgueil* ni *vanité* de son instruction, parce qu'il y a peu de mérite à savoir ce que d'autres ont pris la peine d'enseigner.

Le second objet principal que l'Education apprendra à l'enfant, ce sera ses *droits* et ses *devoirs* ou ses devoirs et ses droits (car je ne veux pas décider la question de priorité). On l'habituera à pratiquer la justice ou l'équité, et surtout cette maxime : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fit.... Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fissent*. On lui démontrera, on lui persuadera, on le convaincra, d'après sa raison, que son intérêt bien entendu est de respecter les droits des autres, pour que les autres respectent les siens, de secourir pour être secouru, d'aider pour être aidé. On lui fera sentir que le *travail* est une nécessité pour l'homme ; que la Société ne pourrait subsister si personne ne travaillait ; qu'il n'a pas plus le droit que tout autre de se dispenser de travailler ; que fournir sa part de travail est sa dette et son devoir ; et que ne pas travailler pour la Société qui le nourrit serait un vol qui l'exposerait à être justement expulsé de la Communauté. En un mot, tous les enfants seront parfaitement convaincus sur leurs *devoirs* et habitués à les pratiquer tous envers leurs familles, envers leurs concitoyens, envers la Société.

De là à la *fraternité* il n'y a qu'un pas. L'Education, invoquant toujours la raison, démontrera facilement à l'enfant que son intérêt raisonnable et véritable est d'aimer pour être aimé, de considérer tous les hommes comme des *frères*, et de pratiquer sans cesse cette maxime philosophique, si belle qu'on l'a divinisée : *Aime ton prochain comme toi-même*. Dès les premières réunions des petits enfants, puis dans toutes les réunions suivantes, on exercera tous les individus à pratiquer constamment cette maxime de la fraternité. — On habituera ainsi toute une Génération à la fois à la pratique de toutes les vertus sociales.

Et pour toutes ces maximes, pour tous ces principes, pour toutes ces pratiques, pour toutes ces habitudes morales, fraternelles et sociales, je te le répète, l'Education n'aura besoin d'autre autorité que celle de la *Raison*.

J'arrive à l'Education *intellectuelle* ou l'*instruction*, que je divise en *générale* ou *élémentaire* et en *spéciale* ou *professionnelle*.

Pourquoi ne pas donner à l'intelligence tout le développement possible ? Pourquoi ne pas donner à tous les enfants les éléments de toutes les connaissances acquises, de toutes les sciences, de tous les arts, de tous les métiers, si la chose n'est pas au-delà de toute possibilité ? Or, en simplifiant et en régularisant la *langue* ; qui est le premier instrument et la clé de l'instruction ; en supprimant l'étude des langues anciennes, qui est inutile ; en multipliant à l'infini les machines pour tout démontrer et tout rendre sensible, il n'y a aucune impossibilité à donner à tous les enfants, dans le cours de dix-sept ou dix-huit années, des idées sur tout ou des connaissances élémentaires sur toutes les sciences et sur tous les arts.

Ici je m'arrête pour répondre à l'une de tes objections : tu me demandes si je crois à l'*égalité des intelligences*, et tu t'effraies de l'abus que peuvent faire de cette prétendue égalité les hommes d'aujourd'hui. Je distingue l'intelligence *naturelle* et l'intelligence *acquise* ou *cultivée*. Dire que les hommes d'aujourd'hui ont tous la même intelligence cultivée, sans égard à l'âge et à l'instruction, ce serait l'erreur la plus grossière, la plus manifeste et la plus dangereuse par la présomption et la témérité qu'elle inspirerait. Quant à l'intelligence naturelle que tous les enfants apportent en naissant, je la crois généralement égale ou à peu près égale, et, dans tous les cas, suffisante pour que tous puissent apprendre tous les éléments avec le secours des machines. Si quelques-uns éprouaient plus de difficultés, loin de les punir ou de les dédaigner, c'est à ceux-là que les maîtres prodigueraient le plus leur sollicitude, leurs soins et leurs encouragements, pour rétablir l'égalité. A dix-sept ou dix-huit ans, tous les jeunes citoyens posséderont donc les éléments de toutes les connaissances humaines.

Alors chacun d'eux pourra choisir la profession qui lui conviendra le mieux ; et comme il connaîtra les éléments de toutes, son choix sera parfaitement éclairé. Il pourrait même en choisir plusieurs, et même en prendre une au hasard, parce que toutes auront de l'intérêt pour lui, et qu'il sera presque également propre à toutes.

L'Éducation ou plutôt l'Instruction *spéciale* ou *professionnelle*, qui remplacera l'*apprentissage* actuel, qui sera en même temps *théorique* et *pratique*, et qui durera tout le temps nécessaire, mais qui sera généralement assez courte, achèvera de donner toutes les connaissances qui peuvent faire, dans chaque art ou métier, l'ouvrier le plus éclairé et le plus habile.

Quant aux professions scientifiques ou artistiques, celles de médecins, etc., savants, professeurs, peintres, etc., rien ne sera négligé pour les porter au dernier degré de perfection.

Du reste, l'Instruction se continuera librement et volontairement toute la vie ; et comme elle unira l'agrément des citoyens à l'utilité de la Société, on n'épargnera rien de tout ce qui peut développer et perfectionner sans cesse l'instruction et l'intelligence : les *cours* scientifiques pour les hommes et les femmes, les *musées*, les *collections*, les *journaux* et les *livres* de science, seront multipliés à l'infini.

Je ne te dirai qu'un mot de l'Éducation *civique*, qui sera générale et commune, et qui aura pour but de former des citoyens, en enseignant à tous la Constitution et les principales lois de la Communauté, en leur expliquant leurs devoirs et leurs droits, en leur démontrant que la justice sociale exige la libre discussion avant le vote mais que la paix et la nécessité exigent ensuite la soumission respectueuse de la Minorité au vote de la Majorité. — On démontrera aussi la nécessité de l'*esprit public* ou du principe de *solidarité*. On convaincra bien que l'intérêt public comprend tous les intérêts privés ; que tous les intérêts individuels se confondent dans l'intérêt commun ; que travailler pour la Communauté c'est travailler pour soi-même ; et que blesser la Société ou quelqu'un de ses membres c'est, en définitive et en réalité, se blesser soi-même. — Ce n'est qu'après cette Éducation *civique* et la fréquentation des assemblées populaires et des assemblées représentatives, que les jeunes gens du même âge seront inscrits, chaque année, dans une fête solennelle, sur le registre civique, et admis à l'exercice de leurs droits politiques, tandis qu'ils commenceront à remplir tous leurs devoirs comme ouvriers, comme citoyens, et comme fondateurs de familles.

Je ne m'arrête pas à l'Education des *Femmes*. Tu conçois qu'elle excite autant l'intérêt de la Communauté et que, sur plusieurs points, elle excite bien plus de sollicitude. La femme étant la mère et la nourrice des Générations futures, l'embellissement de la Société, la principale source des plus délicieuses affections et du bonheur le plus vif comme le plus durable, c'est dans leur Education physique, morale, intellectuelle, que la Communauté, consultant toujours la Raison et l'intérêt bien entendu, prodigue toute sa puissance et tous ses soins pour créer des filles, des sœurs, des épouses, des mères, des ouvrières et des citoyennes aussi belles, aussi gracieuses, aussi bonnes, aussi aimables, aussi habiles, en un mot aussi parfaites que possible.

Je n'ai pas besoin de te démontrer que, supérieures à nous en sensibilité, en douceur, en patience, en bonté, en grâces, en qualités attrayantes, les femmes nous sont égales en intelligence. Ta femme et ta fille, à qui tu feras lire cette lettre, jetteraient de beaux cris contre moi, malgré leur indulgente amitié, si je m'avisais de croire à la nécessité d'une démonstration à cet égard ! J'admets donc leur égalité en intelligence.

Par conséquent, l'Education des femmes sera généralement la même que celle des hommes : on n'établira d'autres différences que celles qui seront nécessitées par la nature des choses.

Voilà, mon cher Eugène, en substance, l'Education physique, morale, intellectuelle, scientifique, artistique, industrielle, civique, dans la Communauté. — Compare-la avec l'Education d'aujourd'hui ! Compare une Génération ainsi élevée avec la Génération actuelle dans un pays quelconque ! Imagine-toi ce que sera au physique, au moral, à l'instruction, à l'intelligence, à la raison, un Peuple d'hommes et de femmes ainsi cultivés, façonnés, formés, perfectionnés ! N'est-il pas vrai que, une seule Génération pareille contiendra plus de véritables hommes et de véritables femmes, plus d'intelligence, plus de connaissances, plus de raison, que l'Humanité toute entière n'en a contenu depuis sa naissance ? N'est-il pas vrai qu'il est impossible d'assigner des limites aux découvertes, aux améliorations, au perfectionnement, à la puissance productrice et créatrice, au bonheur moral, intellectuel et matériel de l'homme, usant ainsi de sa Raison pour multiplier à l'infini sa force par l'Association ?

C'est trop beau, t'écries-tu... ! Ah, mon ami, que j'aime à entendre cette objection, quand c'est la première et la principale que tu penses à exprimer ! — Mais tu m'en présentes quelques autres ; et je veux y répondre, ainsi qu'à toutes celles des adversaires de notre chère Communauté. Ce sera l'objet de ma prochaine lettre. Adieu.

15 octobre 1841.

CABET.

Les trois dernières lettres vont paraître de semaine en semaine.

10^e. — Objections et Réponse. — Principes de Communauté qui se trouvent déjà dans la Société actuelle.

11^e. — Transformation de la Société actuelle en Communauté.

12^e. — Conférence entre un Légitimiste, un Napoléoniste, un Conservateur, un Ministre de Louis-Philippe, un Républicain, un Réformiste, un Socialiste, un St-Simonien, un Fourriériste, un Ultra-Communiste et un Communiste, sur tous les systèmes sociaux et sur la Communauté.

La fin de *Ma ligne droite* paraîtra la semaine prochaine.

Paris. — Imp. de C. BAJAT, rue Montmartre, 131.

C. 10.

DIXIÈME LETTRE
D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE,
sur la Communauté.

ATTAQUE ET DÉFENSE

DES COMMUNISTES,
Au sujet de l'attentat Quenisset.

RÉPONSE AUX OBJECTIONS
Contre la Communauté.

TABLEAU DES

CHIFFRES DES

ANNEES 1850-1851

CHIFFRES

TABLEAU DES CHIFFRES

NOTA. — Mettre ici les quatre premières demi-feuilles, qui commencent la 10^e lettre.

CHIFFRES

CHIFFRES

CHIFFRES

CHIFFRES

CHIFFRES

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Dixième Lettre.

Attaque et défense des Communistes au sujet de l'attentat Quenisset. --- Réponse aux objections contre l'Égalité et la Communauté. --- Principes de Communauté qui se trouvent déjà dans la Société actuelle.

Quoi, mon cher Eugène, tu manquerais de courage ! tu ne serais pas un homme ! Du bruit, des cris, des déclamations, des accusations, des calomnies, suffiraient pour t'épouvanter ! Le rapport de M. *Bastard* sur l'attentat *Quenisset* suffirait pour t'arrêter brusquement et te faire tourner le dos à la Communauté ! Mais voyons, reviens de ta terreur panique et réfléchis. Est-ce que toutes les doctrines anti-ministérielles ne sont pas condamnées comme la doctrine communautaire ? Est-ce que tous les Partis et tous les journaux anti-ministériels ne sont pas déclarés coupables comme les journaux communistes ? Est-ce que M. *Bastard* ne va pas jusqu'à rendre responsable tout écrivain qui discute les principes du gouvernement, alors même qu'il n'aurait au fond d'autre intention que de l'affermir ? Est-ce que le *National*, le *Journal du Peuple*, le *Commerce* (et les Phalanstériens à leur tour), ne seront pas attaqués comme le *Populaire* ? Est-ce que *Quenisset* n'était pas étranger à la Communauté et enrôlé seulement sous le drapeau de la Révolution, ou de la Réforme, ou de la République, ou de la Démocratie ? Est-ce que les prétendus associés de *Quenisset* ne se qualifiaient pas *Réformistes*, *Républicains*, *Travailleurs égalitaires*, et non pas Communistes ? Est-ce que le *National*, le *Journal du Peuple*, le *Commerce* (sur les Bastilles) n'ont pas eu trente fois plus d'influence sur les accusés que le *Populaire*, puisqu'ils lisaient les premiers trente fois plus que le dernier ? Si le rapport, si la société secrète, si le complot, si l'attentat, devaient effrayer les lecteurs du *Populaire*, ils devraient donc effrayer aussi les abonnés du *National*, du *Journal du Peuple*, et du *Commerce* ! — Et puis, mon cher ami, qu'y a-t-il donc de nouveau dans cet attentat *Quenisset* ? Mais est-ce le premier attentat de ce genre ? Est-ce qu'on ne les compte pas par centaines, par milliers, dans tous les pays, chez tous les Peuples.. ? Est-ce que les ouvriers sont les seuls qui se soient permis les sociétés secrètes, les complots, les attentats ?

Est-ce que tous les partis, toutes les classes, les Nobles, les Prêtres, les Militaires, les Bourgeois, les étudiants, des Ministres mêmes, des Magistrats, des Députés, des Pairs, des Princes mêmes, des Rois mêmes et des Papes, ne leur en ont pas mille fois donné l'exemple? Est-ce que tous les conspirateurs, Aristocrates et Démocrates, n'emploient pas les mêmes moyens, les mêmes violences?

Et d'ailleurs combien sont-ils ceux dont les doctrines ou les violences te font hésiter dans ta conversion? Les *Humanitaires*, qui repoussent le mariage et la famille, sont 19, et les camarades de Quenisset sont 10, 20, 30, 40, tandis qu'on représente les Communistes comme innombrables!

Chasse donc de vaines et puériles terreurs, Eugène! Ne recule pas devant un fantôme! Reprends ton sang-froid! Reviens à la vérité, pour apprécier les choses à leur juste valeur!

Loin de trouver dans ces événements un motif pour n'être pas Communiste, tu dois y trouver des raisons nouvelles et plus puissantes pour adopter la Communauté. — Tous ces événements, en effet, ne révèlent-ils pas à tous les yeux les vices de l'organisation sociale, et ne manifestent-ils pas que la Société tombe en dissolution? Tu te rappelles ces terribles aveux de M. Guizot :

« C'est l'esprit du temps de DÉPLORER la condition du Peuple : mais on dit vrai ; et il est impossible de voir, sans une *compassion profonde*, TANT DE CRÉATURES HUMAINES SI MISÉRABLES.... Cela est douloureux, très douloureux à voir, très douloureux à penser : mais il faut y penser, y penser beaucoup ; car à l'oublier il y a TORT GRAVE et GRAVE PÉRIL.... »

Eh bien, la misère, la souffrance, le désespoir de la masse ouvrière, le tort grave de la part de ceux qui ne font rien pour y remédier, le grave péril pour la Société, tout cela n'est-il pas le vice de l'organisation sociale?

L'ignorance, la témérité, la folie, la violence désespérée de ces malheureux, qui viennent de compromettre la cause de leurs frères en compromettant leurs propres têtes (et qui sont aussi responsables envers la Communauté qu'envers la loi), la lâcheté, la trahison, l'infamie de quelques-uns, ne sont-elles pas encore les déplorables effets de cette funeste organisation sociale?

Les vices et les crimes de tous les jours, l'empoisonnement de Lafarge par son épouse, les récents parricides inspirés par la cupidité, les faillites de notaires et d'agents de change, les suicides de Boyer et de Bonnet, l'immense falsification des bons du trésor en Angleterre par de grands fonctionnaires publics, la conspiration Belge à laquelle un Roi n'était probablement pas étranger, la conspiration de Christine, acceptant tous les crimes et lançant sur l'Espagne toutes les calamités, tout cela n'est-il pas encore l'inévitable conséquence d'une fatale organisation sociale?

Et comment pourrait-on être inexorable, impitoyable pour de mal-

heureux ouvriers, lorsque la force de la vérité arrache au *Siècle* (du 18 novembre) ces paroles :

« Quand il y a, au sommet de la hiérarchie, une école qui se fait gloire de n'avoir ni foi ni scrupule, dont l'intérêt est le seul culte, et à qui le succès en toute chose tient lieu d'honneur, est-il donc surprenant que la DÉMORALISATION se propage et que le crime, comme on dit, descende dans les bas-fonds de l'ordre social? »

Du reste, rappelle-toi, mon cher Eugène, ce que, dans le *Voyage en Icarie* (imprimé en 1837), un jeune professeur d'histoire disait à son auditoire en lui racontant les vices de l'ancienne organisation d'Icarie. Voici ce que disait *Dinaros* :

Comment d'ailleurs pouvait-on utilement prêcher la *Morale*, quand le plus puissant des prédicateurs, le Gouvernement, prêchait l'immoralité par ses actions; quand les tribunes législatives et judiciaires n'étaient souvent que des tribunes d'immoralité; quand les trahisons de la police, les infamies du cabinet noir, les concussion et les parjures des fonctionnaires publics, étaient une leçon perpétuelle d'immoralité, une provocation permanente au vol, à la trahison et au parjure; quand enfin la prospérité de beaucoup d'intrigants, de renégats, de valets et de traîtres était le triomphe de l'immoralité vivante?

Que vous dirai-je maintenant de la guerre civile et des révolutions?

Vous concevez que l'opulence et les privilèges de l'Aristocratie étant essentiellement une usurpation et une injustice, ne pouvaient enfanter que la cupidité et l'ambition parmi les Aristocrates, les uns à l'égard des autres. — Vous concevez aussi que, l'oppression tenant le Peuple dans un état permanent de misère et de mécontentement, les ambitieux avaient beau jeu pour acheter des partisans parmi les pauvres en leur prodiguant les promesses.

De là, les divisions dans l'Aristocratie et jusque dans les familles royales, les prétentions au trône, les partis et les factions, les intrigues et les conspirations, les attentats et les révoltes, les guerres civiles et les révolutions, les usurpations et les restaurations, les vengeances et les proscriptions, les supplices et les massacres.

Je ne vous citerai pas toutes les horreurs de ce genre qui noircissent ou rougissent toutes les pages de notre ancienne histoire d'Icarie : qu'il vous suffise de savoir que vous y trouveriez réunies toutes les abominations qui vous désolent quand vous lisez l'histoire des Grecs et des Romains, de France et d'Angleterre, d'Espagne et de Portugal, enfin de tous les malheureux peuples qui composent la malheureuse Humanité. — Vous y verriez plus de 50,000 innocents brûlés ou massacrés par les prêtres, uniquement parce qu'ils avaient une autre croyance; 40 ou 50 émeutes; 25 prétendants à la couronne; 48 révoltes armées; 9 longues guerres civiles, sans compter 17 guerres étrangères; 31 dynasties différentes; 20 révolutions; 12 usurpations; 5 restaurations; 6 proscriptions comme celles de Sylla, de Marius et d'Octave; 7 massacres comme celui de la Saint-Barthélémy; plus de 100 conspirations, dont plusieurs comme celle de Catilina, comme celle des poudres à Londres, et comme les machines infernales. — Vous y verriez je ne sais combien de millions d'hommes tués dans la guerre soit civile, soit étrangère; plus d'un million bannis; plus de 300,000 massacrés par les satellites ou égorgés par les bourreaux, 41 villes incendiées et détruites. — Vous y verriez les femmes et les enfants massacrés comme les hommes, les innocents avec les coupables de révolte! — Vous y verriez les différents partis, les nobles et les bourgeois, les riches et les pauvres, l'Aristocratie et le Peuple, tour-à-tour vainqueurs et vaincus, proscripteurs et pros crits, oppres-

seurs et victimes ! — Vous y verriez l'Aristocratie se dévorant elle-même ; 22 Ministres condamnés et exécutés par elle ; plus de 40,000 Seigneurs décapités par les Rois et les autres Seigneurs ; et 45 Princes assassinés par des Princes. — Je pourrais vous citer 7 Rois ou Reines excommuniés par des Pontifes ; 21 détrônés par leurs enfants ou leurs frères ou leurs parents ; 15 assassinés par des Nobles ou des Prêtres ; 5 condamnés et exécutés sur l'échafaud ; 2 condamnés par leurs successeurs à demander l'aumône à la porte d'une Eglise après avoir eu les yeux crevés ; et 4 ou 5 réduits à s'enfermer dans leur palais fortifié , sans oser se fier ni à leur barbier, ni à leur cuisinier, ni même à leur femme ou à leurs enfants ! — Je pourrais même vous citer deux Princes et des Prêtres qui, comme le duc de Bourgogne et les Jésuites en France , ont publiquement proclamé et prêché la doctrine du tyrannicide en Icarie !

Je m'indigne et m'irrite comme vous contre cette épouvantable doctrine qui justifie l'homicide et l'assassinat , considérés partout et toujours comme un horrible crime , et qui menace les chefs de Républiques comme les Rois , et les meilleurs comme les plus mauvais, puisqu'il n'en est aucun qui n'ait des ennemis dont la haine, même injuste, peut les qualifier de tyrans. — Je m'indigne et m'irrite comme vous contre ces conspirations et ces guerres civiles , ces proscriptions et ces massacres , qui déshonoraient et désolaient notre malheureuse Icarie, qui transformaient les hommes en tigres, et qui faisaient de la Société une immense boucherie.

Mais, je vous le demande, n'est-ce pas là à peu près l'histoire de tous les Peuples sur toute la terre, et depuis le commencement du monde ? — La Société n'a-t-elle pas toujours été et n'est-elle pas presque partout le mélange de deux ou trois Peuples ennemis perpétuellement en guerre, qui ne concluent de temps en temps des armistices et des trêves que pour se préparer à de nouveaux combats ? N'est-elle pas un volcan toujours prêt à faire éruption ?

Et tous, Rois et Sujets, Aristocrates et bourgeois, riches et pauvres, ne sont-ils pas presque également inquiétés et tourmentés , malheureux et victimes ? — Tous n'ont-ils pas intérêt à faire cesser cet effroyable mal qui fait du monde un véritable enfer ?

Mais ce *mal*, qui dure depuis le commencement des Sociétés , ne sera-t-il pas éternel si l'on n'applique pas le *remède* ? Et ce *remède* n'est pas l'oppression et l'esclavage, les supplices et la terreur ; car la tyrannie et les tortures les plus cruelles n'ont jamais manqué sur la Terre et n'ont jamais eu d'autre résultat que d'aggraver le mal. — C'est donc la *cause* du mal qu'il faut extirper.

Mais quelle est cette *CAUSE*, universelle et perpétuelle, qui agit partout et toujours, sous toutes les Religions et sous toutes les formes du Gouvernement, sous la République comme sous la Monarchie ?

N'est-ce pas la *cupidité* et l'*ambition* ?

Ou plutôt n'est-ce pas la *mauvaise éducation*, qui laisse développer la cupidité et l'ambition ?

Ou plutôt encore la cause première et génératrice n'est-elle pas l'*Inégalité*, qui enfante les privilèges et l'Aristocratie, puis l'opulence et la misère, puis la mauvaise éducation, puis la cupidité et l'ambition, puis tous les vices et tous les crimes, puis tous les désordres et le chaos, puis toutes les calamités et toutes les catastrophes ?

Oui, examinez, réfléchissez, méditez, remontez , dans toutes les Sociétés, à l'éta-

blissement de l'*Inégalité illimitée de fortune* ; remontez de faits en faits, d'événements en événements, d'institutions en institutions, de législateurs en législateurs, de causes secondes en causes premières, de conséquences en principes, de nécessités en nécessités, de jour en jour et de siècle en siècle ; vous trouverez, toujours et partout, pour cause unique du mal, **OULENCE** et **MISÈRE** !

Et par conséquent le *remède*, l'unique remède au mal, c'est la suppression de l'opulence et de la misère, c'est-à-dire l'établissement de l'Égalité, de la Communauté et d'une bonne Education.

Telle fut l'opinion de Jésus-Christ qui, proclamé Dieu, fonda sur ce principe la grande révolution du Christianisme ; telle fut aussi la conviction d'Icar qui, unissant l'amour de l'Humanité au courage et au génie, fonda sur les mêmes bases notre régénération sociale et politique.

Voilà, mon cher Eugène, ce que, dans *le Voyage en Icarie*, disait un professeur d'histoire, en parlant d'Icarie et de toutes les Sociétés du monde.

Et j'ajouterai que, depuis, presque tous les hommes éminents ont admis le principe de l'Égalité, Thomas Morus, Locke, Rousseau, Montesquieu, Morelli, Turgot, Mably, Helvétius, Diderot, presque tous les Philosophes du XVIII^e siècle... ! La Réforme religieuse, la Révolution américaine, la Révolution française, et d'autres Révolutions, n'ont-elles pas aussi proclamé l'Égalité et la Fraternité ? L'abbé Sieyès et l'abbé Fauchet, Lafayette et Mirabeau, Condorcet et les Girondins, la Constituante et la Convention, la Constitution de 91, celle de 93 et celle de l'an 3, n'ont-ils pas proclamé cette Égalité, cette Fraternité ?

Mais cette Égalité fraternelle ne peut se réaliser que par la Communauté... Et je te répéterai toujours ce que je t'ai déjà dit plusieurs fois : — Si tous les Philosophes qui sont la lumière et l'honneur de l'Humanité sortaient du tombeau pour former un Congrès sous la présidence de Jésus-Christ, le Congrès proclamerait la Communauté !

Ne t'inquiète donc pas, mon cher Eugène, des clameurs qui s'élèvent contre le Communisme. — Ne t'effraie pas des injures, des outrages, des calomnies, des menaces, des inconcevables hostilités du *National* contre les Communistes... L'avengle qu'il est ! Il ne voit pas que la doctrine de la Communauté a droit à la libre discussion comme toutes les autres doctrines ; que proscrire cette discussion c'est de l'injustice, de l'iniquité, de la tyrannie ; qu'il est impossible de proscrire une doctrine sans les proscrire toutes ; que, aux yeux de M. Bastard et du Pouvoir, les doctrines de l'ancienne *Tribune* ou du *National* ou du *Journal du Peuple* ne sont ni moins hostiles, ni moins perverses, ni moins *subversives de la Société* que la doctrine des journaux Communistes !

Mais c'est en vain que le *National* reproche au Pouvoir la COMPLAISANCE OBSTINÉE qu'il a mise à TOLÉRER les publications des Communistes ; c'est en vain qu'il semble vouloir se mettre à l'abri de la persécution en sacrifiant les Communistes comme les boucs émissaires de la Dé-

mocratie ; c'est en vain qu'il semble provoquer des poursuites contre les *écrits*, les *brochures* et les *journaux* des Communistes (1)... Ne crains rien pour moi....! Je n'ai pas peur ; mon parti est pris ; je suis résigné et prêt à tout...! J'aurai le courage de mes convictions et de ma conscience...! Tu connais *ma ligne droite* ; tu sais que j'ai toujours repoussé la violence, invoqué la discussion, l'opinion publique, la volonté nationale ; tu sais aussi que j'ai vigoureusement combattu et les journaux qui ouvraient la porte aux divisions, et l'*Humanitaire* qui attaquait le mariage et la famille, et tous les ouvrages qui me paraissaient pousser à la violence... Ma route est donc tracée ; et je marche droit à la Communauté par la persuasion, en passant entre les ultra-Communistes et les anti-Communistes. Qu'on me laisse discuter ! Qu'on démontre mon erreur, si je me trompe ! Qu'on me poursuive même, si l'on veut poursuivre la doctrine du véritable Communisme ! Oui, si la persécution contre les *doctrines* et les *idées* doit déshonorer la civilisation actuelle, au lieu de poursuivre de malheureux ouvriers qui n'ont que le sentiment de leur humiliation et de leur misère, sans pouvoir discuter et démontrer, qu'on me poursuive moi-même, dût le *National* remplir les fonctions d'accusateur public ! Je ne nierai pas que je suis Communiste ! Je m'en ferai gloire, comme je l'ai fait déjà deux fois en présence d'un Tribunal.

(1) Voici ce que dit le *National* du 17 novembre :

« Ce qui se passe en ce moment en Belgique et en France peut donner matière à un rapprochement assez curieux. — Chez nos voisins, une conspiration vient d'être découverte. On cherche aussitôt à en atténuer l'importance, jusqu'au point de la tourner en ridicule. — A Paris, au contraire, le gouvernement a connaissance de quelques extravagances faites ou dites dans des cabarets ; et l'on en fait un complot tellement redoutable, que l'attentat du 13 septembre n'y figurerait plus que comme un simple incident. — Cependant, la conjuration belge paraît avoir des ramifications étendues jusque dans l'armée ; elle avait, dit-on, un but direct, sérieux et de puissants moyens d'action, et les dangers dont elle a révélé l'existence ne semblent pas si bien conjurés que des rassemblements de troupes ne soient jugés nécessaires, tant en Belgique que sur la frontière française. — Chez nous, au contraire, que voyons-nous ? une *poignée d'insensés* qui prennent pour *théories* les *rêves* de quelques enfants perdus du philosophisme matérialiste du dix-huitième siècle, et qui n'ont pour moyen d'action que deux pistolets et une mauvaise recette à fabriquer de la poudre.

« S'il y avait véritablement péril pour le gouvernement, pour la propriété, pour l'ordre établi, dans les petites associations communistes et autres, dont le rapport de M. Bastard édite si curieusement les *élucubrations*, on n'en parlerait certes pas tant, et surtout on ne se complairait pas à exagérer leur puissance. Si on les montre comme un fantôme menaçant propre à effrayer toutes les imaginations ; si l'on donne aux communistes une sorte de *piédestal* en les traduisant devant la *cour des pairs*, au lieu d'en faire justice par le dédain, c'est qu'on sait bien que leur *folie* n'est pas contagieuse, et qu'on ne court aucun risque en leur prêtant une puissance qu'ils n'ont pas.

« Nous l'avons dit hier, les gens qui ont échafaudé le grand procès pendant actuel-

On pourra bien me condamner ! Ce sera l'affaire de mes juges plus que la mienne ; car ma conscience serait plus tranquille que la leur, et je dormirais sur la paille d'un cachot mieux qu'eux sur leurs lits de plume ! Et personne n'aura le droit de me haïr ni de me mépriser ; car je démontrerai que la Communauté, telle que je l'entends, c'est la solution du grand problème de la Philosophie, c'est la justice, la morale, la concorde, la paix, l'ordre, la vertu, le bonheur de l'Humanité... !

Oui, mon cher ami, qu'on me poursuive, et j'accepte le combat et toutes ses conséquences, avec résignation, avec joie même ! La Communauté est à mes yeux un si grand bienfait pour le Peuple et pour le Genre humain, sa vérité m'inspire une foi si vive, son excellence m'inspire un enthousiasme si ardent que je trouverais du plaisir à souffrir pour elle ! ! !

En attendant, je vais répondre à ce que le *National* dit journellement contre les Communistes.

Le *National* : Le Communisme est une sottise, une niaiserie, une extravagance, une élucubration, une folie, une chimère, un rêve, une utopie... — Ce n'est guère poli pour ceux que vous connaissez comme

lement au Luxembourg ne craignent que deux choses, c'est la *réforme* et la *presse* ; la presse, qui, toute haïllonnée qu'elle est par les lois de septembre, menace incessamment *de mort le syst me* à l'aide duquel on veut nous conduire. Quant aux *communistes*, aux *égalitaires* et à *toutes les sociétés* dont ils font la nomenclature, ils ne s'en inquiètent guère, et nous en avons la preuve dans la *complaisance obstinée* que le pouvoir a mise à *tolérer leurs publications et leurs menées*. On s'est réuni dans des cabarets, dit le rapport, et l'on y a prêché *le mépris de la morale, l'abolition de la propriété et de la famille, la dissolution des liens les plus sacrés qui mettent les hommes en société* ! mais vous le saviez. Votre police n'ignore pas ce qui se dit entre buveurs dans des lieux publics. Pourquoi donc n'avez-vous pas mis obstacle à cette *propagande corruptrice* ? Et, si vous ne saviez pas ce qui se passait dans les cabarets du faubourg, vous connaissiez au moins les *écrits destinés à répandre les doctrines matérialistes* qu'on y professait. On a imprimé que *la propriété est un vol* ; et vos *Parquets*, si avides de poursuites, ont *gardé le silence*. La plupart des *cyniques rêveries* rapportées par M. de Bastard ont vu le jour, soit dans des *brochures*, soit dans des *journaux*. Pourquoi donc avez-vous *laissé passer sans rien dire ces journaux et ces brochures*, réservant toutes vos rigueurs contre les *écrivains qui défendent la morale publique outragée* ?

« Aujourd'hui, vous jetez un coup-d'œil rétrospectif sur les *sottises* qu'il était de votre devoir d'arrêter, et que, par votre silence, vous avez encouragées à se produire. Vous vous en servez comme d'une arme contre la presse. Vous confondez dans une même accusation et les *auteurs des doctrines les plus anti-sociales* et les hommes dont ils se déclarent eux-mêmes les ennemis acharnés. Dans un réquisitoire contre les *communistes*, vous faites intervenir le nom du *National*, celui du *Commerce*, celui du *Journal du Peuple*, celui, enfin, de M. *Lamennais*, que ces mêmes communistes poursuivent de leur *haine impuissante*. Quel est donc l'homme de bonne foi qui pourra être dupe d'une pareille tactique ? »

Communistes ! c'est bien tranchant ! Cependant, vous n'êtes pas le *Grand Lama* de la Philosophie ! Ne pourrait-on pas, sans trop d'audace, vous dire : Prouvez, discutez, démontrez, donnez votre plan, rédigez et produisez votre système ! Si vous ne donnez ni plan ni système, comment pourrez-vous vous plaindre, quand on vous accusera d'ignorance, de témérité, de présomption, d'outrage, de calomnie ?

Le National : Les Communistes repoussent le mariage, la famille, les capitales, les arts... — Mais vous savez bien le contraire ! vous savez bien que les fondateurs de l'*Humanitaire*, les seuls à qui vous pourriez adresser ce reproche, ne sont qu'une vingtaine ; qu'ils forment une *secte*, un *schisme* ; que la masse des Communistes les désapprouve ; que j'ai vivement combattu leurs idées et me suis même exposé à leur colère ! vous savez que mes écrits (*le Voyage en Icarie*, — *Comment je suis Communiste*, — *le Credo communiste*, — *12 lettres d'un Communiste à un Réformiste sur la Communauté*, — *le Populaire*) sont les seuls qui présentent un système complet de Communauté ! vous savez que mon système est basé sur le mariage, sur la famille, sur l'éducation ; que j'admets des villes et des capitales ; et que, dans mon système, les arts reçoivent tous les développements possibles ! vous savez que le *Populaire* a plus d'abonnés que tous les autres journaux Communistes ensemble, et que la masse des Communistes adopte le système d'Icarie, le mariage, la famille, les arts, etc., !

Le National : Les théories Communistes ne sont que les rêves de quelques enfants perdus de la Philosophie matérialiste du 18^e siècle. — Mais est-ce que Platon, Socrate, Jésus-Christ, tous les Pères de l'Église, tous les premiers Chrétiens, le pieux Thomas Morus, l'abbé Fleury, Fénelon, l'abbé Mably, l'abbé Fauchet, l'abbé Lamennais (qui dit que la Providence maudit les possessions solitaires), sont des matérialistes et des enfants perdus de la Philosophie matérialiste du 18^e siècle ? Et puis, révérent *National*, depuis quand faites-vous fi de la Philosophie du 18^e siècle.... ? Est-ce que par hasard vous voulez vous faire capucin, jésuite.... ? Donnez-nous donc votre Philosophie à vous ! Pour moi, je crois qu'il faut éviter les qualifications de *déistes* et *matérialistes* et les discussions sur le *déisme* et le *matérialisme*, parce qu'elles ne peuvent qu'embrouiller, diviser, engendrer des disputes. Je me contente de consulter tout simplement les faits et la Raison.

Le National : Les doctrines Communistes sont *immorales*. — Mais, quelle que soit votre moralité, sage et pur *National*, je ne crois pas du tout que vous soyez plus moral que les Communistes en général, ni qu'il y ait aucun livre où vous puissiez trouver une morale plus pure que dans *le Voyage en Icarie*.

NOTA. — La suite de cette dixième lettre paraîtra vendredi prochain 26 novembre.

Paris. — Imprimerie de C. BAJAT, rue Montmartre, 131.

Le National : Le Communisme est la doctrine la plus *anti-sociale*. — Mais je n'y conçois rien ! Quoi ! les Communistes cherchent la meilleure organisation de la société ; ils prétendent trouver cette meilleure organisation sociale dans la Communauté ; et vous soutenez que c'est la doctrine la plus *anti-sociale* ! Mais je ne puis m'empêcher de le dire : c'est une absurdité ! Du reste, les Réformistes n'avouent-ils pas tous que la Réforme politique n'est qu'un moyen d'arriver à la Réforme sociale ? Vous êtes donc vous-même *anti-social* à l'égard de la société actuelle ! Aussi, M. Bastard vous place-t-il, vous, *National*, à la tête des journaux *hostiles* qu'il accuse de vouloir renverser le Gouvernement et *bouleverser la société*.

Le National : Les Communistes **CHERCHENT** à entraîner la France dans l'abîme. — Dire qu'ils l'entraînent sans le vouloir, ce serait déjà trop ; car ils pourraient vous répondre que c'est vous qui la perdez par votre aveuglement et par votre imprudence, en soutenant les *bas-tilles*, en irritant la portion la plus ardente de la Démocratie, en blessant les patriotes étrangers : mais dire qu'ils **CHERCHENT** à perdre la Patrie, n'est-ce pas les dénoncer comme des ennemis publics et comme des monstres ? N'est-ce pas la plus horrible calomnie ?

Le National : Le procès Quenisset est le *grand procès Communiste*. — Non, ce n'est point un *procès Communiste* ; car, ni Quenisset, ni la masse de ses co-accusés ne sont Communistes ; ils ne voulaient pas la Communauté, mais seulement des *ateliers nationaux*, comme en veut **PATELIER** ; ce sont des journaux anti-Communistes, le *National*, le *Journal du Peuple* et le *Commerce* qu'ils lisaient habituellement ; c'est au *National* et au *Journal du Peuple* que quelques-uns s'adressaient pour réclamer le secours de la presse ; ce sont des Démocrates, des Réformistes, des Républicains qui sont poursuivis. Certes, rien n'est déplorable comme l'abus ou l'erreur dont est victime M. Dupoty ; mais, enfin, pour dire la vérité, il faut dire non que c'est un *grand procès Communiste*, mais que c'est un *grand procès Réformiste* ou *Républicain*.

Le National : Ces hommes faisaient une *propagande corruptrice*. Mais ils demandaient des *ateliers nationaux* pour assurer aux ouvriers du travail et du pain, et des *écoles mutuelles* pour instruire et élever leurs enfants : où donc est l'immoralité et la corruption ?

Le National : Le Gouvernement connaissait les écrits, les *brochures*, les journaux, destinés à propager les théories Communistes : son *devoir* était de les *ARRÊTER* et de faire obstacle à une *propagande corruptrice*. Il a eu tort de mettre une *complaisance obstinée* à les *tolérer*. Les Parquets, si avides de poursuites, les ont laissés passer et ont gardé le silence. Mais je n'y conçois plus rien : qu'on le prouvent

National, c'est vous qui demandez qu'on arrête la propagande Communiste, qu'on étouffe la discussion, qu'on poursuive des écrits, des brochures, des journaux, des doctrines, des théories, des idées !.... Vous voulez des procès de destination, de tendance !.... Mais si vous aviez le pouvoir et des bastilles, vous emploieriez donc le sabre et la force brutale pour comprimer la pensée ! Usez de la discussion pour combattre les doctrines Communistes, profitez de votre instruction et de votre talent, de votre esprit et de votre génie, pour démontrer l'erreur et la confondre ; exhortez le Pouvoir à employer la plume des écrivains les plus capables et les plus respectés, à la bonne heure ! ce serait bien ! Mais outrager et menacer les Communistes sans discuter, provoquer des poursuites, vous, *National*, quand le *Temps* et presque tous les autres journaux demandent la libre discussion pour tous, c'est vraiment incroyable !

Et d'ailleurs, comment pouvez-vous reprocher aux Parquets leur complaisance obstinée à tolérer les écrits, les brochures, les journaux, qui contiennent des doctrines Communistes ? Est-ce qu'on n'a pas poursuivi les écrits de l'abbé Pillot, de l'abbé Constant, de MM. Esquiros et Thoré, la *Revue démocratique*, le journal l'*Humanitaire*, etc., etc. ? Est-ce que le Parquet n'a pas assez exploité le procès du 12 mai, le procès Darmès et quatre autres grands procès, pour condamner et flétrir tous les écrits Communistes ? Ce sont donc mes écrits, le *Populaire*, le *Voyage en Icarie*, les *12 lettres d'un Communiste à un Réformiste*, que vous reprochez au Pouvoir de n'avoir pas poursuivis !.... Merci, généreux *National* !

Et pourquoi donc me poursuivrait-on, moi qui ne me livre qu'à des discussions philosophiques ; qui suis étranger à tous les banquets, à tous les comités, à toutes les réunions ; qui me déclare réformateur plus que révolutionnaire ; qui n'invoque que la discussion, la persuasion, l'opinion publique, la volonté générale ; qui ne travaille qu'à instruire et à moraliser le Peuple ; qui l'exhorte à la modération, à la patience, à chercher sa force dans son instruction et sa moralité, dans l'esprit d'union et de fraternité avec toutes les classes de la Société ? Pourquoi me poursuivrait-on, moi qui veux le bonheur de tous sans l'acheter par le malheur de personne ; qui, dans tous mes écrits, me prononce constamment contre la violence, contre les Sociétés secrètes, contre les conspirations, contre les émeutes, contre les attentats ; qui ne désire une Révolution que quand le Peuple sera généralement assez instruit pour faire respecter ses droits, quand la reconstruction pourra succéder immédiatement à la démolition, et quand la Nation sera assez unanime pour réaliser aisément sa volonté souveraine ? Quoi, c'est moi que les amis du *National* et de l'*Atelier*, comme ceux de l'*Humanitaire*, accusent de n'être ni révolutionnaire ni homme d'action, quoique personne n'agisse contre les bastilles plus que moi qui les attaque sans cesse dans mes écrits ; et c'est moi que le *National* voudrait voir poursuivre !

Quoi ! le *National* avoue qu'il poussait autrefois à l'emploi de la force ; il se vante d'avoir abandonné la violence pour la *discussion* ; M. Duvergier de Hauranne le loue de n'appuyer maintenant ses doctrines républicaines que sur la *persuasion* ; et quand je n'appuie moi-même mes doctrines Communautaires que sur la *discussion* et la *persuasion*, c'est lui qui me recommande aux poursuites du Parquet ! Mais, encore une fois, je le veux bien ! qu'on poursuive, et je répondrai !

Mais, en dénonçant les ouvrages qui signalent la *propriété comme un vol*, le *National* entend-il dénoncer la brochure de M. *Considérant*, ou le livre de M. *Proudhon*, et le rapport favorable qu'en a fait, à l'Institut, le professeur *Blanqui*, et le *Moniteur* qui a publié ce rapport ? Il y en a bien d'autres à poursuivre, si l'on veut, à l'instigation du *National*, faire le procès à tous ceux qui discutent le droit de propriété ! On trouvera plus d'un Saint-Simonien coupable de ce crime parmi les protégés du Pouvoir !

Le *National* s'indigne de ce qu'on lui fait l'injure de prononcer son nom avec celui de Quenisset ; il voudrait qu'on n'accolât à ce dernier que le *Populaire* et les *Communistes* : mais est-ce un fait, oui ou non, que *Darmès* lisait le *National* et non le *Populaire*, que *Quenisset* et ses amis lisaient le *National* trente fois plus que le *Populaire*, que Quenisset et ses camarades n'étaient pas Communistes, et qu'ils étaient les partisans de la République et du *National* plus que de la Communauté ? — Je n'ai pas besoin de te dire, mon cher Eugène, que je n'entends rejeter sur le *National* aucune espèce de responsabilité quelconque : mais je veux qu'il ne rende pas les Communistes responsables !

Qu'il défende aussi tant qu'il voudra M. *Lamennais*, bien que personne n'ait plus foudroyé la propriété individuelle en déclarant la possession solitaire *maudite par la Providence*, et bien que personne n'ait plus enflammé l'imagination du prolétaire par la peinture de sa misère et de son esclavage ; ce n'est pas moi qui lui reprocherai l'ardeur de son zèle ; mais je veux qu'il soit assez juste et assez impartial pour ne pas vouloir accabler les Communistes !

Pourquoi d'ailleurs accuser les Communistes de *haine* contre M. *Lamennais* ? Pourquoi donc le haïraient-ils ? Parce qu'il se déclare Anti-Communiste, après avoir dit que la *Providence* *maudit les possessions solitaires* ? Sans doute les Communistes regrettent bien vivement que M. *Lamennais* les ait abandonnés : mais la Communauté n'en marchera pas moins. Et comment le *National* peut-il affirmer que le dissentiment entraîne nécessairement la haine ? M. *Lamennais* haïrait donc à son tour les Communistes parce qu'ils ont une opinion qui n'est pas la sienne ! Nous ne lui supposons pas de haine, quoiqu'il nous ait déclaré la guerre et qu'il ait défigurés nos doctrines ; nous pensons même qu'il doit être peu flatté de l'empressement du *National* à le supposer haï pour l'attirer à sa cause.

Du reste, la demande du *National* est infiniment grave pour tous : car si l'on poursuit les doctrines Communistes, il n'y a pas une doctrine, pas un écrit, pas un journal, pas un écrivain, qu'on ne puisse trouver coupable et poursuivre ; l'arrestation et l'accusation de M. Dupoty sont vraiment effrayantes pour ceux qui sont susceptibles d'effroi. Dans cette circonstance, le *National* devrait défendre les Communistes par égoïsme, pour se défendre lui-même : les livrer c'est se livrer soi-même, c'est se suicider !

Deux mots encore au *National*, qui s'acharne toujours contre les Communistes dans son numéro du 20 novembre (1), et qui insinue que les Communistes veulent *disputer* à huit millions de propriétaires la possession de leur champ ou de leur maison ; qu'ils veulent *séparer* plus de huit millions de pères de familles de leurs femmes et de leurs enfants en remplaçant le mariage par la *prostitution* ; qu'ils ne connaissent ni *dévoûment* ni *patriotisme*, ni *devoir*, mais seulement un *égoïsme brutal* ; et que leurs théories matérialistes sont empruntées aux *abbés philosophes de la Régence* et du règne de Louis XV. Ne suffit-il pas de répondre qu'il est impossible de pousser plus loin la mauvaise foi, la calomnie, et même l'absurdité !

Et le *National* ose s'écrier : « Quelle *propriété* est plus chère à la Société française que le droit de *publier librement sa pensée* ? » — Mais ce droit, cette propriété que vous demandez pour vous, vous avez l'injustice de les refuser aux Communistes... !

Aussi, c'est un cri général contre le *National*, qu'on accuse de solliciter des poursuites contre les Communistes ; et la *Phalange* notamment, dans un article intitulé *Requisitoire du National*, l'accuse, en termes formels, de *délation* et de provocation à des *poursuites* (2), soit

(1) Le *National* du 20 novembre dit :

« Il existe en France *sept ou huit millions de propriétaires*, et, parmi eux, les moins riches ne sont pas ceux qui défendraient le moins obstinément *leur champ ou leur maison*, si la possession pouvait leur en être sérieusement *disputée*. Il existe un nombre bien plus grand encore de pères de familles qui ne comprennent pas même la folie des gens qui songeraient à les *séparer de leurs femmes, de leurs filles et de leurs fils*. Enfin, malgré de malheureuses exceptions, la Société française eroit au *dévoûment, au patriotisme, à la loi du devoir*. Ce sont des sentiments qui ont fait dans tous les temps *sa force et sa gloire*, et qu'il n'est pas possible d'éteindre dans son sein : ils vivent dans toutes les classes, et plus énergiquement encore dans celles que l'on désigne ordinairement sous le nom de peuple. Des théories *matérialistes* empruntées aux *abbés philosophes de la Régence et du règne de Louis XV* n'ont donc aucune chance, si faible qu'on la suppose, de prévaloir parmi nous. Il n'est pas possible que la propriété soit détruite, que le lien de la famille soit remplacé par la *prostitution*, et le *dévoûment* à son pays par l'*égoïsme de la brute*. »

(2) On lit dans la *Phalange* du 21 novembre :

« Les attaques du *National* contre nous, surtout en ce qui concerne la question

contre les Phalanstériens, soit contre les Communistes, soit contre le Socialistes.

Le *National* montre plus de partialité et d'injustice que le Rapporteur de la Cour des Pairs lui-même; car ce Rapporteur distingue entre ceux qu'il appelle Communistes *simples* ou *unitaires* et ceux qu'il appelle *Communistes égalitaires*. Ce sont ces derniers seuls, composant la petite secte ou le schisme de l'*Humanitaire*, qu'il accuse d'adopter le matérialisme, et de rejeter l'âme, Dieu, la propriété, la patrie, la famille, la loi. Quant aux autres, pour les peindre, il transcrit un extrait de *ma septième lettre d'un Communiste à un Réformiste*, et s'exprime ainsi :

« Les Communistes *simples* ou *unitaires* se berçaient donc de l'espoir : — que la Nation ne formerait qu'une seule société de citoyens, tous frères et tous égaux en droits; que le territoire ne serait plus qu'un seul domaine ou une seule propriété, exploitée dans l'intérêt de tous; que toutes les industries ne formeraient qu'une seule industrie, dirigée et exercée dans l'intérêt commun; que tous les citoyens seraient ouvriers; que tous auraient la même éducation élémentaire, et l'éducation la plus parfaite; que les machines, multipliées à l'infini, rendraient le travail modéré, court, agréable, sans péril, sans fatigue et sans dégoût; que la production serait assez augmentée pour produire l'aisance de tous et faire disparaître entièrement la misère; que tous les produits de la terre et de l'industrie seraient recueillis en commun, et

de propriété, ne tendent à rien moins qu'à nous signaler à la vigilance du Parquet et tiennent des circonstances un certain caractère de *délation*. »

« La feuille de la rue Lepelletier tient la même conduite d'ailleurs à l'égard des Communistes, dont elle dénonce les opinions, au lieu de les réfuter, à notre exemple, par le raisonnement. Avant-hier encore le *National* reprochait au Pouvoir sa complaisance obstinée à tolérer les publications des Communistes, des Egalitaires, etc. Les dénonciations du *National* dans l'article dont nous parlons, sont encore plus explicites; il va jusqu'à désigner au Parquet les livres, les journaux qui doivent être poursuivis. Il est vraiment incroyable qu'un journal, qui prétend marcher le premier de tous dans les voies de la liberté et du progrès, qui, d'un autre côté, n'a pas jusqu'à présent montré beaucoup de souci ni même de respect pour les conditions de l'ordre et de la tranquillité publique, vienne « s'élancer tout-à-coup une semblable pruderie à propos de quelques écrits et déployer un tel zèle d'intolérance et de persécution contre des idées. A Dieu ne plaise que nous voulions récriminer contre les théoriciens politiques! Il faut toutefois le dire, quelque reprehensibles que soient les doctrines et les prétentions de certains Socialistes, on doit remarquer à la décharge de ceux-ci que ce n'est point par l'un d'eux, mais par des condamnés politiques au contraire, que, suivant ses propres aveux, Quenisset a été endoctriné d'abord et préparé pour le crime qu'il s'est laissé entraîner à commettre. »

« Le *National* qui, sans avoir qualité pour cela, provoque et stimule en ce moment le zèle de MM. les gens du Roi contre les Socialistes, jetait naguère feu et flamme contre une circulaire par laquelle M. le garde-des-sceaux recommandait aux chefs des parquets de redoubler de vigilance pour la répression des délits de presse. Aujourd'hui même le *National* revient encore sur cette circulaire, et lui, qui ne cesse pas de provoquer depuis quelques jours des poursuites, il ose bien s'écrier : « On n'entend plus parler que de saisies et de procès! » Mais il n'y en a pas encore assez apparemment, au gré du *National*! »

distribués également à tous, de manière que tous fussent également bien nourris, bien vêtus, bien logés, de manière aussi que tous pussent se marier et élever une famille, sans avoir jamais ni soucis ni tourments, en jouissant au contraire de tous les beaux-arts et de tous les plaisirs. »

Le Rapporteur se garde bien de citer mon nom et de parler soit du *Voyage en Icarie* soit du *Populaire* (et je ne sais pourquoi cette singulière affectation). Mais enfin il cite ce résumé de ma doctrine Communautaire, et la donne comme la doctrine d'une portion des Communistes (la grande majorité); il avoue que *ce tableau est séduisant*, et que ce système se borne à ORGANISER DIFFÉREMMENT la *propriété*, l'*industrie* et la *famille*. — Relisez, Monsieur le *National*, ce tableau que le Rapporteur trouve si *séduisant*, et dites enfin si vos accusations contre les Communistes sans distinction ne sont pas la plus manifeste comme la plus inexcusable des calomnies, surtout quand vous avez parlé vous même ailleurs des Communistes *Icariens*!

Tu vas même voir une chose honteuse pour le *National*; c'est que les journaux de l'Opposition dynastique montrent bien plus d'impartialité et de justice envers les Communistes.

Dans un article concernant le jugement de l'*Humanitaire*, le *Temps*, du 13 novembre, reproche au Gouvernement de n'opposer que des *lieux communs* à la misère des classes laborieuses, le blâme surtout de méconnaître la légalité au point de confondre dans ses accusations les hommes de *raisonnement* avec les hommes de *violence*.

Dans son nouveau journal la *Patrie*, le député *Pagès de l'Arrière* se prononce aussi pour la discussion et pour la réforme sociale.

Ecoute le nouveau journal le *Dix-neuvième Siècle* :

« Quelle est la véritable mission des hommes appelés à diriger l'opinion publique ? La recherche de la vérité... L'attentat Quenisset est un *avertissement* salutaire dont tout le monde doit tirer profit : le Pouvoir pour sortir de son *inaction à l'égard des classes ouvrières*, et les journaux de toutes les oppositions pour l'appeler sur ce terrain. »

Plus loin, il vante même le principe de *solidarité*, et demande que le Gouvernement fasse, aux frais de l'Etat, l'essai d'une *Commune sociale*.

Ecoute encore le *Dix-neuvième Siècle* du 18 novembre :

« Pour arrêter la propagation de ces affreuses doctrines, que font les *honnêtes gens*? que fait le *Pouvoir*? Les premiers se reposent sur le second du soin de les défendre, et celui-ci ne connaît d'autres armes que les *moyens répressifs*, que les baïonnettes et les tribunaux. Comme si la répression sanglante de juin 1832 avait empêché les émeutes d'avril 1834 et de mai 1839! Comme si la mort de Fieschi et d'Alibaud avait arrêté le bras de Darmès et de Quenisset ! »

La répression n'est donc pas un remède ! Le remède est donc ailleurs, dans la destruction de la misère.

« Si, dès le premier jour où des *plaintes* se sont élevées du sein des *masses*, on avait *daigné* s'inquiéter de ce qu'il y avait de vrai au fond ;

c'est là le principal reproche qu'on fait aux Communistes. Cependant, il est constant que l'abolition de la famille n'est demandée que par la petite secte de l'*Humanitaire*, qui ne compte qu'une vingtaine d'individus ; et si l'on recherchait impartialement la vérité, on trouverait que cette folle idée n'existe que dans deux ou trois têtes : il est constant aussi que la masse des Communistes et des ouvriers veulent la famille, comme le Rapporteur lui-même l'a constaté par l'extrait ci-dessus de ma 7^e lettre, dans lequel il est dit que la Communauté doit donner à tous ses membres la faculté de se marier et d'élever une famille. Je t'apprendrai même que toutes les femmes d'ouvriers, dans le faubourg St-Antoine et partout, seraient presque furieuses contre ceux qui parleraient sérieusement d'abolir le mariage et la famille ; et tu vois le *Dix-neuvième Siècle* reconnaître que Quenisset lui-même se dévouait pour sa femme et ses enfants.

Il y a plus : on n'a jamais peut-être vu d'erreur ou de calomnie plus manifeste jetée dans le public ; car aucune classe ne désire et ne demande autant que les Communistes le mariage et la famille ; l'un des principaux reproches qu'ils adressent à la Société actuelle, c'est que moitié de la population est tellement misérable qu'elle ne peut ni se marier, ni élever une famille, tandis que, pour l'autre moitié, le mariage et la famille sont tellement mal organisés que ce n'est ni un véritable mariage ni une véritable famille. C'est précisément pour cela que les Communistes désirent la Communauté, pour que tous les hommes et toutes les femmes puissent se marier et élever une famille, pour que tous puissent se nourrir et nourrir leurs enfants au moyen d'un travail modéré qui garantisse leur existence en les préservant du cruel souci du lendemain, pour qu'une meilleure éducation et une meilleure organisation du mariage et de la famille assurent aux époux, aux enfants, à la Société, tout le bonheur humainement possible. Voilà le principe, voilà la principale base de la vraie Communauté, dépeinte dans le *Voyage en Icarie*, dans ma 7^e lettre et dans tous mes écrits.

Il y a plus encore : ce n'est que dans la Communauté que le mariage et la famille sont possibles ; car, pour que le mariage et la famille atteignent leur but, il faut : qu'il n'y ait pas des millions de célibataires, nécessairement débauchés, parasites et ravisseurs ; que tous les individus puissent et doivent se marier ; qu'une bonne éducation prépare et forme de bons époux et de bons enfants ; que le mariage et la famille soient mieux organisés ; qu'il n'y ait plus de dots substituant l'aveugle et sordide intérêt au choix du cœur et de l'esprit ; que les époux n'aient aucune inquiétude sur leur existence et celle de leurs descendants, à la seule condition d'un travail qui ne soit pas homicide ou intolérable, etc., etc. Et tout cela nécessite une réorganisation presque générale et complète de la Société ; et tout cela n'est possible que dans la Communauté ; tu vois que les Communistes, poursuivis, par le plus palpable des contre-sens, comme des ennemis du mariage et de la famille, en sont, au contraire, les plus ardents et même en réalité les seuls partisans.

a

~~NOTA~~ La suite et la fin de la dixième lettre paraîtront mardi prochain 30.

Ecoute encore le *Dix-neuvième Siècle* du 20 novembre ;

« Mais nous disons aux *conservateurs* : les institutions ne sont pas faites pour arrêter le temps , suspendre tous les progrès , mais au contraire pour les prévoir , pour les contenir implicitement et les satisfaire.... Pourquoi venir nier aujourd'hui le développement *social* qui vous a produits ? Pourquoi venir dire : *La perfectibilité*, dont les philosophes parlent , n'est qu'un leurre de l'esprit humain ? La société , malgré les modifications extérieures que l'histoire constate , ne pourra jamais s'améliorer. De quelque façon que vous en mêliez les éléments , vous trouverez toujours pour résultat chimique la même somme de biens et de maux. *Il y aura toujours des classes déshéritées par la Providence* , fatalement condamnées à l'*immoralité* et à la *misère*. Par la même raison , il y aura toujours des classes privilégiées , destinées à traduire en jouissances personnelles les misères des autres. Ainsi toute philosophie , toute discussion qui parlera au peuple d'améliorer sa condition , qui prendra le bonheur de tous comme but , ne sera qu'une politique *coupable* et *subversive* , qui éveillera dans le peuple des désirs qu'elle ne pourra satisfaire ! Le mieux est d'arrêter partout l'éducation et la diffusion des idées , de tenir les classes pauvres le plus près de l'état de brute et de leur interdire tout développement d'intelligence , afin de les empêcher de réfléchir et de s'attrister sur leurs destinées ! Laissons le pauvre content de mener sa charrue et de danser , le dimanche , sous l'orme de l'église ou de s'enivrer au cabaret. L'élever dans l'échelle des intelligences , lui inspirer d'autres besoins que des besoins matériels qu'il peut toujours assouvir avec une livre de pain de seigle et une couche de paille ; ce n'est point supprimer ses douleurs , mais lui en communiquer de nouvelles. »

Ainsi , le *Dix-neuvième Siècle* reconnaît bien la misère du Peuple et la nécessité d'une réforme sociale. — Il continue :

« Alors nous disons aux conservateurs qu'un pareil raisonnement est *impie*, qu'il est contraire à l'histoire , à la raison , aux grandes conquêtes morales que nous avons faites depuis trois siècles. »

« Puisque le Christianisme a renoncé à organiser la société sur cette terre , la politique a dû songer nécessairement à établir dans les sociétés une loi de justice , à trouver et à répandre *le plus de bonheur possible* sur tous les hommes et sur tous les peuples. C'est au nom de ce principe de la politique moderne que toutes les révolutions se sont faites , qu'une foule d'institutions injustes et oppressives sont tombées. »

« Vouloir la conservation , comme certains conservateurs , c'est-à-dire l'immobilité absolue de la société , c'est ne vouloir rien autre chose que *la mort*. — Et comme les sociétés ne meurent pas subitement , c'est vouloir le TROUBLE , le malaise , les PROTESTATIONS tantôt sourdes , tantôt au grand jour , des classes qui doivent et veulent s'élever à l'intelligence , à la moralité , au bien-être , à tout ce que les classes qui les ont précédées en âge de révolution ont pu acquérir »

« Nous disons ensuite aux hommes d'opposition de toutes les nuances : les améliorations d'une société doivent toujours se faire *de haut en bas* , par la raison toute simple que *l'intelligence* se trouve au sommet et non pas à la base de la nation.... Nous avons un *Gouvernement*. Partons , marchons , travaillons en commun.... »

« Ainsi , nous sommes *plus conservateurs* que les conservateurs eux-mêmes , car nous voulons la conservation dans la seule condition où elle

puisse vivre et conséquemment durer. En même temps, nous sommes *plus hommes de progrès* que les hommes d'opposition, qui ne rêvent et ne parlent de progrès qu'après avoir détruit ; car, pour qu'une chose se développe, il faut qu'elle existe et se conserve. »

Tu le vois, le *Dix-neuvième Siècle* excuse les masses, que la misère entraîne, et accuse les Conservateurs, le Pouvoir, la Société, qui ne font rien pour le Peuple et qui le poussent au désespoir.

Ecoute maintenant le *Globe* du 19 novembre :

«...Tant que cette matière inflammable sera placée en contact immédiat avec le feu des journaux, c'est-à-dire, tant qu'on laissera les hommes de pratique sous la main des hommes de théorie, les discussions passionnées de la politique se traduiront en émeutes et en assassinats. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la machine Fieschi, le fusil d'Alibaud et le fusil Meunier, le pistolet Darmès et le pistolet Quenisset étaient bourrés avec *certains journaux*.... Les questions sérieuses sont posées en dehors des journaux purement politiques, il ne leur reste que des billevésées... *La Révolution veut des RÉFORMES SOCIALES*, et par ces mots elle entend DU PAIN pour ceux qui en manquent, même au mépris des droits de ceux qui en ont, etc.»

Écoute le *Courrier Français* du 21 novembre :

« La France est peut-être la contrée de l'Europe où l'on montre, depuis vingt-cinq ans, le plus d'*indifférence* pour les *améliorations sociales*. Nous avons des écoles ; mais n'est-il pas honteux pour nous que le ministre de l'instruction publique ait pu dire, dans un rapport tout récent, que les salles d'asile ne recevaient encore que 51,000 enfants ? Les prisons, les hôpitaux, les institutions de prévoyance, rien de tout cela *n'a fait de progrès*. Les *ouvriers qui manquent de travail*, les citoyens *sans asile*, les *femmes malheureuses* et qui reculent devant les hontes de la prostitution, n'ont guère d'*autre refuge que la maison d'arrêt*. Ce que la religion faisait au moyen-âge, l'ÉTAT, qui la remplace dans son œuvre terrestre, NE LE FAIT PLUS. »

« *Chose HORRIBLE à dire*, il y a une ville peuplée d'un million d'âmes, où LA FAMILLE N'EXISTE PAS pour un *grand nombre d'ouvriers*, qui passent dans les cabarets les intervalles du travail et du sommeil. Le cabaret est le véritable domicile de ces hommes ; c'est là qu'ils pensent, qu'ils rêvent et qu'ils conspirent. Voilà le mal sur lequel nous appelons les méditations des Chambres et du Gouvernement. »

« Le Peuple n'a plus de temples ni de fêtes ; il n'y a plus que le travail qui l'arrache encore aux mauvaises habitudes et aux mauvaises pensées. FAITES QUELQUE CHOSE pour adoucir cette position DÉPLORABLE ; sans quoi le monde où vous ne voulez pas laisser tomber un regard de pitié, ira se pervertissant et se dégradant tous les jours. »

Tu le vois, le *Courrier* reconnaît que la famille n'existe pas aujourd'hui, et que les coupables sont ceux qui ne font rien pour remédier à l'horrible misère du Peuple.

Ecoute un autre journal..... :

«Le *Journal des Débats* établit très bien que Louis-Philippe est en danger. Personne ne peut le nier, mais ce n'est pas là la question. Il s'agit de savoir quelle est la cause de ces dangers, si le Gouvernement peut les surmonter dans les voies où il marche... L'emploi de la violence appelle la violence ; le recours à l'arbitraire mène le recours à la force, et la compression amène les explosions...»

Le remède n'est donc que dans une réforme sociale, et les Communistes ne sont coupables d'autre crime que du crime de *croire* que le remède est dans la Communauté.

Ecoute le *Constitutionnel* (21 novembre) :

«...Croire que M. Guizot n'inspire pas à l'étranger un respect suffisant de nos intérêts et de notre politique, est-ce donc pousser à l'abolition de la famille, du mariage, de la propriété? Dire qu'un système de violence n'est pas certainement un système d'ordre, et que l'impopularité n'est pas le meilleur moyen de gouvernement, est-ce donc provoquer la suppression des beaux-arts et du luxe, nier le progrès et proclamer le matérialisme?»

Puis, le *Constitutionnel* rappelle que ce sont les Saints-Simoniens et notamment M. *Michel Chevallier*, maintenant rallié au Pouvoir et l'un des principaux rédacteurs des *Débats*, qui ont donné aux Communistes l'exemple d'attaquer la propriété, la famille, l'hérédité, l'oïveté, etc., etc... C'est donc une iniquité d'être si impitoyable contre de malheureux ouvriers, quand on a toléré les écrits, les brochures, les journaux, les prédications des bourgeois Saints-Simoniens! C'est donc le plus criant des scandales de voir la fureur des *Saints-Simoniens* renégats ou fidèles, de M. *Michel Chevallier*, des *Débats*, contre les malheureux Communistes...!

Le *Constitutionnel* (22 novembre) distingue les Communistes en *Icariens* et en Communistes *Égalitaires*. Ce sont ces derniers seuls qu'il accuse de violence, d'atteinte à la famille, etc., et qu'il considère comme intéressés dans le procès Quenisset; c'est contre la petite secte ou le petit schisme des Ultra-Communistes qu'il concentre tous ses dédains et toutes ses réprobations. — Mais il s'occupe enfin de la question *Sociale*, reconnaît le mal, en recherche le remède, et adresse de sanglants reproches au Pouvoir. Ecoute son article :

« Il faut donc reconnaître deux causes permanentes du mal qu'on signale : 1° l'effervescence générale qu'ont produite cinquante ans de révolution, de changement subit dans les positions et les fortunes; 2° l'instruction incomplète des classes inférieures, qui crée une égalité apparente et qui sert momentanément les mauvais desseins de quelques artisans de désordre.... »

« Où est le remède?.... C'est dans l'action constante et éclairée du Gouvernement qu'est le seul remède. Il faut un Gouvernement qui calme les esprits émus, qui dirige l'instruction du Peuple, et qui travaille sincèrement à l'amélioration des classes pauvres. Avons-nous un tel Gouvernement? — Le Ministère actuel est loin d'avoir ce caractère.... Nous n'irons pas jusqu'à le rendre responsable du coup de pistolet tiré par Quenisset.... Mais loin de calmer, il irrite, il provoque; loin de diriger, il marche au hasard; loin de travailler à unir, il s'applique à diviser pour se montrer nécessaire; son espérance est dans le combat; il lui faut des ennemis à vaincre, des désordres à réprimer, des procès à faire.... Dites si, pour ce Ministère, le Gouvernement n'est pas une sorte de guerre perpétuelle. S'il n'a pas de bataille à livrer, il n'a rien à faire; il n'a point d'initiative, point d'idée, point de but.... Comment voulez-vous qu'il ferme la plaie sociale? C'est un Gouvernement qui ne gouverne pas. Nous nous estimerions heureux si, au lieu de se montrer souvent irritant, provocateur, il se contentait de ne rien faire! »

Oui, mon cher Eugène, c'est le *Constitutionnel* qui peint, condamne, flétrit ainsi le Gouvernement! Peu s'en faut qu'il ne le rende responsable du coup de pistolet de Quenisset! Et l'on s'étonne que le Peuple soit mécontent, irrité, désespéré! Et quand le Gouvernement est si coupable aux yeux du *Constitutionnel*, on serait sans pitié pour les malheureux ouvriers que ses fautes réduisent au désespoir! Et l'on ne sentirait pas l'indispensable nécessité d'une réorganisation politique et sociale!

Écoute maintenant le *Siècle* du 22 :

« Une sorte d'enquête vient d'être ouverte sur notre ÉTAT SOCIAL ; elle l'a été, par certains organes du pouvoir, avec des intentions étroitement égoïstes et en des termes sottement calomnieux ; mais enfin elle est ouverte ; chacun est appelé, dans l'intérêt de la *sécurité générale*, à rechercher les *causes*..... »

Oui, il faut chercher le *mal*, la *cause* et le *remède* : Mais que font autre chose les Communistes ? Et n'ont-ils pas le mérite d'en avoir donné l'exemple ?

« A prendre le dernier complot dans ses circonstances matérielles, rien de plus *niais* et de plus *pitoyable*. Une douzaine d'ivrognes conspirant au cabaret ou dans la rue, tenant des propos aussi *stupides* que révoltants, rêvant de renverser le Gouvernement, de détruire la Propriété et la Famille, et, pour en venir là, voulant d'abord tuer le Roi et les principaux fonctionnaires, mettre le feu aux casernes, culbuter l'armée et la garde nationale, sans avoir d'autres moyens d'exécution que deux pistolets, quelques cartouches, un vieux couteau et un compas, tout cela, présenté comme un péril sérieux pour la société, est tellement *bête* qu'on ne saurait s'empêcher de *hausser les épaules*. »

Oui, malheureusement, tous ces reproches sont fondés : il est impossible de fournir plus d'armes ou de prétextes aux dénigreur des masses ouvrières que ne l'ont fait l'ex-bonnetier *M. Charavay* et ses compagnons dans l'*Humanitaire*, *Quenisset* et ses camarades, par leur présomption, leur témérité, leur imprudence, leur folie (sans que j'aie besoin de parler du reste) ! Mais je te communiquerai tout-à-l'heure, mon cher Eugène, les véritables sentiments que doit inspirer, suivant moi, toute cette conduite de ces malheureux ouvriers.

« D'où vient cette démoralisation... ? Quels sont les *moyens de l'arrêter* dans ses progrès et d'en prévenir les effets désastreux ? -- Telle est la double question qu'il importe de se poser et qui sera résolue, non par de *misérables insinuations*, comme celles que *M. de Bastard* n'a pas craint d'introduire dans son rapport, dont une partie, aux yeux du public éclairé, a tous les caractères d'un *pamphlet de légitimiste ulcéré*, mais par un examen impartial et approfondi de notre *situation sociale*. »

Ainsi, vois le désordre social ! Un Pair de France, parlant comme Rapporteur de la Pairie, dit au *Siècle*, et à toute la Presse dynastique : *Vous êtes complices des attentats* ; et le *Siècle* répond au Pair mandataire de la Pairie : *Votre rapport n'est qu'un PAMPHLET* écrit par un LÉGITIMISTE ULCÉRÉ... Et l'on est impitoyable pour de malheureux ouvriers !

« Personne, sans doute, ne contestera que tout *Gouvernement*, par ses actes, par ses exemples, par son initiative, peut exercer une im-

mense influence pour le bien comme pour le mal ; que cette influence agit puissamment sur les classes populaires, où se concentrent, avec plus d'énergie que partout ailleurs, les qualités qui font les grands dévouements ou les grands attentats.»

Bien, très bien ! Oui, tout est énergique et franc dans la masse des travailleurs ! Oui, le Peuple est susceptible des plus sublimes vertus et du plus héroïque dévouement, quand un Gouvernement humain et populaire développe en lui les inspirations de la Nature ! Oui, ce sont les Gouvernements impopulaires et surtout l'inique organisation de la Société qui poussent les masses aux grands attentats !

« Or, nous devons déclarer, parce que c'est la vérité, que le Gouvernement qui nous régit, en faisant appel à tous les mauvais instincts, en excitant, en provoquant la haine, les vengeances, l'envie, toutes les mauvaises passions, ne s'EST JAMAIS INQUIÉTÉ de développer dans les masses ce qu'il y a en elles de bon, de confiant, de généreux. Il a voulu, il veut être CRAINT, mais il ne songe point à ÉLEVER LE COEUR de ce Peuple qui est susceptible de tant de nobles élans, ni à MÉRITER SA RECONNAISSANCE. Il TACHE d'énervier, de tromper, de corrompre la classe moyenne, avec laquelle il est en contact plus immédiat, et sans se préoccuper des germes funestes qu'il dépose ainsi dans le sol et qui grandissent de toutes parts, il ABANDONNE aux inspirations de la MISÈRE, du DÉSEPOIR, du vice, les classes laborieuses, que la ruine de leurs croyances prive de toute consolation, et dont l'AUTORITÉ NE S'OCCUPE JAMAIS que pour MENACER ou pour PUNIR. »

Bien, très bien, admirablement bien ! Ah ! pourquoi le Siècle défend-il les bastilles ? Pourquoi ne parle-t-il pas toujours ainsi ? Pourquoi faut-il que le National laisse à un journal dynastique l'honneur d'un pareil langage ! Mais, quel éloge du Peuple ! Quelle excuse pour les malheureux accusés ! Quelle accusation contre le Pouvoir et contre l'organisation sociale actuelle !

« Nous reviendrons souvent, tous les jours, s'il le faut, à cette grande et décisive question de L'ÉDUCATION, du BIEN-ÊTRE et de la MORALISATION du Peuple, qui seule contient le secret des angoisses du présent et des terreurs de l'avenir. Bien des fois déjà nous l'avons indiquée, nous y avons ramené les esprits, et si l'on a fait semblant de ne pas nous comprendre, il y a maintenant une préoccupation générale qui forcera bientôt les plus aveugles d'ouvrir les yeux à la vérité. »

Ah ! oui, que le Siècle avance franchement dans cette carrière.... ! Qu'il y entraîne le reste de la presse.... ! Les sympathies et la reconnaissance iront peut-être jusqu'à.... effacer le crime commis envers l'Humanité en appuyant les bastilles.... ! Il est impossible d'ailleurs que le Siècle persévère longtemps encore à donner des bastilles à un Gouvernement contre lequel il lance de si foudroyantes accusations !

« On le voit, les avertissements viennent de toutes parts. Le Gouvernement, confié à des hommes sans sympathies pour le Peuple, sans intelligence de ses besoins, s'est persuadé que la police, le juge et le bourreau SUFFISAIENT A TOUTES LES NÉCESSITÉS SOCIALES. C'est une grave et dangereuse erreur. Dans aucun temps il n'en a été ainsi, et aujourd'hui le maintien d'un pareil régime, dépourvu de prévoyance, de grandeur et de CHARITÉ, est plus impossible que jamais. »

En résumé, d'après le *Siècle*, il faut renoncer au système de police, de répression, etc. : c'est un système de CHARITÉ, de PRÉVOYANCE, etc., qu'il faut adopter enfin ; c'est une nouvelle organisation Sociale qu'il faut entreprendre... Mais c'est précisément le but de tous nos vœux et de tous nos efforts à nous autres Communistes.

Ecoute bien, mon cher Eugène, le *Courrier* du 23 :

« Quand les Radicaux réclamaient pour tous les citoyens le privilège de concourir au gouvernement par la nomination des Députés, les gens du Juste-Milieu, tournant cette prétention en ridicule, leur reprochaient de demander des *droits politiques* pour une classe qui avait bien autrement besoin de *pain*. »

Qu'on lui donne donc du *pain* et des *droits politiques* !

« Pour le monde parlementaire, comme pour le monde industriel, le vrai, l'unique Dieu est le *Veau d'or*. La *corruption*, descendant du faite de la Société, en envahit les derniers échelons ; et cette contagion déplorable est comme un arbre qui diversifie ses fruits suivant le terrain qui les reçoit : dans l'ordre politique, elle asservit les opinions aux intérêts, *vend les places, achète les consciences*, et fait du gouvernement une véritable exploitation ; dans l'ordre commercial, elle produit des *fortunes scandaleuses* et les *banqueroutes* qui sont un autre genre de scandale ; en fouillant au-dessous, elle déracine tous les sentiments honnêtes, toutes les notions de la morale et du bon sens. Quand la *corruption* *fermente en haut*, les pensées de bouleversement *doivent germer en bas*... »

Aux yeux du *Courrier*, ce sont donc la corruption et la démoralisation d'en haut qui produisent la violence d'en bas ; et ce sont les démoralisateurs qui calomnient et poursuivent les victimes qu'ils ont démoralisées et désespérées ! Quelle Société !

« Les OUVRIERS n'ont pas les ressources d'une *éducation cultivée*. La Société française, comme une MARATRE, les a livrés nus et faibles : comment auraient-ils résisté ? »

« Un empire n'est bien administré que lorsque l'*éducation* est offerte à toutes les classes de citoyens, que *le travail donne du pain* aux familles, et que les CHANCES de *jouir ou souffrir* ne sont PAS TROP inégalement réparties. »

Ainsi, le *Courrier* accuse la Société d'être pour le Peuple une MARATRE qui le laisse nu, qui le prive d'éducation, qui le condamne à souffrir et à voir ses maîtres jouir... Et l'on veut qu'il soit content !!!

Ecoute la *Patrie* du 23 :

« ...Deux Partis se sont postés aux extrémités opposées de l'échelle Sociale. — Le premier, minorité imperceptible dans la masse populaire, mais inquiétante par son audace et ses fureurs, le *Parti d'en bas*, voudrait renverser l'ordre établi, la constitution, les fortunes publiques et privées, et rêve le moment où il pourra passer son sanglant niveau sur la Société tout entière. Ce Parti a inscrit sur sa bannière les noms de *Communistes*, de *Babouvistes*, d'*Egalitaires*. — Le second Parti, celui qui a besoin de *tripotages honteux* ou d'un *agio* devenu quasi légal, le Parti des influences politiques acquises par la *fraude* et l'audace, le Parti qui s'est inféodé la chose publique, qui n'est plus qu'une aggrégation de *détentions*, d'*usurpations* en tout genre..., ce second Parti,

disons-nous, qui s'est emparé des sommités gouvernementales, prêche hautement l'anéantissement des libertés et des droits de tous, et tente, tantôt par la force, tantôt par la peur, tantôt par l'astuce, d'asseoir le *despotisme* et la *dictature* sur la ruine de notre constitution. Ce second Parti s'est donné, sur son programme, le nom hypocrite de CONSERVATEURS. »

Aux yeux de la *Patrie*, le Parti d'en haut ou Conservateur, qui juge et flétrit les Communistes, est donc un Parti cupide, frauduleux, corrompé, démoralisateur, plus coupable que le Parti d'en bas... Et voilà la Société !

Ne t'effraie donc pas, Eugène, mon cher Eugène, de toutes les attaques dont je t'ai parlé dans le numéro 8 du *Populaire*. Tu as vu comment j'accusais déjà les accusateurs, et tu verras que je saurai répondre victorieusement à toutes les accusations nouvelles.

Vois la mauvaise foi et le cynisme des *Débats* du 22 novembre :

« Le Communisme ne parviendra pas à abolir la propriété, *mais il la déplacera* ; beaucoup d'Égalitaires trouveront que le *déplacement* vaut mieux que l'*abolition absolue*, et ils se feront les modérés de la secte *dès qu'ils seront parvenus à ce point*. Nous n'avons pas peur de l'Égalité universelle ; ce qui nous effraie seulement, *c'est le bouleversement des droits acquis*. Nous sommes sûrs que la civilisation se tirera des mains des Égalitaires comme elle s'est tirée des mains de leurs devanciers. Ce que nous souhaitons, c'est qu'elle s'en tire de *notre vivant*. Nous croyons à son triomphe, mais nous aimons mieux le voir. »

Ainsi les *Débats* signalent les Communistes comme des spoliateurs, des voleurs, des destructeurs de tous les *droits acquis*. Hé bien ! mon cher ami, tu sais bien que, dans tous mes écrits et spécialement dans mon *Voyage en Icarie* (t. II, pag. 201 et 204), j'admets un *Régime transitoire* qui maintient la Génération vivante dans *tous ses droits acquis* et même dans ses propriétés ; partout j'ai proclamé qu'aucun parti n'était plus essentiellement ennemi du pillage et de la spoliation, de la loi agraire et du partage. Je ne puis donc répondre aux *Débats* qu'en lui disant : *Mentiris impudentissimè* (Vous mentez avec impudence). J'ajouterai que ce sont les calomnies, les injures, les outrages, les sarcasmes, les barbaries de ce journal, qui poussent le plus les masses souffrantes à l'indignation et à la colère. Si jamais le désespoir amène quelque catastrophe, c'est surtout à ce brandon de discorde, à cette furie d'enfer, que ses partisans, compromis par ses fureurs, devront en imputer la responsabilité...

Ecoute maintenant comment le *Siècle* du 23 répond à ce misérable journal des *Débats* :

« Avec quelle scandaleuse légèreté des hommes qui ont la prétention de représenter les intérêts de l'ordre traitent devant le pays une question d'où ils voudraient faire sortir une sorte d'épouvante ! Quelle exagération ! quel charlatanisme ! quel mépris de toute vérité et de toute vraisemblance ! On reconnaît bien à ce langage *l'école de ces sophistes* aujourd'hui *plus royalistes que le Roi*, plus conservateurs que les privilégiés de l'ancien régime, et qui, il y a quelques années à peine, avec une foi non moins vive, annonçaient *l'abolition de l'héritage* et des

liens de la famille, ou chantaient, sous le costume saint-simonien, ce refrain devenu célèbre :

Sème ton champ, prolétaire ;
C'est l'oisif qui récoltera.

« Le public est certainement en droit de demander aux anciens *Papes* et *Vicaires* du Saint-Simonisme, aussi bien qu'aux *carbonari* qui siègent à la Chambre des Pairs ou dans les rangs de la magistrature, de rentrer en eux-mêmes et de reprendre un peu de calme pour juger une situation dont ils sont *plus responsables* que d'autres. »

« Ils tomberont plus aisément d'accord avec nous, que c'est par une étude attentive des *maux* et des *besoins* de la classe *pauvre*, par des mesures de CHARITÉ et de PRÉVOYANCE, par de *meilleurs exemples* et de *meilleurs enseignements* que ceux que le Pouvoir a donnés jusqu'à ce jour, qu'il sera possible d'éteindre, dans les cœurs ou les esprits qui s'égarèrent, les germes de contagion, les erreurs, les ferments de haine, dont les funestes effets commencent à se révéler. »

Qu'on se hâte donc d'entrer dans cette nouvelle carrière de *prévoyance* et de CHARITÉ, c'est-à-dire de *fraternité* ; car la misère est impatiente et *ventre affamé n'a pas d'oreilles* !

Ne t'effraie pas non plus des cris de la *Presse*, (du 19) :

« L'opposition est vraiment d'un calme merveilleux en face des révélations contenues dans le rapport ; la *Gazette de France* s'écriait hier avec un sang-froid sans égal :

« Il y a des Communistes, il y a des gens qui rêvent l'abolition de la propriété ! Eh bien ! n'y en a-t-il pas toujours eu ? Babœuf et sa secte n'ont-ils pas prêché les mêmes folies ? Qu'y a-t-il donc de nouveau ? »

« Ce qu'il y a de nouveau ? C'est que les rêveurs et les fous sont devenus des *hommes d'action*. C'est que ce n'est plus seulement par la *persuasion* qu'ils cherchent à réaliser leurs rêveries mais par l'*assassinat*. C'est que la clé de ce paradis terrestre qu'ils promettent aux malheureux qui suivent leurs leçons, cette clé est un *poignard*. C'est que voilà *six fois*, depuis dix ans, que la France est épouvantée par l'explosion de ces attentats à travers lesquels les rêveurs cherchent la réalisation de leurs *théories* ; c'est que demain peut-être une nouvelle démonstration éclatera. Qu'on ne demande plus ce qu'il y a de nouveau ! car cette transformation des sectes anti-sociales est un fait immense, et cela n'est que trop vrai, les *Républicains subalternes* et les *Communistes* sont maintenant des *assassins*. »

C'est indigne ! Je suis *Communiste*, vous le savez bien ; vous l'avez dit ; vous ne pouvez pas, vous journaliste et écrivain, ignorer l'existence du *Populaire* ni du *Voyage en Icarie*, ni de mes *12 lettres d'un Communiste à un Réformiste sur la Communauté* ; et vous dites que les *Communistes* et les *Républicains* sont des ASSASSINS. ! Vous m'appelez donc un *assassin*, moi qui n'invoque toujours et partout que la *discussion* et la *persuasion*, moi qui repousse toute idée de violence ! Mais que pourriez-vous répliquer si je vous répondais que c'est vous et tous les autres amis de CHRISTINE qui êtes des assassins, des conspirateurs, des émeutiers, des révoltés, des parjures, des traîtres, des

incendiaires, des pillards, des massacreurs, puisque vous êtes les approubateurs, les partisans, les soutiens, les complices, pour ainsi dire, de Christine et de tous les crimes de son dernier attentat ? Que répliqueriez-vous si je vous disais que ce sont vos amis qui sont condamnés à mort, en Espagne, comme des traîtres, des factieux, des anarchistes, des insurgés, des assassins... ? Et que venez-vous reprocher aux Communistes les *six attentats* depuis 1830 ? Est-ce que *Fieschi*, *Moret*, *Pépin*, *Alibaud*, *Meunier*, parlaient de Communauté... ? Et *Louvet*... ? Et les *Polignac*, les *Hyde de Neuville*, les *Georges*, les *Pichegru*... ? Et les *Mirabeau*, les *Égalité*, mis en accusation par le Châtelet de Paris pour la tentative de régicide des 5 et 6 octobre... ? Et les *Damien*, les *Ravaillac*, les *Clément*, les Princes et les Prêtres de la Saint-Barthélemy, etc., etc... ? Allons donc, plus de déclamations, plus de mensonges, plus de calomnies, qui indignent, irritent, révoltent... ! Raisonnons de bonne foi... !

Et la *Presse* va raisonner ; et je vais lui rendre justice... Ecoute, Eugène, ce que la *Presse* ajoute :

Ne le nions pas : il sortira du procès, aujourd'hui soumis à la Cour des Pairs, de tristes preuves du *progrès des doctrines anti-sociales* et de la corruption des mœurs des classes laborieuses ; il en sortira aussi pour TOUT LE MONDE des LEÇONS SÉVÈRES. Nous ne voulons pas être injustes ; nous sommes loin de penser qu'en rédigeant ces déclamations ardentes qu'elles lancent chaque matin contre le Pouvoir, les *feuilles de l'Opposition* aient jamais eu la pensée d'aller exciter les passions qui s'agitent dans les conciliabules des assassins ; mais il est triste, pour elles, de concourir avec les *publications Communistes* à enflammer de telles passions, de servir même involontairement de *bandon* à ceux qui recrutent pour le crime parmi les ouvriers corrompus, à ceux qui enrôlent ces bandes d'égorgeurs dont le rapport nous fait connaître les projets. Il y a une phrase de Quenisset qui doit peser sur la conscience de certains écrivains : c'est celle dans laquelle il déclare qu'il s'est perdu en entendant certaines lectures d'articles rédigés contre le Gouvernement par des gens qui assurément ne se doutaient pas, en les écrivant, qu'ils armaient les pistolets d'un assassin. C'est un fait assez grave pour les rendre désormais plus circonspects.

Mais si l'on veut raisonner ainsi, on pourra démontrer qu'il n'est pas un journal, même la *Presse*, pas un livre, même la *Bible*, pas un grand Pouvoir, qui ne provoque de même à l'assassinat ! On prouvera que c'est l'abandon de *Beyrouth* qui a armé le bras de *Darmès* !... Il ne faudrait jamais parler des vices du Gouvernement et de la Société ! Plus cette Société et ce Gouvernement seraient intolérables, plus il faudrait garder le silence !

Mais c'est surtout pour le *parti constitutionnel* que le rapport est plein d'enseignements. Ceux qui l'ont lu doivent comprendre aujourd'hui la justesse de ce que nous disions il y a quelques jours sur les tristes résultats de la *propagande anarchique*, et sur la nécessité de la combattre par les mêmes moyens qu'elle emploie pour corrompre les classes laborieuses. On voit qu'elle ne néglige aucun moyen d'agir sur l'esprit

des malheureux qu'elle veut armer contre la Société, ni l'action personnelle, ni la *prédication écrite*, ni la *prédication orale*. On voit qu'elle sait fonder des *journaux* au prix le plus *modique*, publier des *brochures* qui trouvent accès partout, établir des *réunions* où se préparent la perte des ouvriers laborieux. Est-ce donc que le Parti constitutionnel n'en saurait ou n'en pourrait faire autant ? Est-ce qu'à cette action persévérante des sectes anti-sociales il ne pourrait pas *opposer l'action conservatrice des idées morales et du bon sens* ? Est-ce qu'il ne pourrait pas *se mêler un peu plus aux classes ouvrières* et exercer sur elles l'*influence* que lui donneraient sa *situation et ses lumières* ? Est-on bien *venu à se plaindre* de ce que le peuple s'abandonne aux suggestions des anarchistes *QUAND ON NE FAIT RIEN* pour l'arracher aux sectes qui l'exploitent ? N'est-il pas *TEMPS DE S'OCCUPER* de lui et de lui *montrer* qu'on s'occupe personnellement de lui ?

Mais quelle critique, quel reproche, quelle accusation, contre le Gouvernement et son Parti ! Quoi ! c'est la *Presse* qui accuse le Pouvoir et les Conservateurs de ne pas *S'OCCUPER* de la misère du Peuple, de ne pas *SE MÊLER* aux classes laborieuses, de négliger d'exercer sur elles leur influence !... La *Presse* ne craint-elle pas d'exciter ainsi à la haine et au mépris, même de provoquer à la violence et de s'en rendre complice ?... — Du reste, je le reconnais avec plaisir, la *Presse* engage ici à discuter et non à poursuivre, à éclairer et non à punir. Oui, que le Gouvernement discute les questions Sociales et le Communisme, dans ses journaux, dans des brochures ! Qu'il emploie les écrivains les plus habiles et les plus respectables ! Qu'il rende même la liberté à la Presse populaire, au lieu de la rendre presque impossible par de monstrueux droits de cautionnement et de timbre, au lieu de mettre un impôt de plus de 100 pour 100 sur l'instruction du Peuple ! La Presse gouvernementale aura toujours d'immenses avantages d'argent et de publicité ; et si le Communisme est une erreur, il lui sera facile de démontrer sa fausseté et de faire triompher la vérité !

Il y a encore, dans les interrogatoires de Quenisset, une phrase qui doit faire faire aux hommes d'ordre de sérieuses réflexions. Le malheureux le leur a dit, il a eu tort, il se repent de s'être laissé entraîner à commettre son crime ; mais *il n'a trouvé personne qui lui donnât un bon conseil*, personne qui lui dit qu'il faisait mal. Il a rencontré des *hommes établis*, au contraire, qui ne lui ont pas dit *un mot pour le détourner* de la voie dans laquelle il s'est perdu. Il n'a entendu lire que des écrits *capables de perdre un homme*, il n'a trouvé sur son chemin que des gens qui l'ont poussé à sa perte. Eh bien ! voilà le mal, voilà *notre faute à nous tous* qui jouons un si grand intérêt cependant dans cette lutte du bien et du mal qui se disputent cette société ! Cela est vrai, cruellement vrai. A l'heure qu'il est, le malheureux que *ses besoins et ses passions* livrent sans défense aux suggestions des anarchistes, ne rencontre personne, parmi nous, qui ait reçu, de la Société ou de sa charité personnelle, mission de lui donner un bon conseil, personne qui lui dise un mot pour le détourner de ces crimes qui se colorent de prétextes politiques. Le philosophisme a emporté les derniers restes de la *propagande* et de la *CHARITÉ chrétienne*, et l'*organisation sociale actuelle* *N'A PAS MÊME SONGÉ* qu'il y eût là un vide qu'il fallût combler. Oui, *C'EST LA LE MAL* ; c'est en même temps le *châtiment* de cet *ÉGOÏSME UNIVERSEL* qui est la *plus grande plaie de notre temps*. *PUNISSEZ DONC CE MALHEUREUX qui n'a trouvé personne pour lui donner un bon conseil* quand il était entouré de tant de gens qui le

poussaient au crime par la persuasion et la terreur ! Mais songez en même temps au NOMBRE de ceux qui se trouvent aujourd'hui, par VOTRE FAUTE, dans l'abandon qui l'a perdu.

Oui, voilà la vérité, et c'est la *Presse* qui la proclame, le Pouvoir et la Société sont coupables envers la malheureuse classe ouvrière ; si les millions de prolétaires sont presque désespérés, c'est le vice d'une organisation Sociale qui n'a pour eux ni *charité* ni fraternité ; c'est la faute du *Gouvernement* et de la Bourgeoisie qui les *abandonnent*.... Et ce sont les Communistes qu'on accuse, eux qui seuls s'occupent de remédier au mal par une meilleure organisation de la Société ! C'est le Communisme qu'on accuse, comme si le mal venait du Communisme et non le Communisme du mal ! Comme si la misère n'était pas antérieure au Communisme ! Comme si la misère n'était pas la cause, tandis que le Communisme est l'effet et le remède !

Tu le vois, mon cher Eugène, les aveux de la *Presse* sont aussi précieux que ceux du *Siècle*, du *Courrier*, du *Constitutionnel*, du *Temps*, etc. Tu vas voir que ceux des journaux légitimistes ne le sont pas moins.

Ecoute la *Quotidienne* du 23 :

« Le Communisme est une DÉRIVATION LOGIQUE, NÉCESSAIRE, INÉVITABLE, de la Société *Aide-toi*, du *Carbonarisme*, de la *Révolution* de juillet.... »

Evidemment, oui ; et par conséquent les CARBONARI, *Barthe*, *Mérilhou*, de *Schonen*, *Cousin*, *Béranger* (de la Drôme), etc., sont quelques-uns des principaux pères du Communisme ; et ce sont ces *Carbonari*, devenus Pairs de France, qui condamneraient de malheureux ouvriers Communistes entraînés par leur exemple !!!

Ecoute la *Gazette* du 17 :

« La France est devenue un vaste Bazar où tout se *rend* et s'*achète*. On a répondu par l'ordre du jour aux 300 pétitions de la Réforme.... »

« Tous les *chefs de conspiration* sont à la tête des affaires, dans les grands emplois, dans les dignités.... »

« Tout ce qui a conspiré sous la Restauration a été mis en honneur sous le régime actuel. Ce n'est ni le *National*, ni le *Journal du Peuple*, ni le *Courrier*, ni le *Commerce*, qui poussent aux conspirations ; c'est le *Moniteur*. »

Oui, la *Gazette* a raison ; ce sont tous les grands fonctionnaires, les Ministres, les Pairs, les principaux Députés, qui sont les provocateurs et les créateurs du Communisme ; c'est le *Moniteur* qui fait un cours de réforme, de révolution, de changement perpétuel.... Et l'on crie tant contre le Communisme ! En vérité, c'est de la folie !!!

Écoute comment, sur le droit de propriété, la *Gazette* cite le philosophe *Hobbes*, qui disait :

« Il n'y a aucune propriété légitime. — Il n'y a rien qui soit naturellement juste et injuste. — Tous ont naturellement droit sur tout. »

La *Gazette* cite aussi *Diderot* (ou plutôt *Morelli*) qui, dans le *Code de la Nature*, écrivait :

« Des institutions arbitraires prétendent fixer, pour quelques hommes seulement, un état permanent que l'on nomme *Prospérité*, *Fortune*, et laisser aux autres le travail et la peine ; ces distinctions ont jeté les uns dans l'oisiveté et la mollesse et inspiré aux autres du dégoût et de l'aversion pour des devoirs forcés. La véritable liberté consiste à jouir, sans obstacle et sans crainte, de tout ce qui peut satisfaire les appétits naturels, et par conséquent légitimes. »

« Voilà, dit la *Gazette*, qui est d'une clarté parfaite ; c'est la théorie du brigandage ; voici maintenant le brigand (*BABOEUF*) qui se présente : »

« Le droit de propriété, écrivait *Babœuf*, est la plus déplorable création de nos fantaisies. Je suis convaincu que l'état de *Communauté* est le seul juste, le seul bon, le seul conforme aux purs sentiments de la nature ; que, hors de là, il ne peut exister de société paisible et vraiment heureuse. »

« Le brigandage, ce sont les cent mille moyens par lesquels nos lois autorisent le dépouillement du plus grand nombre par une petite portion... » « *Diderot* dit que l'esprit de propriété dispose chaque individu à immoler à son bonheur l'espèce entière ; que la propriété est la seule cause générale et permanente de toutes les discordes, de tous les maux, de tous les crimes. »

« Il s'agirait de bien faire entendre à la minorité lésée que ce nouvel ordre serait assez parfait pour que personne ne manquât du nécessaire, ni de l'utile, ni même de l'agréable. »

« Plus ces paradoxes sont abominables et absurdes, dit la *Gazette*, moins ils sont dangereux. »

On peut donc en tolérer la discussion !

« Le *Communisme* n'est pas nouveau. On le retrouve dans *Mably*, dans *Raynal*, dans *Rousseau* (et dans mille autres.) »

On n'est donc pas un *scélérat* par cela seul qu'on est *Communiste* !

« Il y a des COMMUNISTES plus incommodes et plus funestes que ceux dont on prétend nous effrayer. S'il est une classe ou plutôt UN PARTI qui, ayant pris POSITION AU POUVOIR, en abuse pour EXPLOITER la FRANCE ; si la cupidité ou la corruption sont telles dans ses rangs que les charges publiques, toujours croissantes, arrivent A LE METTRE EN PARTAGE DE LA PROPRIÉTÉ ; si pour lui l'honneur et la vertu ne sont que de vains mots propres à orner les discours d'apparat, tandis que la vénalité, la dilapidation, l'agiotage, le trafic des consciences et des votes, l'immoralité, sont au fond de ces choses, nous disons qu'il Y A LA UN DANGER RÉEL. »

La *Gazette* a raison : mais, avec cela, accusez donc les Communistes ! — La *Gazette* du 20 ajoute :

« *Malthus*, *Sismondi*, *J. B. Say*, *Owen*, *Saint-Simon*, *Fourier*, les *Phalanstériens*, les *Communistes*, ont bâti à grands frais des systèmes pour soulager les misères du Peuple. Nous n'avons pas à examiner dans leurs détails ces divers plans, où la *philanthropie* était sincère, nous n'en voulons pas douter. »

Voilà des Communistes philanthropes ; et les Communistes d'aujourd'hui seraient nécessairement des brigands... !

Ecoute encore la *Gazette* du 19 novembre :

« La légitimité est toute possession acquise conformément aux lois antérieures.... La légitimité exige de l'homme les plus grands sacrifi-

ces, car il est bien difficile de se soumettre à la loi qu'on a trouvée toute faite.... Nos ancêtres savaient que le droit en vertu duquel le fils du Roi hérite de la royauté est le même droit en vertu duquel le fils du bûcheron hérite de la chaumière de son père. Quand la LÉGITIMITÉ est VIOLÉE EN HAUT, elle est EN PÉRIL EN BAS. Vainement on s'efforcerait de circonscrire cette violation dans la sphère du pouvoir public.... Nous disons aux premiers auteurs du mal ; c'est par la *lésion immense* que vous avez causée dans l'ordre social qu'ils (Quenisset, etc.) ont fait irruption dans la politique. Vous avez sacrifié le respect des lois fondamentales à l'ambition du pouvoir et des richesses : pouvez-vous demander à ces hommes, sans éducation et sans lumières, des vertus dont vous avez manqué, vous qui.... etc. ? »

La *Gazette* termine en exprimant l'espoir que du procès *Quenisset*, tel que le présente le *rapport Bastard*, ressortira logiquement le triomphe de la LÉGITIMITÉ monarchique, selon le DROIT DIVIN. — Ce ne sera sans doute pas là la conséquence : mais quand une Nation n'a pas reculé devant l'antique droit de la légitimité, de l'hérédité monarchique, de la propriété royale, comment pourrait-elle reculer devant l'examen et la discussion de quoi que ce fût ? Comment déclarer criminel dans les Communistes ce que la Bourgeoisie a reconnu licite et glorieux contre la Légimité ?

Ainsi, mon cher Eugène, si la Presse légitimiste et la Presse dynastique attaquent le Communisme, tu vois qu'elles demandent la *discussion* et qu'elles sont unanimes à reconnaître soit les vices de la Société, soit les fautes du Gouvernement, soit les désordres qui ne peuvent manquer d'en résulter, soit la nécessité d'un remède autre que les châtimens. Ne t'effraie donc pas des attaques des Procureurs-généraux, des Procureurs du Roi, des Rapporteurs devant la Cour des Pairs, contre les doctrines des Communistes ; toutes ces attaques ne sont que des allégations sans preuves et des erreurs évidentes ou des calomnies manifestes. Je t'ai déjà parlé (dans le n° 8 du *Populaire*) de la mercuriale de l'avocat-général *Boucly* ; ne crains pas d'aborder avec moi le Rapport de M. *Bastard* et l'acte d'accusation contre Quenisset, etc., les Réquisitoires des Procureurs-généraux *Hébert* contre le *National* et *Corbin* contre M. *Ledru-Rollin*.

Ecoute d'abord le rapport de M. *Bastard*.

Il constate, d'après Quenisset, qu'il y avait trois fractions, les *Egalitaires*, les *Réformistes* et les *Communistes*, également révolutionnaires, mais agissant séparément et ne correspondant point entre elles ; qu'il y avait autant de différence entre les Communistes et les Egalitaires qu'entre ceux-ci et les Réformistes ; que Quenisset et tous ses camarades, excepté un et peut-être deux, étaient, non pas *Communistes*, mais *Egalitaires* et *Républicains* ; que Quenisset, en particulier, n'avait que des doctrines *Républicaines* ; que les *Travailleurs* ou les *Ouvriers égalitaires* se définissaient eux-mêmes des hommes *révolutionnaires* qui voulaient le bien de tous les ouvriers, et qui pour le faire, voulaient un *atelier national* dans chaque département, des écoles mutuelles pour les enfants des prolétaires, etc., sans parler de Communauté. — Il reconnaît qu'un Communiste, *Coulurat*, fit tous ses efforts

pour empêcher l'attentat et que, à cause de cela, les Ouvriers éga-
itaires voulurent lui faire un *mauvais parti*. — Il reconnaît même que
beaucoup ne voulaient pas que Quenisset fit feu, et voulaient qu'on se
bornât à une *manifestation*. — Il reconnaît aussi que Quenisset n'avait
agi que parce qu'il était *exaspéré* d'une *injustice* qu'un maire lui avait
faite en lui refusant un certificat nécessaire pour épouser la fille avec
laquelle il vivait, et pour légitimer un enfant qu'il en avait. — Il rap-
porte qu'un accusé soutenait que la *misère* était la cause de toutes les
sociétés secrètes, et cependant il ne craint pas de parler de la *prospérité*
de la France en l'attribuant au Souverain.

Il prodigue les flétrissures aux Communistes de l'*Humanitaire*,
mais sans rien discuter, ni raisonner, ni prouver. — Il affirme que
l'*Humanitaire* était l'*organe avoué* des Communistes les plus avancés,
tandis qu'il n'était avoué que par son gérant. — Il suppose qu'il y avait
une société qui s'appelait *Société des Communistes*, tandis qu'il n'y a
jamais eu de société ainsi nommée. A ce sujet, je t'apprendrai que la
masse des Communistes est étrangère à toute société, et que quelques
Communistes seulement sont entrés dans des sociétés qui portaient d'au-
tres noms. — Le Rapporteur veut rendre tout les Partis (réformistes, ré-
publicains, Communistes des diverses nuances) et tous les journaux, ceux
qu'il appelle *hostiles* (le *National*, le *Peuple*, le *Populaire*, l'*Atelier*) et
ceux qu'il appelle *opposition* (le *Siècle*, le *Courrier*, etc.), complices
indirects de tous les attentats : mais les Partis et la Presse répondent
qu'il n'est qu'un *légitimiste ulcéré* se vengeant dans un *pamphlet*. —
Il prétend qu'il existe un *vaste et permanent complot* : mais il n'établit
que l'existence d'une réunion, dans un cabaret, d'une *QUINZAINE d'ou-
vriers sans influence* qui se laisseraient vaniteusement donner la qua-
lité de *chefs* ou d'*agents* ; il ne prouve aucune autre société secrète
dans Paris ; il ne parle pas même de sociétés secrètes dans les départe-
ments. — Il n'impute aucune espèce de *faute* au Gouvernement, ne
trouve aucune autre *cause* que la perversité, et n'indique pas d'autre
remède que la condamnation : mais toute la Presse pense autrement.

Maintenant, remarque, mon cher Eugène, les précieux aveux que
renferme le Rapport. Il distingue les Communistes en Communistes
simples ou *unitaires* (généralement appelés *Icariens*, parcequ'ils adop-
tent la doctrine exposée dans mon *Voyage en Icarie*), et en Commu-
nistes *égalitaires*, représentés par le journal l'*Humanitaire* prêchant
l'abolition du mariage et de la famille, etc. — C'est contre ces derniers
qu'il dirige toutes ses attaques. Mais il reconnaît qu'ils sont en *très
petit nombre*. — Quant aux Communistes simples, il cite le *Voyage en
Icarie*, et les *12 Lettres d'un Communiste à un Réformiste*, et le *Popu-
laire*, comme contenant l'exposition de leur doctrine. Il transcrit
même un passage de la 7^e lettre, *sur la femme*, que je t'ai cité tout-à-
l'heure (page 101). Il reconnaît que cette doctrine est un *progrès* de
l'opinion réformiste ; et qu'elle présente, non la destruction de la so-
ciété, de la famille, de la propriété, mais une *nouvelle forme*, une *nou-
velle organisation*. Il reconnaît même que cette doctrine de la Com-
munauté Icarienne est *séduisante*.

Tu vois donc, mon cher Eugène, qu'il ne faut jamais confondre les
Communistes *Icariens*, qui sont la masse, avec les Communistes de
l'*Humanitaire* qui ne sont qu'une vingtaine, et peut-être en réalité 3

ou 4 seulement. Tu vois que les criaileries qui font tant de bruit n'ont de prétexte que dans les opinions irréfléchies de quelques individus et que rien n'est plus erroné, plus faux, plus calomnieux, plus absurde, que le reproche adressé aux Communistes, sans distinction, d'être une secte anti-sociale, ennemie du mariage, de la famille, etc. Prends patience ! La réaction ne tardera pas ; on sera honteux de l'injustice ; on aura d'autant plus de sympathie pour les Communistes qu'on les trouvera plus différents du portrait défiguré qu'en aura tracé la calomnie ; et le procès Quenisset, loin d'être fatal à la Communauté, avancera rapidement son triomphe.

Je ne te parle pas de *l'acte d'accusation*, dressé par le Procureur-général Hébert, et qui n'est que la répétition du Rapport. Je te citerai seulement un fait bien remarquable. Interrogé à l'instant même de son arrestation, quelques instants après l'attentat, Quenisset, hors de lui s'écrie : « Tuez-moi ! Je préfère la mort à L'ESCLAVAGE... ! » Et le Procureur-général avoue d'ailleurs que Quenisset était *aigri par sa situation*, et que c'est cette situation qui l'a entraîné. Ce sont donc la misère, l'irritation, la haine de l'esclavage, qui sont la *première cause* de l'attentat. Là est la leçon !

Ecoute maintenant le Procureur-général Hébert contre le *National*, dans l'audience du 23 novembre. Et auparavant, remarque que, en apprenant la saisie de la feuille inculpée, la *Presse* elle-même avait regretté qu'on n'eût pas abandonné l'article à la *libre discussion*, bien plus *convenable* et bien plus *efficace* que les procès. — Voici M. Hébert :

« Messieurs les jurés, les événements qui ont marqué les premiers jours du mois de septembre dernier sont encore présents à votre pensée. Des *rassemblements* s'étaient formés sur la place du Châtelet ; les mesures que prit l'autorité furent couronnées de succès, et un grand nombre d'agitateurs furent arrêtés. Parmi eux ont été trouvés quelques-uns de ces *apôtres d'une doctrine anti-sociale* bien connue, et qui, il y a quelques jours, ont paru sur les banes de la police correctionnelle. Mais, en même temps que l'autorité mettait fin aux désordres de Paris, des événements assez graves éclatèrent à Clermont. L'émence surgit armée dans les rues de cette ville, et plusieurs officiers et un grand nombre de soldats furent tués ou blessés. C'est précisément à l'occasion de ces événements malheureux que le *National* a publié, le 18 septembre dernier, une diatribe violente contre l'autorité établie. »

Tu le vois, le Procureur-général flétrit la doctrine des *Humanitaires* comme *anti-sociale* ; mais il ne prouve rien ; mais il ne confond pas avec eux les Communistes Icaris ; mais il attaque tout aussi vivement les doctrines du *National* et leur attribue les violences de Clermont. — L'accusateur ajoute :

« Dans l'article inculpé, le *National* avoue que lui et ses amis renoncent à la violence, à la conspiration, à l'émence, à l'insurrection, à la bataille : je n'examinerai pas quelle est la sincérité de ces promesses ; mais je rappellerai que, alors que les hommes du *National* descendaient dans la rue, ce journal se défendait de toute complicité. Com-

ment concilier l'aveu d'aujourd'hui avec les déclarations de 1831, 1832, 1833 et 1834 ?... Toutefois, prenons acte des nouvelles paroles du *National*. Mais, s'il ne s'agit plus pour lui de prendre les armes, n'y a-t-il pas une autre manière de faire *la guerre* ? »

Ainsi, aucune concession ne peut sauver le *National*, ne peut lui faire trouver grâce aux yeux du Pouvoir, qui l'attaque comme il attaque les Communistes. — Dans sa réplique, le Procureur-général ajoute :

« Le *National* repousse les *Égalitaires*, les *Communistes*, il ne s'appuiera pas moins sur eux pour repousser le Gouvernement, sauf ensuite à faire justice plus tard de leurs doctrines. »

Remarque bien la distinction du Parquet entre les *Égalitaires* et les *Communistes* ; et tu dois te rappeler que le Président *Durant* a déjà distingué les Communistes en *progressifs* et en *immédiats* ou révolutionnaires.

Ecoute maintenant le Procureur-général *Corbin* :

« Voyez dans le discours comme on s'attache à présenter le gouvernement comme la seule cause des misères du Peuple, de ces misères que le Gouvernement cherche à adoucir de tous ses efforts, mais qui sont de tous les temps et de tous les lieux. »

Si *M. Ledru-Rollin* était coupable pour avoir signalé le Gouvernement et la Société comme causes de la misère du Peuple, tous les journaux dont je viens de rapporter l'opinion, le *Siècle*, la *Presse*, etc., seraient donc coupables aussi !

M. Corbin dit que la misère est de tous les temps et de tous les lieux ! Mais n'est-ce pas ce qu'on disait de l'esclavage avant son abolition ? N'en disait-on pas autant de la peste, de la petite-vérole, etc., etc. ? Est-ce une raison pour ne pas en chercher le remède ?

« Eh, mon Dieu ! cette misère du Peuple dont vous parlez, avez-vous seuls le privilège d'y être sensibles ; est-ce que les hommes du Gouvernement ne s'occupent pas chaque jour d'y porter des remèdes plus efficaces que ceux que vous indiquez ? Vous parlez de fraternité et de vertu ! nous ne voulons pas rappeler de pénibles souvenirs ; mais est-ce que ces mots n'étaient pas à l'ordre du jour à une époque de si triste mémoire, où les échafauds n'ont pas cessé de décimer la population jusqu'au moment où la France, lassée d'une aussi abominable liberté, se jeta dans les bras du premier despotisme qui se présenta. »

M. Corbin veut flétrir le principe de fraternité en évoquant le souvenir de 93. Mais n'est-ce pas l'injuste résistance à ce principe de fraternité qu'il faut accuser des violences employées pour l'établir ? Le ministère Guizot n'emploierait-il pas toutes les violences de la guerre intérieure pour assurer la paix à l'extérieur ? Et faut-il répondre encore que ce n'est pas la fraternité qui a fait faire la conspiration et le massacre de la Saint-Barthélemy, etc., etc. ?

La 4^e suite et la fin de la 10^e lettre, paraîtront mercredi prochain, 8 décembre.
— L'importance de la matière, nous a forcé de donner à cette lettre plus d'étendue que nous ne l'aurions voulu.

M. Corbin (à qui le journal ministériel d'Angers a tracé sa route en déblatérant tous les jours contre les Communistes et en publiant, quelques jours auparavant, les détails du procès de l'*Humanitaire*) s'efforce d'effrayer les Jurés en calomniant le Communisme, sans rien prouver contre lui, et s'oublie jusqu'à dire : « Si M. Ledru-Rollin veut être franc, il avouera qu'il veut l'abolition de la *Famille*. » Oui, s'écrie-t-il encore, les Communistes veulent abolir les *saintes lois de la famille* ! C'est toujours la même mauvaise foi, la même calomnie, quand on sait que la masse des Communistes veulent la conservation de la Famille.

« Si un Bourg pourri d'électeurs Communistes chargeait son député de demander la Communauté, faudrait-il le tolérer, s'écrie M. Corbin ? »

Et pourquoi pas ? Le Pouvoir menace donc les Communistes quand même ils seraient électeurs, députés, magistrats ! Et si le Procureur-général d'Angers devenait Communiste, comme le Chancelier d'Angleterre Thomas Morus l'est bien devenu !... Si M. de Lamartine devient Ministre ou Président de la Chambre, lui que le *National* appelle l'Empereur des Communistes !...

M. Corbin rappelle qu'en 1832 le *Parti légitimiste* a rallumé la guerre civile dans la Vendée.

Oui, la Duchesse de Berry, à la tête d'un Parti de Maréchaux, de Pairs, de Nobles, de Prêtres, d'Écrivains, d'Avocats, de Bourgeois, et plus tard Louis Napoléon, à la tête d'un Parti de Généraux, de Colonels, etc., ont conspiré pour la guerre civile avec tous ses fléaux et tous ses crimes, comme Christine vient de le faire en Espagne, comme le roi de Hollande voudrait révolutionner la Belgique, comme l'Empereur de Russie voudrait révolutionner toute l'Asie, comme la Reine et les Ministres d'Angleterre excitent les insurrections et les massacres parmi les Chrétiens d'Orient, comme cette Aristocratie britannique révolutionnerait et incendierait l'Univers pour se l'asservir.. ! Et l'on crie contre les Communistes ! On est impitoyable envers des ouvriers, quand les hautes classes leur donnent continuellement l'exemple des révolutions, des insurrections, des conspirations ! Et voilà cependant ce que produit partout une absurde organisation sociale !

Ne t'effraie donc ni du Rapport, ni de l'acte d'accusation, ni des débats qui vont s'ouvrir publiquement, ni des réquisitoires passés et futurs. Mais voici qui est bien plus étonnant et bien plus affligeant : tu vas voir des chefs de la Démocratie, Arago, Ledru-Rollin, Jules Favre, le *National* au sujet de son procès, l'*Atelier*, attaquer et calomnier les Communistes : mais ne t'effraie pas davantage !

Voici l'avocat Favre défendant le *National* :

« S'il plait à la nation d'en donner le *signal suprême*, elle retrouvera toujours à son *avant-garde* ceux qui ont été *méconnus et calomniés*, quoiqu'ils ne fussent que les *traducteurs ardents* de cette nationalité dont la condition d'existence s'est incarnée dans la *démocratie*. »

Le *National* a été méconnu, calomnié dans sa conduite passée... — Mais les Communistes sont également méconnus et calomniés aujourd'hui. On leur rendra justice, comme aujourd'hui quelques Conservateurs rendent justice au *National*; et le *National* lui-même avouera certainement un jour qu'il est Communiste, comme il avoue maintenant qu'il était jadis insurrecteur et révolutionnaire. — Arrivant aux Communistes, l'avocat du *National* dit :

« Quant à nous, nous n'avons pas attendu l'éclat de ce procès pour protester nettement contre cette *assimilation* que vous prétendez établir entre *nos doctrines* et celles que vous réprochez. Ce que nous voulons, c'est le gouvernement du pays par le pays; ce sont les organisations matérielles par l'organisation du travail et l'équitable répartition des charges publiques. Ce que nous voulons surtout, c'est rétablir le privilège de la vertu et du sens moral en purgeant le pays des *corrupteurs* et des *sangsues* qui le dégradent et l'épuisent. Mais que pour atteindre ce résultat nous détruisions la nationalité française; que pour relever l'homme nous courbions son front vers la terre, nous le condamnions au matérialisme, que nous blasphémions Dieu, que nous nions l'immortalité de l'âme, que nous jetions la Société dans les sales orgies de l'épicuréisme et dans les hontes de la promiscuité; que nous profanions le sanctuaire de la famille, que nous arrachions l'époux à l'épouse, le fils à la mère, le frère à la sœur; que nous portions atteinte à la propriété, base fondamentale de l'ordre dont nous sommes les défenseurs, c'est là, Messieurs, ce qu'on ne peut nous reprocher sans folie, et ce que M. le procureur-général n'essaiera plus. »

Appliqué aux Communistes sans distinction, aux *Icariens* comme aux trois ou quatre partisans de l'*Humanitaire*, tout cela est calomnie, odieuse calomnie, inexcusable calomnie... Reprocher aux Communistes les orgies de l'*Épicuréisme*, c'est infâme ! Et l'on ose parler de Dieu, de l'immortalité de l'âme.. ! Que ne se proclame-t-on les plus purs et les plus fervents des Catholiques !

« Sachez-le bien, si vous voulez toutes ces choses, nous les voulons comme vous, nous les voulons plus fortement, et surtout plus efficacement; nous sommes des hommes d'ordre, d'ORGANISATION et de travail, prêts à sacrifier nos vies pour assurer la liberté de notre pays et pour le SAUVER, si jamais il y était exposé, DES EXCÈS dont vous avez exagéré la portée pour effrayer l'opinion. »

Ainsi, le *National* sacrifierait sa vie pour sauver la France du Communisme ! Il lui déclare une guerre à mort ! Est-ce pour cela qu'il a demandé des bastilles ?

Et il parle d'organisation du travail ! Mais qu'il donne donc son plan d'organisation ! Cela vaudrait mieux que des calomnies.. ! Et s'il est vrai qu'il s'intéresse au Peuple, que peut-il faire de plus utile pour le Peuple ?

« Ne nous calomniez donc plus ; n'anticipez pas sur le réquisitoire de la Cour des Pairs, et ne vous flattez pas de demander avec une condamnation contre nous les têtes des Communistes. Ces têtes sont sacrées, puisqu'elles sont accusées ; mais encore une fois, si nous pouvions séparer des hommes que vous avez attaqués les doctrines que vous avez mises dans leur bouche, ces doctrines, nous les réprouvons comme vous. »

Les têtes des *Communistes*...! Mais ce sont des têtes *Républicaines* ! Et vous ne voyez pas que quand vous aurez anathématisé les *Communistes* , de concert avec l'Aristocratie , l'Aristocratie voudra anathématiser les *Républicains* , et ne trouvera rien de plus facile en les transformant tous en *Communistes* ! Vous ne voyez pas que , tandis que le Pouvoir ne veut trouver que des *Communistes* dans les *Républicains* , vous devriez ne voir que des *Républicains* dans les *Communistes* ! Vous ne voyez pas que vous compromettez et sacrifiez vos amis les *Républicains* , quand vous les appelez *Communistes* par haine contre les *Communistes* ! Ah que la haine est aveugle !

« Tout en reconnaissant que nos doctrines n'étaient ni impies ni athées, il ne nous a pas moins liés, avec les *Communistes*, des nœuds de la plus étroite *solidarité*. Il a dit que nous nous servions des *Communistes*, qui comptent parmi les ouvriers de nombreux partisans, pour les repousser ensuite. C'est une allégation contre laquelle je dois *protester pour l'honneur* des hommes que je défends. Non, il n'est pas vrai que, dans la classe ouvrière, une *multitude soit dévouée aux doctrines Communistes*. »

« A combien s'élève le nombre des membres de cette secte ? On a pu s'en assurer dans une récente circonstance, à 150, qui se sont réduits enfin à 17 accusés. Et c'est à ces hommes qu'on veut nous allier ; et ce sont les soldats qu'on nous attribue, sauf ensuite à les envoyer au *supplice* comme des esclaves sacrifiés au triomphe de nos principes ! »

Ces dix-sept dont on parle sont des *Républicains* lisant le *National*. Et l'on sait bien que les *Communistes* se comptent par milliers , et que la masse ouvrière est plus ou moins *Communiste*.

« En résumé, dit le défenseur en terminant, vous prétendez que le *National*, par son opposition, sert les projets des *Communistes* ; mais en raisonnant ainsi vous serez bientôt forcé d'arriver aux organes de l'opposition modérée, et vous détruirez par là toute *libre discussion*. »

Oui ; et quand le *National* déclare la guerre aux *Communistes* , rien n'est plus impolitique et plus insensé. C'est cracher en l'air (pour employer un proverbe vulgaire), afin que le crachat retombe sur la tête.

Maintenant, à M. Ledru-Rollin ! Tu sais combien , après avoir fait une profession de foi presque *Communiste*, qui lui avait acquis les sympathies populaires, il vient de se déclarer hostile aux *Communistes* : J'en suis bien profondément affligé ; car c'était l'une de nos principales espérances ! Sa chute est un malheur... ! Mais tu vas voir qu'il ne prouve absolument rien contre le *Communisme*, et qu'il prouve au contraire en sa faveur.

« Il est prouvé qu'en France il y a 42 millions d'hommes qui vivent dans la misère ; que faire pour cicatriser des plaies aussi profondes ? J'ai dit ce que j'ai cru y être le plus propre ; la *Chambre ne fait rien* pour arriver à ce but, et j'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose : sans doute, le cœur vous bat comme à moi à la vue de tant de douleurs. Mais ce n'est pas assez de dire que votre cœur bat ; mieux vaudrait se mettre à l'œuvre. »

« Voilà, Messieurs, quelle a été ma pensée. Voyons si, pour la première fois de ma vie, mes expressions n'auront pas rendu ma pensée

car, Messieurs, Dieu est là, et, je le répète, je n'ai voulu parler que d'une *réforme pacifique*. »

« J'ai dit que si l'on ne recourait pas à une réforme, ces 12 millions d'hommes *feraient une révolution*, et, pour l'éviter, j'ai cru, à tort ou à raison, qu'il fallait avoir recours à la *réforme électorale* pour que, si désormais le Peuple était malheureux, il ne pût accuser que lui de son malheur ; c'est dans cette pensée que j'ai proposé ce moyen ; je l'ai dit expressément, *pour éviter une révolution violente*. »

Ainsi M. Ledru-Rollin, comme M. Guizot, comme tout le monde, reconnaît l'horrible *misère* et les *douleurs* du Peuple, de douze millions de prolétaires, et demande une Réforme pour prévenir une Révolution, qui lui parait inévitable si l'on s'obstine à conserver les abus.

« J'ai dit qu'il y avait *trois améliorations sociales* à obtenir, l'égalité de l'impôt, l'*organisation du travail* et l'organisation démocratique de l'armée ; si vous me faites un procès de tendance, osez le dire, et je vous répondrai ; mais vous aimez mieux laisser planer sur moi le mot de *Communiste*, par lequel vous voulez effrayer les jurés.

L'égalité dans l'impôt et l'organisation démocratique de l'armée ne donneraient ni travail, ni pain, ni propriétés aux douze millions de malheureux : ce ne sont pas là des remèdes ni des améliorations sociales. Quant à l'*organisation du travail*, c'est autre chose : mais c'est ce que demandent les Communistes en présentant *leur plan*, qui est l'association communautaire ou la Communauté, comme en *Icarie* par exemple. M. Ledru-Rollin est bien libre de repousser ce plan ; mais alors qu'il en présente un autre ! Oui, je lui dirai toujours, comme au *National*, comme à M. Lamennais, comme à M. Arago, comme à tous les Anti-Communistes : « Si vous aimez réellement le Peuple, veuillez lui consacrer un mois de votre temps et de votre capacité pour lui présenter *votre plan d'organisation du travail* ! »

Je le proclame bien haut, *j'aime la propriété*, qui est le *fondement de toute MORALITÉ* ; je ne suis pas *Communiste* ; JE HAIS les *Communistes*, je les HAIS PLUS que vous-mêmes ne les haïssez, car on nous jette trop souvent à la face leurs *absurdes opinions*. »

Il est tout simple qu'on aime la propriété quand on en a, comme il est tout simple que les pauvres aiment à sortir de la misère, et n'aiment pas une institution qui dépouille et déshérite la moitié de la population. Mais comment est-il possible de dire que la propriété est le *fondement de toute moralité*, quand Socrate, Platon, Jésus-Christ, tous les Philosophes, crient, depuis si longtemps, que la distinction du *tien* et du *mien* est la source de tous les vices et de tous les crimes ; quand M. Lamennais proclame que la *Providence* maudit les possessions solitaires, parce qu'elles enfantent la cupidité, etc. ; quand la fortune est la récompense des Dubarry, des Feuchères, des Généraux pillards, des faussaires qui viennent de fabriquer pour plus de 100 millions de bous de l'échiquier en Angleterre ! Tous les voleurs, etc., pourraient donc dire que c'est pour acquérir de la *moralité* qu'ils veulent devenir propriétaires !

Comment est-il possible, surtout, de dire publiquement *je hais*, je

hais un Parti tout entier.. ! Et quel Parti.. ? L'Aristocratie ? Les corrupteurs, les oppresseurs ? Non, ce sont *les Communistes* que l'on hait ! Et l'on dit : je les hais *plus* que le Pouvoir, qui les hait assez pour les calomnier et les persécuter... ! Mais ne sait-on pas que je suis Communiste ? C'est donc à moi comme aux autres qu'on déclare haine et guerre ! Ne sait-on pas que la masse des Communistes est parmi les ouvriers, parmi ces douze millions de prolétaires accablés de misère, auxquels on dit s'intéresser si fort... ? N'a-t-on pas dit, dans cette fameuse profession de foi incriminée (car on incriminera tout puisqu'on incrimine le Communisme !), n'a-t-on pas dit que *le Peuple est l'ECCE HOMO des temps modernes* ? Et ne sait-on pas que l'ECCE HOMO des temps anciens, le réformateur JÉSUS-CHRIST, auquel on a préféré le voleur et l'assassin *Barabas*, est le chef des Communistes, le proclamateur du principe de la Communauté ? Puisqu'on hait les Communistes, on hait donc *le Communiste Jésus christ* ! Ce Jésus-Christ qui disait : « *Il est plus difficile au riche d'entrer par la porte du Paradis qu'au chameau de passer par le trou d'une aiguille* ; » ce Jésus-Christ qui disait encore : « *VENDEZ vos biens et mettez-en le prix en COMMUN* ; » ce Jésus-Christ, dis-je, voulait donc la destruction de toute moralité .. !

Mais rappelle-toi, mon cher Eugène, que, quand les premiers Chrétiens, secrètement réunis pour s'enseigner la doctrine de *Jésus-Christ*, rompaient ensemble le pain et buvaient dans le même vase pour simuler le *repas commun*, la *Communion* ou la *Communauté* instituée par lui, les Païens criaient partout que ces réunions étaient des Sociétés secrètes et des conspirations dans lesquelles ces brigands et ces monstres, ennemis des Dieux et des hommes, se préparaient au massacre en *égorgeant un de leurs enfants*, en buvant son sang, en s'abandonnant ensuite à toutes les horreurs de la *promiscuité*, du libertinage et de la débauche.. Rappelle-toi que les Prêtres du Paganisme noircissaient ainsi de calomnies ces Chrétiens qui pratiquaient la charité et la fraternité, qui voulaient surtout la pureté des mœurs et la sainteté du mariage et de la famille... Rappelle-toi que le Peuple romain, trompé par ces calomnies, était si convaincu que ces paisibles et vertueux disciples du Christ étaient les plus exécrables des scélérats qu'il demandait lui-même leur supplice et applaudissait à leurs tortures... Rappelle-toi que, profitant de la prévention populaire, l'exécrable *Néron* put mettre le feu dans Rome (pour avoir le plaisir de contempler un bel incendie et de rebâtir une plus belle ville), accuser les Chrétiens d'être les incendiaires, et faire brûler des milliers de ces innocentes victimes... Ne s'étonne donc pas si de nouveaux Païens haïssent et calomnient les Chrétiens d'aujourd'hui !

Et pourquoi les haït-on ? Cite-t-on leurs crimes ? Soutient-on que le système développé dans *le Voyage en Icarie* n'est pas le plus moral, le plus pur, le plus juste, le plus fraternel, le plus chrétien ? Non ; on les

haït parce qu'ils gênent, parée qu'ils vont à l'avant-garde de l'Humanité, parce que, quand on est accusé de partager leurs utopies, au lieu de répondre tout simplement *je crois ces utopies ABSURDES* (ce qui serait déjà bien téméraire), on croit se tirer d'un mauvais pas en disant « Je les haïs eux-mêmes *autant que vous, plus que vous.* »

« Je veux que l'Ouvrier devienne propriétaire, non pas par le *vol*, mais par les *voies légales*; et je dis que quand il sera propriétaire, il sera plus tranquille et plus moral; peut-être est-ce là une *utopie*, mais c'est du moins l'*utopie d'un bon cœur.* »

Mais comment veut-on que les douze millions de prolétaires puissent devenir propriétaires, sans modifier la propriété entre les mains des huit millions de propriétaires et surtout entre les mains des grands propriétaires? Qu'on présente donc *un plan*!

Et puis, comment peut-on supposer que les ouvriers Communistes veulent devenir propriétaires autrement que par les *voies légales*, par le *vol*, et que leur utopie n'est pas celle de *bons cœurs*?

Ainsi, mon cher Eugène, point de preuves contre le Communisme dans le discours de M. Ledru-Rollin; seulement d'incroyables attaques. Mais ces attaques, qui ne sauvent pas l'accusé, et qui sont loin de plaire au Peuple, n'obtiendront d'autre approbation que les éloges bien compromettants du *National*. Tu vas entendre celui-ci.

Après s'être efforcé de ridiculiser les *Jurés Angevins* (dont il aurait vanté l'intelligence s'ils avaient acquitté), après avoir ridiculisé même la *ville d'Angers*, même le département de *Maine-et-Loire*, au risque d'irriter ce département contre Paris, et d'exciter l'animosité entre la *Sarthe* et *Maine-et-Loire*, comme on a irrité les patriotes étrangers contre la France, le *National* ajoute :

« Et puis M. Ledru-Rollin était un *Communiste*, ou un *anarchiste* au moins; pour ceux-ci c'était un *chouan déguisé* que M. Berryer venait défendre; pour ceux-là c'était un *jacobin furieux* qui allait chantant dans les cabarets qu'*avec les boyaux du dernier prêtre il pendrait le dernier roi*; que vous dirai-je! il n'est pas de *conte absurde* qu'on n'ait répandu, de *malfaisante extravagance* qu'on n'ait attribuée à un homme *si honorable*, dont l'attitude dans ces débats a été si noble et si digne, qui s'est engagé dans la lutte avec fermeté, qui l'a soutenue jusqu'au bout avec autant de *talent* que de *dignité* et de *courage.* »

« M. Corbin, qui n'avait pourtant pas l'excuse de l'improvisation, avait essayé cependant, en terminant, de jeter l'effroi dans l'âme des jurés : *Que Dieu nous garde, NOUS ET NOS FAMILLES!* s'écriait-il avec un accent pathétique. »

Ainsi, toujours des calomnies contre les Communistes! Mais puisque la calomnie ne respecte pas même M. Ledru-Rollin et ses amis, comment s'étonner qu'elle s'acharne contre les Communistes? Et d'un autre côté, comment ceux qui calomnient les Communistes peuvent-ils s'étonner et se plaindre d'être eux-mêmes calomniés?

« M. Ledru-Rollin a très nettement déclaré l'*aversion* que lui inspi-
raient ces *doctrines* qui *attaquent la Société dans ses bases éternelles*

la famille et la propriété. Il a parlé de lui avec le sentiment qu'inspire une *conscience honnête* et un *noble cœur*. »

Le *National* applaudit à la haine de M. Ledru-Rollin contre les Communistes : c'est tout simple ; le *National* seul doit être enchanté sous tous les rapports... ! Et le fondateur d'un nouveau journal en concurrence avec le *National* peut avoir oublié cet adage : *Timeo Danaos et dona ferentes* (Je crains les dons ou les éloges d'un rival) !

Mais voici bien une autre douleur ! Voici Arago qui se joint à nos ennemis, qui nous déclare la guerre, qui encourage nos persécuteurs, et qui nous écraserait si nous pouvions être écrasés... Ne t'effraie pas davantage cependant ; car les attaques d'Arago ne contiennent encore aucune preuve contre le Communisme, tandis que ses aveux avancent son triomphe en démontrant sa nécessité. Ecoute ses paroles pour défendre M. Ledru-Rollin :

« On nous a représentés comme les délégués de deux factions qui s'agitent pour troubler le pays ; les mêmes haines, dit-on, les rallient, leurs couleurs semblent se confondre ; leur alliance est monstrueuse ; la morale publique en a reçu une profonde atteinte. »

« Dès que j'entrai dans la carrière politique, je dus me résigner à subir ma part de cet adage. L'homme le plus loyal, le plus honnête, le plus désintéressé a deux réputations, au moins, dans les temps de parti. Je l'avouerai cependant, après une carrière sans tache, vouée presque exclusivement aux progrès des arts et des sciences ; après divers travaux utiles accueillis avec bienveillance par mes compatriotes, par l'étranger, et qui m'ont fait espérer quelquefois que nos neveux prononceraient mon nom avec quelque estime, je ne pensais pas qu'on me présenterait aux yeux de mes contemporains comme un homme dont la conduite porte atteinte à la morale publique. Je n'imiterai pas nos accusateurs, je réprimerai les sentiments d'indignation que leurs discours ont excités dans mon âme. »

Ainsi, voilà M. Arago calomnié comme les Communistes ! Comment ceux-ci pourraient-ils s'étonner et se plaindre !

« Aujourd'hui, le peuple sait tout prononcer ; en se mêlant à lui, en l'éclairant, en se montrant décidé à soulager ses misères, en respectant ses droits imprescriptibles, on l'empêchera bien plus sûrement que par des menaces, que par des rigueurs, de faire retentir un non terrible qui ébranlerait la vieille Société jusque dans ses fondements. Loin de mériter la qualification d'anarchistes, ceux qui veulent arracher des millions de leurs concitoyens à la misère, à l'abrutissement, qui cherchent à les prémunir contre les doctrines empestées de quelques empiriques audacieux, ceux-là, dis-je, se montrent Conservateurs dans l'acception vraiment honorable de ce mot. Oui, c'est en suivant nos principes que les deux pierres angulaires de la Société, la famille et la propriété, ne recevront point d'atteinte sérieuse. »

Quoi, M. Arago parle des *doctrines empestées* de quelques *empiriques audacieux*, et il se plaint d'être calomnié lui-même !

« Malgré la vigueur des tons dont M. Ledru-Rollin avait chargé sa palette, la peinture qu'il a faite devant MM. les électeurs de la Sarthe de l'état d'une partie de la population française reste beaucoup au-dessous de la réalité. Lisez, MM. les jurés, lisez les ouvrages de MM. Vil-

Iermé et Benoiston de Châteauneuf, membres de l'Académie des sciences morales et politiques; l'ouvrage de M. de Morogues, pair de France; l'ouvrage de M. Villeneuve-Bargemont, député; l'ouvrage de M. Eugène Buret; l'ouvrage posthume de M. Parent-Duchâtelet, etc.; et *le cœur vous saignera* en apprenant quelle CRUELLE MISÈRE, quelle INCROYABLE DÉTRESSE, quelles AFFREUSES TORTURES les classes ouvrières endurent!

« Ce n'est pas ici le lieu de dérouler ce hideux, ce déplorable tableau. J'en pourrai d'ailleurs concentrer toutes les parties en peu de chiffres. »

« Quelle est la vie probable d'un enfant qui vient de naître, cet enfant étant pris au hasard sur l'ensemble de la population? VINGT ANS ET DEMI. — Quelle est la vie probable d'un enfant qui vient de naître dans certaines classes ouvrières? DEUX ANS. »

« Après combien d'années un million d'enfants, qu'on supposerait nés au même instant parmi toutes les classes de la population, seraient-ils réduits à 500 mille, à la moitié du nombre total? après VINGT ANS ET DEMI. — Cette réduction à la moitié s'opérerait en DEUX ANS si les enfants appartenaient à certaines classes ouvrières. »

« Les tables de recrutement ne sont pas moins significatives. »

Ainsi, voilà la misère, la détresse, les tortures du Peuple, bien constatées; voilà le mal; et je dirai toujours à M. Arago et à tout le monde: travaillez donc au remède!

« Et vous avez cru possible qu'un esprit généreux restât froid en présence de tant de douleurs, qu'il parlât de la population décimée par la faim en style de matrigail! Les prédilections de M. Ledru-Rollin pour la classe pauvre et souffrante honorent à la fois son cœur et son intelligence. Depuis quand donc ne serait-il plus permis d'accorder plus de sympathie à l'honnête ouvrier gagnant sa vie à la sueur de son front qu'à l'homme qui s'enrichit à la sueur de sa conscience? »

Pourquoi donc ne veut-on pas reconnaître que les Communistes peuvent être aussi des esprits généreux, des cœurs sympathiques?

« M. Ledru a parlé de l'organisation du travail comme d'un moyen de faire cesser pacifiquement un état de la société à la fois INHUMAIN et très DANGEREUX. Et voilà l'ignorance et la mauvaise foi qui, s'emparant d'un mot qu'elles ne comprennent pas, crient au COMMUNISME! »

« La question des salaires, la question de l'organisation du travail n'ont aucun rapport avec l'ABSURDE, avec le HIDEUX Communisme. Cette question est aujourd'hui l'objet des réflexions sérieuses de tous les esprits prévoyants; elle occupe les professeurs d'économie politique au Conservatoire des Arts et Métiers de Paris, au Collège de France, à l'Ecole de Droit. J'ai eu moi-même l'honneur de prononcer les paroles sacramentelles à la tribune de la Chambre des Députés. Il n'est pas hors de propos peut-être de montrer comment le même homme concilie le désir d'organiser le travail avec une antipathie profonde, invincible, contre les projets insensés de quelques novateurs. »

L'absurde et le hideux Communisme! Et vous aussi, Monsieur Arago, vous flétrissez le Communisme et vous lui déclarez la guerre, quand vous savez que je suis Communiste, quand je vous ai envoyé, dès 1838, l'un des cinq premiers exemplaires de mon *Voyage en Icarie* contenant le traité le plus complet sur la Communauté! Je n'admets pas même que vous puissiez trouver ce système absurde; et si vous daignez entrer

en discussion avec moi, je me fais fort de vous éclairer sur ce sujet comme vous pourriez m'éclairer sur l'astronomie. Certainement, si je vous disais que 47,625 multiplié par (625 plus 376 moins 238) divisé par 127 donne 286,125, toute votre science et tout votre génie mathématiques ne vous permettraient pas de dire que c'est faux avant d'avoir pris la plume pour vérifier l'addition, la soustraction, la multiplication et la division. Hé bien, je n'admets pas plus que vous puissiez taxer le Communisme d'absurdité avant de l'avoir profondément étudié. Je ne conçois pas surtout que vous puissiez l'appeler *hideux*... Hideux le Communisme d'Icarie! Hideux le Communisme de Socrate, de Platon, de Jésus-Christ, de Thomas Morus, etc. etc! Non, c'est impossible! Non, vous n'avez pas réfléchi à ces paroles flétrissantes, comme vous n'aviez pas assez réfléchi au danger de demander des fortifications; et vous finirez par approuver le Communisme, comme vous avez fini par accorder le fort *Valérien* et deux autres forts pour mettre les munitions à l'abri d'une insurrection après avoir démontré que tous les forts étaient de funestes bastilles! Définissez donc au moins le Communisme que vous appelez *absurde* et *hideux*! — Comment, d'ailleurs, pouvez-vous dire que le Communisme n'a rien de commun avec la question du *salairé* et de l'*organisation du travail*, quand, au contraire, c'est évidemment là son principal objet! — Pourquoi, du reste, ne traitez-vous pas cette question et ne présentez-vous pas *votre plan*? Un bon mémoire sur l'organisation du travail serait plus utile que tous vos voyages dans le ciel à cette masse ouvrière que vous reconnaissez si malheureuse et pour laquelle vous annoncez tant d'amour!

N'aie donc pas peur, mon cher Eugène, de l'hostilité d'Arago! Elle m'afflige bien vivement et bien plus que je ne puis te le dire; mais ce n'est pas pour le Communisme; car la Vérité, plus forte que tous ses ennemis, saura bien triompher de toutes les attaques; je regrette seulement de voir les hommes d'élite, qui pouvaient puissamment la servir, assez aveugles ou téméraires pour venir se briser contre elle.

Après *Arago*, te parlerai-je ici de l'*Atelier*, le satellite du *National*, qui, dans son dernier numéro (de novembre), vient donner un coup de pied à la Communauté qu'il croit malade et mourante? Il qualifie les théories et les doctrines du Communisme de *stupides, immorales, dévergondées, désorganisatrices*, provoquant au *désordre matériel*, dangereuses et funestes pour l'*ordre social*, sans rien distinguer et sans rien prouver, en alléguant et en calomniant. Il présente Quenisset et ses camarades comme des Communistes, tandis qu'ils ne sont que des Travailleurs égauxitaires, des Républicains, des Réformistes, des Révolutionnaires, qui lisaient ses articles et suivaient sa doctrine, qui se bornaient à demander comme lui des *ateliers nationaux*, et qu'il a disposés à la violence en déclarant qu'il recourrait lui même à LA FORCE quand il aurait épuisé les *moyens pacifiques*! Il applaudit à la *condamnation*

des Saint-Simonniens par un tribunal, et demande la *rigueur des lois* pour *arrêter la contagion*, c'est-à-dire des condamnations nouvelles contre les *prédicateurs* de doctrines contraires à la sienne, contre les *éducateurs* des ouvriers, sans s'apercevoir que c'est appeler la persécution sur lui-même !

Mais l'*Atelier* demande indulgence pour de pauvres ouvriers égarés, plus ignorants que pervers; il accuse le Pouvoir de tout démoraliser en appelant aux plus hautes fonctions, dans les chambres, dans les Académies, des *savants* qui professent publiquement le matérialisme, le Saint-Simonisme, etc. ; il accuse enfin les *journaux du Pouvoir* de n'avoir pas *discuté* les théories mauvaises; de n'avoir pas traité les ouvriers avec *bienveillance* pour leur ouvrir les yeux ; de les avoir, au contraire, *injurés, calomniés, dénoncés, exaspérés*, en imputant à tous les opinions de *quelques-uns*; et d'avoir fait œuvre de *mensonge et de séparation*, au lieu de faire œuvre d'*enseignement et de conciliation*... Cela est vrai : mais quel sanglant reproche l'*Atelier* n'adresse-t-il pas, sans s'en apercevoir sans doute, à son patron le *National*, pour qui chacune de ses expressions semble rédigée, et qui devait aux ouvriers Communistes bien autrement de bienveillance que la Presse du Pouvoir !

Ainsi, en résumé, mon cher Eugène, ni les attaques de l'*Atelier*, et du *National*, ni celles d'*Arago* et de *Ledru-Rollin*, ni toutes les autres attaques, ne prouvent rien contre la Communauté ; ce sont, je le répète, de nouveaux Païens qui calomnient de nouveaux Chrétiens. — Tous reconnaissent, au contraire, la misère du Peuple, la faute du Pouvoir, et la nécessité d'une Réforme politique et sociale.

Quant à l'attentat *Quenisset*, il ne prouve rien non plus contre la Communauté, parce que les accusés ne sont pas *Communistes* mais seulement *républicains et révolutionnaires*. En second lieu, en admettant même que l'accusation soit généralement bien fondée; en admettant que Quenisset et ses camarades soient bien coupables envers la loi; que quelques-uns soient ignobles et infâmes par leurs trahisons envers les autres (et les efforts de *Quenisset* et de *Fougeray*, pour perdre par leurs révélations les malheureux camarades qu'ils entraînaient eux-mêmes, me paraissent en effet le comble de l'infamie); en admettant que tous soient bien coupables envers le Peuple dont ils auraient compromis la cause par leur imprudence, leur vanité, leur présomption, leur témérité, leur folie; tout cela ne m'empêche pas de les trouver excusables, de les plaindre et de m'intéresser à leur sort, parce que leurs défauts, leurs vices, leurs crimes, leur infamie même, sont le résultat de leur affreuse misère, de la mauvaise organisation sociale, et des fautes du Gouvernement. Oui, mon cher ami, quoique personne peut-être n'ait plus de raisons d'être indisposé contre eux, puisqu'ils méprisaient mes conseils aux ouvriers en les taxant de lâcheté ou de trahison, l'organisation sociale actuelle est si odieuse à mes yeux et ces malheureux

m'inspirent tant de pitié que je me surprends quelquefois à regretter de n'être pas assis au milieu d'eux pour les défendre. Oui, j'invoquerais l'opinion de tous les journaux que je t'ai cités, je présenterais une masse de *circonstances atténuantes*, et je soutiendrais que la Société et le Pouvoir sont *trop coupables envers eux pour avoir le droit de les condamner impitoyablement* ; je soutiendrais que la rigueur n'est pas le remède au mal, et, pour le prouver, je rappellerais un officier supérieur de la garde municipale (*Parquin*) méditant l'attentat de Strasbourg pendant qu'il présidait officiellement au supplice de *Fieschi, Morey et Pepin* ; je soutiendrais enfin que, loin de me dégoûter d'être *Communiste*, toutes ces horreurs me démontrent plus que jamais la nécessité de la Communauté, et m'inspirent plus que jamais de l'enthousiasme pour elle.

Repousse donc résolument avec moi, mon cher Eugène, toutes ces objections subitement sorties de l'attentat *Quenisset*, et abordons enfin les *objections générales* qu'on adresse au système de la Communauté.

1re Objection : l'Égalité est contre la Nature, qui a fait les hommes inégaux en tout. — Il faut bien distinguer les *différences*, les *inégalités de fait* et l'*égalité de droits*. Sans doute, les hommes sont différents en sexes, en formes, en beauté, en couleur, en teint, en taille, en tempéramment, en santé, en force physique, en appétit, en besoins matériels, en caractère, en capacité : mais tout cela n'empêche pas qu'ils soient également hommes ; que la chaleur, la lumière, l'air, l'eau et toutes les productions de la Nature, existent pour eux tous également ; qu'ils aient tous le même droit (c'est même un devoir) d'accomplir leur destination, de vivre et de se reproduire, de suivre leurs instincts, de satisfaire leurs besoins ; que tous, en un mot, soient *égaux en droits*. — Aussi, le sentiment naturel de l'Égalité est-il dans tous les cœurs ; personne n'aime un état d'infériorité ; celui même qui se plaît à avoir des inférieurs souffre d'avoir des supérieurs ; et la jalousie, l'envie, sont les sentiments les plus naturels et les plus universels, énergiques jusqu'à produire la haine, la révolte et le meurtre, comme le montre l'exemple d'Abel tué par son frère. — Aussi, partout a-t-on considéré la Nature comme la *mère* ou le Créateur comme le *père* de tous les hommes, et les hommes comme des *frères*, comme les *enfants* du même père et de la même mère ; partout on a admis que le père et la mère devaient aimer, nourrir et protéger également leurs enfants sans distinction de taille, de teint, de beauté, de force, etc., et que, pour maintenir entr'eux l'égalité, ils devaient aimer et protéger d'avantage les plus jeunes, les plus faibles, les plus infirmes, etc., parce qu'ils ont plus besoin de protection et d'amour. Aussi le christianisme, réformant, perfectionnant et remplaçant toutes les religions et toutes les philosophies, a-t-il proclamé la *paternité* du créateur, la *fraternité* et l'*égalité* des hommes.

Mais la *force*...? — La force est un fait comme la taille ou la beauté ;

mais elle n'est pas un *droit*, pas plus que la taille et la beauté : et de même que le petit et le laid ont autant le droit de vivre que le grand et le beau , de même le faible a autant le droit de manger que le fort. D'ailleurs , comment reconnaître le plus fort ? Un petit peut être plus fort qu'un grand et gros ; deux faibles réunis peuvent être plus forts qu'un seul fort ; et le courage ou des armes , l'adresse ou la ruse ou mille autres circonstances , peuvent donner l'avantage à celui qui se trouve physiquement le plus faible. C'est donc la lutte seule et la victoire qui peuvent manifester quel est le plus fort ; c'est le vainqueur qui est le plus fort ; par conséquent c'est le duel et le combat entre deux hommes ou la *guerre* entre deux peuples qui peuvent seuls prouver la force ; et comme le vainqueur d'aujourd'hui peut être vaincu demain , il faut que le vainqueur tue le vaincu pour être sûr de rester le maître , ou bien la guerre est *perpétuelle*, parce que le vaincu peut presque toujours espérer de s'affranchir en recommençant le combat. C'est pour éviter cette guerre perpétuelle que l'homme , usant de sa raison , a imaginé l'*égalité de droits* ou l'*égalité sociale*, par suite de laquelle tous les citoyens deviennent *également forts* , puisque tous sont également défendus et protégés par la *même force* , la force sociale substituée à la force individuelle.

Mais l'*intelligence* , le *génie*.. ! — C'est encore un *fait* , et non pas un *droit* ; c'est une espèce de force ou de puissance à laquelle il faut appliquer tout ce que je viens de dire de la force physique. Rien ne constate avec certitude la supériorité intellectuelle pas plus que la supériorité matérielle ; personne ne veut reconnaître et tolérer l'une plus que l'autre , comme la première de ces supériorités ne veut pas plus se soumettre à la seconde que la seconde ne veut se soumettre à la première. Ce serait donc encore la guerre et la guerre perpétuelle si l'*Égalité sociale* ne venait pas organiser la paix et la concorde.

Ne nous arrêtons donc pas davantage à la question de savoir si la *Nature* a établi l'*Egalité* ou l'*Inégalité* ; car , sur toute la terre aujourd'hui , la *Raison* n'inspire à l'*Humanité* qu'un seul cri en faveur de l'*Égalité sociale*.

Il y a plus : partout où règne l'*Inégalité* , c'est une *Inégalité sociale* ; car ce n'est ni la force physique ni la force intellectuelle qui donne le *Pouvoir* aux Rois et aux Aristocrates par droit de naissance ; ce sont des *Inégalités* et des privilèges conventionnels ou arbitraires : mais partout les Nations demandent la *Démocratie* ou l'*Égalité sociale*.

Et cette *Égalité sociale* peut être générale , universelle , absolue , parfaite ; car , de même que la loi déclare les citoyens égaux devant la *Justice civile* ou *criminelle* , sans aucune distinction entre le fort et le faible , le grand et le petit , le riche et le pauvre , le vieux et le jeune , etc. , de même la loi peut ordonner que tous seront également bien nourris , bien instruits , bien vêtus , etc. , à la condition de travailler également.

Ainsi, l'égalité sociale donne la même quantité d'aliments, des vêtements de la même longueur...! — Non, l'objection n'est pas sérieuse, ou n'est pas de bonne foi ; car elle suppose une absurdité. Si, par exemple, l'on ne donnait pas au *grand* un vêtement plus ample que celui du *petit*, il n'y aurait pas égalité de vêtement ; car, l'un serait vêtu et l'autre ne le serait réellement pas ; tandis que, si l'on donnait au *petit* un vêtement aussi ample que celui du *grand*, le premier pourrait se trouver dans l'impossibilité de s'en servir. L'égalité sociale de droits est une égalité raisonnable, proportionnelle aux besoins, etc., comme l'égalité sociale de devoirs est proportionnelle aux facultés... L'égalité consiste à être également bien nourris, également bien vêtus, avec des quantités d'aliments et de vêtements inégales si les besoins sont inégaux, mais également suffisantes pour les besoins de chacun.

Mais, quelle égalité peut-on demander aujourd'hui, puisque la Charte garantit l'égalité devant la loi ? — Ce serait l'égalité véritable si toutes les lois établissaient l'égalité. Mais toutes nos lois établissent l'inégalité ; et alors *égalité devant la loi* signifie *égalité devant des lois constituant en tout l'inégalité*, ce qui constitue la plus insultante dérision. Néanmoins, je prends acte de l'aveu, et à ceux qui nous répondent que nous avons l'égalité devant la loi, je réplique : « Vous accordez l'égalité devant la loi : bien ! Vous n'entendez certainement pas que cette égalité soit une moquerie ; vous entendez loyalement que ce soit une réalité : hé bien, pour que votre *égalité devant la loi* soit réellement une égalité, il faut, de toute nécessité, que la loi constitue l'égalité et l'égalité en tout. Vous voulez donc que l'égalité légale ou sociale donne à tous les mêmes droits politiques et le même droit d'être également bien nourri, bien instruit, bien vêtu, bien logé, etc. Autrement, je le répète, votre *égalité devant la loi* serait la plus insultante dérision.

Mais il n'est pas juste que l'homme de génie ne soit pas mieux traité que l'imbécille, le savant pas mieux que l'ignorant, le médecin pas mieux que le cordonnier ! — Moi, je soutiens qu'il n'y a aucune injustice ; et pour le démontrer, je ne parlerai pas des hommes existants, parce que tous peuvent être influencés et aveuglés dans cette question par leur orgueil et leur intérêt personnels, tous prétendant se placer dans la classe supérieure qui mériterait d'être mieux traitée, et personne ne reconnaissant que sa classe est inférieure et ne mérite pas d'être aussi bien traitée : je parlerai donc d'une génération à naître, d'enfants qui naîtront en Amérique, par exemple. Hé bien, n'est-il pas vrai que, au moment de leur naissance, ces enfants seront parfaitement égaux en ignorance, en nullité, en droits, en droit à l'éducation surtout. Beaucoup de philosophes, *Jacotot* notamment dans ces derniers temps, ont pensé que tous ces enfants naissent égaux en intelligence : je suis de cet avis. Les intelligences peuvent être diverses et différentes ; les aptitudes peuvent être variées ; l'un peut être plus propre aux mathématiques, l'autre à la littérature, etc. Tel qui paraîtrait imbécille dans

certaines études, et qui passerait toujours pour imbécille s'il était cloué sur ces études, a peut-être une disposition supérieure pour une autre étude et sera un homme de génie s'il peut se livrer à sa vocation. Je l'ai observé sur un grand nombre de jeunes gens (quand j'étais maître d'étude et professeur dans un lycée), et il n'est personne, instituteur, philosophe, ou autre, qui n'ait fait personnellement cette observation. Que de génies se trouvent ainsi perdus pour l'Humanité faute d'éducation ou par suite d'une éducation trop restreinte ! Le petit nombre de génies qui se révèlent ne sont vraiment que le résultat du hasard ! Et si une centaine ou un millier d'enfants étaient élevés de la même manière et placés pendant vingt ans dans les mêmes circonstances, tous entièrement privés d'éducation ou tous élevés le plus complètement et le plus parfaitement possible (expérience qui n'a jamais été faite, jecrois), on verrait probablement l'égalité d'ignorance et d'incapacité dans le premier cas, d'intelligence et de capacité dans le second. Dans ce second cas, on ne trouverait probablement aucun individu stupide, imbécille, ou bien le nombre en serait si petit qu'on peut en faire abstraction, et ces individus ne seraient que des hommes physiquement incomplets, des portions d'hommes : quant aux autres, leur intelligence serait autrement composée, comme le nombre 12 peut être composé de 6, plus 4, plus 2, ou de 4, plus 8, ou de 5, plus 3, plus 2, plus 1, plus 1, etc. ; mais, en somme, les intelligences seraient égales, comme les trois combinaisons de chiffres ci-dessus donnent le même total.

Certainement qu'aujourd'hui, dans les hommes existants, l'intelligence cultivée ou développée n'est pas égale chez tous ; et ce pourrait être, pour les ouvriers, l'erreur la plus funeste s'ils croyaient qu'ils savent tout sans avoir rien appris, qu'ils ont autant d'expérience, d'instruction, d'habileté, de capacité que les classes qui ont reçu de l'instruction et de l'éducation, et qu'ils n'ont aucun besoin des bourgeois nécessairement plus éclairés qui sympathisent et fraternisent avec eux. — Mais il n'en est pas moins vrai, d'abord que, parmi ces ouvriers se révélerait autant de génie que parmi les classes riches s'ils avaient reçu la même éducation, ensuite, qu'en naissant tous les enfants ont généralement la même intelligence naturelle. Qui pourrait soutenir et démontrer le contraire ? Qui pourrait indiquer les caractères qui manifesteraient, avec certitude, à la naissance, la supériorité d'intelligence dans certains nouveaux-nés ? Personne, sans doute, ne soutiendrait que les enfants des nobles ou des riches ont nécessairement plus d'intelligence que les enfants des pauvres ! Si l'opinion en faveur de l'Égalité intellectuelle peut être erronée, l'opinion contraire est-elle indubitable ? Et l'erreur favorable à l'Égalité n'est-elle pas plus encourageante, plus utile et plus satisfaisante pour le Genre humain que celle qui n'admet que quelques êtres privilégiés au milieu d'une masse imparfaite ?

Je me plais donc à croire les intelligences égales ou à peu près égales ; et si l'intelligence donnait des droits, l'Égalité d'intelligence donnerait encore l'Égalité des droits, et surtout le même droit à l'éducation.

Maintenant, j'admets l'inégalité d'intelligence : l'intelligence supérieure doit-elle nécessairement donner des droits supérieurs ?

Mais je m'arrête : cette 10^e lettre est déjà trop longue ; et j'achèverai de répondre aux objections dans le commencement de la 11^e. Adieu, mon cher Eugène.

CABET.

8 Décembre, 1841.

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Onzième Lettre (1).

Suite des objections et des réponses. — Principes de Communauté qui se trouvent déjà dans la Société actuelle.

Transformation de la Société actuelle en Communauté. — Régime transitoire.

Suite des Objections et des Réponses.

Dans ma dixième lettre, mon cher Eugène, j'ai répondu à presque toutes les attaques publiquement dirigées contre les Communistes: mais en voici une nouvelle répandue par la Police ou avec son autorisation, crieée dans les rues et contenue dans une brochure anonyme, sous le titre : *Arrêt de la Cour des Pairs contre les auteurs de l'attentat du 13 septembre*. Voici l'un des passages :

« Le crime exécuté par Quenisset avait été *prémédité avec d'autres*. Une *société secrète* existe qui reçoit des serments, dicte des arrêts de mort, et, sous le nom de *Communistes* ou d'*Egalitaires*, a organisé contre le puissant, contre le riche, contre le propriétaire, un odieux complot, un plan bien arrêté de *pillage* et d'*assassinat*... Commet-on un meurtre, on n'est pas assassin, on est *Egalitaire*. Commet-on un vol, on n'est pas voleur, on est *Communiste*... »

Que dire d'une Société où l'Autorité ne craint pas de répandre ou tolérer de pareils mensonges, de pareilles calomnies ! Et que dire aussi des journaux qualifiés démocrates assez aveugles pour faire chorus avec de si dangereux calomniateurs !

Dans cette même dixième lettre, j'ai commencé à réfuter les *objections* générales contre la doctrine de l'Égalité et de la Communauté, et

(1) Nous devrions peut-être nous excuser des retards apportés dans la publication de cette *onzième lettre* et de la *douzième* : mais nous espérons que tout le monde serait convaincu qu'il y avait nécessairement des obstacles indépendants de notre volonté. L'urgence et la nécessité de répondre aux calomnies contre le Communisme et de tracer une marche contre la persécution nous ont absorbé dans les longs travaux de la *ligne droite*, de la *dixième lettre*, et du *Procès Quenisset*.

particulièrement cette objection banale « que la Nature a fait les hommes *inégaux* en force, en intelligence, et par conséquent en droits. » Je t'ai démontré, du moins je le crois, que la force et l'intelligence des hommes sont généralement, en masse, égales ou à peu près égales, quoique composées d'éléments différents; que dès-lors les hommes sont naturellement égaux en droits; que, dans tous les cas, l'*égalité sociale* est conforme à la raison; et que cette égalité sociale n'est nullement une injustice. Je continue; et j'examine l'objection en admettant même l'inégalité d'intelligence et de capacité.

Je suppose donc un homme supérieur en génie, qui me dit : « Puisque je suis supérieur en capacité et en utilité, il est injuste, inique, révoltant, intolérable, que je ne sois pas supérieur en droits dans la Communauté. » — Je lui réponds : « Si votre supériorité intellectuelle vient uniquement de la Nature, c'est un *hasard* comme la beauté; et le hasard de l'intelligence ne peut, pas plus que le hasard de la beauté, vous donner un *droit*. D'ailleurs ne perdons jamais de vue le principe de la *Fraternité*. Quoi, vous êtes mon frère, et vous comptez, vous liardez avec moi ! Vous ne vous contentez pas d'être heureux dans la Communauté, aussi heureux que moi, aussi heureux que nous pouvons l'être tous en l'étant également ! Vous voulez absolument me dominer et m'humilier ! Vous ne pouvez être heureux que de mon humiliation ! Et cela parce que le hasard vous a fait plus intelligent ou plus beau ! Mais c'est moi qui me révolterais contre l'injustice de la Nature, contre votre égoïsme et votre orgueil ! La Nature est notre mère à tous les deux ; nous sommes également ses enfants ; et elle m'aimerait moins, me protégerait moins, parce que je suis moins grand, ou moins fort, ou moins joli, ou moins adroit ! Et que dirait-on d'un père ou d'une mère qui traiterait ainsi ses enfants ? »

D'ailleurs, la Communauté viendrait dire au supérieur en intelligence : « Ton génie ne se serait point développé si je ne t'avais reçu dans mon sein, instruit, élevé ; ton instruction et ta capacité te seraient inutiles si je ne te donnais pas les moyens de les appliquer et de les utiliser. Tu n'es ce que tu es que par moi ; tu me dois tout ce que tu possèdes en génie : mais je ne t'ai instruit, élevé, qu'à la condition que tu emploierais toute ta capacité à mon service en te contentant du même sort que tes frères. Quand tu me consacres ton travail et ton talent, tu ne fais qu'acquitter ta dette. Et de quoi peux-tu te plaindre quand je te traite aussi bien que tes frères, quand tu ne vois personne plus heureux que toi, quand je vous rends tous aussi heureux qu'il m'est possible ? Du reste, si tu n'es assez ingrat, assez égoïste, assez dépourvu de sentiments fraternels, assez injuste, pour être mécontent et pour exiger davantage, cherche un autre pays pour utiliser à ton seul profit les talents que je t'ai donnés ! »

La Société, à qui l'on reconnaît aujourd'hui le droit de vie et de mort sur ses membres, ne pourrait-elle même pas dire à tous les nouveaux

époux : « Vous aurez des enfants : je veux bien les nourrir, les instruire, les élever, mais à une condition, c'est que vous acceptiez, pour eux, l'*Égalité sociale*, en vertu de laquelle ils ne seront pas mieux nourris, vêtus, etc., que les autres, quand même ils seraient supérieurs en capacité, comme ils seront aussi bien nourris, etc., quand même ils seraient inférieurs en intelligence. Si cette Égalité sociale ne vous convient pas, allez ailleurs vous marier et créer une famille ; car je veux absolument supprimer les funestes conséquences de l'*Inégalité*, et fonder l'*Égalité sociale* pour fonder l'ordre, la concorde et le bonheur. »

Eh bien, dis-moi, Eugène, n'est-il pas de toute évidence que personne ne refuserait cette condition ni pour ses enfants ni pour soi ? N'est-il pas manifeste que cette Égalité sociale n'a rien, absolument rien d'injuste ?

2^{me} *Objection*. — L'Égalité sociale tuera l'*émulation*, au grand préjudice de la Société ; on ne fera plus d'efforts quand on ne pourra rien acquérir ni pour soi ni pour ses enfants. — D'abord le plus grand de tous les préjudices pour la Société est celui qui résulte de l'émulation actuelle, qui consiste dans la faculté de s'enrichir et d'enrichir ses enfants ; c'est de là que naissent la cupidité, l'ambition, tout le mal. L'émulation ne peut procurer à la Société aucun avantage capable de compenser cet inconvénient : à tout prix il faut supprimer l'opulence et la misère, l'ambition et la cupidité, par conséquent la faculté d'acquérir plus que les autres. En second lieu, la Communauté excitera l'émulation et l'activité par des récompenses morales, des honneurs, des distinctions civiques. L'éducation, les mœurs, les lois, ne pourront-elles pas donner à l'estime et à la reconnaissance publiques autant et plus de prix que n'en ont aujourd'hui les richesses ? Les jouissances intellectuelles et morales ne sont-elles pas plus dignes de l'homme que les jouissances matérielles, et plus capables d'inspirer le dévouement à la patrie ? En troisième lieu, la raison, que chacun sera habitué, dès son enfance, à prendre pour guide, et l'éducation, qui fera de l'homme un être bien autrement raisonnable qu'il n'est aujourd'hui, lui donneront, comme règle capitale, que l'intérêt individuel se confond absolument avec l'intérêt public dans la Communauté, que la part de chacun augmente ou diminue suivant l'augmentation ou la diminution de la richesse commune, que travailler pour la Communauté c'est travailler pour soi et pour ses enfants, tandis que porter préjudice à la Communauté ce serait se nuire à soi-même et nuire à sa famille.

3^{me} *Objection*. — Il y aura toujours des *paresseux*. — Oui, dans le système actuel ; et il est presque impossible qu'il n'y en ait pas, parce que l'ouvrier n'a pas d'instruction, parce qu'il n'a pas la profession qui lui conviendrait le mieux, parce que son travail est méprisé, pénible, dégoûtant, excessif, périlleux, mal payé, etc., etc. Mais, dans la Communauté, quand tout le monde exerce une profession, quand le travail

est honoré , quand la paresse est considérée comme un vol et déshonorante , quand l'ouvrier est tellement instruit que rien ne peut être sans intérêt pour lui , quand les machines multipliées à l'infini rendent le travail facile, court, attrayant, sans péril et sans fatigue, il est presque impossible qu'il y ait des paresseux ; et comme l'activité est dans la nature de l'homme, comme la curiosité et le désir d'apprendre sont un de ses instincts , comme le plaisir de faire des découvertes est une de ses jouissances les plus vives ; on peut dire avec certitude que les esprits seront bien plus actifs et bien plus laborieux dans la Communauté que dans la Société d'aujourd'hui : quelque grandes que puissent y devenir les satisfactions physiques, les jouissances intellectuelles et morales y seront toujours bien supérieures. Le plus grand supplice qu'on pourrait infliger à l'homme de la Communauté serait de le condamner à une oisiveté absolue. Un paresseux serait un homme incomplet, malade, infirme, qu'on traiterait comme tel. S'il pouvait y en avoir, il y en aurait toujours infiniment moins qu'à présent , ce qui serait toujours une amélioration et un progrès ; et d'ailleurs la puissance industrielle et productrice sera tellement augmentée par l'éducation , par les machines , par l'emploi de tous les bras , par la suppression d'un grand nombre de travaux inutiles, que l'existence de quelques paresseux serait insensible et inaperçue. Mais , je le répète, il est évident qu'il n'y aura point de paresseux dans la Communauté, d'autant plus que toute l'intelligence de la Nation s'emploiera à trouver les moyens d'éviter la paresse.

4^{me} *Objection.* — Il y aura toujours des *ivrognes*, qui ne travailleront pas et se ruineront. — Oui , dans la Société actuelle , où tout pousse le malheureux à l'ivrognerie ; où l'Aristocratie est intéressée à maintenir le Peuple dans l'ignorance, la misère et l'abrutissement ; où l'ouvrier, qui ne voit point d'avenir, ne voit aucune utilité à économiser ; où le vin a d'autant plus d'attrait pour le pauvre que c'est pour lui le fruit défendu, son unique plaisir, son moyen de fraterniser avec un camarade , l'oubli momentané de sa misère..... Mais dans la Communauté, où tous les enfants reçoivent la plus parfaite éducation ; où l'éducation, la raison, les mœurs, les habitueront à regarder l'ivresse comme un des actes les plus abrutissants et les plus avilissants ; où les jeunes citoyens se marieront tous de bonne heure et vivront toujours en société et en famille ; où tous les ouvriers mangeront et boiront, suivant leurs besoins, avec leurs parents , leurs camarades, leurs femmes et leurs enfants ; où l'on ne trouvera ni cabarets , ni tabagies, ni cafés pour les hommes seuls ; il est incontestable, non-seulement que l'ivrognerie sera infiniment plus rare, (ce qui seul suffirait pour faire désirer ce système) mais encore qu'elle disparaîtra complètement , comme elle a déjà diminué partout, comme elle a déjà presque disparu dans certaines classes et dans certains pays.

5^{me} *objection.* — Il y aura toujours des *voleurs*, qui préféreront le vol au travail. — Oui, dans l'organisation sociale actuelle, où tout excite

la soif de l'or et de la fortune, où le travail ne peut les procurer, soit parce qu'il manque souvent, soit parce qu'il laisse la masse des travailleurs dans la misère, soit parce que tout concourt à le rendre dégoûtant, tandis que tout semble concourir à faciliter le vol et à y provoquer. Que de voleurs privés et publics nourrira toujours la Société d'aujourd'hui ! Et, d'un autre côté, que de petits voleurs sont entraînés au vol malgré eux, par la misère, qui n'auraient jamais été voleurs s'ils avaient pu vivre en travaillant ! Mais dans la Communauté, l'éducation, les mœurs, la facilité et l'agrément du travail, l'aisance et le bonheur en travaillant, l'absence de la monnaie et du commerce, rendent le vol absolument impossible, parce qu'il est sans intérêt. Que pourrait-on voler dans la Communauté, puisqu'il n'existe rien dont on n'ait pas sa part ? Que ferait-on d'un objet volé, puisqu'on ne pourrait ni le vendre ni l'échanger ? Et si je voulais admettre qu'il y aura encore quelques petits vols, ne faudrait-il pas m'accorder qu'ils seront infiniment plus rares qu'aujourd'hui ?

Oui, mon cher Eugène, sur toutes les objections de ce genre je répondrai : Quand même la Communauté laisserait subsister quelques vices, ils ne seront rien comparativement à ceux d'aujourd'hui ; quand même elle ne serait pas la perfection absolue, elle sera la perfection relative, que l'intelligence humaine perfectionnera toujours de plus en plus ; et j'aperçois clair comme la lumière du soleil qu'un jour la Communauté ne verra pas un voleur, pas un ivrogne, pas un paresseux...

6^{me} objection. — Il y aura toujours des *travaux* que tout le monde repoussera. — Voyons, raisonnons. Supposons un Peuple qui a décidé d'adopter la Communauté, et qui délibère sur ses intérêts et ses affaires. Il a décidé que tel travail était nécessaire, indispensable. Il faut qu'il se fasse ; il faut que des citoyens le fassent. Mais, dans l'état actuel des choses, personne ne s'offre pour s'en charger, et chacun préfère tout autre travail. Comment faire ?

Je dis d'abord qu'il est impossible que le problème soit insoluble pour un Peuple, pour une Nation, que la difficulté soit insurmontable pour l'intelligence humaine, qu'un système entier d'organisation sociale doive reculer devant un pareil obstacle ; je dis que le Peuple, que l'intelligence humaine, saura bien trouver quelque solution, quelque moyen, je ne sais lequel : en voici quelques-uns qui pourront être indiqués.

L'un dira : Les moins habiles dans les examens et les concours pour les autres travaux seront chargés de celui-ci, comme les élèves de l'école polytechnique sont forcés de rester dans l'*artillerie* quand les plus instruits ont choisi les places vacantes dans le *génie* maritime ou civil ou militaire. — Un second dira : Il faut intéresser, engager, exciter à se charger de ce travail en l'indemnisant ou le récompensant particulièrement, en l'honorant comme un acte de dévouement et de patriotisme. — Un troisième dira : Il faut tirer au sort, comme on faisait pour le ser-

vice du soldat, du juré... — Un quatrième dira : Il faut que chacun de nous fasse ce travail, à tour de rôle, pendant un temps fort court, comme on faisait pour le service de la Garde nationale... — Un cinquième dira : Nous avons tous intérêt à ce que ce travail soit dégagé de tout ce qu'il a de pénible, de périlleux, de dégoûtant, d'ennuyeux, et même à ce qu'il soit exécuté par des machines : cherchons tous des machines, faisons des machines, n'épargnons rien pour avoir des machines, chargeons des machines de tout ce dont nous ne voudrions pas nous charger...

Et tu conçois, mon cher Eugène, qu'il n'y aura aucune profession, aucun travail, pour lequel la Communauté, le Peuple, l'intelligence humaine, puissent manquer de machines et d'ouvriers.

7^{me} objection. — L'Égalité sociale serait l'Égalité de misère. — Oui, si, comme le suppose M. Charles Dupin, on partageait toute la fortune actuelle entre tous les individus sans rien changer autrement à l'organisation de la Société. Mais c'est là une supposition chimérique. Personne ne veut moins que les Communistes la loi agraire, le partage, la division, le morcellement. C'est au contraire la concentration qu'ils veulent, l'exploitation en commun de tout par tous au profit de tous. Il n'y aura jamais eu d'aussi grand propriétaire, d'aussi riche capitaliste, d'aussi puissant producteur agricole et manufacturier que la Communauté. La suppression des industries inutiles, l'emploi de tous les bras jusqu'alors oisifs, la multiplication des machines pouvant équivaloir à des milliards d'ouvriers, la suppression des clôtures, fossés, parcs, etc., la cultivation de toutes les parties du territoire, l'ordre qui réalisera d'immenses économies et qui évitera des pertes immenses, le perfectionnement de l'agriculture et de l'industrie, décupleront et centupleront peut-être la production et la richesse nationale. Tu ne peux certainement pas douter, mon cher Eugène, que la France, exploitant son territoire et son industrie en commun, avec toute sa population pour ouvriers, ne produise assez pour très bien nourrir, très bien vêtir, très bien loger et très bien meubler tous ses citoyens. La Communauté donnera certainement l'Égalité d'abondance et de bonheur !

8^{me} objection. — La Communauté ne serait qu'un couvent, un monastère. — Une petite Communauté pourrait y ressembler, et je n'en voudrais pas. Mais une grande Communauté, c'est une grande Nation avec toute sa civilisation, tout son mouvement, toute sa variété, toutes ses jouissances.

9^{me} objection. — La Communauté étoufferait les beaux-arts. — Où en est la preuve ? Aucun système n'est au contraire aussi favorable à la perfection des artistes et des arts.

10^{me} objection. — La Communauté tuerait la liberté individuelle. — C'est dans l'organisation actuelle qu'il n'y a point de véritable liberté.

Mais dans la Communauté, chacun a toute la liberté possible, puisque chacun n'obéit qu'aux lois qu'il a votées.

11^{me} objection.—Aucun Peuple n'a adopté la Communauté jusqu'à présent.—On disait la même chose du Christianisme, de l'abolition de l'esclavage, de l'adoption de la vaccine, avant qu'ils fussent adoptés.

12^{me} objection.—Ce serait trop beau ! La chose est *impossible* ! — Et la preuve ? Qui peut être assez téméraire pour affirmer qu'une chose est impossible ? N'a-t-on pas vu se réaliser des milliers de choses qu'on déclarait impossibles ? Les plus grandes choses n'ont-elles pas été condamnées comme impossibles ? N'a-t-on pas cru impossibles la suppression de l'esclavage qui régnait sur toute la terre, l'abolition du droit de vie et de mort qui appartenait à tous les maris sur leurs femmes et à tous les pères sur leurs enfants, la destruction du Paganisme qui dominait sur tous les Peuples, le triomphe du Christianisme qui proclamait l'Égalité et la Fraternité... ? *Galilée* et *Christophe Colomb*, n'ont-ils pas été déclarés fous ? L'imagination a-t-elle jamais admis la possibilité des miracles de la boussole, de l'imprimerie, de la poudre à canon, de la vapeur, du gaz, etc. ? Quelqu'un aurait-il cru possibles la Réforme de Luther, la Révolution américaine, la Révolution française, la nuit du 4 août, la condamnation de Louis XVI, l'élévation du petit caporal à l'Empire, la chute du grand Empereur, les Révolutions du 20 mars et de 1830, puis l'érection de quatorze bastilles et la condamnation des imprimeurs en 1842 ? A tous ces exemples, tu peux certainement, mon ami, en ajouter bien d'autres ; et tu dois être convaincu, comme moi, que la Communauté n'est pas plus impossible que tant de changements réputés impraticables et néanmoins réalisés. Mais, pour t'en convaincre d'avantage encore, je vais, négligeant d'autres objections moins importantes, te montrer que la Société actuelle renferme déjà une foule d'éléments de la Communauté.

Éléments de Communauté que renferme la Société actuelle.

Vois d'abord combien de choses naturelles restent communes, l'air, la lumière, la chaleur, l'eau... !

Vois ensuite combien de propriétés restent indivises et communes les routes, rues, places publiques, fontaines, marchés, promenades, temples, ports, etc !

Les mots *public*, *général*, *social*, *national*, ne sont-ils pas synonymes de *commun* ? Et que de choses, que d'affaires *publiques*, *générales*, *sociales*, *nationales*, *communes* ! que d'intérêts *communs* !

République n'est-ce pas à peu près la même chose que *Communauté*, à tel point que les Anglais appelaient leur République de 1649, *Common wealth*, chose ou richesse commune ?

Toutes les *Communes*, avec leurs biens *communaux*, ou leurs communs, leurs bergers, troupeaux, pâturages communs, leurs forêts communes, leurs moulins, fours, pressoirs communs, etc., ne sont-elles pas des Communautés ?

Le Christianisme n'a-t-il pas couvert le globe de Communautés *religieuses* (monastères, couvents, chapitres, églises, écoles, hospices), de Communautés *industrielles* ou corporations, sous le patronage d'un Saint commun, et de Communautés ou Sociétés *scientifiques* ?

Les mariages ne forment-ils pas, presque tous, des Communautés *conjugales* ?

Les principes de la législation qui rendent communs les *murs mitoyens*, les *passages* sur les fonds contigus, l'usage des *fontaines*, et qui rendent commune la perte dans un *nauffrage*, dans un *incendie*, etc., ne sont-ils pas des principes de Communauté ?

L'armée, les camps, les casernes, les collèges, les lycées, les écoles publiques, les hospices, les prisons, ne sont-ils pas de véritables Communautés organisées par le Gouvernement lui-même pour réaliser de grandes économies ?

Et que d'établissements créés pour être publics ou communs par une raison d'économie ou pour qu'ils puissent être plus grands ou plus beaux, ou parce qu'ils ne pourraient être faits par des particuliers, Je ne citerai que les monuments publics, les écoles, les églises, les théâtres, les diligences, les omnibus, les bains, les moulins, les fours, les pressoirs, les hôtelleries, les restaurants, les cafés, toutes les maisons d'industrie ou de commerce....

Que de *cuisinès ambulantes* pour offrir aux ouvriers de la soupe, du café au lait, des saucisses, du poisson, des pommes de terre, des pommes, etc. !

Que d'entreprises ne peuvent être faites que par des compagnies, des associations, des actions, des souscriptions, des cotisations, qui sont autant de principes de la Communauté !

Et que de compagnies d'*assurance* (contre l'incendie, contre la grêle ou la gelée, contre le service militaire, contre le naufrage, contre la faillite, contre la mort avant certain âge, etc.) ! Et cette *assurance* n'est-elle pas le principe essentiel de la Communauté ? Qu'on étende l'assurance à tout, pour tous, de la part de tous, que le Gouvernement ou la Société soit une assurance universelle pour assurer à tous le travail, la nourriture, le vêtement, etc.; et, je te le demande, la Société ne se trouvera-t-elle pas insensiblement transformée en Communauté ?

Vois d'ailleurs comme il serait facile au Gouvernement de diriger toute l'agriculture et toute l'industrie ! Car ne dirige-t-il pas déjà l'exploitation du domaine national, l'armée, la marine, les écoles, les hospices, les prisons, la poste aux lettres, la construction des routes

des chemins de fer, des canaux, des ponts, des édifices publics, des vaisseaux, la fabrication des canons et fusils, de la poudre, du tabac, etc., etc.?

Serait-il difficile de tout distribuer aux citoyens, quand presque tout leur est porté aujourd'hui à domicile par les divers fournisseurs, les aliments, les vêtements, les meubles, le chauffage, même l'eau, même le gaz, même du potage et du bouillon, même tout ce qui est nécessaire pour un bal ou pour une fête comme pour un enterrement ?

Serait-il difficile aussi à tous les citoyens d'aller travailler dans de grands ateliers communs, quand tant de *fonctionnaires* et d'*employés* vont exercer leurs fonctions hors de leurs domiciles, quand tant d'*ouvriers* et de *commis* vont travailler dans des ateliers étrangers, quand la population se transporte si souvent toute entière hors de ses habitations pour s'amuser ou se nourrir, pour s'instruire ou prier ?

Serait-il impossible de modifier et d'organiser autrement la *propriété* quand on voit si souvent la Société exercer sur elle son pouvoir souverain et suprême ; quand on voit le législateur changer si fréquemment les lois sur les successions, sur les substitutions, sur les droits des enfants naturels ou légitimes, sur les dots, sur les mariages, sur les donations, sur les testaments, sur la vente ou l'échange, sur les hypothèques ; quand on voit journellement le Gouvernement disposer des propriétés par les impôts, les douanes, les octrois, les emprunts, les saisies, les confiscations, les amendes, les servitudes légales, les expropriations pour cause d'utilité *publique* ou COMMUNE?...

Que d'autres exemples ne pourrais-je pas ajouter à cette longue nomenclature ! Mais tu peux les ajouter toi-même, et je t'engage à compléter la liste en passant en revue toutes les institutions actuelles. Pour moi, il me suffit de t'avoir indiqué l'idée et d'avoir éveillé tes observations et tes méditations.

Remarque bien maintenant que toutes ces institutions et tous ces faits te présentent dans la Société actuelle tous les *principes essentiels et constitutifs de la Communauté*. N'y trouves-tu pas, en effet, d'abord le grand principe de la *souveraineté du Peuple*, ou de la Nation, ou de la Société, souveraineté qui s'étend sur tout, personnes, actions, choses, puis les grands principes de l'*Egalité* et de la *Fraternité* ? N'y trouves-tu pas les principes de l'*association*, de la *concentration*, de l'*unité*, pour augmenter ou créer la puissance, puis les principes d'*ordre* et de *communauté* dans mille choses, pour réaliser de grandes économies, éviter des pertes, produire à bon marché, aider et faciliter le travail ? N'y trouves-tu pas le principe si capital et si fécond de l'*assurance mutuelle*, et cet autre principe tout-puissant de l'*expropriation pour cause d'utilité publique*, moyennant une juste et préalable indemnité ? N'y trouves-tu pas des *domaines communaux*, qui pourraient embrasser tout le territoire de chaque commune ; un *domaine national*, qui

peut s'accroître indéfiniment; des *travaux publics*; une *imprimerie nationale*, des *ateliers nationaux*, des *magasins nationaux*; d'innombrables travaux faits *hors du domicile*, et d'innombrables *distributions* faites dans les habitations?...

Et si, en imagination, tu veux faire un pas de plus, étendre et généraliser ces principes, ne conçois-tu pas que tu arrives à réaliser une immense *Communauté nationale*, en transformant la Société actuelle en Communauté?

Mais comment pourra s'effectuer cette transformation? C'est ici, m'as-tu toujours dit, que tu m'attends : Voyons donc !

Transformation de la Société actuelle en Communauté. — Régime transitoire.

Tu le sais, je l'ai toujours dit, dès 1837 dans mon *Voyage en Icarie*, et depuis dans tous mes écrits, rien par la violence et la contrainte, tout par la persuasion, par la conviction, par la puissance de l'opinion publique, par la volonté nationale, par l'exercice de la Souveraineté du Peuple, par la loi.

Et l'on ne me trouvera jamais en contradiction avec moi-même, parce que je n'ai point d'arrière-pensée, parce que je parle toujours d'après ma conviction et ma conscience, parce que je suis mille fois convaincu que ce serait folie de vouloir, étant minorité, imposer par la force une doctrine, une idée, une théorie, un système, surtout quand il s'agit de vaincre tant de préjugés, tant de préventions, tant d'habitudes, tant d'intérêts passionnés, quand il s'agit du plus grand changement qu'on ait opéré sur la terre, de la plus vaste Réforme, de la plus complète Révolution, d'une véritable Régénération, en un mot de la Communauté !

Qui croit la chose possible et facile, pour une minorité, par la force, n'a pas réfléchi, ou n'est qu'un aveugle qui ne voit pas les difficultés.

Si quelque coup de main pouvait rendre une minorité maîtresse du pouvoir, elle resterait comme paralysée devant la seule *force d'inertie* que pourrait opposer la majorité. Et que pourrait-elle faire alors pour repousser une guerre étrangère, une guerre européenne !

Dans l'état actuel des esprits, avec l'anarchie des opinions, avec les divisions et les discordes, avec les calomnies lancées contre les Communistes du sein même de la Démocratie aveuglée, un grand changement pourrait éclater sans profiter à la Communauté. Une révolution subite et purement matérielle pourrait même entraver et retarder sa marche et ses progrès !

C'est donc l'opinion qu'il faut éclairer, ce sont les esprits qu'il faut convaincre, persuader, gagner; c'est de la propagande qu'il faut faire

pour créer des Communistes, pour conquérir des partisans et des frères. Et ceux-là sont réellement bien ennemis de la Communauté qui la présentent comme immorale ou comme menaçante, et qui fournissent des prétextes à ses calomniateurs.

Encore une fois, c'est la *discussion* que j'invoque comme unique moyen tout puissant pour établir la Communauté ; car voici ma pensée tout entière : si la théorie de la Communauté est une *erreur*, rien ne pourra la faire triompher... Si elle est la *vérité*, rien ne pourra empêcher son triomphe, irrésistiblement amené par l'opinion publique, cette reine du monde qui commande aux soldats et aux législateurs comme aux populations.

La Communauté ne sera donc possible que quand la Nation ou le Peuple l'adoptera, sinon à l'unanimité, au moins en majorité.

Maintenant, supposons l'opinion publique, la volonté nationale, favorable à la Communauté ; supposons que, par une cause quelconque, mais par un effet de l'opinion publique, le Gouvernement soit d'accord avec le Peuple pour établir la Communauté.

Si tous les riches et tous les propriétaires, animés de sentiments fraternels et éclairés sur leur véritable intérêt, consentaient à mettre leurs fortunes et leurs propriétés en commun, la transformation serait bien plus facile et marcherait bien plus vite : mais il est impossible de l'espérer, et j'admets qu'il existera une minorité de propriétaires et de riches qui formera une opposition : que fera-t-on alors ?

Je commence par te répéter que, dans mon opinion, il faut éviter toute oppression et toute lutte, concilier tous les intérêts, satisfaire autant que possible tous les vœux raisonnables et légitimes, enrichir les pauvres sans dépouiller et sans appauvrir les riches, rendre heureux tout le monde sans rendre malheureux personne. Ce résultat peut te paraître d'abord miraculeux : mais je suis convaincu qu'il est possible.

Et pour te faire partager ma conviction, distinguons la génération future composée d'individus qui n'existeront pas encore, et la génération existante à cette époque ; et dans celle-ci, distinguons la Majorité qui, comme je l'ai supposé, voudra la Communauté, la Minorité qui ne la voudra pas.

Régime envers la Minorité opposante.

On désintéressera cette Minorité, en lui conservant pendant toute sa vie ses propriétés, sa fortune, sans l'obliger à travailler : on respectera ses droits acquis.

Ce ne sera pas pour elle la Communauté, mais seulement un Gou-

vernement représentatif, une Démocratie, une Réforme politique et une Réforme sociale progressive.

Peut-être se plaindra-t-elle encore de ce régime démocratique : mais, aux yeux de toute la démocratie, ces plaintes seraient illégitimes.

Peut-être que la partie la plus ardente de la Démocratie se plaindra, au contraire, des entraves que ces ménagements pourront apporter à l'établissement rapide de la Communauté ; mais l'inconvénient qui résultera de ces ménagements et de ces entraves sera beaucoup moindre que l'inconvénient de désespérer et d'irriter les opposants ; il faut bien se résigner à des retards puisqu'il est impossible d'éviter tous les inconvénients ; et, tout considéré, tout pesé, tout compensé, c'est encore la marche la plus rapide et la plus sûre pour établir complètement la Communauté.

On ne négligera rien pour éclairer les membres de cette minorité, pour les convaincre, les persuader, les convertir, les déterminer à accepter la Communauté.

En attendant, leurs fortunes et leurs propriétés resteront soumises à l'impôt sans qu'ils puissent légitimement s'en plaindre.

On pourra même les exproprier pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité, parce que c'est une condition actuelle de la propriété.

On pourra même modifier les lois sur l'exercice et l'étendue du droit de la propriété, par exemple retirer la faculté de disposer des immeubles par donations, entre-vifs ou testamentaires, parce que ce droit appartient essentiellement au législateur ou à la société.

On pourra abolir les successions collatérales et modifier les successions directes, par exemple donner à l'État ou à la Communauté une part égale à celle d'un enfant ; on pourra même abolir la succession directe pour les enfants qui ne seront pas encore nés. Dans tous ces cas, les propriétaires ne pourront se plaindre raisonnablement, puisqu'on n'agira que sur leurs successions et après leurs décès.

Tu le vois donc, la Communauté ne dépouillera et n'appauvrira personne ; les propriétaires et les riches qui la refuseront n'en conserveront pas moins leurs propriétés et leurs fortunes pour en jouir personnellement ; et ils acquerront un inappréciable avantage, celui d'une complète *sécurité*, pour tout le reste de leur existence ; ils n'auront plus les inquiétudes et les craintes qu'ils peuvent avoir aujourd'hui.

Régime envers la majorité consentante.

Pour la majorité qui acceptera la Communauté, tu vas voir que chaque jour amènera l'amélioration, le progrès, l'aisance et le bonheur.

Ce sera d'abord la Démocratie, la Réforme sociale successive et progressive; et par conséquent tous les vœux des Démocrates, des Réformistes, des Socialistes, pourront se réaliser.

Ce sera la Souveraineté du Peuple, le suffrage universel, la libre discussion.

On proclamera tout de suite l'*abolition de la misère* par le moyen du travail, et l'on prendra toutes les mesures pour réaliser cette abolition le plus promptement possible, successivement et progressivement.

On décrètera à l'instant, en tête de la Constitution, et l'on écrira partout que la Société est établie dans l'intérêt commun; qu'elle a pour but le bonheur commun; que son premier devoir et sa première dette est d'assurer à chacun de ses membres l'*existence en travaillant*, par conséquent du travail pour vivre, l'éducation et l'instruction, la faculté de se marier et d'élever une famille; et, sans aucun retard, on s'occupera de l'exécution.

A l'instant, un Ministère ou une Commission des *Travaux publics* proposera de grands travaux, les plus nécessaires, de manière à pouvoir donner du *travail* à tous ceux qui pourront en avoir besoin pour vivre. On réglera le *salaire* de manière qu'il soit suffisant, et la *durée du travail* de manière qu'il ne soit pas excessif. On organisera même le plus grand nombre possible de vastes *ateliers nationaux*, dans lesquels les ouvriers pourront être payés en nature, c'est-à-dire nourris, logés, vêtus, en commun, par économie.

Un Ministère ou une Commission de *Logement* devra proposer à l'instant des moyens de procurer des logements convenables à tous ceux qui n'en auront pas, soit en employant tous les bâtiments publics disponibles, soit en sollicitant des concessions patriotiques et volontaires de la part des particuliers, soit en construisant des bâtiments provisoires et économiques.

Un Ministère ou une Commission de *Nourriture* proposera de même les moyens d'assurer et d'améliorer l'alimentation de tous les citoyens.

Un Ministère ou une Commission de *Vêtement* proposera de même les moyens d'assurer et d'améliorer le vêtement de la population.

Un Ministère ou une Commission des *Mœurs publiques* proposera les moyens de faire cesser la prostitution et le célibat, de faciliter et d'encourager le mariage de tous les jeunes gens et des jeunes filles.

Enfin, un Ministère ou une Commission de l'*Éducation publique* proposera les moyens d'élever en commun, nourrir, vêtir, instruire, tous les enfants.

Quelque dispendieux que puissent paraitre tous ces objets, il faut les entreprendre, parce qu'ils sont d'une indispensable nécessité; car, à tout prix il faut supprimer la misère; il faut y consacrer toutes les ressources du pays, toute la puissance nationale, et ne s'arrêter qu'aux bornes de la possibilité.

De grandes réductions ou suppressions dans les dépenses publiques actuelles fourniront d'abord quelques moyens d'exécution : on en trouvera beaucoup d'autres quand la Nation le voudra.

Et tout cela n'est que de la *Démocratie*, de la *Réforme sociale*.

Et l'on pourra appliquer toutes les idées de réforme et d'amélioration, les divers systèmes d'association, de crédit, de banque, etc., etc.

Et quand même on ne réaliserait pas toutes les espérances, quand même on n'opérerait qu'une partie de tout le bien annoncé, tu devines le mouvement, les améliorations, la satisfaction, le bonheur !...

Mais on pourra faire plus ! L'opinion publique étant, comme nous l'avons supposé, favorable à la Communauté, on pourra, immédiatement, à l'instant même, adopter et proclamer le *principe de la Communauté*; on pourra l'appliquer et le réaliser dans mille circonstances, et préparer la réalisation complète et définitive de manière à la faire arriver le plus promptement possible; et cette époque n'excédera pas l'existence de la génération alors vivante : tu vas le voir; écoute bien !

Je t'ai dit que les propriétaires opposants pourraient conserver leurs propriétés pendant toute leur vie : mais il y aura un *domaine national*, qui sera journellement augmenté soit par des successions collatérales ou par des parts dans des successions directes, soit par des donations des particuliers; et ce domaine national pourra être consacré à établir des Communautés, des villes, des villages, des fermes, des ateliers, d'après le régime Communautaire.

Toute la Majorité consentante à la Communauté pourra céder ses propriétés au domaine national, ou organiser une foule de Communautés partielles.

Des frères pourront conserver indivises les successions paternelle et maternelle et les exploiter en Communauté. Des familles pourront mettre leurs biens en commun.

Des Communes entières, des villages entiers, pourront mettre en commun toutes leurs propriétés et constituer des Communautés. Le refus de quelques opposants pourrait disparaître devant la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique moyennant une préalable indemnité.

D'innombrables Communautés partielles se trouveront bientôt organisées; et comme il en résultera d'immenses économies et d'immenses

avantages pour tous leurs membres ; comme on ne négligera rien pour éclairer et convertir tout le monde ; comme les sentiments humains et généreux sont les plus naturels ; l'impulsion deviendra générale , l'entraînement deviendra universel , et bientôt toutes ou presque toutes les propriétés seront volontairement mises en commun par les propriétaires eux-mêmes et la Communauté unanimement adoptée et exécutée.

Et tout cela sans violence, sans contrainte, sans spoliation....! Personne ne quittera sa position que par sa volonté et pour acquérir une position plus tranquille et plus heureuse !

Et tous les pauvres seront logés et placés successivement dans les premières Communautés.

Et la misère disparaîtra bientôt complètement.

Il faudra des années pour compléter l'organisation définitive de la Communauté ; car il faudra presque tout changer , les divisions territoriales, Provinces, Communes, etc., les villes, villages, etc., les routes, chemins , etc., l'agriculture et l'industrie ; il faudra construire d'immenses ateliers , d'immenses magasins, des logements... Le travail de construction et de fabrication sera prodigieux ; et ce Régime transitoire ou préparatoire sera nécessairement long : mais c'est inévitable ; il faudra bien s'y résigner ; et d'ailleurs, qu'importe, puisque la misère aura disparu, puisque ce sera le règne de la Souveraineté du Peuple, de l'Égalité et de la Fraternité , puisqu'on ne connaîtra plus que l'intérêt public ou commun ?

Quant à l'organisation générale de la Communauté, je ne te redirai pas les détails que tu as déjà lus et que tu peux relire dans la deuxième partie du *Voyage en Icarie*.

C'est le Peuple entier, réuni dans ses assemblées populaires, d'accord enfin avec sa Représentation nationale et son Gouvernement, qui discutera toutes les questions et les décidera toutes souverainement. Tout sera disposé pour lui rendre facile l'exercice de la Souveraineté ; tout sera soumis à sa volonté suprême et dépendra d'elle, après qu'on aura épuisé la discussion et recueilli toutes les lumières de la Nation entière.

On commencera par balayer tous les abus. Puis on les remplacera par des institutions nouvelles.

Après avoir démoli on reconstruira.

En tout on ne prendra pour guides que la *Raison* et l'*intérêt public*

On recherchera d'abord le nécessaire, puis l'utile, puis l'agréable.

On déterminera les systèmes les plus parfaits pour la nourriture, le vêtement, le logement, l'ameublement, l'éducation, l'agriculture, l'industrie.

Des concours seront ouverts sur presque toutes les questions, pour recevoir toutes les idées, tous les plans, tous les modèles, afin d'arriver autant que possible à la perfection.

Des récompenses nationales exciteront l'émulation, le zèle, et le dévouement à la patrie et à l'humanité.

Régime envers la génération future.

Les enfants qui ne naîtront qu'après le commencement du Régime transitoire n'auront certainement aucun droit acquis et ne pourront se plaindre des lois qui seront faites sur les successions et sur la propriété.

L'éducation les façonnera pour l'existence en Communauté, et celle-ci n'aura pas le moindre inconvénient pour eux.

Leur éducation sera donc l'une des principales affaires de la Nation et la base de la Communauté complète et définitive.

Rien ne sera négligé pour rendre cette éducation parfaite.

Rien ne sera négligé non plus pour rendre ces enfants heureux.

Tous les partisans de la Communauté, tous les pauvres ouvriers, seront enchantés de voir leurs enfants nourris, vêtus, instruits, élevés par l'État. Les pères et les mères de famille seront délivrés de leurs soucis les plus cruels. — Les opposants à la Communauté ne pourront se plaindre de voir leurs enfants élevés en commun, comme dans les lycées, les collèges, les prytanées, les écoles militaires, les écoles de médecine et de droit : ils ne pourront gémir de voir leurs enfants (encore sans habitudes et sans préjugés) soumis au régime de l'Égalité et de la Fraternité, puisqu'ils ne verront aucun autre enfant plus heureux qu'eux et qu'ils seront vraiment heureux eux-mêmes.

Et tu conçois qu'avec une première Génération ainsi préparée, la Communauté n'offrira plus de difficulté.

Tu conçois aussi le bonheur que cette Génération, instruite, élevée dans l'habitude de la fraternité, devra trouver dans la Communauté.

Mais quelque heureuse que la Communauté puisse rendre cette Génération qui n'aura connu qu'elle, le Régime transitoire rendra bien plus heureuse la Génération précédente qui aura adopté le principe de la Communauté et qui en commencera la réalisation, parce que ses souffrances antérieures la rendront plus sensible à son nouveau bonheur : rien n'égale la satisfaction morale que devra lui donner sa conquête !

Eh bien ! dis-le-moi maintenant, mon cher ami, n'est-ce pas une horrible calomnie, dont on rougira bientôt, que d'accuser le Communisme d'être *immoral, anti-social, violent, spoliateur* ?... N'est-ce pas une témérité de l'appeler une absurdité, une folie, une chimère ? Est-il raisonnable et sage à ceux qui se prétendent exclusivement démocrates ou républicains de lui déclarer une guerre impitoyable ?...

Dans ma *douzième*, que tu recevras la semaine prochaine, je mettrai en présence tous les Systèmes sociaux, je les ferai passer en revue devant toi, et tu verras s'il en est un qui vaille la Communauté ! Adieu,

12 février 1842.

CABET.

DOUZE LETTRES

D'UN COMMUNISTE A UN RÉFORMISTE

SUR LA COMMUNAUTÉ.

Douzième ET DERNIÈRE Lettre.

Revue des divers Systèmes sociaux.

J'étais si préoccupé de te répondre, mon cher Eugène, que j'en ai rêvé toute la nuit. J'ai vu d'abord une grande réunion d'ouvriers, hommes et femmes, qui se plaignaient et qui discutaient, avec chaleur, dans une grande agitation. Puis tout-à-coup, en face, j'ai vu tous les Systèmes sociaux, représentés par des personnages et des drapeaux, s'adresser successivement au Peuple, et lui demander la préférence, en lui prouvant chacun qu'il était le plus capable de faire son bonheur. Quoique j'aie nécessairement oublié beaucoup de détails, mes souvenirs sont encore si présents que je puis te raconter mon rêve. Le voici.

Scène 1^{re}. — Plaintes du Peuple.

Un jeune ouvrier : — Point de travail depuis deux mois !

Une jeune fille : — J'en demande en vain au Ciel et à la Terre ; point de travail !

Un vieillard : — Point de pain depuis huit jours !... Seulement quelques pommes de terre, après avoir tant travaillé !... Ne pouvoir pas même aller mourir à l'hôpital !... Ah ! que ne suis-je chien, cheval, bœuf ou mouton, au lieu d'être homme !

Un jeune homme : — Hier, j'ai été réduit à tendre la main aux passants, ou à mourir de faim, pour ne pas me faire voleur !...

Un autre : — J'ai vu une malheureuse se faire mettre en prison, pour y être nourrie !...

Une femme : — Mes enfants crient la faim et le froid ; et je n'ai rien pour les nourrir et les chauffer !...

Une autre : — Mon mari se meurt dans son lit ; et je n'ai rien pour lui faire un bouillon, pas même un morceau de bois pour faire du feu !...

Un ouvrier : — Une longue maladie m'a forcé de tout envoyer au mont-de-piété ! Je suis nul !

Un père de famille : — Le chômage m'a empêché de payer mon terme :

on vient de me mettre dehors avec ma femmes et mes enfants ; et je ne sais où passer la nuit !...

Un laquais gros et gras : — Il fallait faire comme moi, mettre à la caisse d'épargnes !... — *L'ouvrier* : Mets-y puisque tu peux y mettre : tu es bien heureux, toi ! Mais est-ce qu'il y a une caisse d'épargnes pour moi, imbécille, puisque je ne puis jamais rien épargner, et que je n'ai pas d'ouvrage ?

Le laquais : — Vas travailler aux fortifications ! — *L'ouvrier* : Ah ! si c'étaient de vraies fortifications, contre l'ennemi, j'y courrais avec mes deux garçons ! Mais est-ce que M. Guizot ne nous a pas hardiment déclaré que c'étaient des citadelles, contre le dedans, contre nous ?... C'est comme si tu me disais de travailler à une prison pour m'emprisonner, ou à une chaîne pour m'enchaîner, ou à une potence pour me pendre !...

Le laquais : — Ma foi, je suis content, moi... — *L'ouvrier* : Tant mieux pour toi ! J'aurais beau te dire : sois mécontent ; tu me répondrais toujours : je suis content. Puisque tu te trouves bien, que tu es heureux et content, sois donc content ! Mais moi, je suis malheureux, mécontent ! Et j'enrage d'être obligé d'être mécontent ! J'aimerais bien mieux être content !...

Un autre : — Moi aussi, je suis mécontent !...

Un autre : — Moi aussi, très mécontent !...

Un autre : — Extrêmement mécontent !...

Un autre : — Si cela ne devait pas changer, j'aimerais mieux me débarrasser de la vie !...

Un autre : — J'aimerais mieux... m'expatrier... aller me faire tuer !... Je ne sais quelle mort je n'aimerais pas mieux qu'une pareille existence, qu'une pareille galère, qu'un pareil enfer !... Car, enfin, pas de lendemain et pas d'avenir ! Rien qu'un intolérable présent ! ! !...

Je me rappelle bien que des soldats, des officiers, des gardes nationaux, des boutiquiers (comme on dit), des négociants de toute espèce, des imprimeurs, des journalistes, des écrivains, même des Conseillers municipaux, se plaignaient vivement aussi et criaient presque tous à la fois : mais je ne puis me rappeler leurs paroles. Cependant, je crois entendre la foule crier d'une seule voix : *Réforme, Réforme ! Nouveau Système !*

C'est alors que se présenta un magnifique Seigneur représentant le *Système Carliste*.

Scène 2^e. — Système Carliste.

Le Système Carliste : — Mes enfants, dit-il, je suis votre père, votre Prince légitime, le Représentant de Dieu sur la terre, l'héritier d'une longue race de Rois qui, pendant quatorze siècles, firent la gloire de la France et le bonheur de vos ancêtres...

Le Peuple : — Oui, oui! nous savons... La Saint-Barthélemy, les dragonnades, les favoris, les maîtresses, les Dubarry, les Jésuites, la Régence, Louis XV qui sacrifia la Pologne, Louis XVI et Marie-Antoinette qui appelèrent l'Etranger, Louis XVIII et ses Cours prévôtales, Charles X et ses Ordonnances...

Le Système : — Je vous rendrai heureux...

Le Peuple : — Sra-ce comme sous l'ancien régime, comme après 1789, comme en 1814, en 1815, quand on nous appelait les brigands de la Loire, quand on tuait le maréchal Ney?...

Le Système : — Je vous rendrai heureux...

Le Peuple : — Mais que ferez-vous pour nous rendre heureux?...

Le Système : — Je vous donnerai le suffrage universel... de la Gazette...

Le Peuple : — Parlez franchement. N'est-ce pas parce que vous espérez que les riches influenceront les pauvres et les feront voter pour vous donner le pouvoir?... Nous voulons donc savoir ce que vous ferez ensuite, quelles sont vos *réformes sociales*, quel est votre *plan d'organisation*, votre *programme*... Supprimerez-vous la misère? Organiserez-vous l'industrie? Nous assurerez-vous du travail, un travail modéré, avec un salaire suffisant pour vivre, pour nous marier, pour élever une famille, pour améliorer continuellement notre sort?... Nous garantissez-vous une bonne éducation, la véritable liberté de la presse, sans cautionnement ni timbre?

Le Système : — Je vous rendrai heureux....

Le Peuple : — Votre plan? Votre programme?

Le Système : — Je ferai votre bonheur....

Le Peuple : — C'est ce qu'on nous promettait déjà en 1814, en 1830... Passez votre chemin, beau Sire, passez votre chemin!

Alors se découvrit un vieux Prêtre, caché sous un capuchon.

Scène 3^e. — Système Catholique.

Le Prêtre : — Mes très chers frères, je ferai votre salut et votre bonheur dans l'autre vie...

Le Peuple : — Est-ce que par hasard vous voulez encore faire de cette terre une *vallée de larmes* où nous n'avons qu'à souffrir avec résignation et sans chercher à améliorer notre sort? Puisque nous sommes dans cette vie, c'est notre bonheur ici qu'il faut faire.

Le Prêtre : — Je le ferai...

Le Peuple : — Mais pourquoi ne l'avez-vous pas fait depuis 1800 ans? Qui vous a empêché de le faire? N'avez-vous pas eu assez de temps pour faire vos essais et vos épreuves? Est-ce avec l'Inquisition et les bûchers que vous prétendez nous rendre heureux?...

Le Prêtre : — L'alliance de l'autel et du trône...

Le Peuple : — Oui ! Cette alliance a rendu nos pères bien heureux !... Et comment prévendrez-vous la tyrannie et l'oppression, les vices et les crimes ?...

Le Prêtre : — L'espérance du Paradis, la crainte de l'Enfer. .

Le Peuple : — Vous n'y croyez pas vous-même !... Mais puisque nous sommes organisés pour vivre sur cette terre et pour nous y nourrir, c'est du pain qu'il nous faut à tous !

Le Prêtre : — L'aumône, les hospices...

Le Peuple : — C'est du travail et non l'aumône que nous voulons pour vivre !... C'est un plan d'organisation du travail et de la société qu'il nous faut ! où est votre plan ?

Le Prêtre : — Jésus-Christ a proclamé l'*Egalité* et la *Fraternité*...

Le Peuple : — Oui ; comment se fait-il donc qu'on voit des Prêtres qui montrent si peu de fraternité soit envers nous, soit entr'eux envers leurs inférieurs ? Jésus-Christ a dit aussi : « Qu'il était *plus difficile à un riche d'entrer dans le paradis qu'à un chameau de passer par le trou d'une aiguille* : » Comment se fait-il donc que vous ayez souffert et soutenu l'Aristocratie, les privilèges, l'opulence, à côté de la misère, et que vous ayez vous-même accaparé tant de richesses ? Est-ce que vous entendez faire à l'avenir comme par le passé ? D'ailleurs, Jésus-Christ a établi la *Communio*n, la table *commune*, la *Communauté des biens*, le travail en commun, le partage égal et fraternel : Voulez-vous, oui ou non, la Communauté ?

Le Prêtre : — Je ferai votre bonheur ; mais je ne puis vous donner la Communauté ?...

Le Peuple : — De quelle religion êtes-vous donc ? Car certainement vous n'êtes pas apôtre et serviteur de Jésus-Christ, puisqu'il ordonne la Communauté à tous ses disciples ! Passez votre chemin !

Vite alors se présenta un jeune et brillant cavalier.

Scène 4^e. — Système Napoléonien.

Le Système Napoléonien : — C'est moi qui vous donnerai l'indépendance, la gloire et le bonheur !

Le Peuple : — Bon ! Mais comment ?

Le Napoléonien : — Le Conquérant de l'Italie, le premier Consul, le Vainqueur de Marengo, le grand Empereur...

Le Peuple : — Il est mort !... Son fils aussi !...

Le Napoléonien : — Ses conquêtes, la gloire de ses armes...

Le Peuple : — Oh ! nous toucherons dur sur les Despotes et sur les Aristocrates, s'ils nous attaquent ! Mais nous ne voulons ni conquêtes, ni fausse gloire ; nous voulons respecter les droits de tous les autres

Peuples et vivre en frères avec eux. C'est du travail et l'aisance en travaillant qu'il nous faut !...

Le Napoléonien : — L'ouvrier avait du travail sous l'Empire...

Le Peuple : — Oui, l'Empire tuait tant d'ouvriers que le peu qui restaient se trouvaient accablés de travail.... Quand même nous devrions avoir d'abord la guerre, c'est la paix qu'il nous faut, du travail pendant la paix, l'aisance avec une bonne organisation sociale ? Où est votre *plan*, votre *programme* ?...

Le Napoléonien : — Le génie du grand homme, l'idée Napoléonienne...

Le Peuple : — Quoi, pas même le Consulat... ! Il vous faut l'Empire ! Ce sont les institutions impériales que vous nous offrez ! Ce sont le despotisme impérial, la noblesse impériale, la garde impériale, les élections impériales, le mutisme de la tribune impériale, le silence ou le servilisme de la presse impériale, la haine impériale pour l'idéologie et pour les sciences morales et politiques... ! C'est l'égoïsme impérial, la corruption impériale... ! Nous amèneriez-vous toutes les lois impériales, les généraux, les préfets, les courtisans impériaux.. ?

Le Napoléonien : — Je serai démocrate.

Le Peuple : — Démocrate et Impérial... ! Démocrate avec les Ducs et les Comtes de l'Empire... ! Mais dites donc vite quelle est votre démocratie ; donnez votre *plan* d'organisation sociale ! Nous voulons nos droits politiques, de l'éducation, du travail, l'aisance en travaillant ; et vous n'en parlez pas... ! C'est une belle et bonne réforme que nous demandons. :

Et à l'instant se présenta une jeune et jolie fille, qui me parut un peu boiteuse. — Me voici, dit-elle : je suis *la Réforme* !

Scène 5^e — Système Réformiste.

La Réforme : — Je vous apporte une réforme, deux réformes ..

Le Peuple : — Bon, bon ! soyez la bien-venue, la bien-aimée.. ! Mais permettez une question, jolie Réforme... Il y a déjà longtemps que vous avez demandé et obtenu la direction de nos affaires. Et vous n'avez presque rien fait...

La Réforme : — Comment, je n'ai rien fait... ! Mais j'ai organisé partout des Comités...

Le Peuple : — Nous savons : mais vous pouviez faire infiniment plus : vous n'avez presque rien fait comparativement à ce que vous pouviez faire. On dirait que vous n'avez pas bougé de votre lit ou de votre chaise. Est-ce que vous êtes malade... ? Il nous faut un défenseur qui soit bien portant, actif...

La Réforme : — Je me porte bien... J'ai fait organiser partout des Comités. .

Le Peuple : — Oui, mais vous les avez laissé dissoudre... ! Puisque ces Comités étaient parfaitement légaux, comment ne leur avez-vous pas inspiré le courage de se présenter tous à la Justice, escortés de 200,000 pétitionnaires ? on ne les aurait pas tous mis en prison !

La Réforme : — J'en ai eu l'idée...

Le Peuple : — Vous aviez promis un million, même deux millions de signatures...

La Réforme : — Je les aurais si...

Le Peuple : — Mais enfin, quelle réforme nous promettez-vous ? Nous avons été trompés si souvent que nous voulons le savoir...

La Réforme : — Je vous donnerai d'abord la réforme *politique*. Ce sera le *moyen* d'arriver à la réforme *sociale*. Vous aurez ensuite cette réforme *sociale*.

Le Peuple : — Bien ! Mais quelle réforme politique ? Quelle réforme sociale ? Nous avons été joués tant de fois que des mots ne nous suffisent plus...

La Réforme : — Je vous donnerai le *suffrage universel*. Quand vous l'aurez, vous ferez votre Constitution, vos lois, dans votre intérêt, comme vous voudrez, comme il vous plaira...

Le Peuple : — C'est bien ! Mais c'est ce qu'on nous a dit vingt fois depuis 1789 ; paroles dorées, propos flatteurs, poignées de main, protestations, serments, on nous a toujours tout prodigué ; nous avons toujours dû être, d'après nos prometteurs, *le Peuple souverain* ; et nous avons toujours végété et péri dans l'esclavage et la misère !...

La Réforme : — Oh ! avec moi, ce sera bien différent !...

Le Peuple : — Tant mieux, et nous aurons du plaisir à vous en remercier, jolie demoiselle : mais veuillez nous montrer votre *plan* de réforme sociale et votre *plan* d'organisation politique...

Le voici, dit alors en s'avancant une grande et vigoureuse femme tenant un étendard sur lequel on lisait : *République*.

Scène 6^e. — Système Républicain.

La République : — C'est moi que la Convention a unanimement proclamée dès sa première séance le 21 septembre 1792 ; c'est moi que la France entière, Girondins comme Montagnards, ont choisie, suivie, aimée, défendue pendant douze ans ; c'est moi qui ai vaincu les Rois et les Aristocrates de l'Europe, délivré les Peuples, et presque affranchi l'Humanité...

Le Peuple : — Bravo, bravo ! Mais n'est-ce pas nous qui avons tout fait, en supportant toutes les privations et toutes les fatigues, en bravant tous les périls, en versant notre sang ?... Et n'est-ce pas vous qui nous avez abandonnés ?...

La République : — Je vous donnerai la puissance, la gloire...

Le Peuple : — Sera-ce comme sous les Thermidoriens, sous les Tallien, les Fréron, les Fouché, et leur jeunesse dorée, qui, pour récompense, nous donnaient des coups de fouet et de bâton, nous désarmaient et nous enchaînaient?... Sera-ce comme sous le Directoire, sous les Barras exploitant les Carnot, intronisant toutes les débauches, toutes les immoralités, toutes les corruptions, tous les pillages?.... Sera-ce comme sous Bonaparte exploitant Sieyès, proscrivant nos chefs, nous enchaînant, et vous assommant presque vous-même pour restaurer la Monarchie?...

La République : — Oh, ce sera bien différent!...

Le Peuple : — A la bonne heure! Car nous ne voulons plus être le chat se brûlant la patte pour tirer les marons du feu afin qu'un fripon de singe ait le plaisir de les manger à notre barbe...! Nous ne voulons plus être les dindons de la farce!...

La République : — Oh, ce sera bien différent!...

Le Peuple : — Nous ne voulons plus nous faire échine et tuer en combattant l'ancienne Aristocratie pour être livrés, pieds et poings liés, à une Aristocratie nouvelle, à une armée d'égoïstes, d'ambitieux, de valets, de pillards...! Que nous importe d'être gouvernés par les Tallien et les Fouché plutôt que par les Polignac et les Richelieu, par les Thiers plutôt que par les Guizot, par le *National* qui nous embastille plutôt que par la *Presse* ou par les *Débats* qui ne nous embastillent pas davantage? Nous voulons donc savoir quelle sera votre *organisation républicaine* : sera ce la République d'Athènes ou celle de Rome, celle de Carthage ou celle de Venise, celle des Thermidoriens ou celle du Directoire, une République militaire ou toute autre?...

La République : — Je vous donnerai la *Souveraineté* du Peuple, l'*Egalité*, la *Fraternité*....

Le Peuple : — Bien! Bon! Ce sont de beaux mots, de belles paroles, de beaux principes! Mais nous les avons depuis 1789, et depuis 1830; nous les avons encore aujourd'hui; et cependant nous n'avons ni travail, ni pain, ni vêtement, ni logement, ni éducation, ni droit de vote, ni droit d'association...! Nous sommes toujours dans la misère et l'esclavage...! Nous ne pouvons plus nous payer de mots; ce sont des choses et des réalités qu'il nous faut.

La République : — Ce sera une République *démocratique* que je vous donnerai... C'est la *Démocratie* que vous aurez...

Le Peuple : — Hâ bon! donnez-nous la *Démocratie*.

Me voici, dit alors, en s'avancant, une belle brune, à l'œil vif, aux mouvements rapides, à la démarche assurée.

Scène 2^e. — Système Démocratique.

La Démocratie : — Moi, je vous apporte la paix, la concorde; je termine les luttes intestines, toutes les dissensions entre une classe privilè-

giée et les autres classes ; je construis le véritable *Gouvernement représentatif*, le véritable *Gouvernement populaire*, le véritable *Gouvernement du pays par le pays*.

Le Peuple : — Eh bien, Monarchie ou République, ça nous est égal, si vous organisez la Démocratie ; car nous aimerions mieux une Monarchie démocratique qu'une République aristocratique...

La Démocratie : — Je réaliserai la Souveraineté du Peuple, l'Egalité, la Fraternité, l'unité et l'indivisibilité. C'est vous qui ferez vos lois et qui les ferez dans votre intérêt ; tout sera consacré au bien public, à l'intérêt général, au bonheur commun.

Le Peuple : — Bon ! bravo !

La Démocratie : — Plus de privilège, plus de monopole, plus d'accaparement, plus de misère !...

Le Peuple : — Bravo, bravo ! Mais ne vous blessez pas de nos questions : nous avons été tant trompés, tant dupés, par Louis XVI, par les Feuillants, par les Girondins, par les Thermidoriens, par le Directoire, par Bonaparte, par Napoléon, par la Restauration, par le Programme de l'Hôtel-de-Ville, par la Charte-vérité, par Thiers et Guizot, etc., etc., que nous avons le malheur d'être devenus défiants, soupçonneux. Il nous faut un programme écrit et signé...

La Démocratie : — Je vous donnerai des garanties ; j'appellerai des hommes pris dans vos rangs, des ouvriers, des prolétaires...

Le Peuple : — Belle garantie ! Est-ce que le garçon imprimeur *Tallion*, le journaliste *Fréron*, le prêtre *Fouché*, et mille autres, n'ont pas été des apostats, des renégats, des traîtres, de féroces tyrans du Peuple ? Est-ce que les *Soult*, les *Sébastieni*, les *Barthe*, les *Mérilhou*, les *Per-sil*, les *Martin* du (Nord), les *Teste*, les *Cousin*, les *Villemain*, les *Guizot*, les *Thiers*, qui nous embastillent, nous enchainent et nous garotent, n'étaient pas des prolétaires ?...

La Démocratie : — Je vous donnerai des garanties dans les institutions... Je réaliserai la *Souveraineté*, l'*Egalité*, la *Fraternité*...

Le Peuple : — Bon ! Nous serons tous électeurs, tous éligibles : mais comment pourrions-nous être égaux en indépendance et en faculté d'exercer nos droits politiques, s'il y a toujours des riches maîtres de de tout leur temps et instruits, et des pauvres forcés de travailler pour vivre, n'ayant pas le temps de s'instruire, et étant plus ou moins dans la dépendance des riches qui leur prêtent ou leur font gagner de l'argent ? Conserverez-vous la *propriété* telle qu'elle est organisée ?... Dites-vous comme le démocrate *Ledru-Rollin* : — J'AIME LA PROPRIÉTÉ ? — Nous aussi nous l'aimons ; il n'est personne qui ne l'aime, personne qui ne désire en avoir et même en avoir autant que les autres ; et si vous voulez la conserver en en procurant à tout le monde jusqu'à

la fin des siècles, nous ne demandons pas mieux... Mais où est votre plan, votre programme, votre moyen d'organisation?...

La Démocratie : — Mon plan?...

Le Peuple : — Oui, votre plan, votre plan d'organisation politique, votre plan d'organisation sociale...

La Démocratie : — Je n'ai pas encore...

Le Peuple : — Comment! Vous avez tant de Démocrates instruits et capables, et vous n'avez pas encore chargé MM. *Arago*, *Lamennais*, *Ledru-Rollin*, de vous dresser un *plan*, un *programme*! Ils n'en ont pas encore dressé, eux qui proclament la misère du Peuple, qui déclarent solennellement que la France a *douze millions* de prolétaires dont le sort les fait gémir, eux qui critiquent, condamnent et proscrivent les plans présentés pour remédier à cette horrible misère!

La Démocratie : — La crainte d'effrayer nos adversaires...

Le Peuple : — Comment! Est-ce que vous espérez les endormir, les rassurer?... Est-ce que vous les prenez pour des autruches?... Est-ce qu'ils ne voient pas que vous en viendrez nécessairement à des réformes sociales?... Est-ce que ce n'est pas pour ce motif qu'ils s'opposent à toute réforme, même politique, même parlementaire, même électorale, même en repoussant l'adjonction des capacités, au risque de se faire beaucoup de dangereux ennemis?... Votre plan, donc?

La Démocratie : — Nous verrons plus tard...

Le Peuple : — Non, nous voulons voir tout de suite; car il n'y a pas un moment à perdre pour étudier, pour examiner. Nous voulons savoir à quoi nous en tenir; car ce n'est pas la peine de changer et de se fatiguer l'esprit, s'il est démontré qu'il est impossible de réaliser la Souveraineté populaire, l'Égalité, la Fraternité, et de faire cesser la misère...

La Démocratie : — Certainement, rien de cela n'est impossible...

Le Peuple : — Dites-nous donc comment vous organiserez la Société, comment vous nous assurerez du travail, avec un salaire suffisant, comment vous remplacerez la misère par l'abondance, comment vous réaliserez l'Égalité et la Fraternité. Encore une fois, donnez votre plan!...

La Démocratie : — Illustre *Lamennais*, veuillez leur exposer vos idées d'organisation.

Et je vis s'avancer le vénérable vieillard, tenant ses livres à la main.

Scène 8^e — Système Lamennais.

Le Peuple : — Salut généreux défenseur de notre cause! Nous admirons votre éloquence; nous sommes remplis de gratitude pour votre compassion à nos souffrances et votre dévouement à les soulager.

M. Lamennais ouvrit son livre et lut : — « J'ai foi dans l'avenir de la race humaine : ses destinées changeront lorsqu'elle voudra qu'elles changent; et elle le voudra aussitôt qu'au *sentiment de son mal* se

« joindra la claire *connaissance du remède* qui le peut guérir. » (Livre du Peuple, page 7.)

Le Peuple : Ah ! nous avons bien le sentiment de notre mal : donnez-nous la *connaissance du remède* qui le peut guérir !

M. Lamennais : — « Ecoutez. Il y eut *une loi* dès le commencement : « cette loi fut oubliée, violée. De nouveau, après quarante siècles, le « *Christ* la promulgua plus parfaite, plus sainte. Et on l'a violée, oubliée encore. Maintenant elle gît là sous les ruines des *devoirs* et des « *droits* ; et c'est pourquoi, courbés et tristes, vous errez au hasard « dans la nuit. Et *cette divine loi, elle seule est votre salut*, la semence « féconde des biens que le Créateur vous a destinés. Ecartez les dé- « combres amoncelés sur elle. » (page 9.)

Le Peuple : — Quoi ! voilà le *remède* ! Mais comment se fait-il que *cette loi divine* n'ait pas rendu l'homme plus heureux ni pendant les quarante siècles avant le Christ, ni pendant les dix-huit siècles après ?

M. Lamennais : — « Les hommes, nés d'un même père *auraient dû* « ne former qu'une seule *grande famille*, unie par le doux lien d'un « amour *fraternel*... Dans une famille, tous ont en vue l'*avantage de* « *tous*, parce que tous s'aiment et que tous ont *part au bien commun*. « Il n'est pas un de ses membres qui n'y contribue d'une manière « diverse, selon sa force, son intelligence, ses aptitudes particulières. « L'un fait ceci, l'autre cela ; mais l'*action de chacun profite à tous*, et « l'action de tous profite à *chacun*. Qu'on ait peu ou beaucoup, on « *partage en frères* ; nulles distinctions autour du foyer domestique. « On ne voit point ici la faim, à côté l'abondance. La coupe que « Dieu remplit de ses dons passe de main en main, et le vieillard et le « petit enfant, celui qui *ne peut plus* ou *ne peut pas encore* supporter « la fatigue, et celui qui revient des champs le front *baigné de sueurs*, « y trempent également leurs lèvres. Leurs joies, leurs souffrances, « sont *communes*. Si l'un est *infirmes*, s'il tombe *malade*, s'il devient « avec l'âge incapable de travail, *les autres le nourrissent* et le soignent ; « de sorte qu'en aucun temps il n'est abandonné.

« Point de *rivalités* possibles quand on n'a qu'un *même intérêt* ; point « de *dissensions* dès-lors. Ce qui enfante les dissensions, la haine, « l'envie, c'est le désir insatiable de *posséder plus* et toujours plus « lorsqu'on *possède pour soi seul*. La PROVIDENCE MAUDIT ces *posses-* « *sions solitaires* : elles irritent sans cesse la *convoitise* et ne la satis- « font jamais. On ne jouit que des biens partagés.

« Père, mère, enfants, frères, sœurs, quoi de plus saint, de plus « doux que ces noms ? Et pourquoi en est-il d'autres sur la terre ?

« Si ces liens s'étaient *conservés* tels qu'ils furent originaires, la « *plupart des maux* qui affligent la race humaine lui seraient restés « *inconnus*, et la sympathie eût allégé les maux inévitables. » (page 16.)

Le Peuple : — C'est donc la vie de famille, la vie commune, le travail commun, le partage égal et fraternel des fruits, la *Communauté des biens*, qui auraient évité nos maux et qui en seraient le *remède* !...

M. Lamennais : — Non pas ! Il faut conserver la propriété actuelle, les possessions solitaires...

Le Peuple : — Mais vous dites que la Providence les *maudit* ! qu'elles irritent la *convoitise* ! qu'elles enfantent les dissensions, la haine, l'envie !... Notre misère est donc sans remède ?...

M. Lamennais : — « La misère, qu'on vous dit irrémédiable, vous avez au contraire à y *remédier* ; et puisque l'obstacle n'est pas dans la nature, mais dans les hommes, vous le *pourrez* sitôt que vous le *voudrez* ; car ceux dont l'intérêt, tel qu'ils le comprennent fausement, serait de vous en empêcher, que sont-ils près de vous ? quelle est leur *force* ? Vous êtes cent contre chacun d'eux ! » (Page 32.)

Le Peuple : — Sans doute, nous sommes les plus nombreux et les plus forts, et nous pourrions vaincre en employant la force ; mais *après*, que faudrait-il faire ?... En supposant même que nos adversaires veuillent enfin la justice, quel est votre plan d'organisation sociale ?

M. Lamennais : — « Votre tâche, la voici, elle est grande : vous avez à former la *famille universelle*, à construire la *Cité de Dieu*, à réaliser progressivement, par un travail ininterrompu, son œuvre dans l'humanité. » (Page 43.)

Le Peuple : — Mais, si ce n'est pas là la Communauté, quel est, encore une fois, votre plan ?

M. Lamennais : — Etudiez et défendez vos **DROITS**, votre *liberté*, votre *égalité* ; connaissez et pratiquez tous vos **DEVOIRS**, la *justice*, la *charité*, la *fraternité*, la *morale*, etc., etc. ; croyez en *Dieu*, à la *Religion*, à une *autre vie*...

Le Peuple : — Mais quel Dieu ? quelle Religion ? quelle autre vie ? Vous croyez que Jésus-Christ n'est qu'un homme, et que la Religion chrétienne n'est qu'une institution humaine, fruit des progrès de l'Intelligence et de la Raison. Formulez donc votre Religion !...

M. Lamennais : — L'Union, l'Association est un remède...

Le Peuple : — Mais on nous défend l'Association !...

M. Lamennais : — « Et moi je vous dis : Veuillez seulement, et les lois iniques disparaîtront soudain, et la violence des oppresseurs se brisera contre votre fermeté inflexible et juste. Rien ne résiste à l'union du droit et du devoir. » (Page 85.)

Le Peuple : — Mais ce n'est pas là un plan d'organisation sociale !

M. Lamennais : — « Si vous savez défendre vos *droits*, si vous accomplissez vos *devoirs*, cet effrayant désordre cessera. Le Genre Humain, relevé de sa longue déchéance, ne sera plus la propriété de quelques durs dominateurs, ni la terre leur *héritage exclusif*. Tous auront part aux biens destinés à tous par la Providence. Les sueurs, la fatigue, la faim, les larmes et les souffrances et les angoisses des uns ne nourriront plus l'opulence des autres, et leur luxe effréné, et leurs passions, et leurs jouissances monstrueuses... (pag. 188) »

Le Peuple : — Mais, Monsieur Lamennais, ce n'est pas là un plan d'organisation sociale !...

M. Lamennais : — « Gardez-vous de rêver l'impossible... Le mouvement même de la vie sociale oppose un obstacle invincible à l'*égalité des fortunes*... Il s'agit seulement d'assurer au *travail* ce qui lui appartient équitablement dans les *produits du travail* même ; il s'agit, non de dépouiller celui qui possède déjà, mais de créer une *propriété* à celui qui maintenant est privé de toute propriété. (p. 192) »

Le Peuple : — Mais comment y parviendra-t-on ?

M. Lamennais : — « Par deux moyens, l'abolition des lois de privilège et de monopole, la diffusion des capitaux que le crédit multiplié, ou des instruments du travail rendus accessibles à tous....
« Hommes de travail, prenez donc courage ! Ne vous manquez point à vous-mêmes, et Dieu ne vous manquera point !

Le Peuple : — Mais, Monsieur Lamennais....

M. Lamennais : — « Ainsi, peu à peu croîtra le bien-être de chacun, étroitement lié au bien-être de tous ; ainsi, de proche en proche le mal ira s'affaiblissant par une suite naturelle du progrès général. Sans doute, il ne sera jamais ici-bas détruit entièrement ; sans doute il y aura toujours des souffrances sur la terre...

« Peuple, lève les yeux ! Ici est le travail, ailleurs est le repos, la vraie joie, la récompense certaine du devoir accompli (pag. 210). »

Le Peuple : — Mais, Monsieur de Lamennais, nous avons la vue trop faible et trop courte pour apercevoir tout cela...

M. Lamennais : — Eh bien, écoutez mon livre *du Passé et de l'Avenir du Peuple* !

« Prolétaires, hommes du Peuple, la puissance du droit réside tout entière dans le dogme qui, lui prêtant celle d'une loi première et nécessaire, le justifie (ce droit) à la raison, en même temps qu'il le divinise en le rattachant à Dieu ; et en effet tout droit qui ne remonte pas jusqu'à Dieu, qui n'a pas sa racine en Dieu, dans les lois essentielles, éternelles, du Souverain Être, n'est qu'un droit chimérique, une ombre sans substance, une illusion de l'esprit. C'est pourquoi la Religion, c'est-à-dire la connaissance du dogme et la foi au dogme, est une condition indispensable de la réalisation du droit... (p. 166) »

Le Peuple : — Mais nous ne comprenons pas....

M. Lamennais : — « La Religion, le dogme, n'est pas seulement le droit et la raison du droit, c'est encore le devoir et la raison du devoir ; et le devoir se résume dans le dévouement mutuel, le sacrifice de soi, la fraternité...

Le Peuple : — Mais c'est du pain qu'il nous faut !...

M. Lamennais : — Je repousse la Communauté ; je maintiens la propriété ; le prolétariat s'éteindra quand chacun deviendra propriétaire ; et vous deviendrez tous propriétaires par le travail, par l'instruction, par l'association, par le crédit.

Le Peuple : — Mais donnez-nous donc un plan d'association, d'organisation du travail, d'organisation de la Société !...

M. Lamennais : — « Prolétaires, hommes du Peuple, croyez si vous voulez vivre ; croyez, et VOTRE FOI VOUS SAUVERA ! (p. 179) »

Le Peuple : — Mais que croire ? Que faut-il croire ?... Donnez-nous donc un Code, un Évangile, une formule, un plan... Nous le lirons ; puis nous vous dirons si nous croyons ou si nous ne croyons pas... En attendant, c'est du pain qu'il nous faut... Puissante Démocratie, n'avez-vous pas un autre plan d'organisation ?...

Parut alors Pierre Leroux.

Scène 8^e — Système de Pierre Leroux.

P. Leroux : — Je veux les principes du Christianisme, la liberté, l'Égalité, la Fraternité.

Le Peuple : — Bon ! Vous voulez donc la Communauté !...

P. Leroux : — Non...

Le Peuple : — Quel est donc votre système d'organisation ?

P. Leroux : — Je cherche... Mais je veux un *idéal*, la *doctrine de la perfectibilité*, une *Religion*, un nouveau Christianisme...

Le Peuple : — Bien ! formulez votre religion ; rédigez un plan d'organisation de la Société et du travail, d'après vos idées philosophiques et religieuses ; et alors nous verrons... Mais en attendant, il nous faut un plan : qui peut nous en présenter un ?

Parut alors *M. Buchez*, dont l'*Atelier* portait la bannière.

Scène 9^e — Système Buchez.

M. Buchez : — Je reconnais les principes du Christianisme, la Nationalité française, la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, l'unité, le devoir, le dévouement, la morale, la perfectibilité, le progrès...

Le Peuple : — Puisque vous adoptez les principes du Christianisme, vous adoptez donc la *Communauté* !...

M. Buchez : — Non, non : Je veux un nouveau Christianisme, une religion nouvelle. .

Le Peuple : — Formulez, rédigez, présentez un plan complet pour la Société... On dit que vous admettez un Pape, des espèces de cardinaux et une hiérarchie presque sacerdotale pour gouverner la Société, puis un partage inégal dans les produits du travail... Ce serait peu conforme à l'égalité et surtout à la fraternité. Enfin, nous verrons... Présentez un plan complet pour l'organisation sociale et politique.

M. Buchez : — Je veux d'abord organiser une multitude d'*associations* partielles qui comprendront chacune un certain nombre d'ouvriers dans chaque état ; puis, obtenir une augmentation de salaire, du crédit, des capitaux. Ce moyen d'avoir du travail et d'acquérir de l'aisance est plus praticable que la Communauté.

Le Peuple : — Quoi ! vous espérez encore obtenir des capitaux, par emprunts ou par souscriptions, pour vos associations partielles ! Vous espérez trouver des ouvriers pour organiser beaucoup d'associations de ce genre ! Vous espérez que le Pouvoir les permettra, quand il poursuit celle de St-Étienne ! Vous espérez que la concorde régnerait entre des associés qui ne partageraient pas également et fraternellement ! Vous espérez que les rivalités, l'antagonisme, les haines n'existeraient pas entre les associations, comme aujourd'hui entre les individus ! Mais ce serait substituer la guerre entre les associations à la guerre entre les particuliers ! Et puis, comment changer le salaire

sans changer toutes les relations manufacturières et commerciales? Changer le salaire ce serait tout bouleverser! La Communauté ne serait pas plus difficile à établir.... A un autre Système!

Ce fut le système *Saint-Simonien* qui se présenta.

Scène 10^e. — Système Saint-Simonien.

Un Saint-Simonien : — Je vais vous exposer....

Le Peuple : — Nous savons que vous voulez l'amélioration de notre sort, une nouvelle organisation de la propriété, de l'industrie, de la société... Nous savons que votre plan contient beaucoup d'excellentes choses, et que c'est presque la Communauté... Mais vous voulez un gouvernement *théocratique*, un Pape et des prêtres pour tout gouverner; et cela ne nous va pas du tout!... Vous voulez aussi un partage inégal des produits, à *chacun selon ses œuvres*; et cela blesse trop nos principes d'Egalité et de Fraternité pour que nous puissions l'admettre.... A un autre!

Ce fut un *Fouriériste* qui s'avança en déroulant un *Phalanstère*.

Scène 11^e. — Système Fouriériste.

Le Peuple : — Nous connaissons votre *Phalanstère*; nous connaissons votre plan pour remplacer toutes les villes et tous les villages, pour organiser l'industrie et rendre le travail attrayant, pour centraliser la propriété et la rendre commune à chaque *Phalanstère*. Votre plan renferme beaucoup de belles et bonnes idées... C'est une véritable Communauté, quoique vous croyez prudent et adroit de ne pas lui donner ce nom... Mais le Peuple serait trop fractionné dans vos *Phalanstères*; et nous ne pouvons, surtout, adopter votre principe fondamental qui distribue inégalement les produits dans la triple proportion du *capital*, du *talent* et du *travail*. Vous auriez donc des opulents, des riches et des aisés, trois degrés dans la nourriture, le logement, le vêtement, etc.! Que devient alors la *Fraternité*? Comment pouvez-vous espérer qu'un *Phalanstère* existerait deux ans avant que l'inégalité y fit éclater la jalousie, l'envie, la haine et la discorde?...

Mais quelle est cette femme qui se tient modestement derrière les autres, cachée sous un voile? Approchez!

C'était la *Communauté*, dont la physionomie respirait la bonté.

Scène 12^e. — Système Communautaire.

La Communauté : — Je vous apporte la réalisation de tous vos vœux, de la Démocratie, de la Souveraineté populaire, de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité, de l'Association, de l'Unité; car mon plan est une *Association* sur la triple base de l'Unité, de l'Egalité, de la Fraternité.

Le Peuple : — Bravo, bravo!

La Communauté : — C'est aussi la réalisation des principes du Chris-

tianisme, qui proclama non-seulement la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, mais encore et formellement la Communauté, comme seul moyen de vivre en frères.

Le Peuple : — Bravo, bravo !

La Communauté : — J'assure du travail, un travail facile et modéré, l'aisance et l'abondance en travaillant, le mariage sans aucune espèce de contrainte, la famille sans aucune espèce d'inconvénients pour la Société, l'éducation pour tous et l'éducation la plus parfaite.

Le Peuple : — Bravo, bravo !

La Communauté : — Je ne sépare jamais la Fraternité de l'Égalité : Vous travaillerez en frères et vous partagerez en frères...

Le Peuple : — Bravo, bravo !

La Communauté : — Vous travaillerez tous également, suivant vos goûts et vos forces, dans d'immenses ateliers communs : mais je n'épargnerai rien pour vous rendre le travail facile et agréable. Vous inventerez des milliers de *machines* pour les faire travailler en votre place ; et ces machines, travaillant pour vous tous, ne vous nuiront jamais.

Le Peuple : — Bravo, bravo !

La Communauté : — Toutes les propriétés ne feront qu'une immense propriété commune ; toute l'industrie ne fera également qu'une seule industrie ; nous mettrons l'*ordre* partout ; nous consulterons toujours la *Raison*, notre intelligence à tous ; nous éviterons toutes les *pertes*, et nous ferons d'énormes *économies* ; nous augmenterons prodigieusement la production au profit de tous ; et nous assurerons le bonheur de chacun sans dépouiller ni opprimer personne.

Le Peuple : — Bravo, bravo !

La Communauté : — Je fais produire à l'agriculture et à l'industrie tous les objets nécessaires à votre nourriture, à votre vêtement, à votre logement, etc. ; je les reçois dans d'immenses magasins ; et je vous les fais distribuer à tous également en proportion de vos besoins... Ainsi, plus de soucis ni d'inquiétudes ; plus de loyers, ni de billets à payer ; plus d'impôts ni de procès ; plus de faillites ni d'incendies qui ruinent... Je résous ou prévins les questions de salaire et toutes les autres difficultés... Et je coupe la racine à tous les vices et à tous les crimes, parce qu'ils n'ont plus d'intérêt pour personne !

Et c'est vous qui ferez vos lois et vos affaires publiques, par vos représentants, par vos mandataires, par votre Gouvernement.

Tous les autres Systèmes crièrent à la fois que tout cela était *impossible*. Mais la Communauté leur en démontra la possibilité ; et le Peuple applaudit si bruyamment que le *Système Conservateur* accourut, représenté par un petit homme tout rond, gros et luisant comme un chanoine, suivi par MM. Hébert et Guizot, qui paraissaient effrayés tous trois comme si c'était une émeute...

Scène 13^e et dernière. — Système Conservateur.

Le Conservateur, tout essoufflé : — Mes chers camarades, mes amis, conservez, conservez, je vous en prie!...

Le Peuple : — Quoi ! conserver les lois contre l'association et contre la pressel... Conserver le système d'égoïsme et de cupidité qui produit les *Lafarge*, les *Lehon*, les fonctionnaires voleurs!...

Le Conservateur : — Oui, conservez, conservez tout... toujours!

Le Peuple : — Même notre ilotisme politique, notre misère!...

M. Hébert : — Que dites-vous ? Vous avez la liberté devant la Charte, l'Égalité devant la loi, les institutions les plus sages et les plus libérales, le Gouvernement le plus paternel et le plus rempli de sollicitude pour votre bonheur ! Les Ministres sont des génies ! Tout est parfait...!

Le Peuple : — Mais on n'entend que des plaintes sur la corruption, sur la démoralisation, sur les hontes..! On n'entend que des accusations de l'Opposition contre les Ministres et des Ministres contre l'Opposition, de la Gauche contre les Conservateurs et réciproquement.

M. Hébert : — Le commerce et l'industrie n'ont jamais été plus prospères, et le Peuple plus heureux....

Le Peuple : — Mais non, non, non ! Nous le savons mieux que vous !... Vous pouvez être heureux avec vos appointements, et content avec votre croix d'honneur, c'est tout simple ; mais nous, qui n'avons ni travail, ni pain, ni rien, nous sommes malheureux, mécontents, très mécontents. Demandez plutôt à M. Guizot !

M. Guizot : — « C'est l'esprit du temps de *déplorer* la condition du Peuple ; mais on dit vrai, et il est impossible de voir sans une *compassion* profonde *tant de créatures humaines si MISÉRABLES...* » Cela est douloureux, *très douloureux* à voir, très douloureux à penser... Mais il faut y penser, y penser beaucoup ; car à l'oublier, il y a **TORT GRAVE et GRAVE PÉRIL.** »

Le Peuple : — Réforme donc, réforme !

M. Guizot : — Factieux, anarchistes, barbares, silence ! Non, point de réforme, *statu quo*, immobilité !

M. Hébert : — Et si vous bougez !...

Le Peuple : — Pas si bêtes !...

M. Guizot : — Jupiter avait la foudre en main ; le Dieu de Moïse était le Dieu terrible, le Dieu jaloux, le Dieu des combats, le Dieu de l'intimidation et de la terreur... Obéissez !

La Communauté : — Prudence, sagesse et patience, mes enfants !...

Et tout-à-coup le Conservateur et M. Hébert s'évanouirent comme des ombres ; le Peuple disparut aussi comme l'éclair ; je n'aperçus plus qu'une borne à la place de M. Guizot ; et la Communauté resta seule, environnée d'une éblouissante lumière.

Ris de mon rêve, tant que tu voudras, mon cher Eugène ; je ne t'en embrasse pas moins affectueusement. Adieu.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HX
265
C33

Cabet, Etienne
Douze lettres d'un communiste
a un reformiste sur la
communaute

